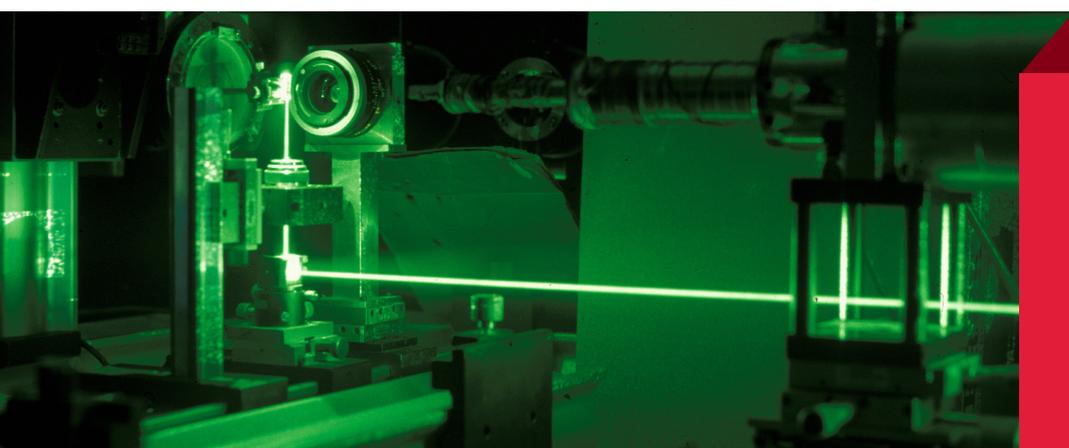


SITUATION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DE LA LORRAINE - 2013



Séance Plénière du 13 décembre 2013

Construire
sur les atouts
lorrains



Ce rapport a été adopté à l'unanimité par le CESE de Lorraine en séance plénière le 13 décembre 2013.

Ce rapport est le fruit d'un travail qui a eu lieu de manière continue au cours de l'année 2013 autour d'un comité de pilotage et de groupes de travail thématiques. Il implique des membres de la précédente mandature du CESE de Lorraine, qui s'est achevée le 31 octobre 2013.

Pour la nouvelle mandature du CESE, le rapport SITECO sera de la responsabilité de la section de la conjoncture économique, sociale et environnementale.

Président du Groupe de Travail

Gilbert KRAUSENER
Président de la Section conjoncture économique,
sociale et environnementale

Coordination et suivi

Vincent HEIN
Chargé de Mission

Comité de pilotage

***dont membres de la précédente mandature**

Roger CAYZELLE, Président du CESEL
Olivier CAYLA, Vice-Président du CESEL
Raymond FRENOT, Vice-Président du CESEL
Maurice GRUNWALD*, Vice-Président du CESEL
Alexandre MAJERCSIK, Secrétaire Général du CESEL
Robert MERTZ, Membre du CESEL
Patrick MEYER, Vice-Président du CESEL

Membres ayant participé aux groupes de travail thématiques

***dont membres de la précédente mandature**

Jean-Paul BAILLY*
Frantz EHRLACHER*
Bertrand GOSSELIN
Jean-Luc HUMBERT
Pascal KNEUSS
François LAURENT*
Sylvie MATHIEU
Alain MISSOFFE*
Bernard STEPHAN
Karl TOMBRE

Mentions légales

Editeur : CESE de Lorraine
Place Gabriel Hocquard - 57036 Metz Cedex 1
Imprimeur : Région Lorraine
Place Gabriel Hocquard - 57036 Metz Cedex 1
Tirage : Décembre 2013
ISBN : 978-2-11-138593-1 et 978-2-11-138594-8
Dépôt légal - Décembre 2013

Avant-propos	Page 9
Edito : construire sur les atouts lorrains	Page 10
Synthèse du rapport SITECO2013	Page 15
1. Deux enjeux-clés pour la Lorraine	Page 25
1.1 SarLorLux : un potentiel européen de coopération transfrontalière	Page 26
1.2 Territoires : les spécificités des zones d'emploi de la Lorraine	Page 36
2. Situation économique de la Lorraine	Page 93
2.1 Activité des principaux secteurs et performances économiques régionales	Page 95
2.1.1 Contexte économique et conjoncture en Lorraine : pas de signe de reprise	Page 97
2.1.2 PIB et valeur ajoutée : recul continu du poids de la Lorraine dans l'économie française	Page 111
2.1.3 Commerce extérieur : les exportations, moteur en Lorraine	Page 116
2.1.4 Investissements internationaux : la Lorraine au 4ème rang des régions pour les flux d'IDE entre 2008 et 2012	Page 123
2.1.5 Démographie des entreprises : recul des créations d'entreprises en 2012	Page 128
2.2 Economie de la connaissance, innovation et capital humain	Page 135
2.2.1 Recherche, développement et innovation : force de la recherche publique et faiblesse de la recherche privée	Page 137
2.2.2 Formations et qualifications : la Lorraine en rattrapage	Page 146

3. Situation sociale de la Lorraine	Page 155
3.1 Démographie et société	Page 157
3.1.1 Démographie : le solde naturel aussi à la peine	Page 159
3.1.2 Revenus et inégalités : la Lorraine au 12ème rang des régions pour le revenu disponible des ménages	Page 168
3.1.3 Pauvreté et précarité : les conséquences de la crise de plus en plus visibles	Page 172
3.1.4 Santé : des contrastes territoriaux	Page 179
3.1.5 Logement et construction : quand le bâtiment ne va plus	Page 187
3.2 Situation de l'emploi	Page 193
3.2.1 Evolutions de l'emploi salarié : 50 000 emplois détruits depuis 2000	Page 195
3.2.2 Emploi frontalier : 31 000 nouveaux emplois	Page 207
3.2.3 Chômage : un niveau sans précédent	Page 212

4. Situation environnementale de la Lorraine

Page 219

4.1 Biodiversité et ressources naturelles

Page 221

4.1.1 Sols et sous-sols : des exigences à intégrer dans l'aménagement du territoire

Page 223

4.1.2 Eau et milieux aquatiques : l'impact des activités humaines

Page 227

4.2 Climat, air et énergie

Page 233

4.2.1 Qualité de l'air : oxyde d'azote et particules fines à surveiller

Page 235

4.2.2 Transports : les défis de l'optimodalité fret et de l'intermodalité

voyageurs toujours d'actualité

Page 240

4.2.3 Profil énergétique de la Lorraine : les défis de la transition énergétique

Page 248

4.3 Economie verte

Page 255

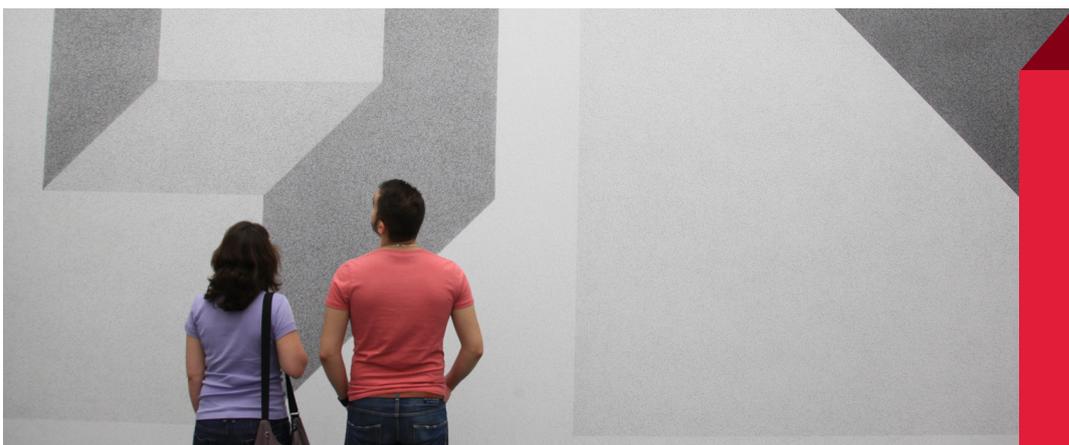
4.3.1 Secteurs et emplois de l'économie verte : des filières stratégiques

Page 257

4.3.2 Déchets : l'entrée dans une économie circulaire

Page 261

AVANT-PROPOS



Edito
Synthèse

Edito : construire sur les atouts lorrains

Ainsi que le démontre cet exercice 2013 de la Situation Economique, Sociale et Environnementale du CESE de Lorraine, la situation de la Lorraine est critique à bien des égards. Mais paradoxalement, elle dispose en elle-même des atouts sur lesquels peut se construire un avenir générateur d'emplois et de valeur ajoutée. L'actualité, entretenant ainsi une sorte de légende, a pu laisser penser que la Lorraine se résumait à de vieilles industries de bases, incapables d'affronter le choc de la globalisation de l'économie et vouant ainsi la Lorraine à un échec annoncé. Il n'en est rien : non seulement l'économie lorraine ne se résume pas à des secteurs déclinants mais plus encore, elle possède un potentiel de recherche et d'innovation, de qualité, mais insuffisamment exploité. Or, l'avenir économique et social de la Lorraine ne peut se construire que sur les bases d'une quête permanente de l'innovation.

Un certain nombre de mouvements prennent ainsi corps en Lorraine. De la réussite de ceux-ci dépend le redressement de notre Région.

1- Le Pacte Lorraine 2014-2016 : trois ans pour construire une Lorraine résolument innovante

Signé en septembre 2013 par le Conseil Régional de Lorraine et le Gouvernement, le Pacte Lorraine 2014-2016 donne un cadre cohérent et ambitieux à la mise en œuvre d'une véritable politique régionale d'innovation. Ce Pacte doit constituer une vraie rupture dans les méthodes de mobilisation économique au niveau régional. Il entre dans le cadre d'une stratégie européenne de spécialisation intelligente, mobilisant les atouts de la Lorraine.

Un écosystème puissant et attractif : la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie.

L'élément central du Pacte Lorraine réside dans la volonté conjointe de l'Etat, du Conseil Régional de Lorraine et des acteurs socio-économiques de faire de la Lorraine le cœur de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie. La région dispose, au regard de ses indices de spécialisation dans le domaine des matériaux et de son potentiel énergétique, d'une réelle légitimité à revendiquer ce label. Encore faut-il organiser les centres de recherche, les plateformes de transfert et les acteurs économiques afin que les efforts de R&D amplifient le potentiel d'innovation des entreprises lorraines. Le classement de la recherche publique lorraine par rapport aux financements de l'Agence Nationale de la Recherche au 11ème rang des régions tout comme les 1 500 entreprises de plus de 10 salariés considérées comme innovantes (11ème rang également) viennent à l'appui de cette démarche. Le Pacte Lorraine est une nouvelle étape devrait permettre d'accroître l'effort de R&D des entreprises lorraines encore trop faible.

Sa réussite suppose une mise en réseau efficace des acteurs et la mise en œuvre rapide de l'ensemble des dispositifs évoqués dans le Pacte Lorraine.

Il importe également que les éléments constitutifs de la vallée européenne des matériaux et de l'énergie se concrétisent rapidement. Cela est particulièrement vrai pour le CEA Tech, la SATT Grand-Est, l'IRT M2P* ainsi que les centres recherche développés dans le Pacte Lorraine (mésocentre de calcul EXPLOR, plateforme métallurgie, institut Jean Lamour et équipement DAUM, projet « verre », institut Lafayette

* SATT = Société d'Accélération des Transferts de Technologie ;

IRT M2P = Institut de Recherche Technologique Matériaux, Métallurgie et Process

et campus technopole) et le pôle d'excellence énergie fondé sur l'hydrogène et la chimie.

La mise en œuvre du Pacte Lorraine prévoit également des actions structurantes dans le domaine des matériaux renouvelables du bois et de l'écoconstruction qui sont des filières importantes pour la région.

Le CESE de Lorraine estime dans ce cadre que la réalisation du projet LIS peut constituer pour la Lorraine un atout considérable pour se positionner comme un nouveau modèle de développement économique dans le domaine de la production décarbonés et de la valorisation du CO₂. De plus, le centre de recherche publique sur la sidérurgie annoncé par le Président de la République pourrait également être un appui à la constitution de cette filière.

Des filières stratégiques et identitaires

Le Pacte Lorraine 2014-2016 identifie également 5 filières considérées comme stratégiques et identitaires: la santé, l'automobile, l'aéronautique, forêt-bois et l'agriculture et l'agro-alimentaire. Si certaines d'entre-elles connaissent de véritables difficultés – notamment l'automobile et la filière forêt-bois – elles n'en demeurent pas moins des filières pour lesquelles la Lorraine dispose d'éléments de recherche et d'innovation puissants, d'un savoir-faire reconnu ou d'une ressource de qualité. Cette spécialisation recherchée répond également à la volonté exprimée depuis 2 ans par le CESE de Lorraine de concentrer les efforts des acteurs socio-économiques sur 5-6 filières au maximum.

Ce travail prioritaire doit se réaliser dans le cadre de Comités Stratégiques de Filières qu'il faut pouvoir décliner au niveau régional tout comme dans la réflexion sur les 34 projets industriels présentés par le Ministre du Redressement Productif sur lesquels la Lorraine doit pouvoir se positionner et définir un chef de file porteur et rassembleur.

Enfin, le CESE de Lorraine est favorable à ce que l'instruction de l'ensemble des dossiers qui émergeront de cette partie du Pacte Lorraine puisse l'être par une seule entité afin d'assurer une meilleure lisibilité et une meilleure efficacité. A ce titre, il semble que le Conseil Régional de Lorraine, au regard de ses compétences, de sa maîtrise à venir des crédits européens, soit l'institution la plus légitime pour assurer le suivi et l'instruction des dossiers.

Actionner des effets de levier grâce au Pacte Lorraine

Si l'ampleur des investissements directs prévus par le Pacte Lorraine 2014-2016 peuvent sembler limités par rapport à la situation de la Lorraine, c'est la mobilisation exemplaire de tous les acteurs dans une stratégie commune qui permettra de bénéficier des effets de leviers disponibles (programme des investissements d'avenir, fonds européens, crédits BPIFrance, crédits BEI, investissements privés, ...).

2- L'Université de Lorraine: consolider une avancée majeure

La réalisation de l'Université de Lorraine a renforcé le pouvoir d'attractivité de la Lorraine et constitue en cela, l'une des avancées majeures de ces 10 dernières années. Même si le classement de Shanghai n'est pas une fin en soi, le fait de se retrouver parmi les 300 premières universités internationales constitue un élément fort de visibilité et de rayonnement.

Le nombre d'étudiants inscrits à l'Université et notamment la part des étudiants étrangers (14,7%) est une manifestation réelle de cette attractivité. Si la Lorraine a connu une forte augmentation du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur chez les jeunes actifs entre 1999 et 2011 (de 24,8% à 37,2%), ce nombre est encore en dessous de la moyenne des régions françaises, ce qui montre la nécessité d'amplifier le mouvement issu de l'UDL.

Pour autant, il semble que des mouvements de résistance apparaissent ici et là, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la gouvernance. Pour le CESE de Lorraine, il importe que les élus, les acteurs de l'enseignement supérieur en Lorraine, les acteurs socio-économiques de Lorraine puissent trouver ensemble des éléments de convergence.

Il apparaît tout aussi important de développer les échanges à l'international depuis l'Université de Lorraine et notamment avec les Universités de nos pays limitrophes. Si cela se concrétise déjà avec l'Université de la Grande Région, il convient de les renforcer notamment en lien avec les thématiques retenues dans le cadre du Pacte Lorraine 2014-2016.

Enfin, aux côtés de l'Université de Lorraine, il est important de rappeler la force que représente pour la Lorraine son offre de formations d'ingénieurs qui représente 5% des élèves formés en France et qui constitue un levier important tant dans la mise en œuvre du Pacte Lorraine que dans l'attractivité de la Lorraine.

3- La métropolisation : une identité indispensable à l'attractivité du territoire

Le rapport SITECO 2013 revient en de nombreux points, et notamment sur les évolutions démographiques et de l'emploi, sur l'importance de la métropolisation. En effet, outre leur capacité à générer de l'emploi et de la démographie positive sur leurs territoires, les métropoles irriguent une zone d'influence qui va bien au-delà de leurs limites géographiques ou institutionnelles.

Or, force est de constater que les deux plus grandes villes lorraines se situent encore en-deçà des autres grandes agglomérations métropolitaines tant en termes de poids démographiques que de cadres des fonctions métropolitaines par exemple.

Aussi, pour le CESE de Lorraine, il semble nécessaire de conforter le mouvement initié par les quatre villes

(Thionville, Metz, Nancy et Epinal) avec la création du Pôle Métropolitain du Sillon Lorrain en janvier 2012 dont les champs d'action sont autant d'éléments forts d'attractivité : économique, enseignement supérieur, recherche et innovation, tourisme et culture, mobilités. Ce Pôle Métropolitain doit devenir un acteur incontournable aux côtés du Conseil Régional, des Conseils Généraux et de l'Etat. La Conférence Territoriale de l'Action Publique initiée par le Président du Conseil Régional doit s'inscrire dans cette volonté de constituer et renforcer un élément métropolitain fort en Lorraine.

Le deuxième axe de ce renforcement métropolitain doit s'appuyer sur l'émergence d'un réseau métropolitain transfrontalier et un renforcement des liens entre le Pôle Métropolitain du Sillon Lorrain et Luxembourgville et Saarbrücken. La réussite de l'Opération d'Intérêt National Alzette-Belval et la montée en puissance du GECT Eurodistrict SaarMoselle doivent également participer à la reconnaissance d'un fait métropolitain puissant en Lorraine.

4- Le transfrontalier et la Grande Région : des atouts évidents à renforcer

Pour le CESE de Lorraine, qui peut s'enorgueillir d'être le premier CESER de France à avoir des Conseillers représentant les pays frontaliers, la question transfrontalière et de la Grande Région est une évidence et une nécessité.

Il s'agit d'une évidence au regard du passé commun qui relie la Wallonie, le Grand-duché de Luxembourg, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat tant sur le plan industriel qu'en lien avec les grands faits historiques du 20ème siècle. Il s'agit d'une évidence et d'une nécessité au regard des dimensions somme toutes réduites de chacun des membres de la Grande Région. Des entités qui individuellement pèsent peu mais qui collectivement se complètent et représentent une aire économique et sociale de poids. C'est une évidence au regard de l'importance que représente le

travail transfrontalier et notamment son impact dans l'économie lorraine (plus de 3 milliards d'euros de revenus dans le PIB lorrain) ainsi que sur le front de l'emploi.

Pour le CESE de Lorraine, renforcer ces liens est donc indispensable et suppose, pour une plus grande efficacité, d'être accentué vers le Grand-Duché de Luxembourg et le Land de Sarre. Ce renforcement des liens doit s'opérer sur le plan institutionnel par des rencontres bilatérales plus fréquentes afin de traiter un maximum de questions communes. Il doit intervenir sur le plan économique – et la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie est un support idéal – avec la mise en œuvre de réunion des exécutifs (sur le modèle de la CRMEPI*). Il doit également intervenir sur les questions de formation et d'enseignement supérieur, de santé et de mobilités. Enfin, la question du bilinguisme doit trouver dans les 3 prochaines années une réponse concertée entre la Lorraine et la Sarre. Sans dénier les contraintes culturelles, législatives et fiscales, la connaissance de la langue du voisin ne peut être considérée autrement que comme une exigence absolue.

5- Le dialogue social : La Lorraine doit être une région innovante

Dans un contexte social et économique difficile, et dans un climat de défiance des citoyens, la mise en avant des corps intermédiaires et des organisations professionnelles et syndicales doit montrer la pertinence d'un dialogue social enrichi entre les acteurs publics et politiques et ces organisations. Dans ce cadre, le CESE de Lorraine soutient la mise en œuvre du Comité Lorrain Tripartite tel qu'il est prévu dans le Pacte Lorraine et appelle au maintien de ce dispositif en amont des phases décisionnelles et consultatives.

* CRMEPI = Conférence Régionale de Mobilisation Economique et de Promotion de l'Innovation

Dans le même esprit, le CESE de Lorraine appelle à la relance d'un Observatoire Régional des Mutations Economiques afin que l'Etat, les collectivités et les organisations syndicales et professionnelles accompagnent très en amont les mutations à l'œuvre sur le territoire lorrain.

Enfin, le CESE de Lorraine invite le Conseil Régional de Lorraine mais aussi d'autres collectivités et l'Etat – sous la réserve d'un accord du Conseil Régional – à le saisir des questions d'intérêt régional. C'est l'une des missions de la 2ème assemblée régionale et par sa composition et sa représentativité, elle peut apporter un regard novateur et transversal sur ces saisines.

6- Faire le pari du développement durable

Le pari du développement durable ne sera tenu que s'il parvient à concilier innovation et compétitivité économique avec progrès social et respect des équilibres écologiques et des spécificités des territoires. Un des gages de réussite dépendra de la capacité des acteurs à se concerter et à travailler ensemble sur des temps plus long et en élargissant le processus à toutes les composantes de la société (Etat, élus, citoyens, associations, socio-professionnels...).

En Lorraine comme dans d'autres régions, des diagnostics des émissions atmosphériques ainsi que des objectifs de réduction et d'adaptation de nos modes de production et de consommation à l'horizon 2020 ont été définis dans le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE). Dès 2013, l'Observatoire de l'Energie en Lorraine (OREL), dans un large partenariat, a été chargé d'assurer le suivi du SRCAE et d'améliorer les indicateurs de mesure.

Par ailleurs, le CESEL a entrepris une démarche originale de définition des Indicateurs Territoriaux du Développement Durable avec ses partenaires: DREAL, SESGAR, INSEE Lorraine et Agence de l'eau Rhin-Meuse. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la SNDD et des réflexions sur

de nouveaux instruments de mesure de la richesse conduits notamment par Amartya Sen, et Joseph Stiglitz.

Enfin, les deux Assemblées de Lorraine ont contribué au Débat sur la Transition Energétique et ont valorisé les potentiels lorrains dans les énergies renouvelables, l'hydrogène et la biomasse en particulier. Ces potentiels ont également été valorisés dans le projet de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie du pacte Lorraine qui fera l'objet d'un suivi très régulier.

En Lorraine, les principaux défis environnementaux qui se posent à l'heure actuelle sont :

- la rénovation thermique des logements. Au vu de la masse de logements concernés en Lorraine et du coût que cela représente, ce chantier devrait être inscrit dans des priorités nationales ;
 - l'efficacité énergétique des processus industriels et agricoles ;
 - la protection de l'environnement et la cohérence écologique, qui doivent être au cœur des politiques d'aménagement du territoire (plans d'urbanisme, fin de l'artificialisation des sols, protection des trames vertes et bleues ; reconversion des sites pollués ...)
- la lutte contre l'extension des déplacements domicile-travail et leurs impacts sur l'environnement. Cela implique tout d'abord une politique d'aménagement global luttant contre la rurbanisation et ensuite de répondre aux questions de l'optimodalité, du co-voiturage et du renforcement des transports en commun ;
 - le contrôle et la prévention de l'émission des particules fines notamment chez les particuliers, dans les transports et dans l'industrie ;
 - l'amélioration de la qualité de l'eau, en luttant contre les pollutions diffuses, en protégeant les captages, et en améliorant le traitement des eaux usées ;
 - le traitement et la valorisation et une nouvelle approche économique basée sur le cycle de vie des produits.

Synthèse du rapport SITECO 2013

1- Une crise historique dans sa durée

La crise économique actuelle est la plus grave que la France ait connue depuis 1929. 21 trimestres après le début de la récession en 2008 (soit plus de cinq ans), le PIB national n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise. En Lorraine, ce choc économique est arrivé dans un contexte déjà difficile de mutations auquel la plupart des secteurs industriels historiques de la région sont confrontés depuis le début des années 2000 avec une concurrence mondiale accrue ayant eu pour conséquence des pertes de parts de marché et des restructurations importantes dans certaines filières. La crise, avec la baisse de la demande européenne, a amplifié ce mouvement dans des secteurs clés comme la sidérurgie, la sous-traitance automobile, la chimie.

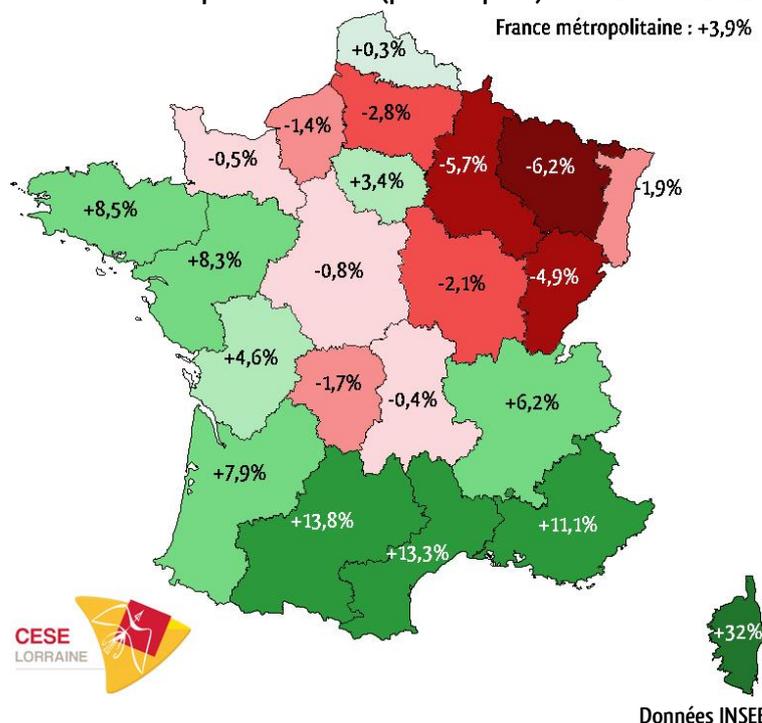
Depuis 2008, la situation n'a connu qu'une légère

amélioration en 2011, avant une rechute de l'activité et de l'emploi en 2012. Pour l'heure, l'économie lorraine, qui est intimement liée à la conjoncture européenne (82% des exportations, soit 26% de son PIB), n'affiche pas de signe de reprise.

La Lorraine, région française la plus touchée

Avec 50 000 emplois perdus depuis 2000 (emplois salariés publics et privés), la Lorraine affiche la plus forte baisse de l'emploi salarié en France. La situation actuelle de l'économie lorraine, vu l'ampleur des difficultés et des défis posés, n'est pas sans rappeler la crise des années 1970-1980 dans la mine, la sidérurgie et le textile.

Evolution de l'emploi salarié total (public + privé) entre 2000 et 2012



Des amortisseurs publics insuffisants pour limiter les conséquences sociales

Mais à l'inverse des précédents grands bouleversements que la Lorraine a connus, la crise actuelle est doublée de la crise des dettes souveraines, qui limite considérablement les possibilités d'amortisseurs publics.

L'emploi public stagne, voire recule dans certains domaines (armée, éducation), les retraites anticipées sont difficiles à mettre en place, les possibilités d'implantations ex-nihilo de grandes entreprises ou de centres administratifs sont très limitées, ... autant de raisons pour lesquelles la Lorraine connaît actuellement un nombre de demandeurs d'emploi ainsi qu'un taux de chômage non-égalés lors des précédentes crises économiques.

2- La désindustrialisation se poursuit et les relais ne sont pas suffisants pour l'heure en Lorraine

Accélération de la désindustrialisation depuis 2000

50 732 emplois industriels ont été détruits en Lorraine entre 2000 et 2011. La décennie aura ainsi vu disparaître 28,2% des emplois industriels lorrains, contre 19,8% en France métropolitaine. Cette désindustrialisation intervient après sept années de relative stabilisation de l'emploi salarié du secteur.

Si l'ensemble des régions a vu reculer leur nombre d'emplois dans l'industrie, c'est en Lorraine que la baisse est la plus marquée depuis 2000.

Le développement de l'emploi dans le tertiaire marchand est trop faible en Lorraine

Une partie des emplois « détruits » dans l'industrie l'ont été par transfert dans des activités de sous-traitance du domaine des services, mais force est de constater que le mouvement de tertiarisation de l'économie lorraine n'a pas suffi à compenser les pertes dans l'industrie lors de la dernière décennie.

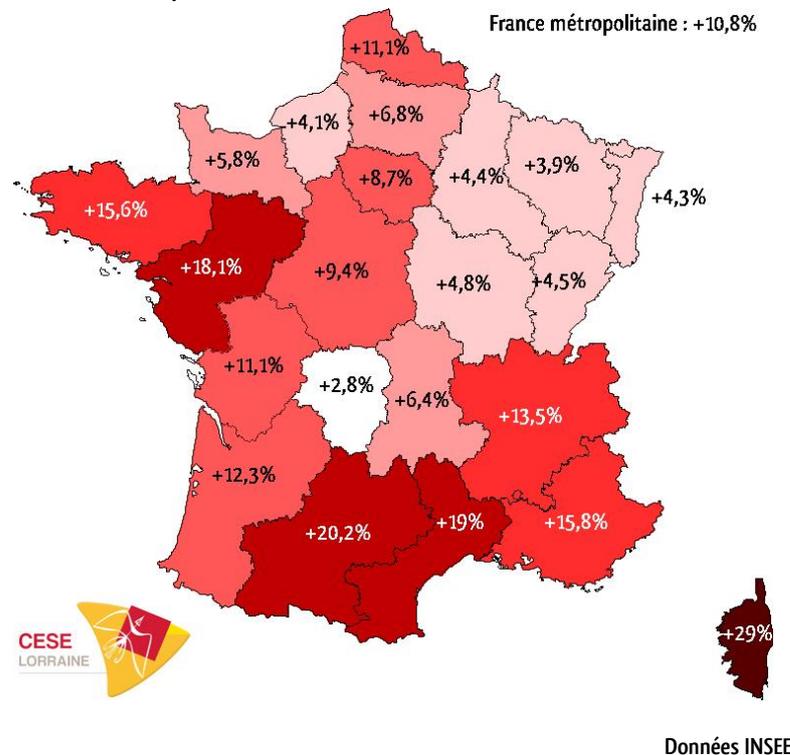
Le secteur des services marchands représente en Lorraine 40% de l'emploi salarié total, contre 48% en moyenne en France métropolitaine. Depuis 2000, ce secteur a créé 11 500 emplois, soit une hausse de 3,9%, plaçant la Lorraine au 21ème rang sur 22 des régions, devant le Limousin. Plusieurs phénomènes peuvent être à l'origine du faible essor des services marchands. La démographie « atone » de la région freine l'essor des services qui dépendent des ménages comme le commerce. La faible présence de centres de décision, l'insuffisante attractivité de la métropole Metz-Nancy face à la région parisienne ou le Luxembourg peuvent avoir une incidence sur la faible croissance lorraine dans les secteurs des services aux entreprises.

Enfin, le recul de l'activité industrielle a affecté le volume d'affaires dans les services de sous-traitance. En effet, ce sont dans les régions les plus marquées par la désindustrialisation que la progression de l'emploi tertiaire demeure inférieure à la moyenne française.

Le secteur non-marchand également en difficulté en Lorraine

Depuis 2008, l'emploi dans le secteur non-marchand recule en Lorraine. Entre 2002 et 2011, la Lorraine et la Champagne Ardenne sont les seules régions de France métropolitaine qui affichent une baisse de l'emploi dans le secteur tertiaire non-marchand. En Lorraine, on note un recul de 0,9% (-2 751 emplois) du nombre de salariés, contre une hausse de 5,2% (+371 800) en France métropolitaine. Cette tendance baissière s'est même accélérée en 2011.

Evolution de l'emploi salarié dans les services marchands entre 2000 et 2011



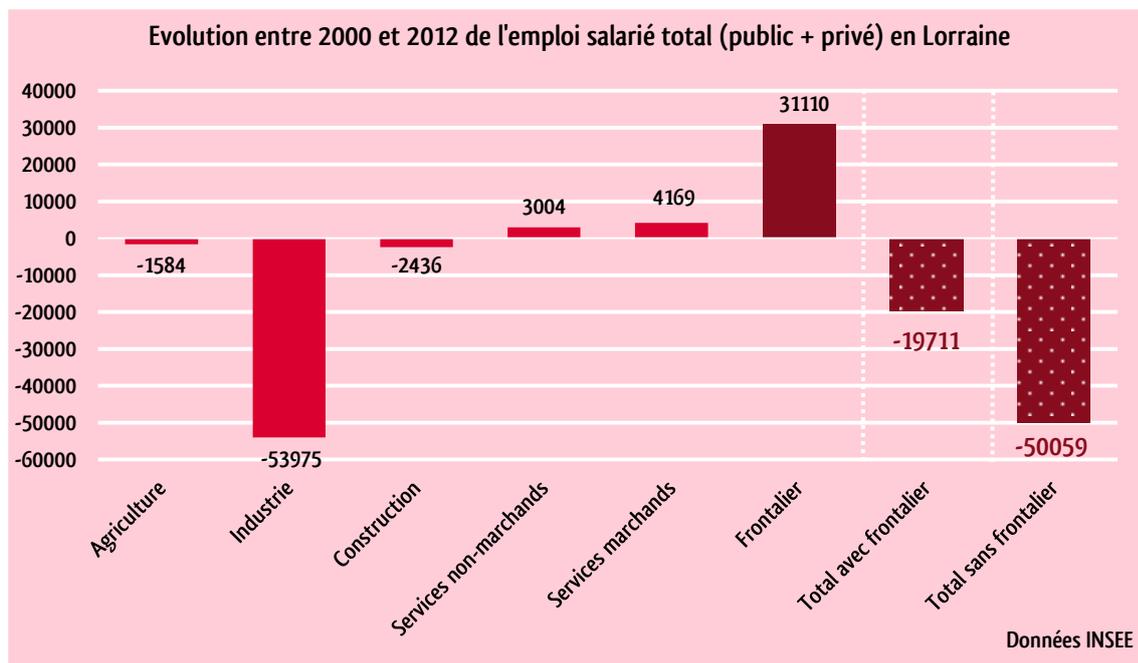
3- Le frontalier, principal relais de la création d'emploi pour les Lorrains

L'emploi frontalier occupe 101 520 Lorraines et Lorrains en 2012. Depuis 1990, leur nombre a plus que triplé en Lorraine (+211%). Ils représentent aujourd'hui près d'un actif sur dix résidant dans la région.

Depuis 2000, cette dynamique est essentiellement tirée par le Luxembourg, où 79 500 Lorrains travaillent quotidiennement. En 10 ans, leur nombre a cru de 24 200. Avec l'Allemagne et la Belgique, les deux autres pays accueillant des navetteurs lorrains, le nombre de frontaliers a cru de 31 110 postes entre 2000 et 2012, alors que l'emploi salarié « intérieur » reculait de 50 000 postes.

Si l'on additionne les pertes d'emploi de l'industrie, de l'agriculture et la construction, 57 994 postes ont été perdus en 12 ans. Sur l'ensemble de ces pertes, 5,2% ont été compensées dans les services non-marchands (qui ont créé 3 000 postes), 7,2% dans les services marchands (avec 4 169 postes créés) et 53,6% dans les nouveaux emplois frontaliers (+31 110 emplois). 34% de ces pertes (19 711 emplois n'ont pas été compensées).

Plus qu'une variable d'ajustement, l'emploi frontalier a été le principal amortisseur face aux difficultés du marché de l'emploi lorrain lors de la dernière décennie.



4- Une double fracture territoriale

Les années 2000 ont été marquées en France par l'émergence d'une double fracture territoriale. D'une part, l'écart entre les dynamiques économiques et démographiques des régions s'est creusé à partir du début de la décennie et s'est amplifié pendant la crise, et, d'autre part, au sein des régions, les territoires ne connaissent pas tous les mêmes évolutions économiques et sociales. Ils sont notamment marqués par une polarisation des emplois dans les grands pôles urbains et une dispersion des habitants dans leurs couronnes.

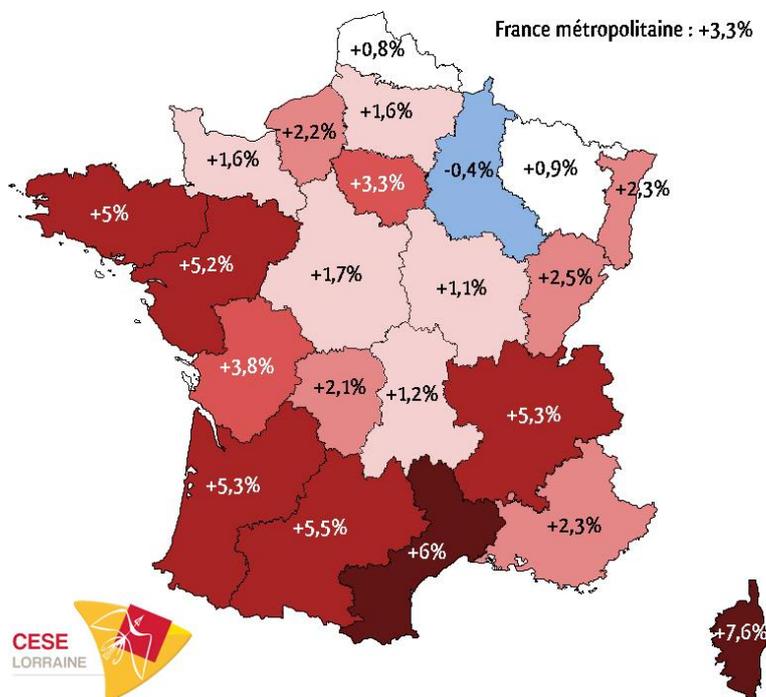
La Lorraine partage des défis communs avec les régions d'un large quart Nord-Est

8 régions françaises (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, PACA, Rhône Alpes, Bretagne, Pays de Loire et Poitou-Charentes) ont capté 65% de la croissance démographique et 70% des créations d'emploi entre 1999 et 2009 alors qu'elles représentent 45% de la population et 42% des emplois. Cette France à deux vitesses se caractérise d'autre part par un groupe de

régions dont la croissance démographique est très faible, voire nulle et dans lesquelles la croissance des emplois est très faible également. Ces 12 régions sont géographiquement localisables : elles se situent principalement au Nord d'une ligne Le-Havre-Grenoble. Un sous-groupe peut y être matérialisé, regroupant la Lorraine, la Picardie, La Franche-Comté et la Bourgogne. 4 régions qui perdent des emplois avec une démographie très faible. Le trait commun de ces dernières régions est d'être des terres d'industries historiques subissant depuis près de 40 ans des restructurations lourdes et dont les reconversions n'ont toujours pas abouti. De plus, les difficultés démographiques ne font qu'accentuer les écarts constatés.

A l'opposé, les 8 régions affichant des croissances importantes tant démographiquement qu'économiquement bénéficient à la fois d'une attractivité naturelle d'où le développement d'une économie résidentielle importante, d'un meilleur développement de leur socle industriel (aéronautique en Midi-Pyrénées par exemple) et d'un développement important des activités de service (aux personnes et aux entreprises). Ce qui ne les empêche pas de faire face à des problèmes de ruptures sociales et environnementales

Evolution de la population totale entre le 1^{er} janvier 2006 et le 1^{er} janvier 2012 (%)



Données INSEE, recensement de la population

Les territoires lorrains dans des situations contrastées

L'analyse des agrégats économiques globaux ne suffit pas pour comprendre les évolutions d'une région ou d'un pays. Que ce soit sur les évolutions de moyen terme ou depuis la crise de 2008, les territoires lorrains sont marqués par de fortes disparités. Ils ont tous un profil socio-économique qui leur est propre et les grands mouvements à l'œuvre actuellement (métropolisation, vieillissement de la population, attractivité du Luxembourg, désindustrialisation, augmentation du niveau de qualification, hausse du chômage, etc.) ont des effets complexes et n'ont pas les mêmes conséquences partout.

Lors de la dernière décennie, la polarisation des activités économiques dans les grands pôles urbains a profité aux zones d'emploi de Metz et de Nancy, mais elle a également eu des effets sur les espaces périphériques du Sillon Lorrain. Les évolutions de l'emploi salarié ont été plus favorables autour des deux prin-

cipales villes de la région et la dissociation croissante entre les lieux d'emploi et les lieux de travail a profité aux grandes couronnes, qui ont connu des évolutions favorables de la démographie. La croissance de l'emploi frontalier vers le Luxembourg a également eu des effets positifs sur la démographie des territoires du nord de la région.

Evolution de l'emploi : les espaces hors de l'influence des grands pôles urbains en difficulté

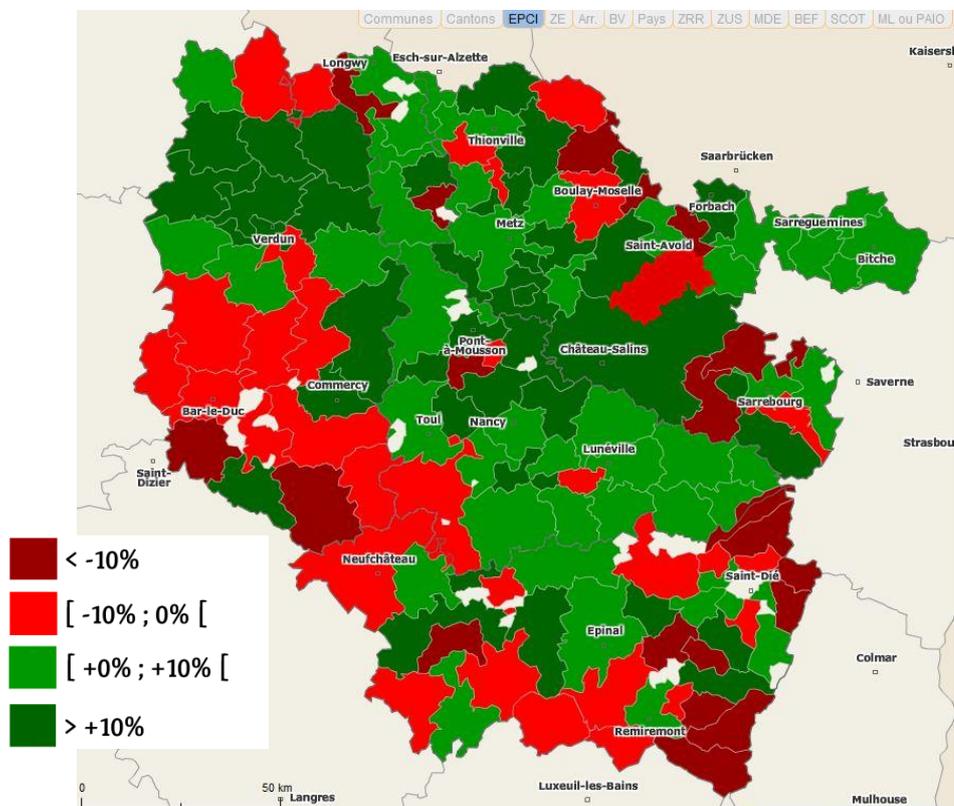
L'évolution de l'emploi salarié a été très contrastée selon les territoires lors des 10 dernières années. L'un des phénomènes les plus marquants est l'intensité du recul de l'emploi dans des territoires les plus éloignés du Sillon Lorrain. Les Vosges et le sud de la Meuse sont particulièrement touchés, mais l'Est mosellan, ainsi que certaines zones frontalières du Luxembourg sont également concernées.

Dans l'analyse des profils socio-économiques des zones d'emploi réalisée dans ce rapport, **des terri-**

toires ont été identifiés comme étant particulièrement en difficulté et devant faire l'objet d'une priorisation dans les politiques publiques de développement. Ce sont notamment les zones d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges et de Forbach*.

* Voir Chapitre 1.1 - Territoires, les spécificités des zones d'emploi de Lorraine

Evolution entre 1999 et 2010 de l'emploi salarié total au lieu de travail par EPCI (%)



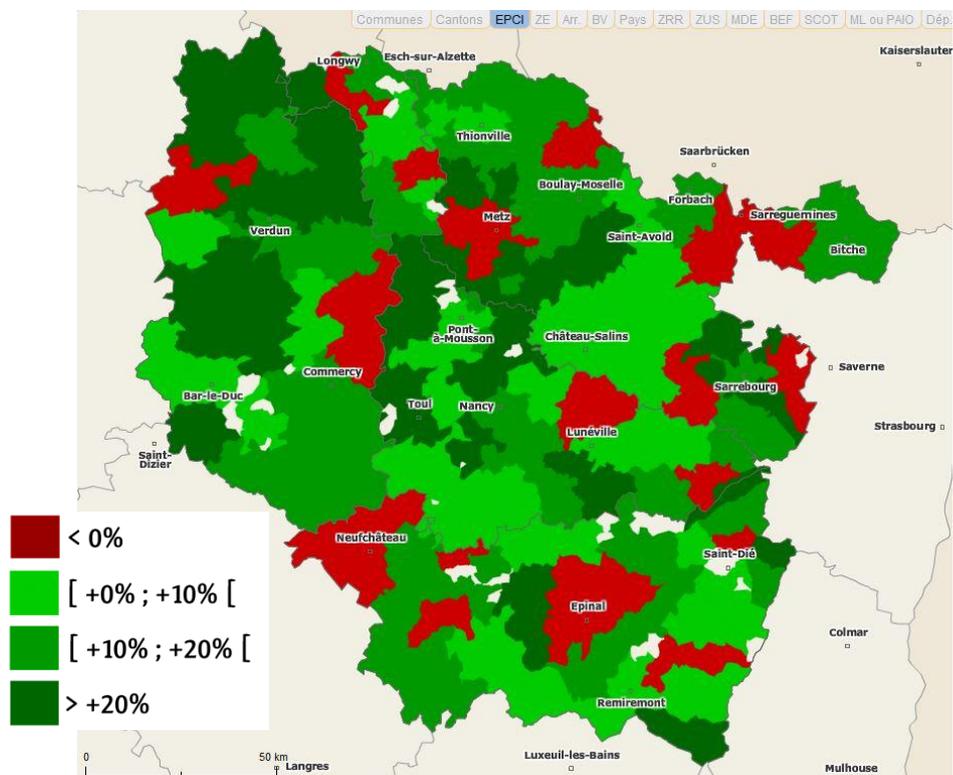
Données recensement INSEE, carte réalisée avec le module cartographie de l'OREFQ

Les actifs occupés gagnent les couronnes périurbaines

Entre 1999 et 2010, la population active occupée résidant en Lorraine a augmenté de 8%. Les contrastes entre les territoires illustrent bien le phénomène de

périurbanisation qui a vu les actifs occupés sortir des principaux pôles urbains au profit de leurs couronnes. Ce phénomène pose des défis nouveaux en termes d'aménagement du territoire, dans le domaine des infrastructures de transport, de l'artificialisation des sols, des émissions de gaz à effet de serre notamment.

Evolution de la population active occupée au lieu d'habitation entre 1999 et 2010 par EPCI (%)



Données recensement INSEE, carte réalisée avec le module cartographie de l'OREFQ

5- Le lourd impact social de la crise en Lorraine

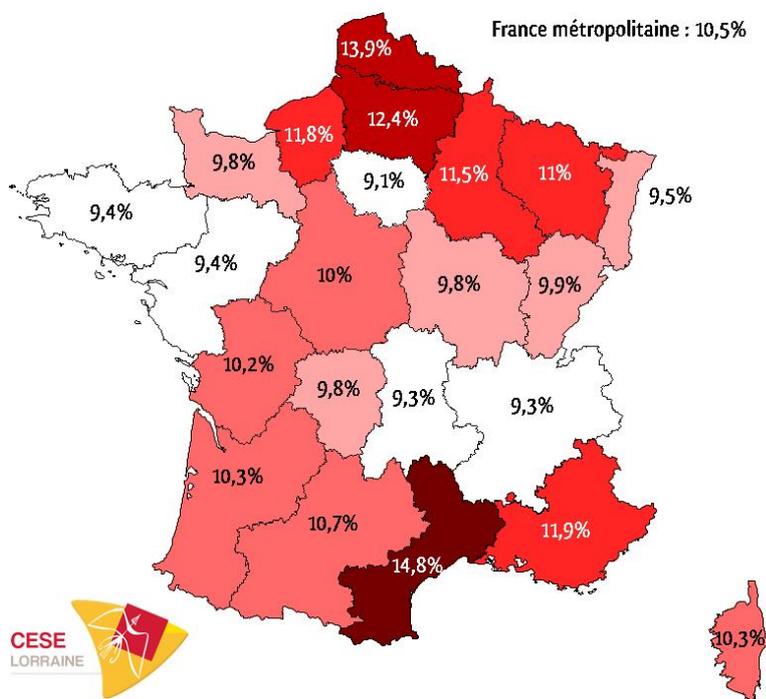
Plusieurs indicateurs analysés dans ce rapport montrent que l'impact social de la crise a été plus marqué en Lorraine que pour la moyenne française.

On dénombre 72 700 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis 2008, plaçant la Lorraine au 3ème rang des régions pour la plus forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC depuis le début de la crise. Les difficultés cumulées sur le marché du travail ont eu pour conséquence l'installation progressive d'un chômage structurel, avec 74

200 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (+159% par rapport à juin 2008). Phénomène inquiétant, les plus de 50 ans sont surreprésentés dans la hausse de la population des demandeurs d'emploi de longue durée. Le taux de chômage des jeunes atteint en Lorraine 24,7% des actifs fin 2012.

Au 2ème trimestre 2013, la Lorraine enregistre un taux de chômage de 11%. C'est un niveau jamais atteint, qui place la Lorraine au 7ème rang des régions ayant le plus fort taux de chômage.

Taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2013 (en % de la population active)



Données INSEE

1 enfant sur 10 vit avec un/des parent(s) sans emploi, ce qui met la Lorraine au 17^{ème} rang des régions. Ce taux atteint 35,4% pour les enfants issus de familles monoparentales. La pauvreté est plus présente dans les grands pôles urbains, les petites et moyennes aires urbaines, ou, à l’opposé, dans les communes hors d’influence des grands pôles.

Le nombre de bénéficiaires d’au moins un revenu minimum versé par la CAF s’élève à près de 93 000 personnes en Lorraine. Il a augmenté de 6,5% en 2012 (contre une hausse de 5,5% en France métropolitaine).

6- Des atouts industriels

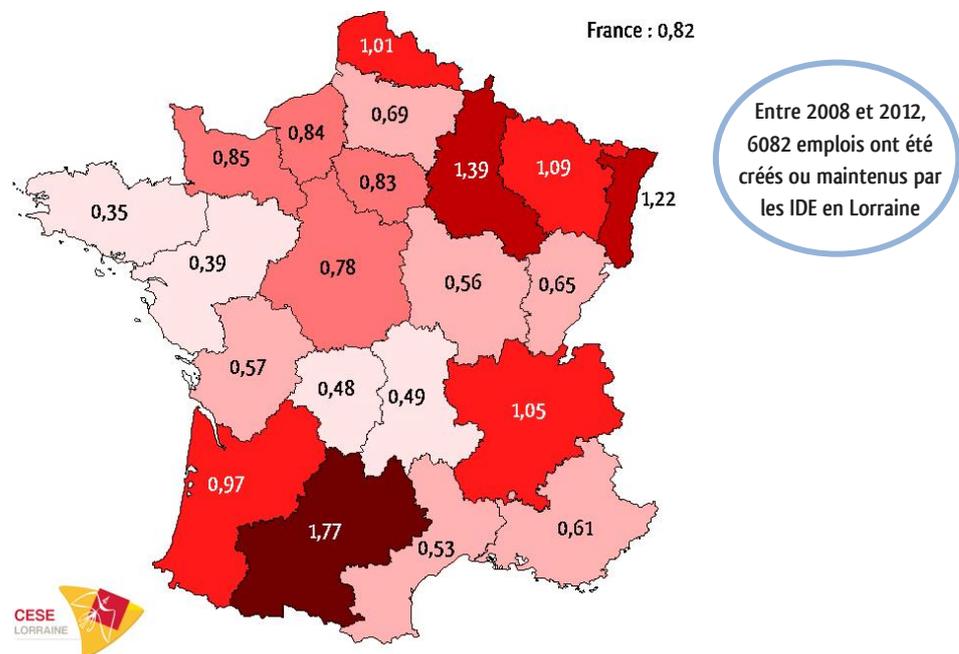
Malgré les difficultés de l’économie lorraine, force est de constater que des potentiels de développement industriel existent toujours dans la région.

Forte spécialisation dans les matériaux

Tout d’abord, **la présence de filières industrielles « identitaires »**, au sens où la région dispose d’un nombre d’emplois important et de nombreux atouts scientifiques et technologiques. Dans l’ensemble, pour les secteurs liés aux matériaux, la Lorraine montre des indices de spécialisation nettement supérieurs à la moyenne nationale, notamment dans le bois-papier-carton et la métallurgie. Les matériaux regroupent également la plasturgie, la mécanique et les équipements et le textile.

Malgré l’importance des pertes d’emplois et d’activité, la Lorraine reste une région importante sur la carte industrielle de l’Europe. Plus de 60 000 emplois lorrains sont le fait de sociétés à capitaux étrangers, notamment européennes, soit plus d’un emploi privé sur 10. La Lorraine est au 4^{ème} rang des régions pour le poids des IDE nouveaux dans l’emploi salarié du secteur marchand.

Emplois créés ou maintenus par les IDE entre 2008 et 2012 par rapport à l'emploi salarié privé (%)



Données AFII - URSSAF

Hausse du nombre d'entreprises exportatrices en Lorraine

En 2012, la Lorraine compte 8 564 entreprises exportatrices, sur 119 700 au niveau national. Elle représente 7,2% des entreprises exportatrices du pays alors qu'elle pèse moins de 3% du PIB et 2,5% du tissu des établissements français. La Lorraine se distingue dans ce domaine, dans la mesure où leur nombre a augmenté de 15% par rapport à 2011. De plus, le taux de maintien des entreprises primo-exportatrices 5 ans après leur entrée sur les marchés internationaux est supérieur au niveau national (20,1% contre 12,9%) et continue de progresser.

1 502 entreprises de plus de 10 salariés classées comme innovantes entre 2008 et 2010

D'après l'enquête communautaire sur l'innovation menée par l'INSEE en France, entre 2008 et 2010 et

dans un contexte très difficile économiquement, 1 502 des 3 214 sociétés de 10 salariés et plus sont innovantes au sens large en Lorraine, et 733 sont technologiquement innovantes.

Les innovations technologiques, dédiées aux produits ou aux procédés de production, constituent le cœur de l'innovation, étant le plus directement liées à la production. De 2008 à 2010, 23 % des sociétés implantées en Lorraine ont innové dans ce domaine. Cependant, la Lorraine accuse toujours un retard dans les dépenses totales de R&D des entreprises, malgré le crédit impôt recherche qui a augmenté les dernières années. Elle se situe au 17ème rang des régions pour l'importance des dépenses de R&D privées dans le PIB.

7- SarLorLux : un potentiel unique pour l'Europe

Au cœur d'une Grande Région dont les contours sont parfois difficiles à cerner pour ses habitants, la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg (*SarLorLux*) forment un espace qui offre d'énormes potentiels.

Depuis le début des années 1990, la dynamique économique de *SarLorLux* a surtout été entraînée par le Luxembourg, qui a bénéficié d'une période de forte croissance du PIB et de l'emploi. La croissance de sa population active étant insuffisante, le Luxembourg a été un pourvoyeur d'emploi important pour l'espace « cœur de Grande Région », et sa zone d'attractivité s'étend constamment.

La Sarre, dans la fin des années 2000, a profité de ses spécialisations industrielles et de leurs succès à l'export. Son industrie s'appuie sur des secteurs qui semble mieux résister à la crise dans le Land comme l'automobile, la sidérurgie et la machine-outil, mais également sur un écosystème de l'innovation très développé. Les exportations de la Sarre représentent l'équivalent du 48% de son PIB.

Aujourd'hui les stratégies de développement de chacune des trois régions sont construites sur le renforcement de l'innovation dans une logique de spécialisation intelligente (matériaux, numérique, logistique, biotechnologies, santé, automobile, bois, agroalimentaire). Cependant, la coopération reste encore insuffisante, au regard des potentiels qu'offrent la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg dans ces domaines.

DEUX ENJEUX CLÉS POUR LA LORRAINE



PARTIE 1

1.1 SarLorLux : un potentiel européen de coopération transfrontalière

Au cœur d'une Grande Région dont les contours sont parfois difficiles à cerner pour ses habitants, la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg (*SarLorLux*) forment un espace qui offre d'énormes potentiels de coopération et d'échange.

SarLorLux, ce sont 3,9 millions d'habitants, un PIB de 131 milliards d'euros, 1,6 millions de salariés, dont 104 000 frontaliers entre les 3 régions. Les dépenses de R&D représentent 1,7 milliards d'euros et 113 000 jeunes étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur. Avec 43,5 milliards d'euros d'exportations, *SarLorLux* réalise près du tiers du PIB sur les marchés extérieurs. Les relations historiques qu'entretiennent la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg dépassent largement le cadre du travail frontalier. La mobilité croissante des habitants, des touristes, des étudiants, des consommateurs renforcent aussi fortement leur appartenance au même espace économique et social. Il existe également dans la Grande Région de nombreux lieux d'échanges sur les questions économiques et sociales (Comité Economique et Social, organisations syndicales, EURES, Institut de la Grande Région, ...)

Depuis le début des années 1990, la dynamique économique de *SarLorLux* a surtout été entraînée par le Luxembourg, qui a bénéficié d'une période de forte croissance de son PIB et de l'emploi. La Sarre, dans la fin des années 2000, a profité de ses spécialisations industrielles et de leurs succès à l'export. La Lorraine a connu une dynamique moins bonne de l'emploi, mais elle a renforcé au cours de ces dernières années sa lisibilité dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Aujourd'hui les stratégies de développement de chacune des trois régions sont construites sur le renforcement de l'innovation dans une logique de spécialisation intelligente (matériaux, numérique, logistique, biotechnologies, santé, automobile, bois, agroalimentaire). Mais force est de constater que la coopération reste encore insuffisante, au regard des potentiels qu'offrent la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg dans ces domaines. Le défi que doit maintenant se poser *SarLorLux* doit dépasser celui des politiques favorisant la mobilité. Il réside dans la nécessité de **construire un modèle européen de coopération transfrontalière.**

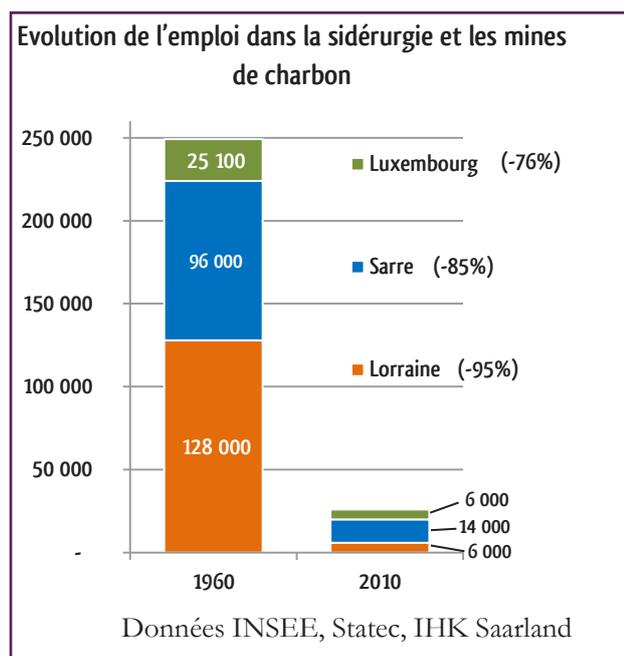
1- Une histoire économique commune, une Europe dans l'Europe

Dans cette étude, l'approche sera centrée sur **la région Lorraine, le Grand-Duché de Luxembourg et le Land de Sarre**.

La révolution industrielle a forgé SarLorLux

Ces trois territoires à l'origine de la construction de la Grande Région ont une histoire industrielle partagée. Des spécialisations économiques communes dans les industries de l'acier et des mines, mais aussi la perspective de leurs profondes restructurations, ont poussé les trois Etats à coopérer à la fin des années 1960.

Au début des années 1960, on comptait 250 000 personnes dans la filière sidérurgique, contre 26 000 en 2010. Peu de régions européennes ont connu des restructurations aussi intenses.



Invention du concept « SarLorLux » et premières coopérations entre Etats

Dès 1970, une coopération franco-germano-luxembourgeoise interétatique a été mise en place. L'acte fondateur de *SarLorLux* a été entériné plus tard, le 16 octobre 1980, par les gouvernements allemand, français et luxembourgeois posant une première base institutionnelle de coopération régionale transfrontalière. Cette coopération comprenait **la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la région de Trèves et le Palatinat Occidental**.

Faits et dates marquants pour la coopération transfrontalière dans l'espace SarLorLux et la Grande Région

1970 : Création de la Commission mixte gouvernementale franco-allemande (à Bonn)

1971 : Elargissement de la Commission au Luxembourg et création de la Commission Régionale Sarre-Lorraine-Luxembourg-Sarre-Rhénanie Palatinat

1976 : Création du Conseil syndical interrégional *SarLorLux*

1977 : Création du conseil interrégional des chambres de métiers *SarLorLux*

1980-1981 : Institutionnalisation de la coopération transfrontalière entre la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, Trèves et le Palatinat Occidental (*SarLorLux*)

1986 : Création du Conseil Parlementaire Interrégional

1995 : Création du Sommet des exécutifs de la Grande Région

1997 : Création du Comité économique et social de la Grande Région

2009 : Création du GECT Grande Région

2010 : Création du GECT SaarMoselle

2013 : Création du GECT Alzette-Belval

La Grande Région, des degrés et des échelles de coopération variables

Le concept de Grande Région qui regroupe les institutions représentatives de la Lorraine, de la Sarre, du Luxembourg, de la Rhénanie Palatinat, de la Wallonie et de la Communauté germanophone de Belgique s'est construit au fil des projets, des traités, des Sommets. Malgré la création d'un GECT (Groupement Européen de Coopération Territoriale) en 2009, la Grande Région ne représente pas encore à l'heure actuelle un espace institutionnel doté d'un instrument de gouvernance unique réellement abouti.

C'est aujourd'hui un ensemble de coopérations et traités multilatéraux et bilatéraux entre ses membres donnant lieu à des degrés, mais aussi des échelles de coopération variables.

Les relations entre les trois régions dépassent le cadre du travail frontalier

Les échanges économiques et sociaux dans l'espace *SarLorLux* montrent des relations d'interdépendance, notamment visibles dans :

- l'importance des **investissements étrangers** en Lorraine (25 000 emplois salariés dans plus de 250 entreprises lorraines sont liés à des investissements étrangers allemands ou luxembourgeois);
- l'importance du **commerce extérieur** des trois composantes de *SarLorLux*. Il reflète l'importance des relations commerciales entre les 3 pays dans ses régions frontalières (les exportations de la Lorraine vers l'Allemagne représentent 10% du PIB régional, et les exportations de la Sarre vers la France 7% du PIB du Land, L'Allemagne et la France sont les premiers débouchés des exportations luxembourgeoises (43%));
- le marché du **travail transfrontalier** très dense (On recense 104 000 frontaliers quotidiens entre les trois entités de *SarLorLux* sur plus de 200 000 au total dans la Grande Région). En Lorraine, on peut estimer que les revenus des frontaliers repré-

sentent un afflux de plus de 3 milliards d'euros nets ;

- la mobilité croissante **des habitants, des consommateurs, des touristes, des étudiants**, qui jouent un rôle de premier plan au sein de l'espace plus large de la Grande Région.

Vers une coopération renforcée

Les futurs possibles de la Sarre, de la Lorraine et du Luxembourg sont intimement liés. Malgré des contrastes importants (voir indicateurs plus loin), force est de constater que la montée en puissance des échanges entre ces trois « régions », mais aussi la présence d'enjeux communs de développement appellent à une coopération stratégique renforcée. Elle se justifie par plusieurs **mouvements en marche** actuellement :

- la construction progressive de la **Grande Région**;
- le développement des **coopérations bilatérales**, notamment entre la Lorraine et la Sarre dans le cadre de la **déclaration de Sarrebruck** du 15 juillet 2013, ou de la **Frankreichstrategie** du Land de la Sarre ;
- le développement des **coopérations transfrontalières localisées** (GECT SaarMoselle et GECT Alzette-Belval notamment) ;
- les évolutions des politiques de cohésion européennes vers des objectifs de **spécialisation intelligentes** (vallée européenne des matériaux et de l'énergie) ;
- les possibilités offertes par les **fonds européens de coopération interrégionale** (INTERREG) ;
- le développement de **l'Université de la Grande Région** ;
- les coopérations entre **les partenaires sociaux et les consulaires** ;
- ...

2- Situation économique et sociale de SarLorLux

2.2- Indicateurs de situation économique et sociale de SarLorLux

Sources statistiques

Population : portail statistique de la Grande Région

PIB : portail statistique de la Grande Région et INSEE

Emploi Salarié : portail statistique de la Grande Région et INSEE

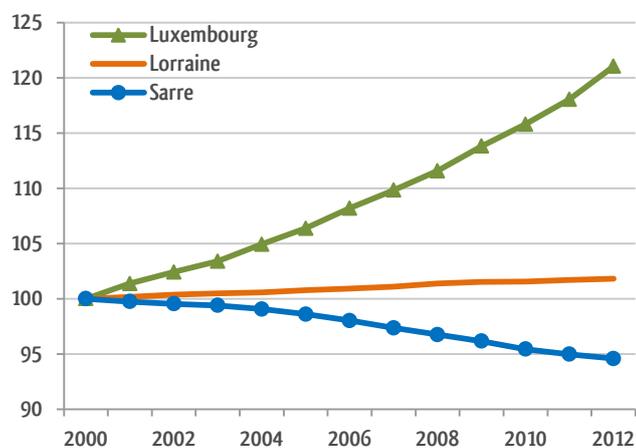
Exportations de biens : portail statistique de la Grande Région

Dépenses de R&D : Eurostat, Statec, INSEE

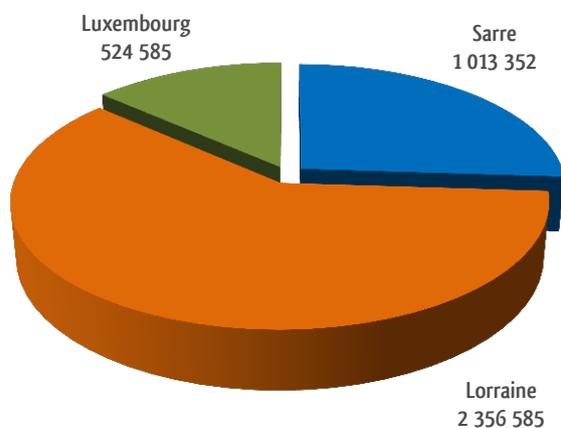
Taux de chômage : Eurostat (pour la Sarre), INSEE (pour la Lorraine) et STATEC (Pour le Luxembourg)

Principaux indicateurs économiques et sociaux en Sarre, Lorraine et au Luxembourg

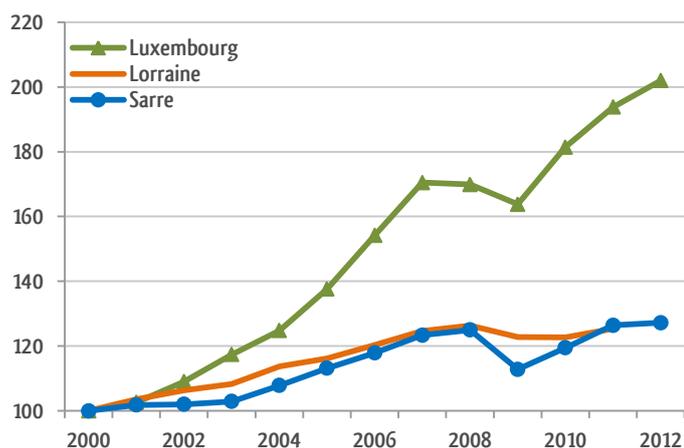
|Population (évolution et projections, base 100 en 1980)



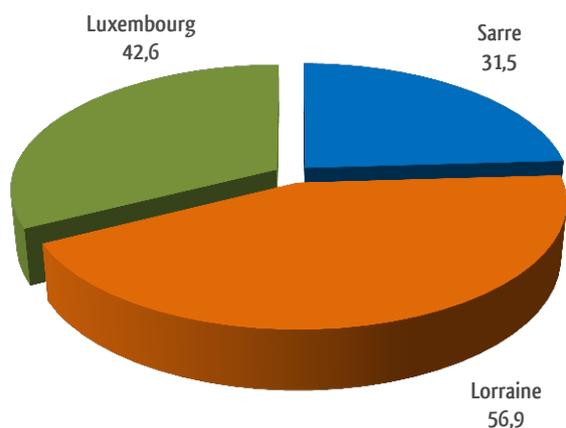
|Population en 2012



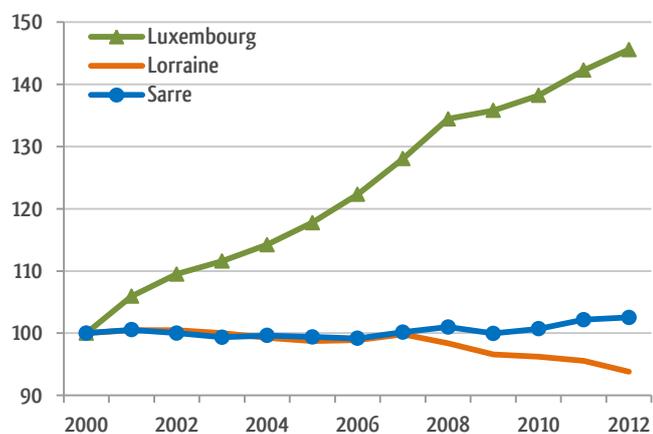
|PIB (base 100 en 2000)



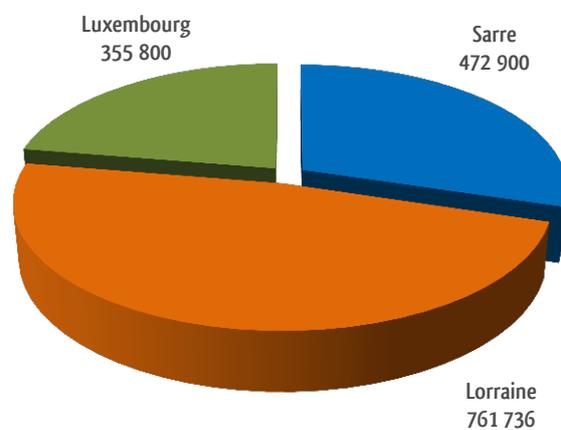
|PIB en 2011 (en milliards d'euros courants)



|Emploi salarié (base 100 en 2000)

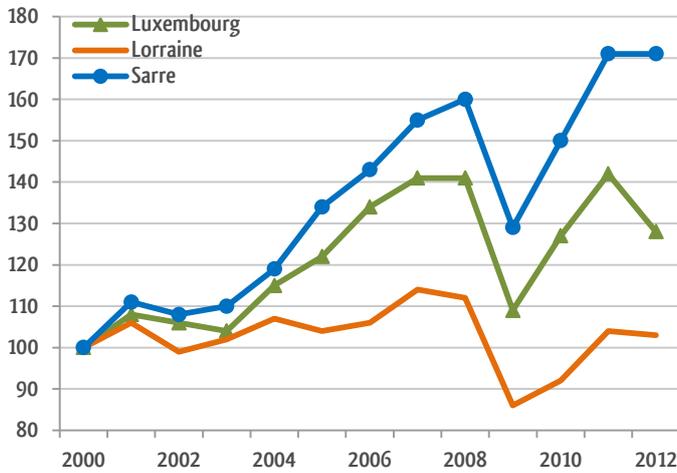


|Emploi salarié en 2012

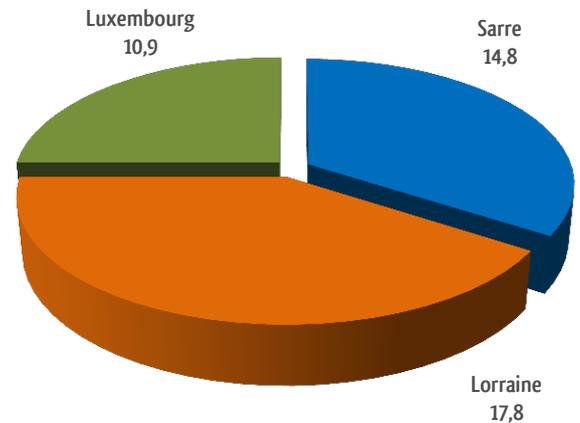


Principaux indicateurs économiques et sociaux en Sarre, Lorraine et au Luxembourg

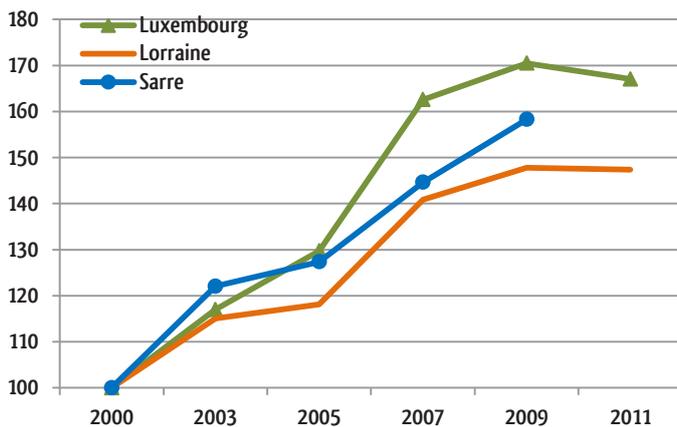
|Exportations (base 100 en 2000)



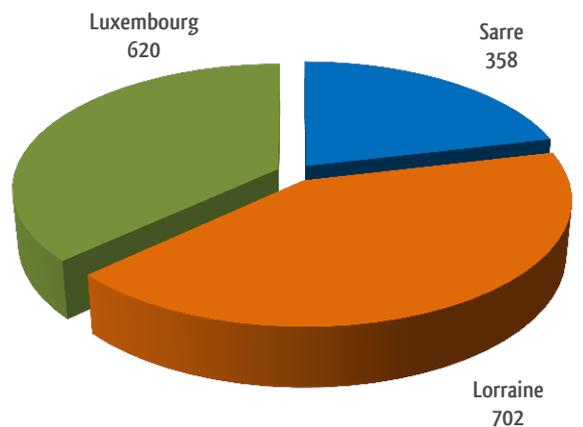
|Exportations en 2012 (en milliards d'euros)



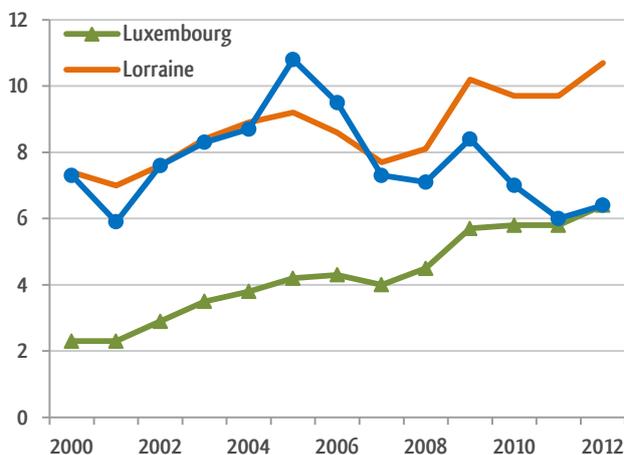
|Dépenses de R&D (publiques + privées, base 100 en 2000)



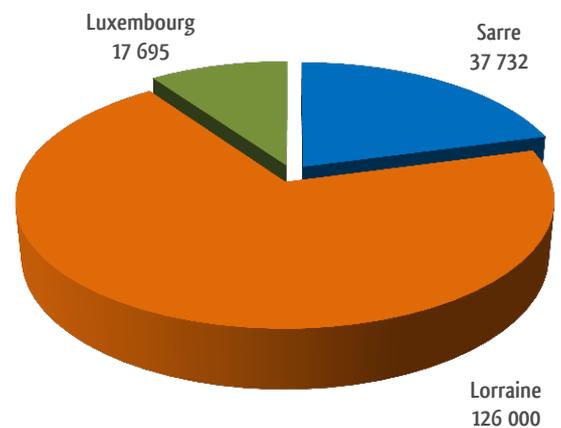
|Dépenses de R&D en 2009 (en millions d'euros)



|Taux de chômage (en % de la population active)



|Nombre de demandeurs d'emploi (juillet 2013)



2.3- Principaux constats sur la situation économique et sociale de la Sarre, de la Lorraine et du Luxembourg

Trois régions qui ont connu dans les années 1960 un même choc industriel, mais qui n'ont pas suivi des reconversions identiques

Le Luxembourg a maintenu certaines activités manufacturières qui lui confèrent le statut de pays exportateur. Il s'est fortement reconverti dans les services du secteur marchand, notamment dans les activités financières et d'assurance. En 2011, l'industrie ne représente plus que 11% de l'emploi du pays. Les services financiers emploient 41 000 personnes (soit 11,4% de l'emploi, dont près de 27 000 dans les banques). Les services aux entreprises sont également fortement représentés dans l'économie du pays, avec 61 300 emplois, soit 17% des emplois.

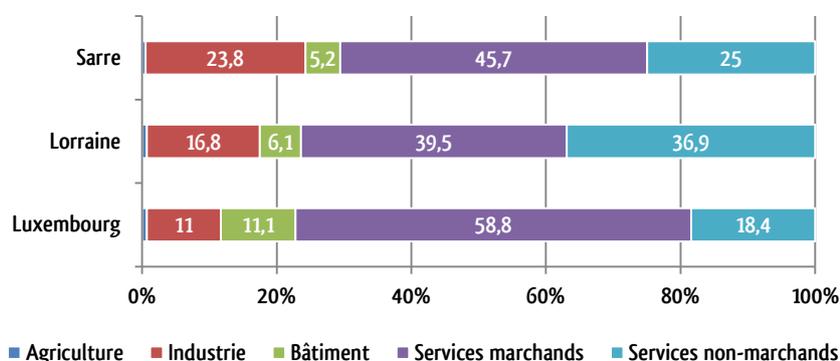
La Sarre, qui a également connu un mouvement de tertiarisation de son économie, reste une région très industrielle (près de 24% de l'emploi total, soit 83 000 emplois). Les principaux secteurs de l'industrie sont l'automobile, la sidérurgie et les machines-outils.

La Lorraine n'a pas compensé tous les emplois perdus depuis la crise des industries historiques. Elle a développé des activités dans les domaines de la chimie, de l'automobile, les équipements électroniques, mais l'emploi industriel recule constamment. Il s'élève aujourd'hui à 17% de l'emploi total.

91 000 habitants supplémentaires au Luxembourg entre 2000 et 2012

Le Luxembourg connaît un essor démographique exponentiel. C'est l'un des pays d'Europe concentrant la plus forte part de population étrangère et connaissant les plus forts taux de croissance démographique (+20% entre 2000 et 2012, soit 91 000 habitants supplémentaires). La Sarre perd des habitants et le vieillissement de la population a un impact plus important qu'en Lorraine et qu'au Luxembourg (la population a baissé de 5% entre 2000 et 2012). La Lorraine est dans une tendance démographique atone, faute d'un solde migratoire positif. Sur le long terme, elle connaît également une érosion de son solde naturel.

Répartition de l'emploi dans les principaux secteurs d'activité (en % de l'emploi total, 2011)



Source : Observatoire Interrégional du marché de l'emploi

Le Luxembourg, moteur de l'emploi dans la Grande Région

Depuis 2000, seule la Lorraine affiche une baisse de son emploi salarié. Le Luxembourg et la Sarre sont sur une dynamique de création d'emplois, y compris depuis la crise de 2008. Au total, 73 041 emplois salariés ont été créés sur la période 2000-2012 dans l'espace SarLorLux. Plus de 50 000 emplois salariés ont été détruits en Lorraine sur ces 12 années (-6,2%), 11 700 ont été créés en Sarre (+2,5%) et 111 400 au Luxembourg, soit une hausse de 45,6%. Le Luxembourg tire incontestablement la croissance de l'emploi dans la région et les actifs Lorrains en sont les principaux bénéficiaires.

La hausse de l'emploi salarié en Sarre reste néanmoins à relativiser dans la mesure où, d'après les statistiques d'eurostat, le taux d'emploi à temps partiel est de 28% dans le Land en 2012 (contre 22% en 2000). Il est plus faible en Lorraine (20% en 2012 contre 18% en 2000) et au Luxembourg (11% en 2000 et 19 % en 2012).

Le Luxembourg a créé 76 700 emplois frontaliers entre 2000 et 2012 dont 35 900 pour les Français et 24 000 pour les Allemands. Mais cette dynamique a tendance à s'essouffler avec les difficultés actuelles du pays. (Voir encadré « *SarLorLux* : les effets de la crise »)

Evolution de l'emploi salarié

	Sarre	Lorraine	Luxembourg	SarLorLux
2000-2008	+4 500	-13 109	+84 200	+75 591
2008-2012	+7 200	-36 950	+27 200	-2 550
2000-2012	+11 700	-50 059	+111 400	+73 041

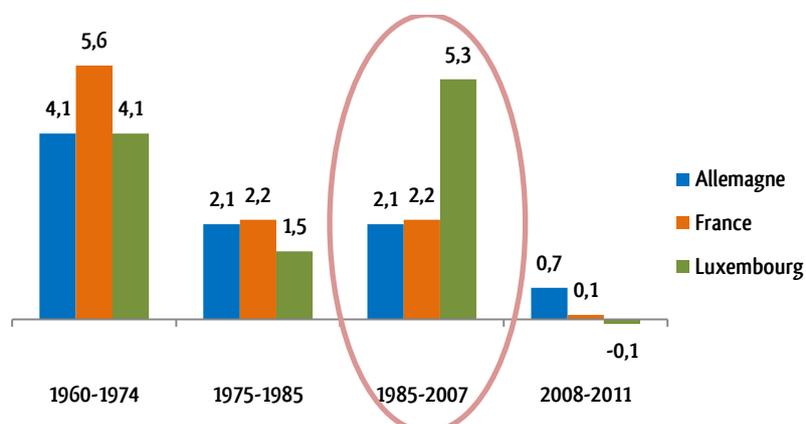
Source : Portail statistique de la Grande Région et INSEE

Les « vingt splendides » : l'exception luxembourgeoise

Le Luxembourg a naturellement fait partie des pays industrialisés ayant profité de la croissance économique des « 30 glorieuses ». Mais à l'inverse de la plupart d'entre eux qui ont connu un tassement significatif de leur taux de croissance depuis les chocs pétroliers des années 1970, le Luxembourg a retrouvé entre 1985 et 2008 un rebond caractérisé par une période de forte croissance économique et qualifiée par le STATEC de « vingt splendides »*.

* Pour en savoir plus, STATEC, Paul Zahlen, L'évolution économique globale du Luxembourg sur la longue durée, décembre 2012

Taux de croissance annuels moyens du PIB



Source STATEC

SarLorLux : les effets de la crise

La crise a amplifié les difficultés de la Lorraine

La crise de 2008 a dans un premier temps surtout impacté l'industrie, mais elle touche désormais les services, le commerce. La région a peu bénéficié des effets de la reprise en 2010-2011. Comme le montrent les analyses du CESE par ailleurs dans ce rapport, la région fait face à d'importantes mutations qu'il faut accompagner en renforçant sa compétitivité, notamment par sa capacité d'innovation de l'industrie qui fait face à une concurrence mondiale accrue. A ce titre, le Pacte Lorraine 2014-2016 signé entre la Région et l'Etat, œuvre pour mettre en place les principaux atouts de la Lorraine dans ce domaine.

Les exportations sarroises ont retrouvé leur performance d'avant crise

La Sarre résiste à la crise, malgré des signes de ralentissement début 2013. Elle est très liée à la conjoncture internationale dans la mesure où elle réalise près de la moitié de son PIB à l'exportation. Le secteur des machines-outils a dopé ses performances économiques, y-compris pendant la crise.

Le ralentissement de la croissance des pays émergents et les difficultés de la zone euro peuvent représenter à moyen terme un risque pour l'industrie sarroise qui repose fortement sur l'exportation.

Le Luxembourg à la recherche d'un nouveau modèle

Au Luxembourg, les derniers mois ont vu une hausse très forte du nombre de demandeurs d'emploi et le taux de chômage est passé de 4% à 7% en 5 ans. Depuis la crise de 2008, le secteur financier luxembourgeois a souffert de la crise financière mondiale, puis européenne. De plus, les activités de banque privée du pays pourraient être menacées par l'abandon (partiel ou total) du secret bancaire. Pour l'instant, l'impact sur l'emploi frontalier se limite à un ralentissement de sa dynamique, mais certains établissements bancaires ont lancé des plans de restructuration.

Par ailleurs, le secteur industriel luxembourgeois a été marqué en 2012 par une rechute des exportations qui se situent, comme en Lorraine, environ 10% en deçà de leur niveau d'avant crise.

La crise a donc bien eu un effet sur l'économie luxembourgeoise, ayant pour conséquence un fort ralentissement de la croissance de son PIB (passée de +5,3% par an sur la période 1985-2007 à -0,1% par an de 2008 à 2011) et de l'emploi (passé de +3,3% par an sur la période 1985-2007 à +2,7% par an entre 2008 et 2011)

3- Les politiques en faveur de la R&D et de l'innovation, une nouvelle donne pour SarLorLux

La montée en puissance des dépenses de R&D est l'un des éléments importants de la transformation des économies de l'espace *SarLorLux*. Les dépenses totales de R&D s'élèvent à 1,7 milliards d'euros en 2009, contre 1,1 milliard en 2000. Elles ont augmenté de 615 millions d'euros en moins de 10 ans, dont 260M€ supplémentaires au Luxembourg, 225 en Lorraine et 130 en Sarre. Le Luxembourg, qui représentait 34% de l'effort de R&D de *SarLorLux* en 2000, a compté pour 40% de l'augmentation des dépenses.

Une stratégie importante pour le Luxembourg

Les dépenses de R&D du Luxembourg dépassent les 600M€, pour 525 000 habitants. Leur niveau se rapproche en volume des dépenses de R&D de Lorraine (700M€, pour 2 360 000 habitants). La part des dépenses privées y est particulièrement élevée. En 2012, 206 brevets ont été déposés au Luxembourg, contre 127 en 2009 (mise en place d'une politique fiscale très attractive).

En 2000, les budgets de l'Etat en faveur de la RDI représentaient 0,13% du PIB (28M€) contre 0,66% en 2012 (277,7M€). Le pays bénéficie d'importants centres de recherche publics et a vu la création d'un *Max-Planck-Institute* en 2012.

Les politiques de cluster, un outil privilégié en Sarre, en Lorraine et au Luxembourg

Depuis sa création en 1984, le Luxembourg a vu monter en puissance son agence de promotion de l'innovation (*Luxinnovation*) dont le rôle est d'impulser les programmes de structuration de l'économie autour des nouveaux défis technologiques (mise en place de clusters, soutien à l'innovation, etc.). On recense au Luxembourg **6 clusters thématiques** dans les domaines de la bio-santé, des matériaux, de l'éco-innovation, des TIC, de l'espace et de la logistique.

Le gouvernement de la Sarre a également structuré son action en faveur de l'innovation autour de **6 clusters** (Automobile, nano-biotechnologies et pharmacologie, énergie, logistique, TIC et formation).

Les principaux clusters lorrains sont les **3 pôles de compétitivité** labélisés par le gouvernement dans les domaines de l'eau, des matériaux et des fibres. Plusieurs regroupements d'entreprises existent également, notamment dans les domaines de l'automobile, de l'aéronautique, du bois et de la plasturgie.

Force est de constater que des axes communs de développement peuvent se dégager de ces stratégies de « clusterisation » de l'économie à l'échelle transfrontalière. Dans le domaine des matériaux, de l'automobile, de l'aéronautique, des biotechnologies, du numérique ou encore de la logistique, des constructions communes sont possibles.

1.2 Territoires : les spécificités des zones d'emploi de la Lorraine

Introduction : L'analyse territoriale pour mieux comprendre la réalité socio-économique de la Lorraine (p38)

PARTIE I : L'ANALYSE DU CESE DE LORRAINE (p39)

PARTIE II : LES ZONES D'EMPLOI EN LORRAINE, 15 REALITES ECONOMIQUES ET SOCIALES : LES FICHES (P46)

1. Bar-le-Duc (p47)
2. Commercy (p50)
3. Epinal (p53)
4. Forbach (p56)
5. Longwy (p59)
6. Lunéville (p62)
7. Metz (p65)
8. Nancy (p68)
9. Neufchâteau (p71)
10. Remiremont (p74)
11. Saint-Dié-des-Vosges (p77)
12. Sarrebourg (p80)
13. Sarreguemines (p83)
14. Thionville (p86)
15. Verdun (p89)
16. Sources des données collectées pour l'élaboration des fiches-territoires (p92)

L'analyse territoriale pour mieux comprendre la réalité socio-économique de la Lorraine

L'analyse des agrégats économiques globaux ne suffit pas pour comprendre les évolutions d'une région ou d'un pays. Que ce soit sur les évolutions de moyen terme ou depuis la crise de 2008, les zones d'emploi lorraines sont marquées par de fortes disparités. Chacune de ces zones a un profil socio-économique qui lui est propre et les grands mouvements à l'œuvre actuellement (métropolisation, vieillissement de la population, attractivité du Luxembourg, désindustrialisation, augmentation du niveau de qualification, hausse du chômage, etc.) ont des effets complexes et n'ont pas les mêmes conséquences partout.

C'est pourquoi le rapport *SITECO 2013* se penche sur une analyse détaillée pour chacune des zones d'emploi lorraines de leur situation économique et sociale. Ce travail a pour but d'offrir une description la plus précise possible des enjeux territoriaux lorrains afin de pouvoir les intégrer dans les stratégies de politique publique.

Ce chapitre se décompose en deux parties : la première revient sur **une synthèse des principaux constats** réalisés dans cette étude, la seconde est un ensemble de **fiches reprenant 18 indicateurs économiques et sociaux pour chacune des 15 zones d'emploi lorraines**. Chaque fiche est organisée autour de trois parties (démographie et ressource humaine, spécificités économiques et conjoncture) et d'une synthèse générale pour le territoire.



Les 15 zones d'emploi
lorraines >

PARTIE I : L'ANALYSE DU CESE DE LORRAINE

1. Des évolutions contrastées de l'emploi et de la population

Entre 1999 et 2009, la Lorraine a gagné 40 000 habitants et entre 1998 et 2010, elle a gagné 6 000 emplois salariés.

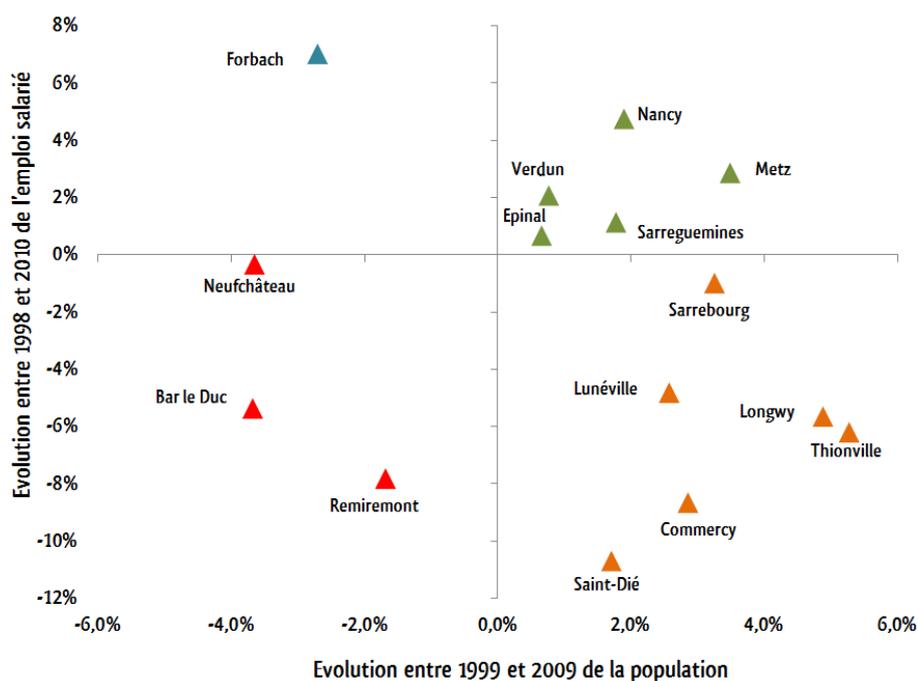
Cette analyse prend en compte des évolutions de l'emploi allant de 1998 à 2010, données les plus récentes couvrant les champs de l'emploi salarié marchand et non-marchand. Aussi, l'impact de la crise sur la période plus récente aurait sans doute fait apparaître une baisse de l'emploi dans toutes les zones d'emploi. Néanmoins, cette analyse permet d'appréhender les grandes dynamiques à l'œuvre au cours de la dernière décennie et fait apparaître des contrastes importants entre les zones d'emploi.

5 zones sur 15 ont à la fois créé de l'emploi et gagné des habitants sur leur territoire lors de sur la période considérée (Metz, Nancy, Verdun, Sarreguemines et Epinal). Ces cinq zones représentent 58% de la population lorraine et 65% de l'emploi salarié. Elles ont créé 15 900 emplois entre 1998 et 2010 et ont gagné 30 100 habitants entre 1999 et 2009.

6 zones ont bénéficié d'une croissance démographique alors que leur emploi salarié reculait (Sarrebouurg, Lunéville, Longwy, Thionville, Commercy et Saint-Dié des Vosges). A l'opposé, la zone d'emploi de Forbach a bénéficié d'une dynamique positive de l'emploi, mais perdait des habitants.

3 zones ont à la fois perdu des habitants et des emplois : Neufchâteau, Bar-le-Duc et Remiremont.

Evolution de l'emploi salarié entre 1998 et 2010 et de la population entre 1999 et 2009



Données INSEE

2. Les effets métropolitains dans les zones de Metz et de Nancy... et autour

Les effets sur les zones d'emploi de Metz et de Nancy Les zones d'emploi de Metz et de Nancy sont les plus concernées par le phénomène de métropolisation des activités du territoire. Elles montrent des indicateurs plus favorables que les autres territoires, comme par exemple la part des diplômés du supérieur dans la population (voir carte ci-dessous), le taux d'activité ou l'évolution de l'emploi. La part des emplois dans les domaines des services aux entreprises ou dans les cadres des fonctions métropolitaines y est supérieure. Elles montrent des revenus, mais aussi des inégalités, supérieurs à la moyenne régionale. Les projections démographiques sont plus favorables que la moyenne lorraine (y compris pour le taux d'activité et le vieillissement de la population).

Entre 2007 et 2012, les zones d'emploi de Thionville, Metz et Nancy ont connu un recul de l'emploi salarié privé inférieur à la moyenne régionale.

Les effets de la métropolisation sur les zones périphériques

Comme le décrivait le rapport SITECO 2012, l'évolution du territoire lorrain est marqué par un phénomène d'agrandissement de l'importance de ses principaux pôles urbains, non pas à travers une densification des villes, mais plutôt à travers un étalement et un élargissement de leur zone d'influence économique et démographique. Ce phénomène a une influence positive sur la démographie des zones d'emplois périphériques à Metz et Nancy.

Les projections de population à l'horizon 2030 réalisées par l'INSEE Lorraine montrent que les zones d'emploi de Commercy, Verdun et Lunéville bénéficient du dynamisme des zones d'emploi de Metz et Nancy. Le Luxembourg joue également un rôle positif sur la démographie des zones d'emploi du nord lorrain (Thionville, Longwy et dans une certaine mesure Verdun).

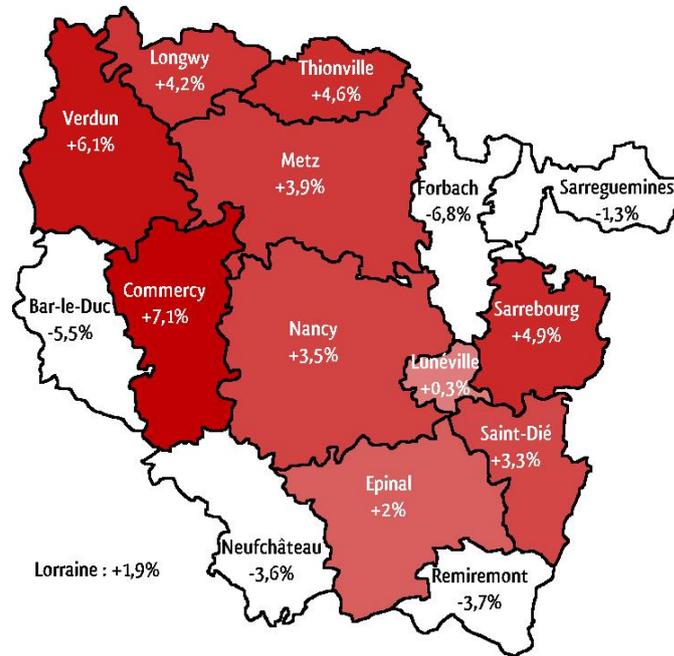
Part de la population de plus de 15 ans non inscrite dans un établissement scolaire et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur en 2009 (%)



Moyenne France métropolitaine : 24,5%

Données INSEE

Projections de population entre 2008 et 2030 (%)



Données INSEE Lorraine

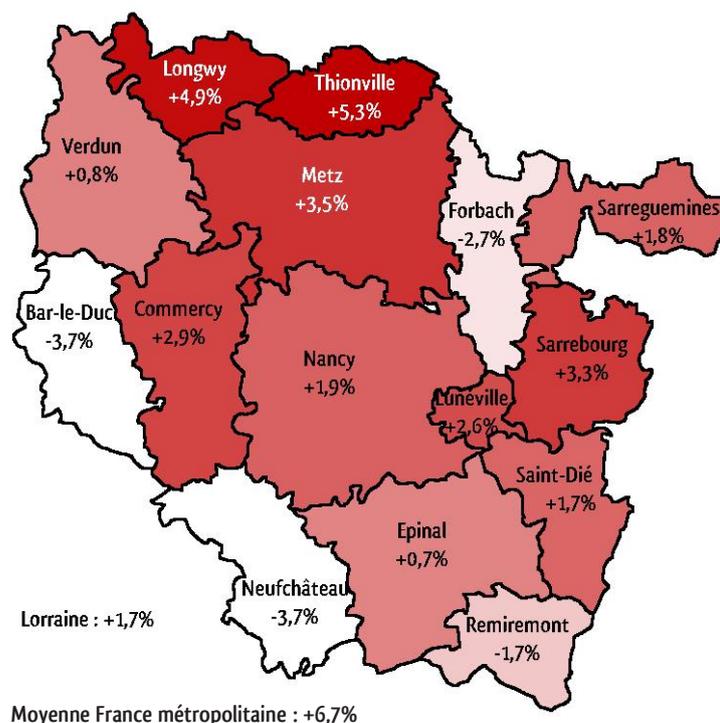
3. Le Luxembourg a changé la donne pour Thionville et Longwy

C'est dans les zones d'emploi de Thionville et de Longwy que la population a le plus augmenté lors de la dernière décennie. « L'effet Luxembourg » est incontestable dans l'organisation du territoire lorrain et a déplacé son centre de gravité démographique vers le nord.

Dans les zones d'emploi de Thionville et de Longwy, la part de diplômés du supérieur a progressé plus rapidement que la moyenne régionale, le vieillissement de la population devrait y avoir un impact moins important d'après les projections de l'INSEE. Les deux zones ont connu les plus fortes hausses de la population active de Lorraine entre 1999 et 2009 avec un taux de croissance de +16%, contre +8% en Lorraine et +10% en France métropolitaine, soit +20 800 actifs en 10 ans.

Mais parallèlement à ce phénomène d'attractivité résidentielle, ces deux zones d'emploi font face à des reculs très forts de l'emploi salarié et à une hausse importante du nombre de demandeurs d'emploi depuis le début de la crise.

Evolution de la population entre 1999 et 2009 (%)



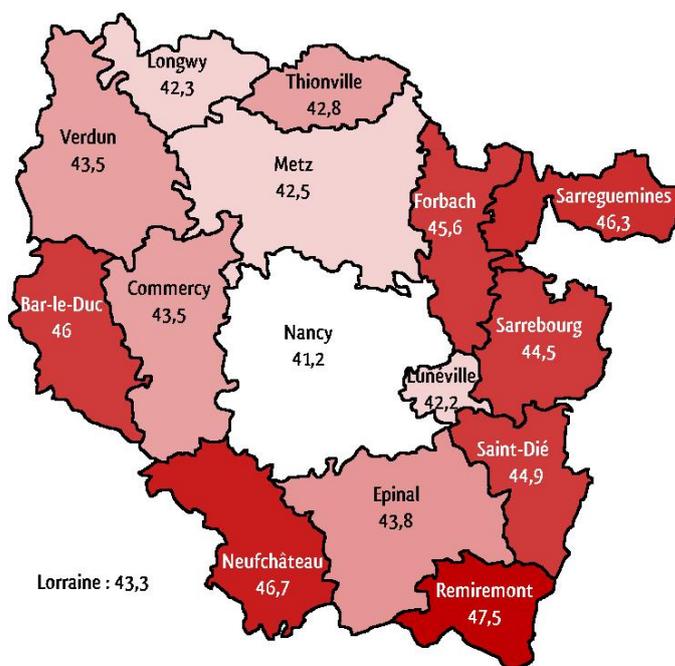
Données INSEE

4. Un vieillissement contrasté de la population

Dans les zones d'emploi en dehors de l'influence de la dynamique métropolitaine ou luxembourgeoise, la projection des dynamiques démographiques actuelles montre un possible vieillissement de la population plus important que la moyenne régionale, notamment dans les zones d'emploi de Bar-le-Duc, Neufchâteau, Remiremont, Saint-Dié-des-Vosges, Forbach et Sarreguemines.

Ces zones sont également celles pour lesquelles d'autres indicateurs économiques et sociaux sont les moins favorables, comme la part des diplômés du supérieur dans la population active, ou les créations d'emploi, autant d'indices de leur faible attractivité résidentielle.

Age moyen de la population totale projeté en 2030 (années)



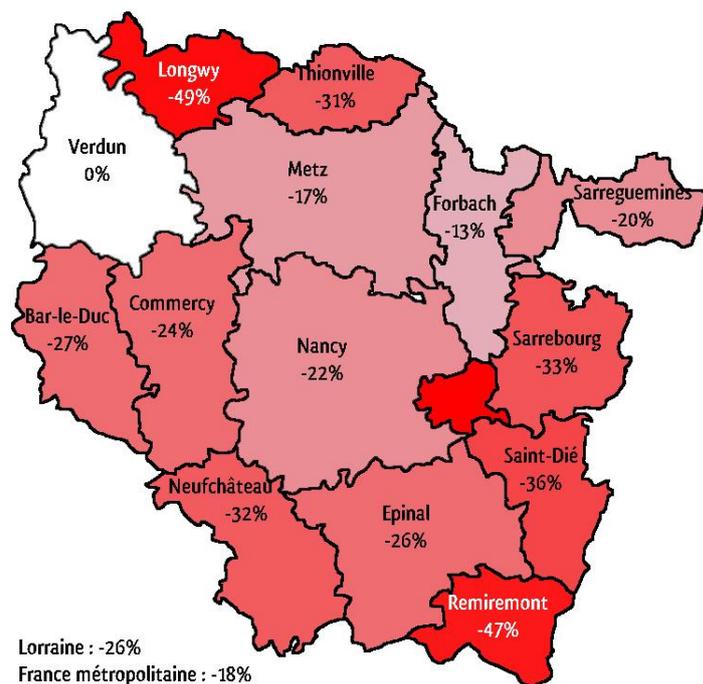
Données INSEE Lorraine

5. Les effets inégaux de la désindustrialisation et de l'impact de la crise actuelle : un lien étroit

La désindustrialisation a fortement impacté certaines zones d'emploi

Les zones d'emploi les plus touchées par la désindustrialisation sur le moyen terme (entre 1998 et 2010) sont Longwy (-49% des emplois salariés industriels), Remiremont (-47%), Saint-Dié (-36%), Sarrebourg (-33%), Neufchâteau (-32%) et Thionville (-31%). Sur une période plus récente, on retrouve également Remiremont, Longwy, Saint-Dié-des-Vosges et Neufchâteau parmi les 5 zones ayant le plus détruit d'emplois salariés dans le secteur privé entre 2007 et 2012.

Carte : évolution entre 1998 et 2010 de l'emploi salarié industriel (données INSEE) >



Le secteur des services marchands n'a pas pris le relais de l'industrie dans tous les territoires

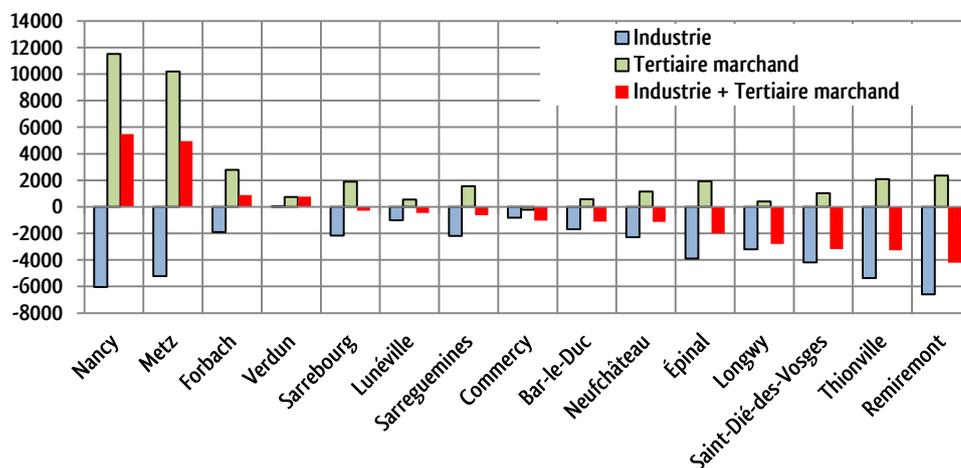
Entre 1998 et 2010, la Lorraine a perdu 46 500 emplois industriels et en a gagné 38 500 dans le domaine des services marchands.

La capacité des territoires à « compenser » les pertes d'emplois industriels par des emplois tertiaire dans le secteur marchand est inégale et explique une partie des inégalités territoriales actuelles dans la crise. Ain-

si, seules les zones d'emploi de Nancy, Metz, Forbach et Verdun ont connu une hausse de l'emploi dans les services marchands capable de compenser les pertes d'emploi dans le secteur industriel.

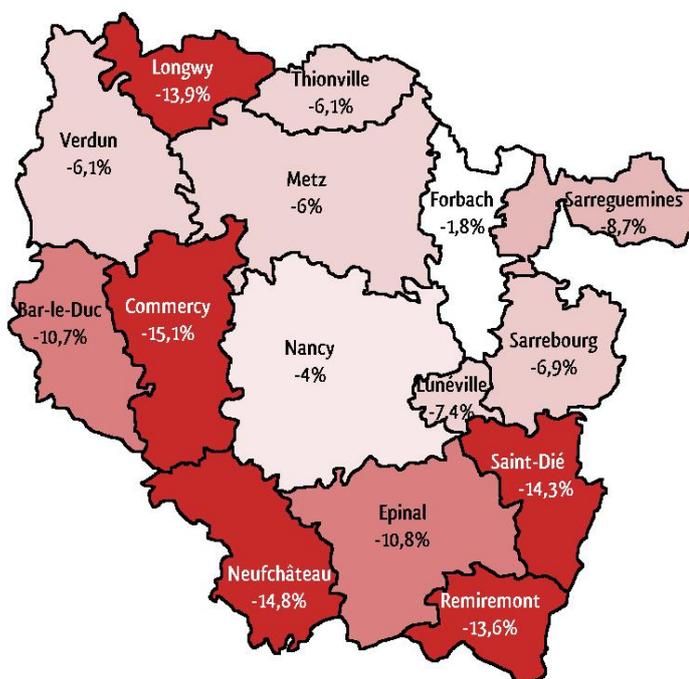
Les territoires ayant eu le plus de difficulté à compenser les pertes d'emploi industriel dans ce secteur tertiaire sont Remiremont, Thionville, Saint-Dié-des-Vosges, Longwy et Epinal.

Evolution de l'emploi salarié dans l'industrie, le tertiaire marchand et somme des deux entre 1998 et 2010



Données INSEE

Evolution de l'emploi salarié privé entre 2007 et 2012 >



Données URSSAF

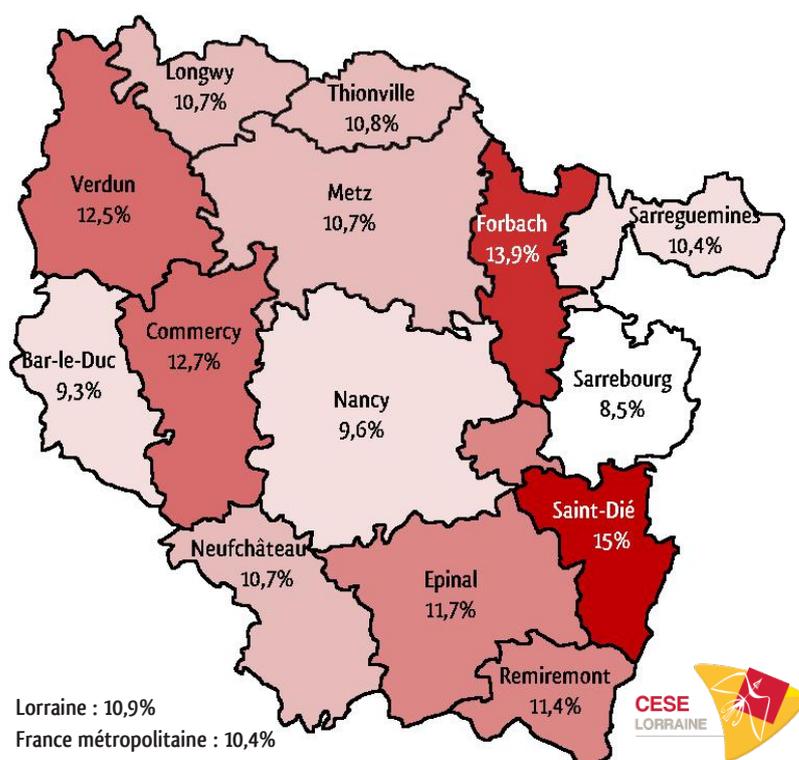
6. Cinq zones d'emploi connaissent davantage de difficultés

L'analyse menée à travers ces différents indicateurs attire l'attention sur un certain nombre de spécificités des zones d'emploi et met également en exergue une situation économique et sociale particulièrement préoccupante dans 5 des 15 zones d'emploi de notre région. Aussi, le CESE de Lorraine appelle à une mobilisation accrue sur ces territoires, dont certains connaissent des taux de chômage parmi les plus élevés au niveau national.

Les politiques d'aménagement du territoire, de développement local, mais aussi plus généralement les politiques structurantes à destination du développement de la Lorraine doivent s'attacher à trouver des solutions de rebond pour ces territoires.

- **Saint-Dié-des Vosges** : la zone d'emploi affiche un taux de chômage de 15% et une baisse de l'emploi salarié privé de 14,3% entre 2007 et 2012 ;
- **Forbach** : taux de chômage de 13,9% ;
- **Commercy** : taux de chômage : 12,7%, recul de l'emploi salarié du privé de 15,1% depuis 2007 ;
- **Remiremont** : taux de chômage : 11,4%, recul de l'emploi salarié du privé de 13,6% depuis 2007 ;
- **Neufchâteau** : recul de l'emploi salarié du privé de 14,8% depuis 2007.

Taux de chômage (%) dans les zones d'emploi lorraines au 1^{er} trimestre 2013



Données INSEE, carte CESEL

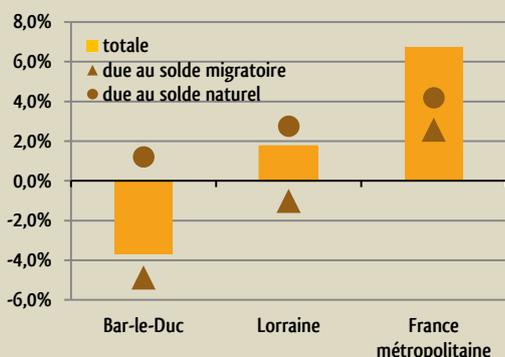
PARTIE II : Les zones d'emploi en Lorraine, 15 réalités économiques et sociales

LES FICHES

1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 61 674 habitants (2,6% de la Lorraine), dont 28 661 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

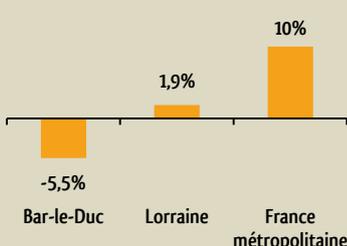


Recul démographique entamé

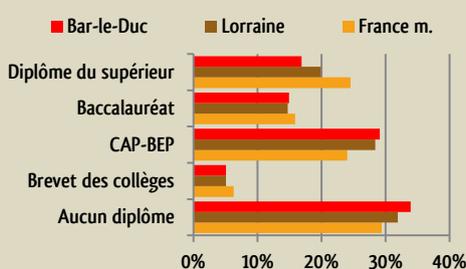
La zone d'emploi de Bar-le-Duc fait partie des 4 bassins lorrains ayant connu une baisse de leur population lors de la dernière décennie, pénalisée notamment par un solde migratoire défavorable. A l'horizon 2030, cette tendance devrait se poursuivre et la zone d'emploi pourrait ainsi perdre 3 450 habitants.

Le taux d'activité de la zone d'emploi est de 71,6% contre 70,4% en Lorraine et 71,9% en France. La population active a marqué un recul annuel moyen de 0,1% lors de la dernière décennie, et devrait s'accélérer à l'horizon 2030 en perdant 0,7% par an, soit 3 860 actifs entre 2009 et 2030.

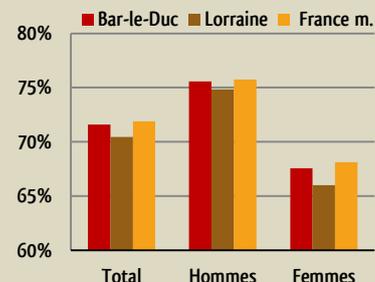
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Augmentation de la part des diplômés du supérieur

On assiste à une progression de près de 5 points en 10 ans de la part des diplômés du supérieur dans la population de la zone d'emploi, qui se place au 5^{ème} rang des zones Lorraines.

Un important vieillissement de la population

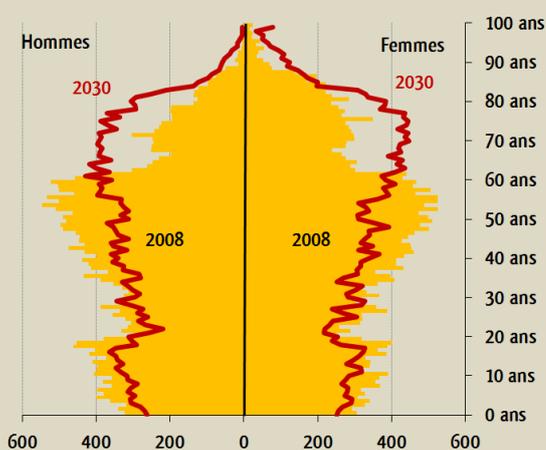
En 2008, on compte dans la zone d'emploi de Bar-le-Duc 8 habitants de plus de 80 ans pour 100 habitants de 15-64 ans. En 2030, cette proportion sera de plus de 15 pour 100, contre 12,1 au niveau régional, faisant de Bar-le-Duc la 3^{ème} zone d'emploi la plus confrontée au vieillissement de la population.

La zone d'emploi la plus confrontée aux départs à la retraite

En 2009, la part des actifs occupés de plus de 50 ans est la plus forte de Lorraine (28%). Entre 2009 et 2020, le nombre moyen de cessations d'activité s'élève à 803 / an.

La zone d'emploi est la 5^{ème} au niveau régional pour l'importance des revenus nets déclarés par les ménages et la 4^{ème} pour le maintien de faibles inégalités.

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Bar-le-Duc	24936	8829	803	35,4%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

Revenus et inégalités (2009)

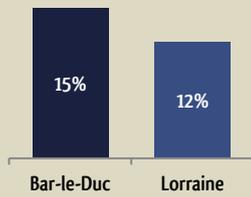
	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Bar-le-Duc	21 166 €	4,4
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

20% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

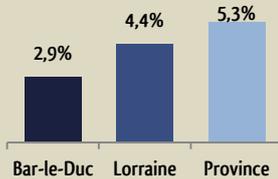
1.2 Spécificités économiques

28 047 emplois (3,3% de la Lorraine en 2010) dont 13 296 salariés du secteur marchand (3,2% de la Lorraine en 2012)
20 975 établissements (2,5% de la Lorraine en 2010), dont 16 à capitaux majoritairement étrangers (2% de la Lorraine en 2012)

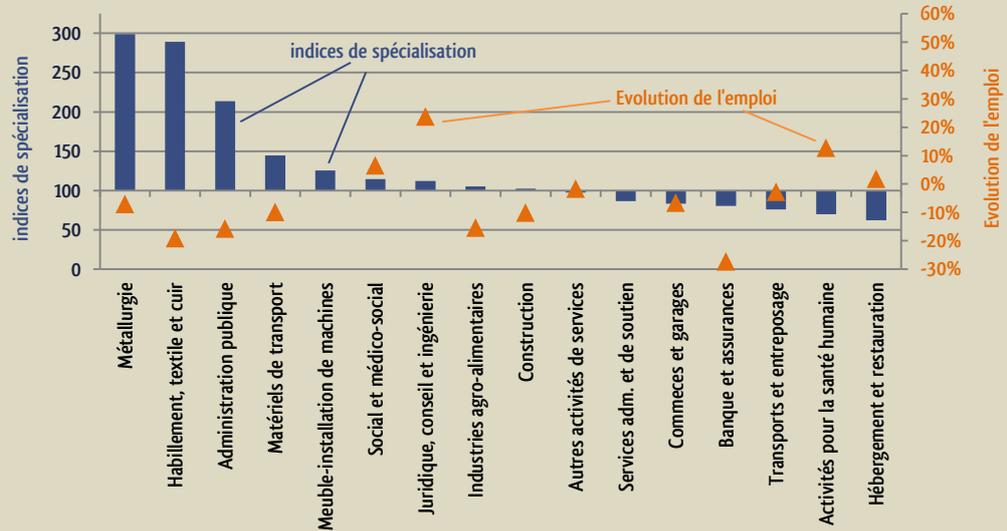
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



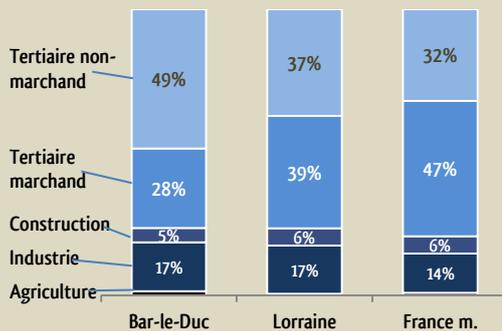
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



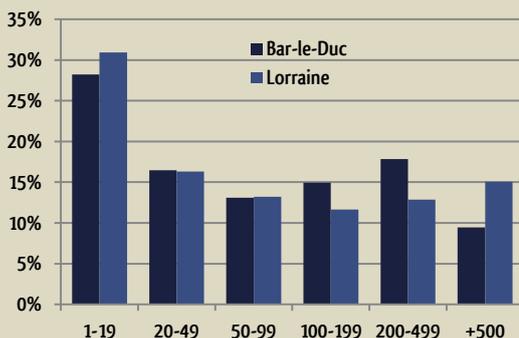
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Bar-le-Duc	Lorraine	France m.
agriculture	-48%	-31%	-22%
industrie	-27%	-26%	-18%
construction	31%	6%	24%
tertiaire marchand	8%	14%	20%
tertiaire non marchand	-2%	5%	12%
total salariés	-5%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

- ArcelorMittal (3 établissements)** : aciers, 660 salariés (2010)
- Evobus France** : assemblage de bus, 423 salariés (2011)
- Sodetal** : câbles pour pneumatiques, 369 salariés (2010)
- Bergère de France** : fils à tricoter, 353 salariés (2010)
- Essilor** : verres correcteurs, 245 salariés (2010)
- Aperam Tubes Europe** : tubes acier, 205 salariés (2010)
- Usine de la Compasserie**: équipement optique, 205 salariés (2010)
- Oberflex** : panneaux en bois, 145 salariés (2010)

Une spécialisation industrielle marquée dans la métallurgie, le textile, la construction de véhicules

La Zone d'emploi de Bar-le-Duc compte 17% d'emploi industriels (identique à la moyenne régionale), notamment représentés par les secteurs de la métallurgie, du textile et de la construction de matériel de transport (bus).

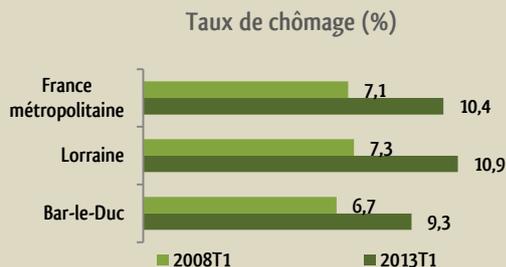
Les investissements internationaux sont les principaux employeurs du secteur industriel. L'emploi industriel marque un recul important entre 1998 et 2010 (-27%, contre -26% en Lorraine et -18% en France).

Le secteur des services non-marchand plus représenté

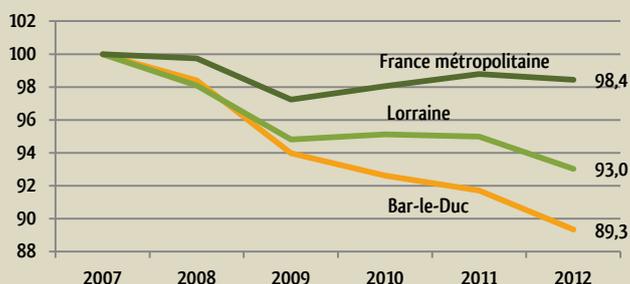
Le secteur des services non marchand est plus représenté que la moyenne lorraine (49%, contre 37%) en raison d'importants employeurs publics. Depuis 1998, l'emploi est en baisse de 2% alors qu'il y progresse de 5% en Lorraine. Le tertiaire marchand est quant à lui sous-représenté et progresse moins que la moyenne. La part de l'hôtellerie-restauration, de la santé, des transports, de la banque et du commerce sont sous-représentés et progressent moins vite.

1.3 Conjoncture

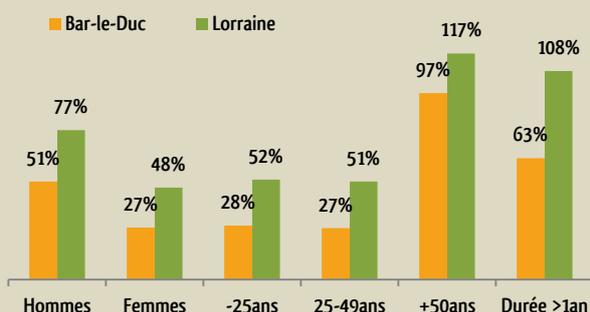
Taux de Chômage : 9,3% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 4 106 (2,4% de la Lorraine)



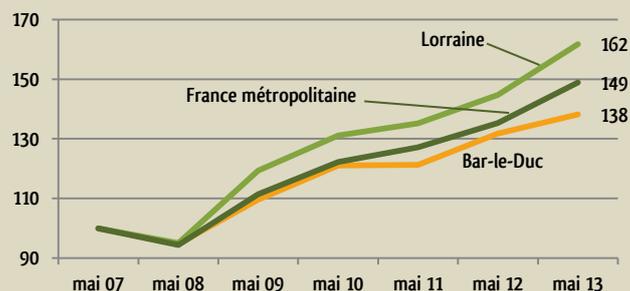
Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Important recul de l'emploi salarié dans le secteur marchand, hausse modérée du nombre de demandeurs d'emploi

La zone d'emploi de Bar-le-Duc a vu l'emploi salarié du secteur marchand reculer de 10,7% en 5 ans, contre une baisse de 7% en Lorraine. Néanmoins, la hausse du chômage est la plus faible de toutes les zones d'emploi de Lorraine. (+38% en 5 ans). La forte présence du secteur tertiaire non marchand ainsi que la baisse de la population active peuvent expliquer l'impact relativement faible des destructions d'emploi dans le secteur marchand sur le taux de chômage.

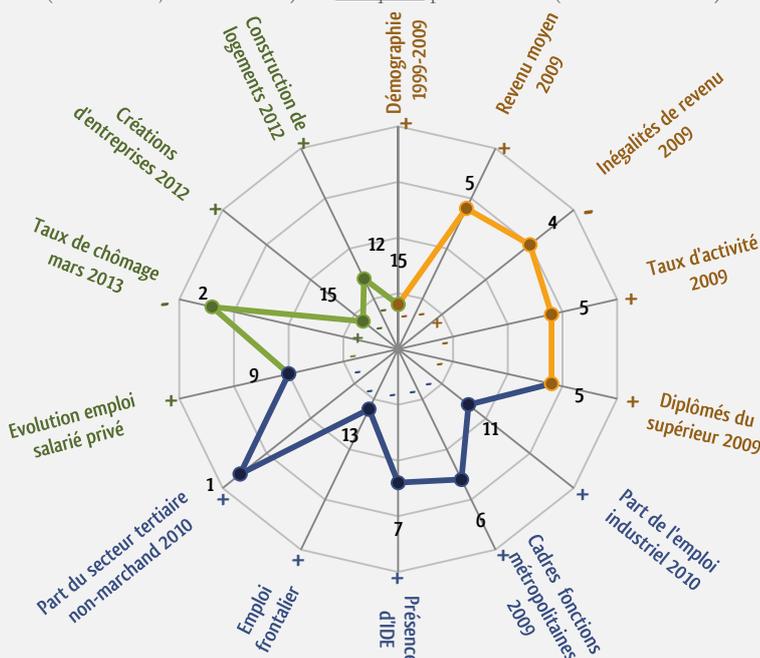
Synthèse

La zone d'emploi de Bar-le-Duc connaît des difficultés démographiques, impliquant à terme un vieillissement accéléré de sa population, avec des conséquences importantes sur les départs à la retraite. Ces évolutions ont également des effets sur la construction de logements.

La part de l'emploi industriel y est identique à la moyenne régionale, avec des spécialisations dans des secteurs face à des pertes d'emploi (métallurgie, textile, ...). Néanmoins, la forte présence d'employeurs des services du secteur non-marchand, et notamment publics, ainsi que la baisse de la population active ont eu pour effet d'amortir la hausse du chômage, qui est la plus faible des 15 zones d'emploi lorraines.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

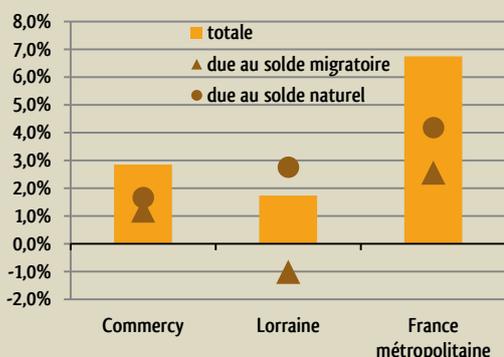
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 45 019 habitants (1,9% de la Lorraine), dont 20 162 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

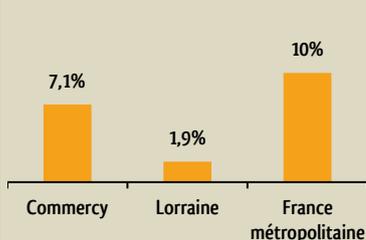


Démographie : une attractivité résidentielle positive

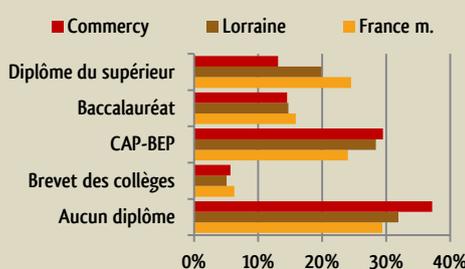
La population de la zone d'emploi de Commercy a augmenté lors de la dernière décennie (+1 250 habitants). C'est l'une des 6 zones d'emploi ayant un solde migratoire positif en Lorraine, notamment grâce à l'arrivée d'habitants des secteurs de Nancy et Toul. Cette tendance à la hausse peut être projetée dans les prochaines décennies et conférerait à la zone la plus forte croissance démographique de la région (+7,1%).

Le taux d'activité du bassin de Commercy est légèrement supérieur à la moyenne régionale (71%), grâce à une plus forte activité des hommes. Cependant, près du tiers des actifs occupés de la zone travaillent à l'extérieur.

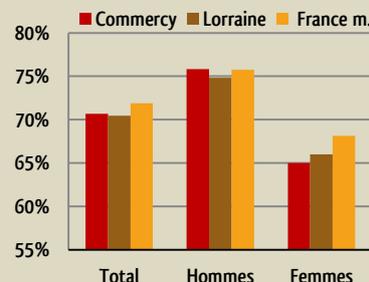
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Faible proportion de diplômés du supérieur

C'est dans la zone d'emploi de Commercy que la part de diplômés du supérieur dans la population est la plus faible en Lorraine, avec 13% des habitants de plus de 15 ans non-scolarisés, contre 20% en moyenne en Lorraine et 25% en France. La part des personnes sans diplôme est également supérieure à la moyenne.

Viellissement de la population atténué par le rebond démographique

La zone d'emploi de Commercy devrait profiter de son rebond démographique pour limiter l'impact du vieillissement de sa population. A l'horizon 2030, la part des plus de 80 ans par rapport aux 15-64 ans sera de 12%, semblable à la moyenne régionale.

4 810 départs à la retraite entre 2009 et 2020

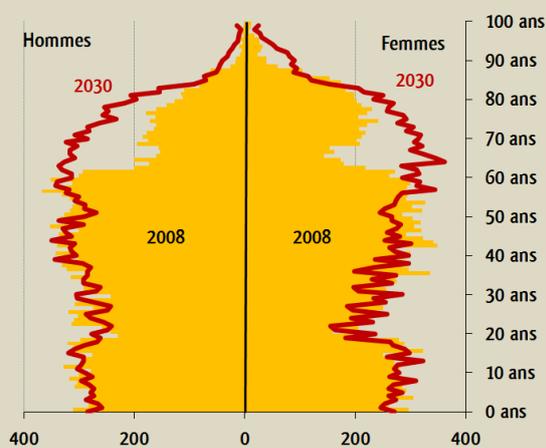
Le taux de cessations d'activité devrait être légèrement supérieur à la moyenne régionale (32,5% contre 31,8%).

Les revenus fiscaux moyens déclarés en 2009 sont les plus faibles parmi les 15 zones d'emploi lorraines. Les inégalités de revenu sont inférieures à la moyenne régionale.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Commercy	18 906 €	4,4
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

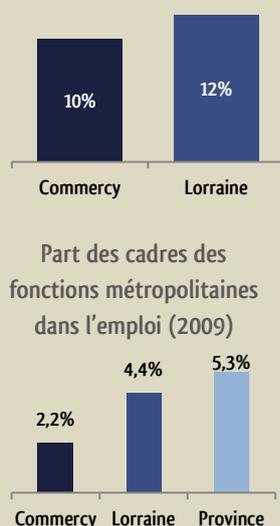
	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Commercy	14800	4810	437	32,5%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

31% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

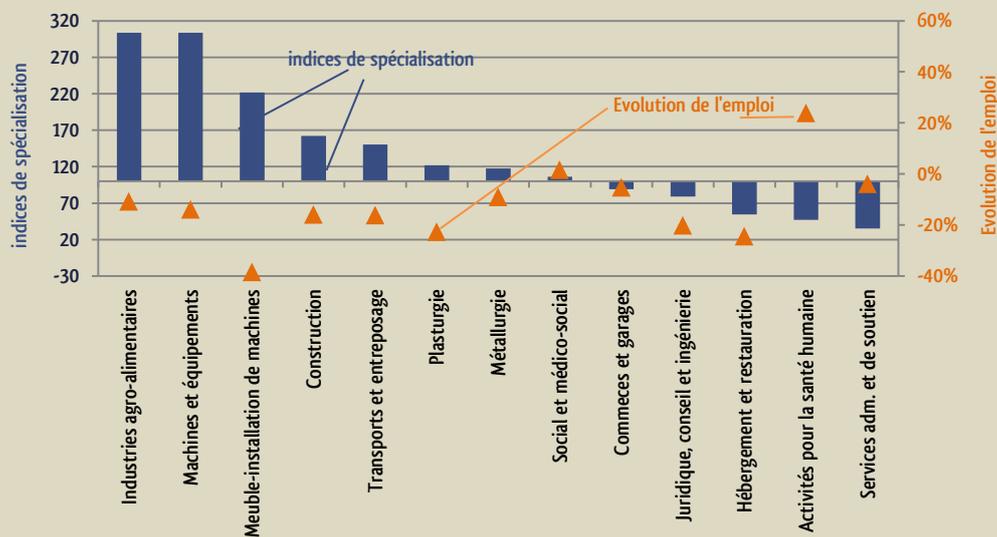
1.2 Spécificités économiques

12 207 emplois (1,4% de la Lorraine en 2010) dont 6 006 salariés du secteur marchand (1,1% de la Lorraine en 2012)
9 678 établissements (1,4% de la Lorraine en 2010), dont 7 à capitaux majoritairement étrangers (1% de la Lorraine en 2012)

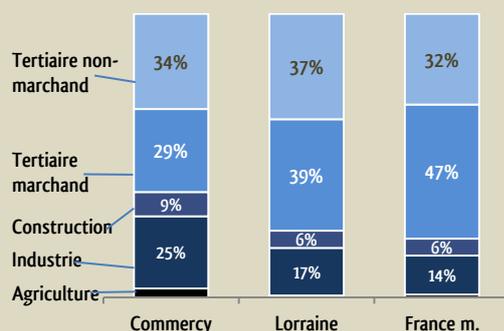
Part des IDE dans l'emploi
salarié marchand (2012)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012)
et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



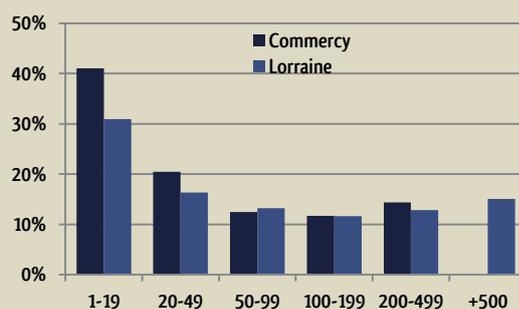
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Commercy	Lorraine	France m.
agriculture	-29%	-31%	-22%
industrie	-24%	-26%	-18%
construction	12%	6%	24%
tertiaire marchand	-7%	14%	20%
tertiaire non marchand	3%	5%	12%
total salariés	-9%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

ITM Logistique alimentaire : logistique, 240 salariés (2010)

Huot : articles de robinetterie, 230 salariés (2010)

Cie des fromages et Richemont : fromages, 227 salariés (2009)

Bonduelle frais : conditionnement de salades, 216 salariés (2010)

Huntsman surface silences : composants détergents, 199 (2010)

Air Liquide Welding : produits pour soudage, 118 (2010)

Textiles de Vaucouleurs : chemises et vêtements, 111 (2010)

Forte représentation des industries agro-alimentaires, des machines et équipements

L'emploi industriel est plus représenté qu'en moyenne dans la zone d'emploi de Commercy, notamment dans les industries agro-alimentaires et des machines et équipements. L'emploi salarié dans l'industrie représente 25% de l'emploi de la zone, contre 17% en Lorraine.

La part des emplois dépendant d'investissements internationaux y est moins importante que dans l'ensemble de la région. La part des établissements de - de 20 salariés y est supérieure à la moyenne.

Faible présence du secteur des services marchands

L'emploi salarié dans le tertiaire marchand représente 29% de l'emploi salarié total de la zone de Commercy, contre 39% en Lorraine. Entre 1998 et 2010, il a reculé de 7% alors qu'il a connu une croissance de 14% en Lorraine et de +20% en France métropolitaine.

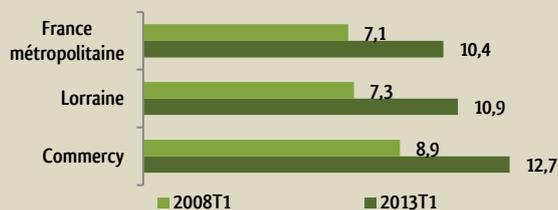
Faible part des emplois cadres des fonctions métropolitaines

La zone se situe au 14^{ème} rang lorrain sur 15 pour leur part dans l'emploi total (2,2% contre 4,4% en Lorraine).

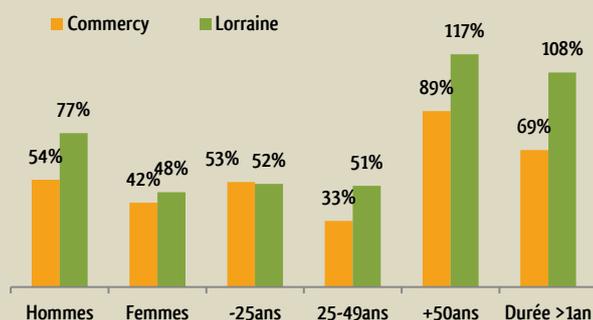
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 12,7% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 3 271 (1,9% de la Lorraine)

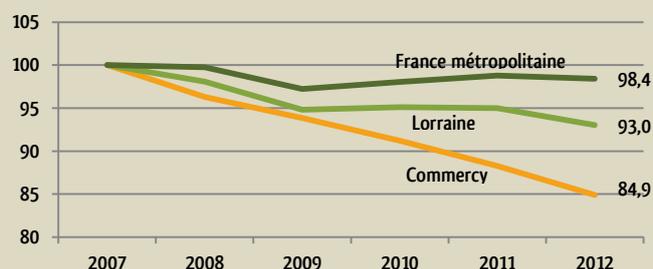
Taux de chômage (%)



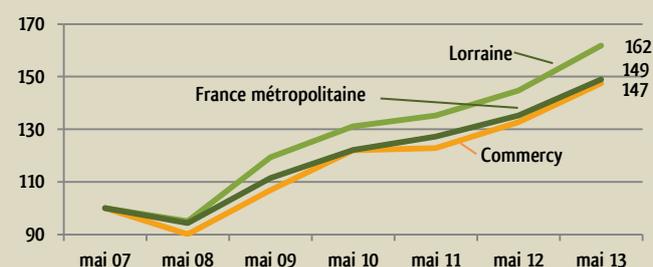
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Plus fort recul de l'emploi salarié du secteur marchand et 3^{ème} plus fort taux de chômage en Lorraine

Entre 2007 et 2012, c'est la zone d'emploi de Commercy qui a connu le plus fort recul de l'emploi salarié du secteur marchand (-15,1%, contre -7%). Avec 12,7%, c'est le 3^{ème} plus fort taux de chômage de Lorraine. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi n'est, en revanche, pas la plus forte enregistrée dans la région, notamment dans la mesure où 31% des actifs occupés travaillent à l'extérieur de la zone d'emploi. Elle a néanmoins cru de 47% en 5 ans, avec notamment une hausse importante chez les -25 ans.

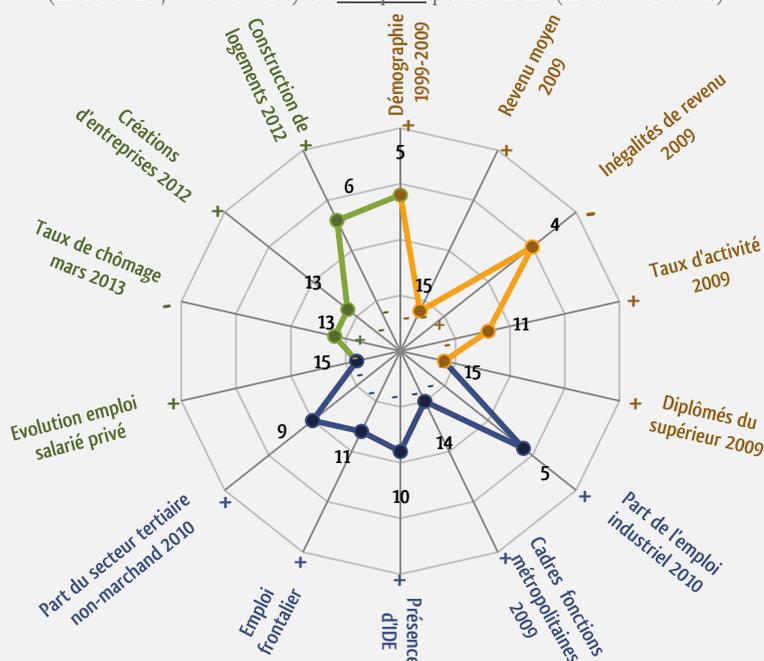
Synthèse

La zone d'emploi de Commercy bénéficie d'un regain d'attractivité démographique notamment sur le secteur de Toul-Nancy. A l'horizon 2030, elle serait la zone à voir sa population augmenter le plus fortement. Une partie importante de la population active travaille en dehors de la zone. Elle souffre néanmoins d'un faible taux d'activité et d'un retard dans la part des diplômés du supérieur et cadres dans sa population.

L'emploi industriel y reste relativement important et les services du secteur marchand sont sous-représentés dans la zone. La zone a beaucoup souffert en termes d'évolution de l'emploi depuis 2007 (-15,1%) et affiche le troisième plus fort taux de chômage mars 2013 (12,7%).

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

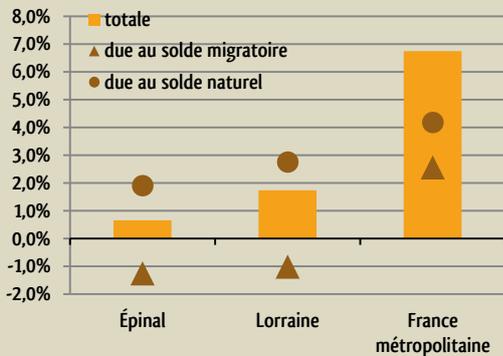
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 163 358 habitants (7% de la Lorraine), dont 74 568 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

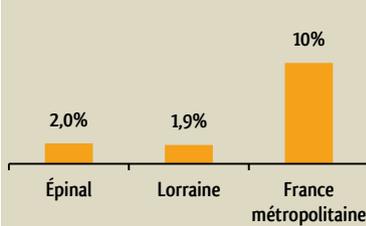


Faible croissance démographique

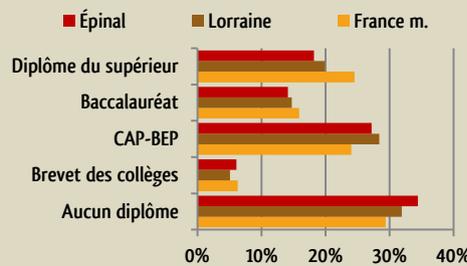
Lors de la dernière décennie, la population de la zone d'emploi d'Epinal a connu une faible augmentation (+0,7%, soit +1 066 habitants). A l'horizon 2030, elle pourrait croître de 2% (soit + 3 300 habitants), souffrant d'une dégradation du solde naturel. C'est la zone du Sillon Lorrain connaissant les moins bonnes dynamiques démographiques.

Le taux d'activité de la zone d'emploi est légèrement supérieur à la moyenne régionale, y compris pour les femmes, mais reste en retrait par rapport à la moyenne nationale.

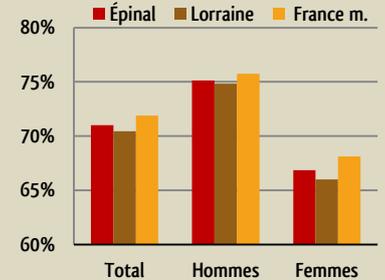
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



4^{ème} zone d'emploi de Lorraine pour la part des diplômés du supérieur

Malgré une proportion inférieure à la moyenne, le poids des diplômés du supérieur dans la zone d'emploi d'Epinal a augmenté de près de 7 points entre 1999 et 2009.

Viellissement de la population à l'horizon 2030

La zone d'emploi d'Epinal se place au 5^{ème} rang des zones lorraines pour l'impact du vieillissement de la population. A l'horizon 2030, la part des plus de 80 ans par rapport aux 15-64 ans pourrait s'élever à 14%, contre 12,1% en moyenne en Lorraine.

Un actif en emploi sur trois de 2009 aura cessé de travailler en 2020

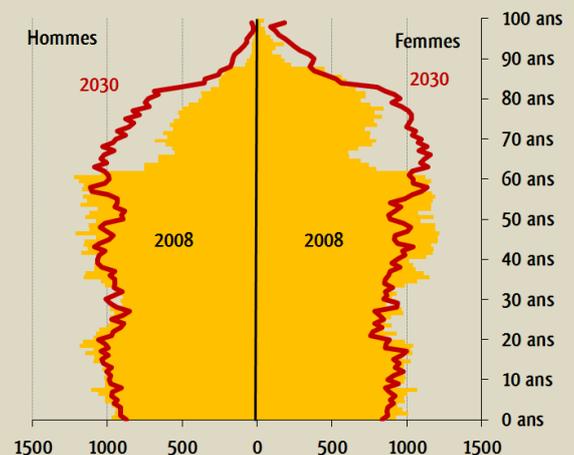
Le taux de cessation d'activité est supérieur à la moyenne régionale dans la zone d'emploi : il s'élève à 32,8% contre 21,8% en Lorraine.

Les revenus moyens déclarés dans la zone d'emploi sont inférieurs à la moyenne régionale, mais les inégalités sont plus importantes.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Épinal	20 100 €	5,1
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Épinal	64045	21038	1913	32,8%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

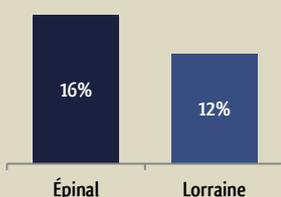
17% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre **24%** en moyenne en Lorraine

1.2 Spécificités économiques

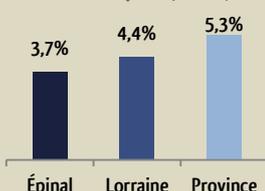
64 02 emplois (7,5% de la Lorraine en 2010) dont 36 803 salariés du secteur marchand (6,9% de la Lorraine en 2012)

54 195 établissements (7,7% de la Lorraine en 2010), dont 41 à capitaux majoritairement étrangers (5% de la Lorraine en 2012)

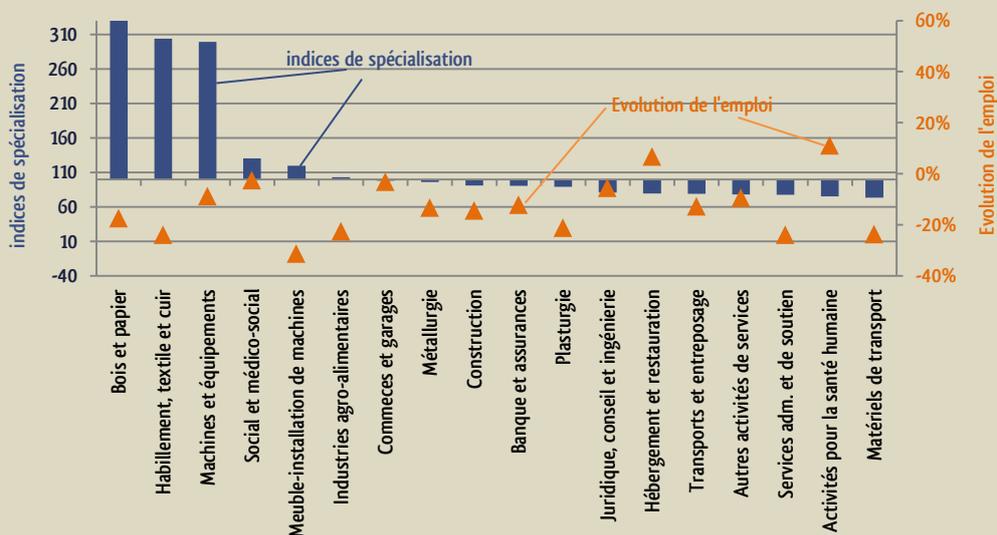
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



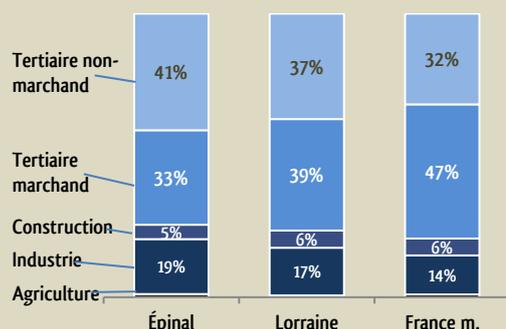
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



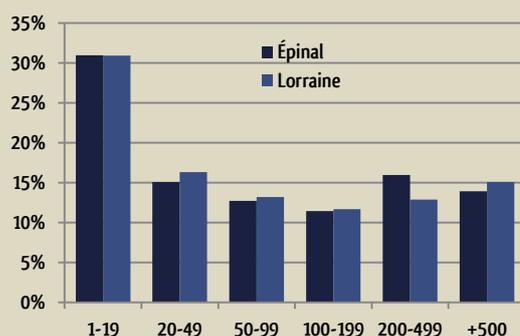
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Epinal	Lorraine	France m.
agriculture	-40%	-31%	-22%
industrie	-26%	-26%	-18%
construction	15%	6%	24%
tertiaire marchand	11%	14%	20%
tertiaire non marchand	11%	5%	12%
total salariés	1%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Trane : matériel aéronautique, 993 salariés (2010)

Honeywell Garrett : Turbocompresseurs, 759 (2010)

Michelin : Fils d'aciers pour pneus, 551 (2010)

MGE : transports, 485 (2012)

Munskjø Arches : Papiers spéciaux, 469

Manufacture vosgienne de meubles : cuisines et sdb, 461 (2010)

Norske Skog Golbey : papier journal, 430 (2010)

Egger Panneaux et décors : panneaux bois, 334 (2010)

Forte spécialisation dans l'industrie du bois-papier, du textile et des machines et équipements

La zone d'emploi d'Epinal affiche une part de l'emploi industriel supérieur à la moyenne régionale (19% contre 17%). Elle est notamment spécialisée dans 3 secteurs de l'industrie manufacturière connaissant des baisses d'emploi.

Présence d'IDE

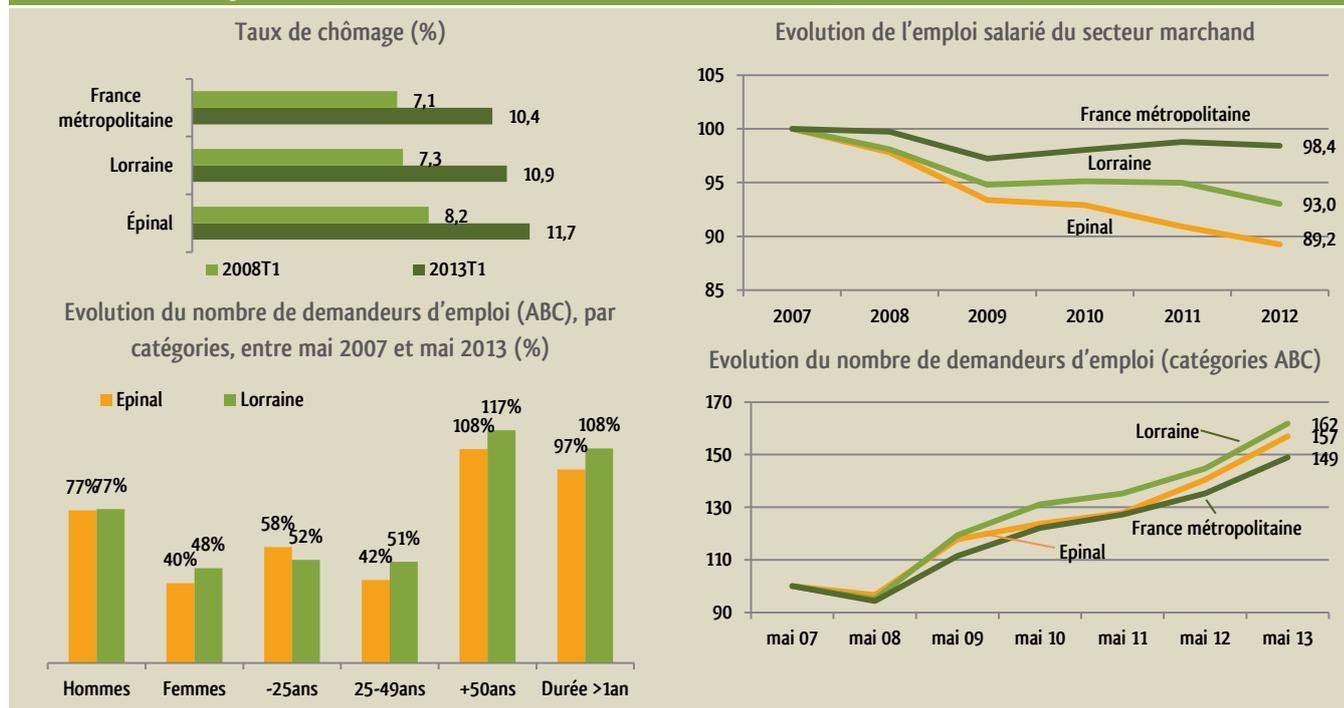
Les investissements internationaux représentent 16% de l'emploi salarié du secteur marchand. Les capitaux américains y sont les premiers employeurs.

Faible progression de l'emploi dans les services marchands

L'emploi du secteur tertiaire marchand reste inférieur à la moyenne régionale (33% contre 39%) et y progresse moins que la moyenne (+11%, contre +14%). Cependant, l'emploi dans les services non-marchand y est plus représenté et progresse davantage qu'en Lorraine.

1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 11,7% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 12 292 (7,2% de la Lorraine)



Baisse de l'emploi salarié supérieure à la moyenne régionale

L'emploi salarié du secteur marchand a reculé de 10,8% dans la zone d'emploi d'Epinal. Le Taux de chômage a progressé de 3,5 points, s'établissant en mars 2013 à 11,7%. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi est légèrement inférieure à la moyenne nationale, elle atteint +57% en 5 ans. Elle est plus marquée chez les jeunes que la moyenne régionale (+58%, contre +52%).

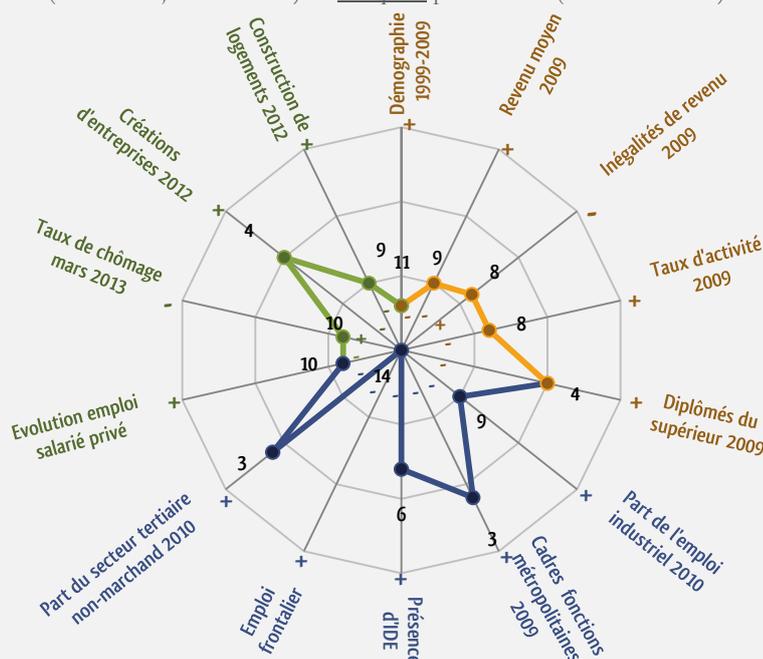
Synthèse

La zone d'emploi d'Épinal est marquée par une atonie démographique et ne parvient pas à tirer profit de sa situation dans le Sillon Lorrain pour attirer de nouveaux habitants, malgré un taux de diplômés du supérieur et une présence des cadres des fonctions métropolitaines supérieurs à la moyenne régionale. Le secteur des services non-marchand y est plus important que dans la plupart des zones d'emploi lorraines.

Durant la crise, l'emploi salarié du secteur marchand a reculé plus fortement que la moyenne lorraine. Le nombre de constructions de logements en 2012 rapportée à la population la place au 4^{ème} rang des zones d'emploi.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

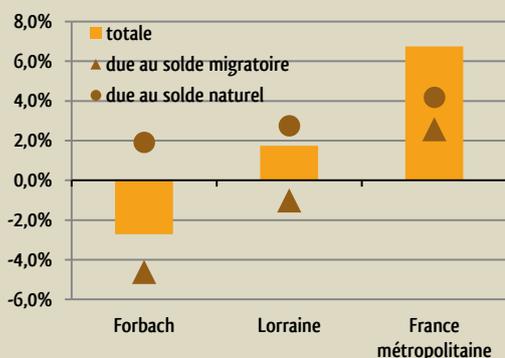
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 221 549 habitants (9,4% de la Lorraine), dont 95 362 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

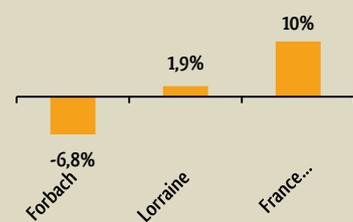


Le déclin démographique se poursuit

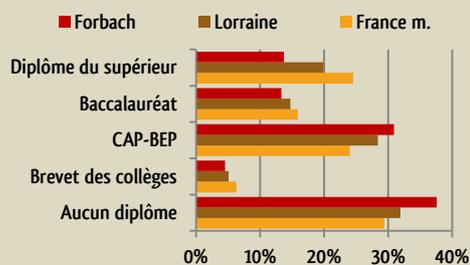
La zone d'emploi de Forbach est la 3^{ème} plus peuplée de Lorraine. Lors de la dernière décennie, elle a perdu 6 163 habitants (-4,6%). La projection des tendances démographiques montre une poursuite de la baisse (-6,8%, soit - 15 000 habitants) du fait d'un retournement du solde naturel qui s'ajouterait à un déficit migratoire.

En 2009, le taux d'activité de la zone d'emploi est inférieur à la moyenne lorraine. Il s'élève à 65%, c'est le plus faible de la région. Parmi les actifs occupés résidant dans la zone d'emploi de Forbach, 30% travaillent à l'extérieur de la zone, dont 13% à l'étranger.

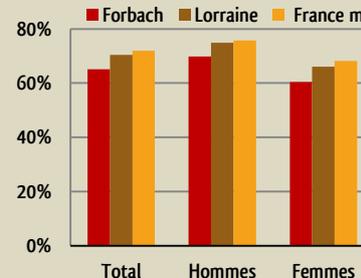
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Forte proportion de la population sans diplôme et faible proportion de diplômés du supérieur

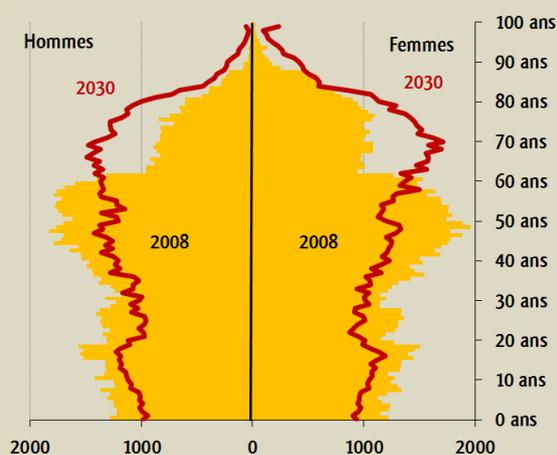
Dans la zone d'emploi de Forbach, 38% de la population de plus de 15 ans non scolarisée n'est titulaire d'aucun diplôme, la plaçant au 14^{ème} rang des zones d'emploi lorraines. Elle se situe également au 14^{ème} rang pour la part des diplômés du supérieur qui sont sous-représentés par rapport à la moyenne Lorraine. La part des titulaires d'un BEP ou CAP est, quant à elle, supérieure à la moyenne (31% contre 28% en Lorraine).

Important vieillissement de la population en vue

Dans la zone d'emploi de Forbach, la pyramide des âges affiche un vieillissement de la population supérieur à la moyenne régionale. A l'horizon 2030, le nombre de personnes de plus de 80 ans pourrait représenter l'équivalent de 13,6% de celle des 15-64 ans, contre 12,1% en Lorraine.

Les revenus moyens déclarés par les foyers sont inférieurs à la moyenne régionale. Les inégalités sont plus importantes dans la zone d'emploi de Forbach.

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Forbach	69020	20806	1891	30,1%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

Revenus et inégalités (2009)

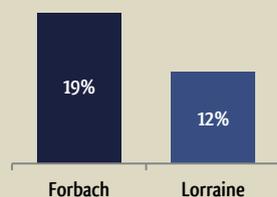
	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Forbach	19 577 €	5,4
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

30% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur (dont 13% à l'étranger), contre 24% en moyenne en Lorraine

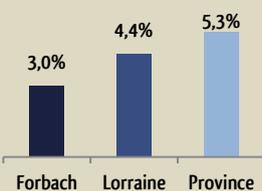
1.2 Spécificités économiques

63 587 emplois (7,5% de la Lorraine en 2010) dont 47 736 salariés du secteur marchand (8,9% de la Lorraine en 2012)
53 889 établissements (7,6% de la Lorraine en 2010), dont 129 à capitaux majoritairement étrangers (16% de la Lorraine en 2012)

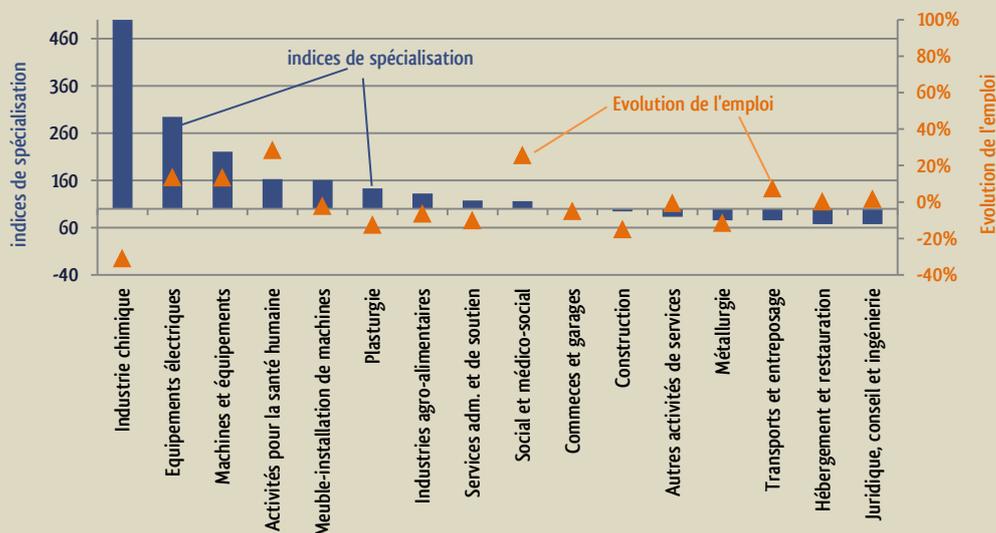
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



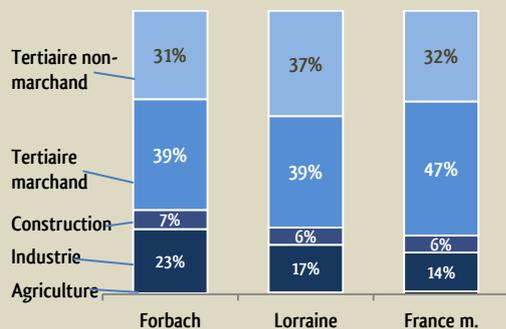
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



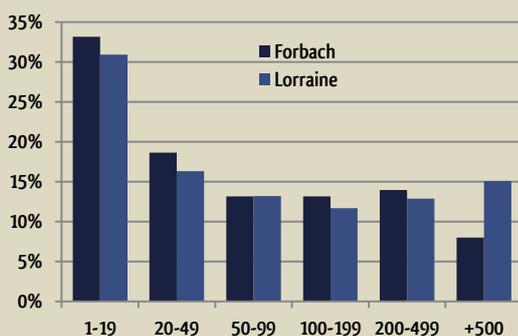
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Forbach	Lorraine	France m.
agriculture	-21%	-31%	-22%
industrie	-13%	-26%	-18%
construction	-21%	6%	24%
tertiaire marchand	14%	14%	20%
tertiaire non marchand	29%	5%	12%
total salariés	7%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Total petrochemicals : pétrochimie, 736 salariés (2010)

Rehau industries : profilés PVC, 567 (2010)

Pompes Grundfos : pompes, 534 (2009)

Viessmann Faulquemont : chaudières, 514 (2010)

Sew Usocome : Systèmes de motorisation, 430 (2011)

Arkema : chimie de base et chimie fine, 425 (2010)

Johnson Controls : pare soleils pour voitures, 391 (2010)

Ficomirrors : équipements automobiles, 280 (2011)

L'industrie chimique, première spécialisation de la zone d'emploi de Forbach

En 2012, l'industrie chimique emploie plus de 1400 personnes dans le secteur de Forbach, elle a perdu 30% de ses emplois depuis 2007. La part de l'emploi industriel est importante dans le secteur (23% contre 17% en Lorraine).

La 3^{ème} zone d'emploi pour l'importance des IDE

9 300 emplois dépendent d'investissements internationaux dans la zone d'emploi de Forbach, soit 19% de l'emploi salarié du secteur marchand.

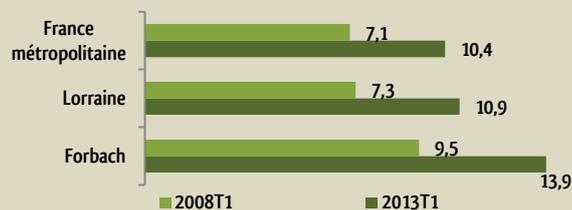
Moins d'emploi dans le tertiaire non-marchand, malgré une progression importante

31% des emplois salariés se trouvent dans le secteur des services non-marchand, contre 39% en moyenne en Lorraine. Leur nombre a augmenté de 29% entre 1998 et 2010.

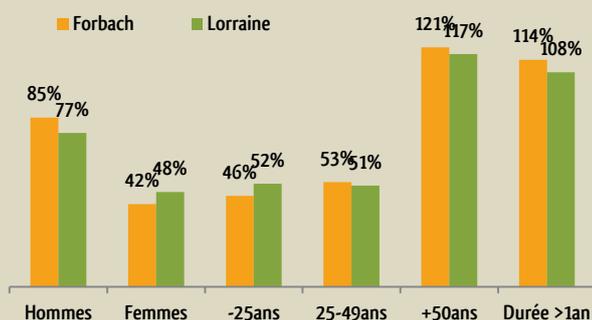
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 13,9% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en 2013 : 18 488 (10,9% de la Lorraine)

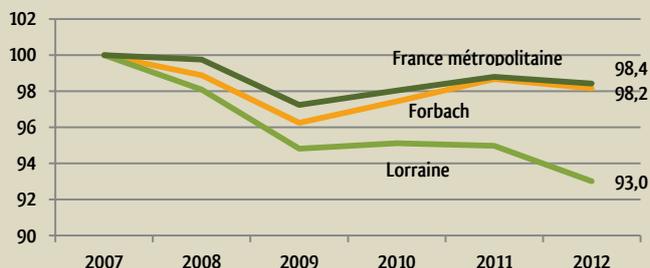
Taux de chômage (%)



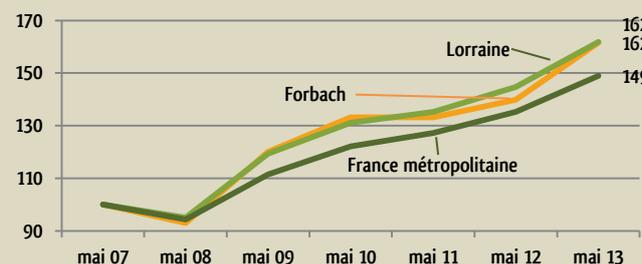
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)

13,9% de chômage : plus fort taux lorrain et 25^{ème} sur 304 au niveau métropolitain

La zone d'emploi de Forbach affichait avant la crise un taux de chômage sensiblement supérieur à la moyenne lorraine. Il a augmenté de 4,4 points pour s'élever à 13,9%, plaçant la zone d'emploi au 25^{ème} rang des 304 zones métropolitaines. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 62% en 5 ans, malgré une baisse de la population enregistrée dans le secteur.

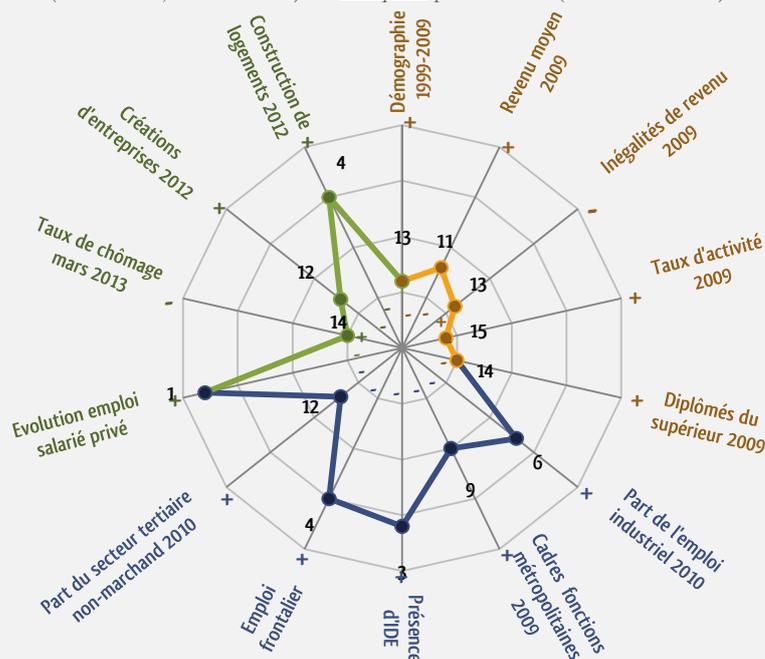
Synthèse

La zone d'emploi de Forbach fait face à d'importantes difficultés démographiques et pourrait voir sa population reculer de 6,8% à l'horizon 2030. Depuis de nombreuses années, son solde migratoire négatif a modifié la structure de la population, affectant à terme le solde naturel. C'est la zone d'emploi dans laquelle le taux d'activité est le moins important. Ce résultat est notamment lié à une plus forte proportion de retraités dans le bassin houiller. La part des diplômés du supérieur est également inférieure à la moyenne régionale. Les relations avec l'étranger sont importantes dans la zone de Forbach, notamment en raison de l'importance des IDE dans son tissu industriel, mais aussi du nombre de frontaliers.

Le taux de chômage de la zone de Forbach est le plus élevé de la région. Elle se place au 25^{ème} rang des 304 zones d'emploi métropolitaines.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

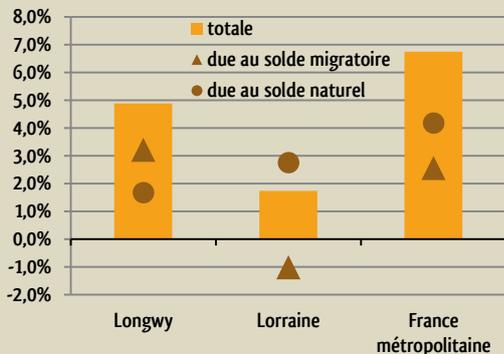
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 109 792 habitants (4,7% de la Lorraine), dont 50 565 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

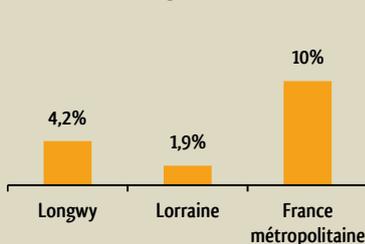


Renouveau démographique

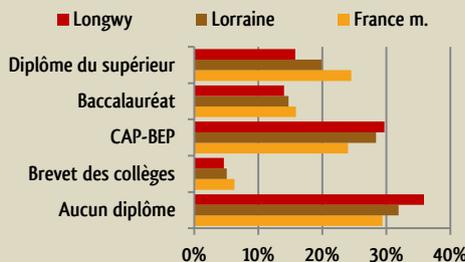
L'attractivité du Luxembourg a tiré la croissance démographique de la zone d'emploi de Longwy, qui a gagné, entre 1999 et 2009, 5 108 habitants, soit une hausse de près de 5%. C'est la zone Lorraine connaissant le meilleur solde migratoire. A l'horizon 2030, la zone pourrait gagner 4,2% d'habitants et bénéficierait d'un rajeunissement plutôt inédit de sa population totale.

Le taux d'activité, notamment masculin, est supérieur à la moyenne régionale. Il s'élève à 71%. La Zone d'emploi de Longwy a pour spécificité principale de voir 55% des actifs occupés qui y résident travailler à l'extérieur, dont 48% à l'étranger (chiffres 2009).

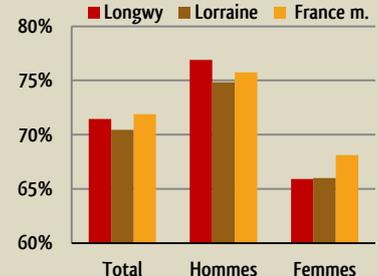
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Forte représentation de non-diplômés

La part de la population ne disposant d'aucun diplôme s'élève à 36% dans la zone d'emploi de Longwy, contre 32% en moyenne en Lorraine (29% en France métropolitaine). Elle a baissé de 9 points en 10 ans, soit une évolution identique à la moyenne régionale.

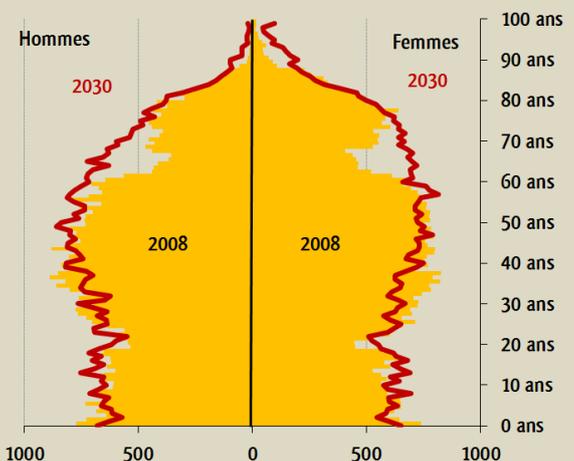
Faible vieillissement de la zone d'emploi de Longwy

Sous l'effet d'une attractivité résidentielle supérieure à la moyenne régionale, les projections de population font apparaître un faible impact du vieillissement de la population dans le secteur de Longwy. Son âge moyen serait en 2030 de 42,4 ans, contre 43,3 en Lorraine.

Mais des départs à la retraite nombreux actuellement

Entre 2009 et 2020, le taux de cessations d'activité dans la zone est le 2^{ème} plus fort de la région (34,6%, contre 31,8% en moyenne en Lorraine), après Bar-le-Duc.

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Longwy	23916	8265	751	34,6%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

Les revenus moyens sont légèrement inférieurs à la moyenne régionale, mais les inégalités y sont très importantes, et sans doute dues au travail frontalier.

Revenus et inégalités (2009)

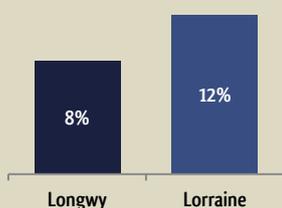
	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Longwy	21 046 €	5,7
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

55% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur (dont 48% à l'étranger), contre 24% en moyenne en Lorraine

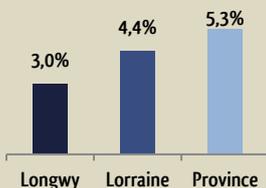
1.2 Spécificités économiques

21 403 emplois (2,5% de la Lorraine en 2010) dont 15 623 salariés du secteur marchand (2,9% de la Lorraine en 2012)
17 355 établissements (2,5% de la Lorraine en 2010), dont 26 à capitaux majoritairement étrangers (3% de la Lorraine en 2012)

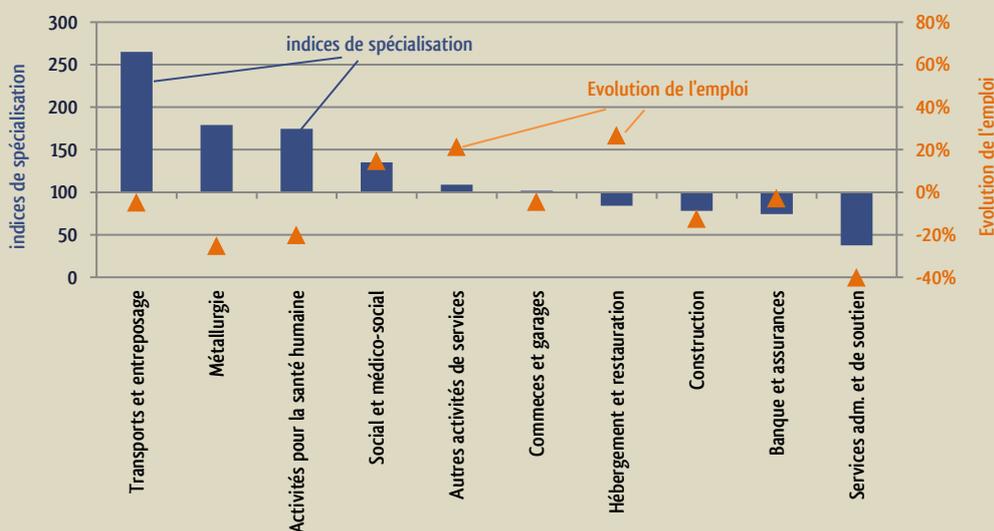
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



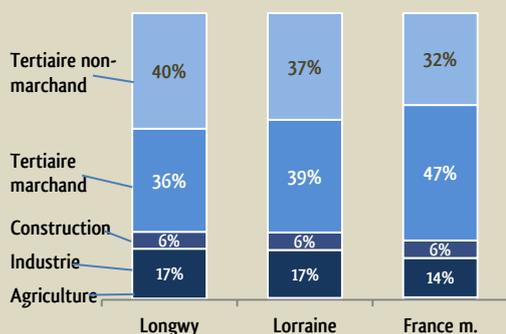
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



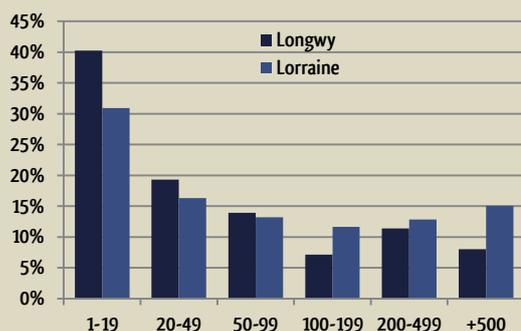
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Longwy	Lorraine	France m.
agriculture	-28%	-31%	-22%
industrie	-49%	-26%	-18%
construction	5%	6%	24%
tertiaire marchand	6%	14%	20%
tertiaire non marchand	27%	5%	12%
total salariés	-6%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Eurostamp : emboutissage, traitement surface, 375 salariés (2010)

FVM Technologies : grosses pièces de fonderie, 293 (2010)

Lorraine Tubes : tubes en acier pour construction, 265 (2008)

Longlaville Performance Fibers : fibres, 250 (2011)

Kaiser : construction de véhicules industriels, 169 (2010)

Faurecia Sièges : éléments pour auto, 147 (2010)

Arelix : équipements électroniques, 80 (2010)

Logistique, métallurgie, santé et médico-social plus représentées dans la zone d'emploi de Longwy dans le secteur marchand

Les indices de spécialisation dans ces secteurs sont supérieurs à la moyenne. Ils sont en revanche inférieurs dans le domaine des services marchands tels que la banque, la construction et les services aux entreprises.

Les IDE sont faiblement représentés dans la zone d'emploi de Longwy. Les établissements de moins de 20 salariés y sont plus présents que la moyenne régionale.

Une part du tertiaire non-marchand supérieur à la moyenne

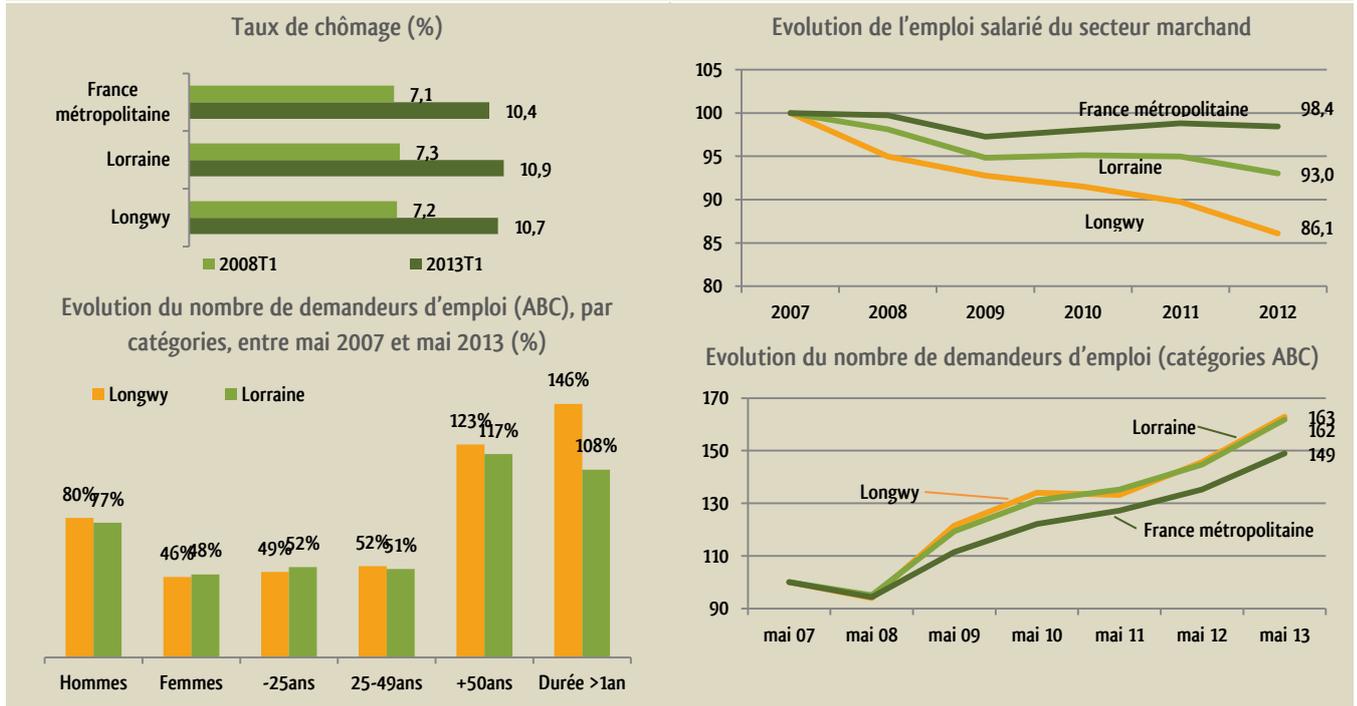
40% de l'emploi salarié total de la zone en 2010 se trouve dans le domaine des services non-marchand, contre 37% en moyenne en Lorraine et 32% en France métropolitaine.

Un emploi industriel sur deux détruit entre 1998 et 2010

L'emploi salarié total a baissé de 6% sur le moyen terme, alors qu'il a augmenté de 1% en Lorraine. Il a reculé de 49% dans l'industrie, c'est le 2^{ème} plus fort recul des zones d'emploi lorraines et le 5^{ème} pour l'ensemble des 304 zones d'emploi métropolitaines.

1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 10,7% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 7 574 (4,4% de la Lorraine)



Emploi salarié en forte baisse depuis 5 ans

L'emploi salarié dans le secteur marchand de la zone d'emploi de Longwy a baissé de 13,9% depuis 2007, c'est la 4^{ème} plus forte baisse au niveau lorrain. Le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 63% sur la période, elle a été plus élevée que la moyenne en ce qui concerne le chômage de longue durée. Le taux de chômage s'établit à 10,7% de la population active. Pour rappel, 55% des actifs occupés en emploi de la zone travaillent à l'extérieur de son périmètre, et notamment à l'étranger.

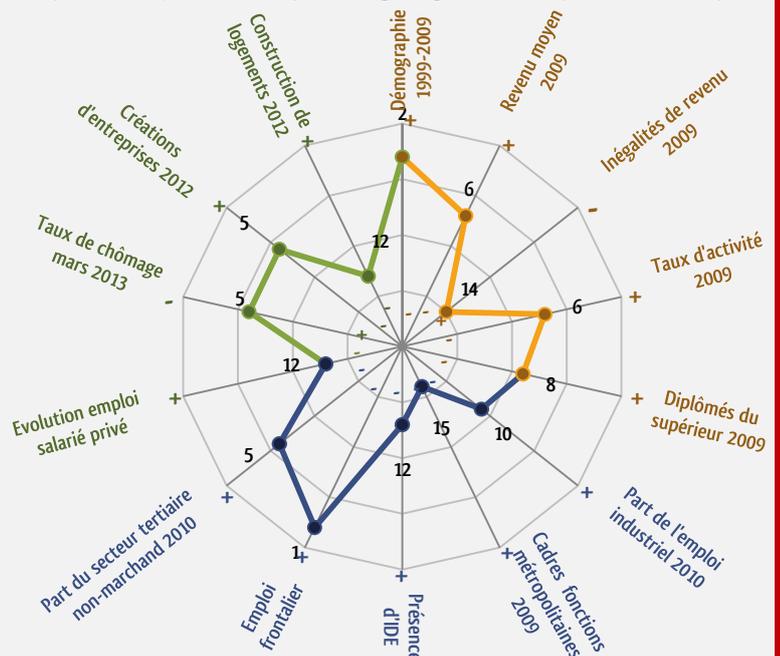
Synthèse

La zone d'emploi de Longwy est marquée par d'importants contrastes. Elle bénéficie d'une attractivité résidentielle forte grâce à l'activité du Luxembourg. Sa population devrait ainsi continuer d'augmenter dans les prochaines années et sera moins impactée par le vieillissement que la moyenne. La moitié des actifs occupés résidant dans la zone ont un emploi à l'étranger. Après Thionville, c'est la zone d'emploi dans laquelle les inégalités de revenus sont les plus importantes.

Le tissu économique du bassin d'emploi de Longwy est fragilisé et la crise a eu un impact visible sur l'emploi et le nombre de demandeurs d'emploi, malgré l'influence du Luxembourg.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

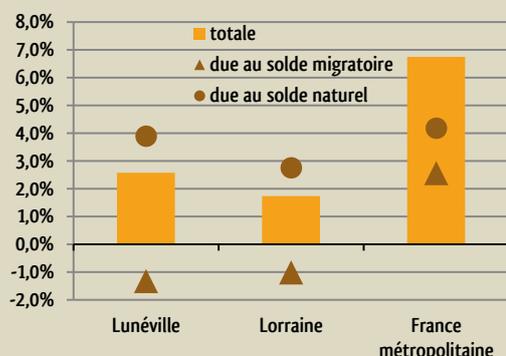
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 33 054 habitants (1,4% de la Lorraine), dont 14 759 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

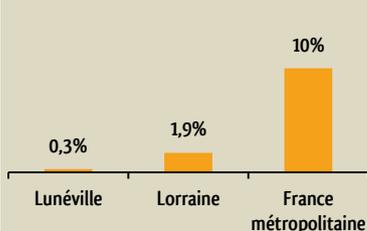


Stabilité démographique

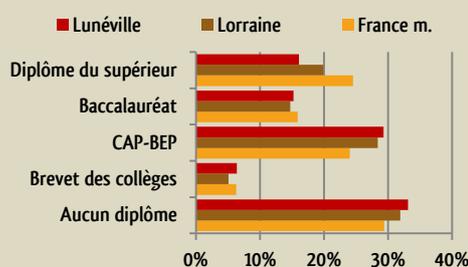
La zone d'emploi de Lunéville est la plus petite zone de Lorraine (33 054 habitants). Depuis plusieurs décennies, sa population stagne autour de 33 000 et cette tendance devrait se poursuivre à l'horizon 2030.

Le taux d'activité est inférieur à la moyenne régionale (70%, la plaçant au 13^{ème} rang des 15 zones d'emploi lorraines). Le découpage statistique atypique du bassin d'emploi de Lunéville fait apparaître logiquement une forte proportion des actifs occupés résidant dans la zone à occuper un emploi à l'extérieur de son périmètre.

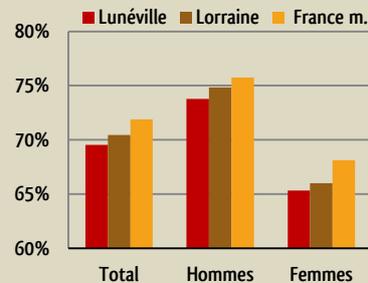
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



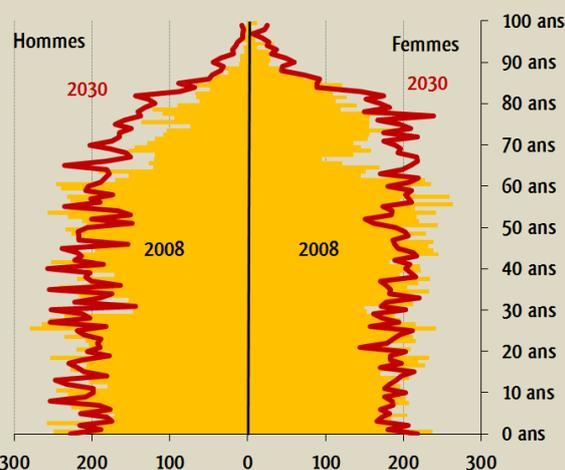
Plus forte représentation des personnes titulaires de CAP-BEP, brevet des collèges et Baccalauréats

Dans la zone d'emploi de Lunéville, la part des titulaires du brevet des collèges (comme plus haut niveau de diplôme) est la plus importante de Lorraine. La part des diplômés du supérieur reste inférieure à la moyenne régionale.

Viellissement modéré de la population

A l'horizon 2030, l'âge moyen de la population de la zone d'emploi pourrait s'établir à 42,2 ans, contre une moyenne régionale de 43,3 ans, plaçant Lunéville au 2^{ème} rang des zones d'emploi les plus jeunes de Lorraine après Nancy.

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Lunéville	12310	3720	338	30,2%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

Les revenus moyens de la zone d'emploi sont inférieurs à la moyenne régionale, mais les inégalités y sont plus marquées.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Lunéville	19 484 €	5,8
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

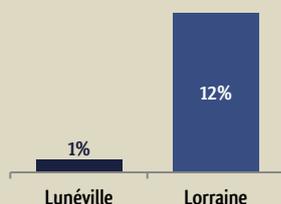
42% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

1.2 Spécificités économiques

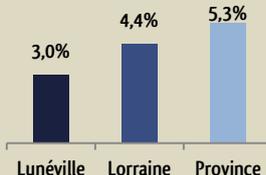
10 262 emplois (1,2% de la Lorraine en 2010) dont 6 034 salariés du secteur marchand (1,1% de la Lorraine en 2012)

8 548 établissements (1,2% de la Lorraine en 2010), dont 3 à capitaux majoritairement étrangers (0,4% de la Lorraine en 2012)

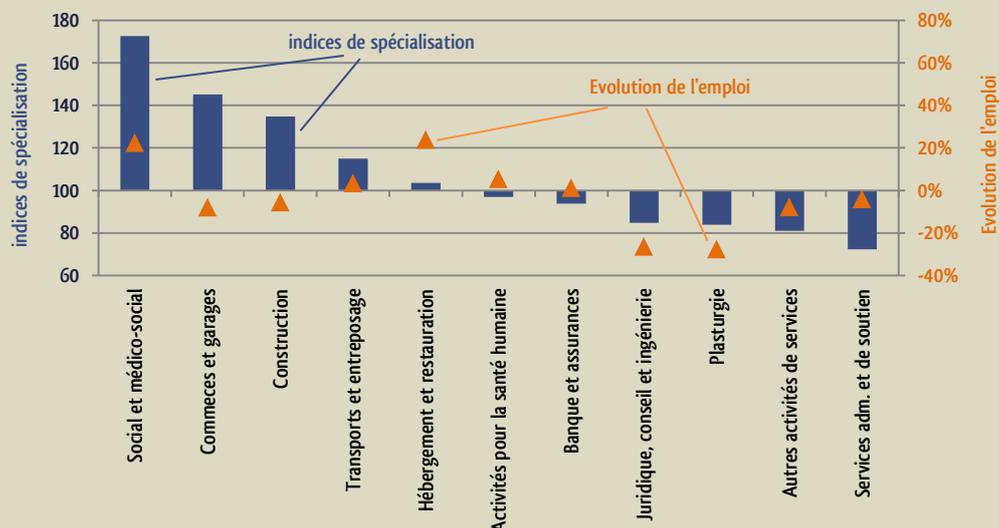
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



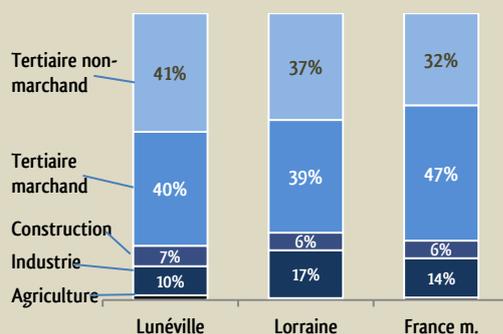
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



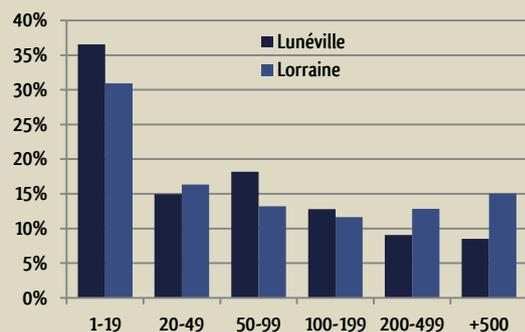
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Lunéville	Lorraine	France m.
agriculture	2%	-31%	-22%
industrie	-52%	-26%	-18%
construction	31%	6%	24%
tertiaire marchand	17%	14%	20%
tertiaire non marchand	-4%	5%	12%
total salariés	-5%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Logidis Comptoirs modernes : centrale d'approvisionnement hypermarchés, 215 salariés (2010)

Lorcos Lorraine Cosmétique : parfum, 66 (2010)

Compusoft France : logiciels, 42 (2012)

Faible présence de l'industrie dans la zone d'emploi de Lunéville

La (petite) zone d'emploi de Lunéville compte peu d'emplois salariés dans le secteur industriel. Ils représentent 10% des salariés contre 17% en moyenne en Lorraine et 14% en France métropolitaine. Leur nombre a reculé de 52% en l'espace de 12 ans pour s'élever à 938 en 2010.

Les secteurs sociaux et médico-sociaux, du commerce et de la construction plus représentés que la moyenne dans l'emploi salarié du secteur marchand

Les services du domaine marchand de la zone d'emploi de Lunéville comptent 3 670 salariés et leur nombre a augmenté de 17% entre 1998 et 2010.

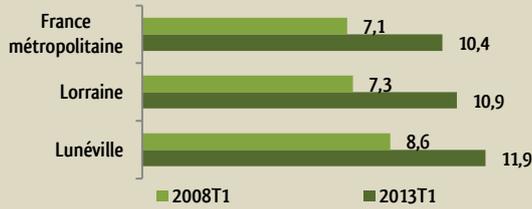
Le tertiaire non-marchand recule

Premier employeur de la zone, le secteur des services non-marchand a vu l'emploi reculer de 4% entre 1998 et 2010 alors qu'il a augmenté de 1% en Lorraine et de 10% en France métropolitaine.

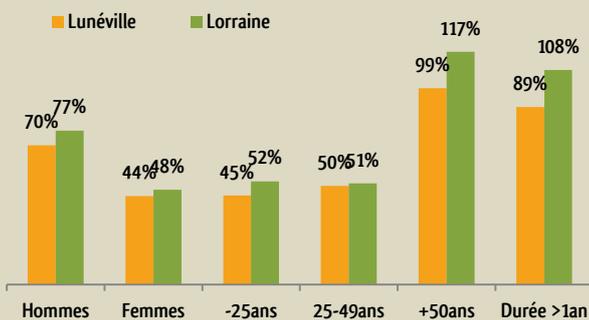
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 11,9% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 2 627 (1,5% de la Lorraine)

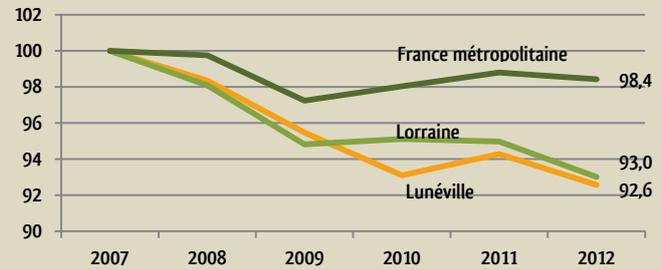
Taux de chômage (%)



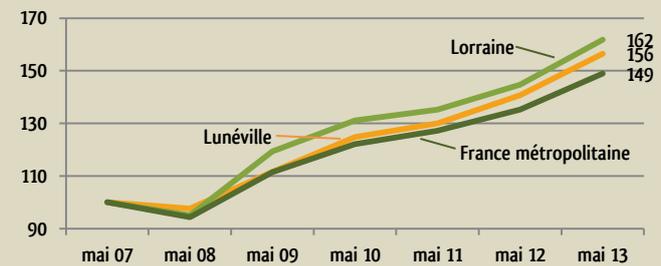
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Des évolutions semblables à la moyenne régionale

Dans la zone d'emploi de Lunéville, l'emploi salarié du secteur marchand a reculé de 7,4% (contre 7% en Lorraine). Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 56% (+62% en Lorraine) et le taux de chômage de 3,3 points.

Synthèse

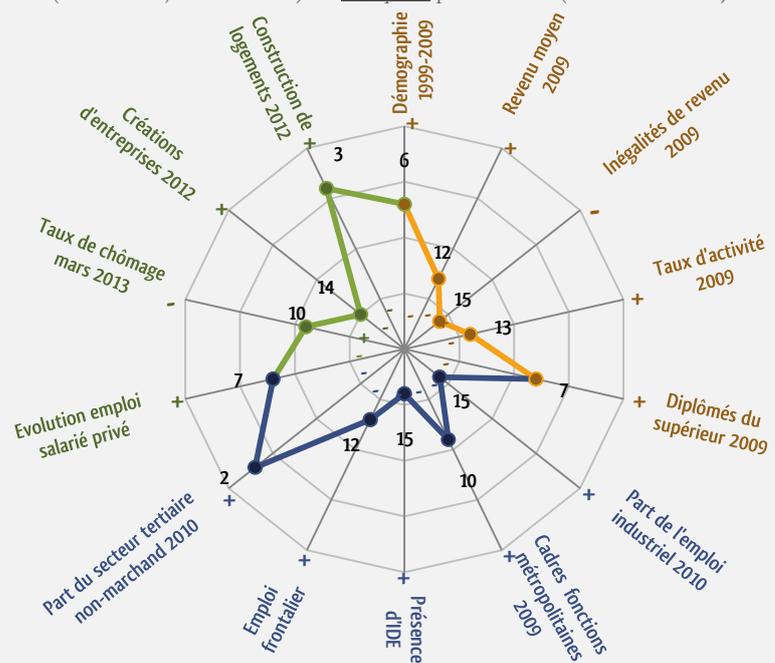
Le découpage des zones d'emploi lorraines en 2010 a abouti à la création d'une très modeste zone d'emploi de Lunéville en termes de taille. L'analyse des statistiques doit être faite avec prudence.

Sa population tend à stagner autour de 30 000 habitants et les modèles de projection de l'INSEE prévoient un maintien de cette tendance à l'horizon 2030. Le taux d'activité de la zone de Lunéville est faible.

L'emploi industriel est moins présent que la moyenne, mais elle bénéficie d'une présence plus marquée de l'emploi tertiaire non-marchand.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

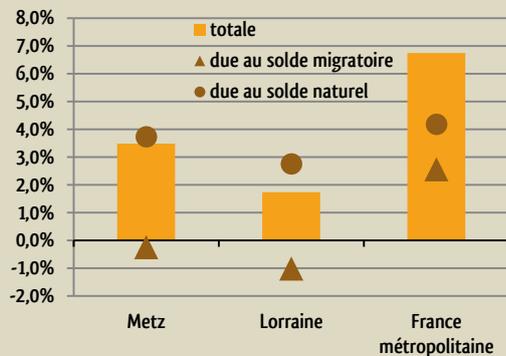
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 507 540 habitants (21,6% de la Lorraine), dont 243 077 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

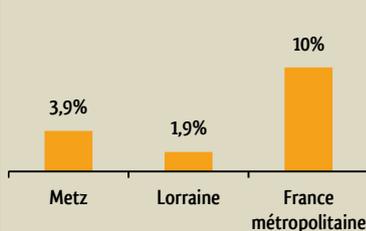


Une croissance démographique maintenue

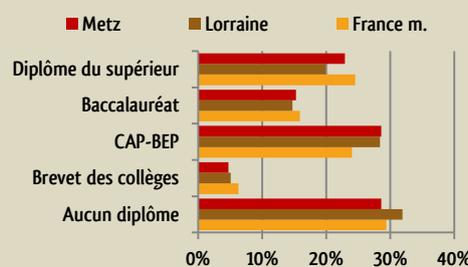
La zone d'emploi de Metz, qui compte plus de 507 000 habitants, a marqué une hausse de sa population de 3,5% lors de la dernière décennie (+17 093 habitants). La concentration des activités économiques autour du sillon lorrain ont un effet positif sur la zone d'emploi, qui devrait continuer de voir sa population augmenter de 18 500 personnes d'ici à 2030.

Le taux d'activité (hommes et femmes) est supérieur à la moyenne régionale. En 2009, 8% des actifs occupés résidant dans le secteur travaillaient à l'étranger.

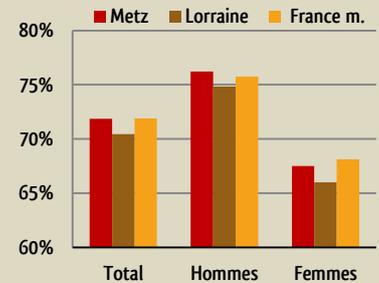
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Forte représentation de la population diplômée du supérieur

Après la zone d'emploi de Nancy, c'est dans celle de Metz que l'on trouve la plus forte part des diplômés du supérieur dans la population : 23%, contre 20% en moyenne en Lorraine. La part des sans diplômes place également Metz au 2^{ème} rang des zones d'emplois lorraines pour leur faible représentation.

Vieillessement modéré de la population

A l'horizon 2030, l'âge moyen de la population de la zone d'emploi de Metz passerait à 42,5 ans, contre 43,3 en Lorraine. La part des plus de 80 ans comparée à la population de 15-64 ans serait de 10,8%, contre 12,1% en moyenne en Lorraine.

5 746 départs à la retraite par an

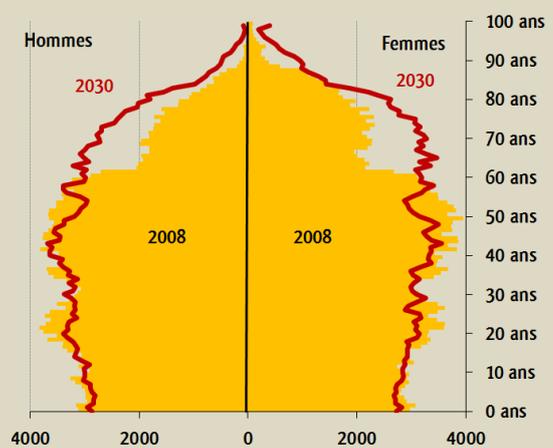
Entre 2009 et 2020, 31,5% des actifs en emploi auront cessé leur activité, contre 31,8% en Lorraine.

Les revenus moyens ainsi que les inégalités de revenus sont supérieurs à la moyenne régionale dans la zone d'emploi de Metz.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Metz	22 456 €	5,2
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

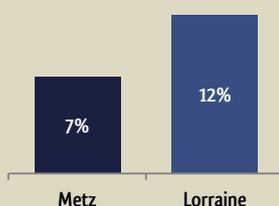
	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Metz	200795	63210	5746	31,5%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

22% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'étranger (dont 8% à l'étranger), contre 24% en moyenne en Lorraine

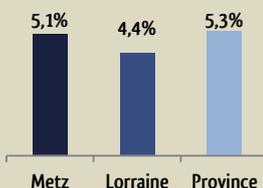
1.2 Spécificités économiques

210 972 emplois (24,8% de la Lorraine en 2010) dont 128 677 salariés du secteur marchand (24,1% de la Lorraine en 2012)
170 577 établissements (24,2% de la Lorraine en 2010), dont 160 à capitaux majoritairement étrangers (20% de la Lorraine en 2012)

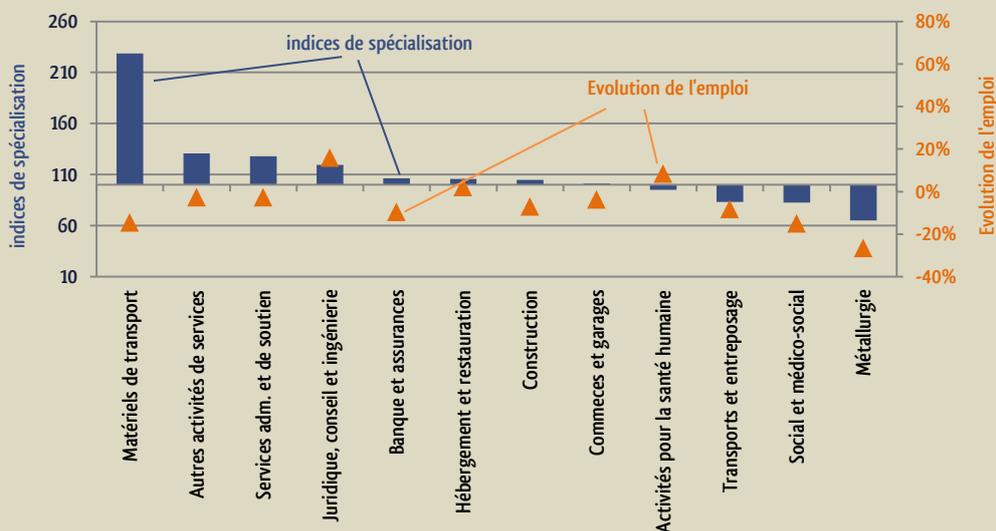
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



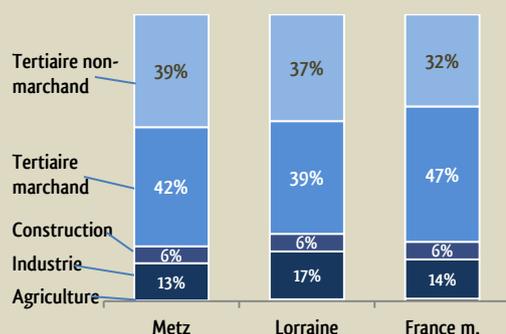
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



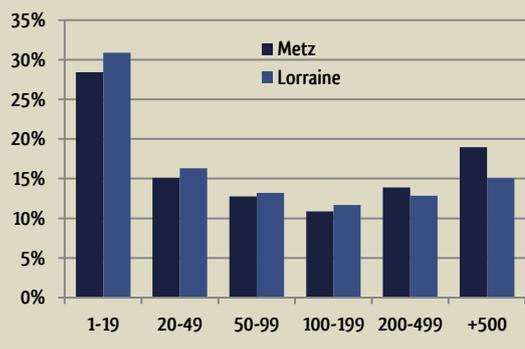
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Metz	Lorraine	France m.
agriculture	-52%	-31%	-22%
industrie	-17%	-26%	-18%
construction	12%	6%	24%
tertiaire marchand	14%	14%	20%
tertiaire non marchand	0%	5%	12%
total salariés	3%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

PSA Trémery : moteurs essence et Diesel, 3 740 salariés (2012)

Sovab : assemblage véhicules utilitaires, 2347 (2012)

PSA Borny : boîtes de vitesses, 1966 (2010)

ACSF Arvato : centre d'appel, 750 (2011)

ArcelorMittal Research: R&D, 750 (2011)

TRW : systèmes de freinage, 621 (2010)

Ascometal : aciers spéciaux, 580 (2011)

ArcelorMittal Gandrange : fil d'acier, 547 (2010)

Une plus forte représentation du secteur tertiaire marchand

42% des salariés de la zone d'emploi de Metz travaillent dans le secteur des services marchands, contre une moyenne régionale de 39%. L'industrie pèse 13% de l'emploi salarié total, contre 17% en Lorraine.

Dans le secteur marchand, l'automobile et les services aux entreprises parmi les principales spécificités de la zone d'emploi

Dans le domaine marchand, la zone d'emploi de Metz est marquée par une plus forte représentation que la moyenne régionale dans les domaines de l'industrie automobile (8 600 salariés), les services administratifs et de soutien (15 200), les activités juridiques et de conseil (5 400) ainsi que les banques et assurances (4 140).

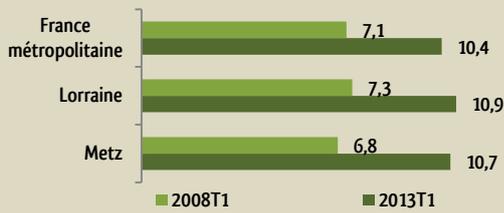
Forte présence de cadres des fonctions métropolitaines

Ces fonctions représentent 5,1% de l'emploi total de la zone contre 4,4% en Lorraine. La zone d'emploi de Metz est au 2^{ème} rang de la région derrière Nancy pour leur importance dans l'emploi total.

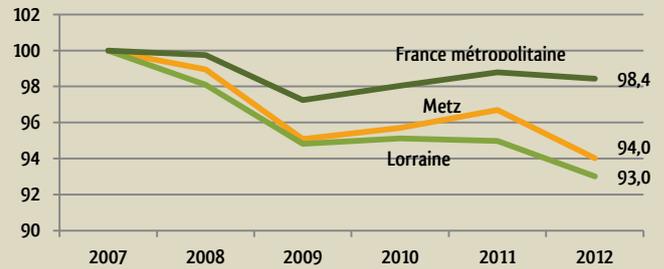
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 10,7% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 37 929 (22,3% de la Lorraine)

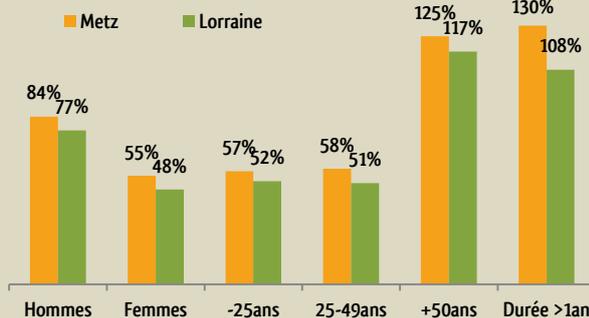
Taux de chômage (%)



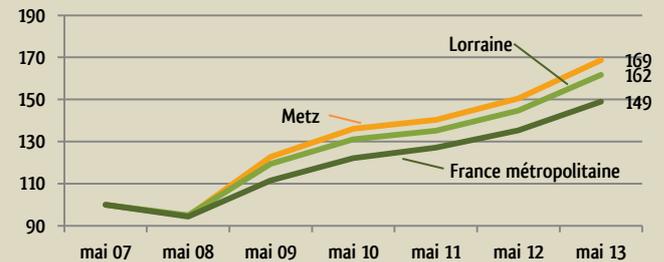
Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Recul de 6% de l'emploi salarié du secteur marchand

Entre 2007 et 2012, la zone d'emploi de Metz a perdu 8 000 emplois, soit un recul de 6%, inférieur à la moyenne régionale (-7%). Le taux de chômage fin 2012 reste légèrement inférieur à la Lorraine (10,7% contre 10,9%). Cependant, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 69%, contre +62% en Lorraine.

Synthèse

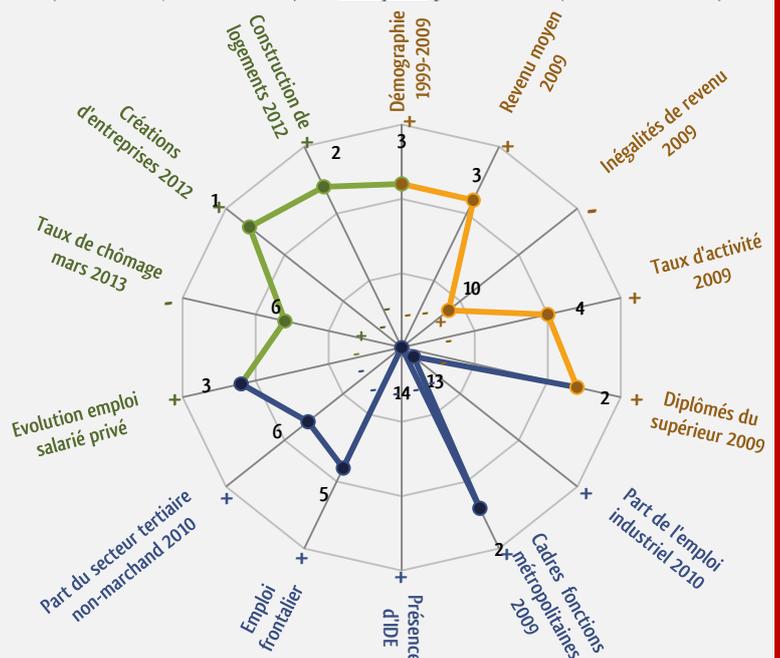
La zone d'emploi de Metz profite de l'effet métropolitain du Sillon Lorrain. Elle a connu une croissance démographique supérieure à la moyenne régionale lors de la dernière décennie, bénéficie d'un taux d'activité important, ainsi que d'une proportion de diplômés du supérieur plus grande que la moyenne régionale.

La part des services du secteur marchand, notamment des services aux entreprises représente une partie importante de l'emploi salarié. Lors de la crise, l'emploi salarié du secteur marchand a moins souffert que la moyenne lorraine, mais le nombre de demandeurs d'emploi a marqué une hausse sensible.

En 2012, le taux de constructions de logements par habitant a été le plus élevé de Lorraine, et le taux de création d'entreprises la place en 2^{ème} position.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

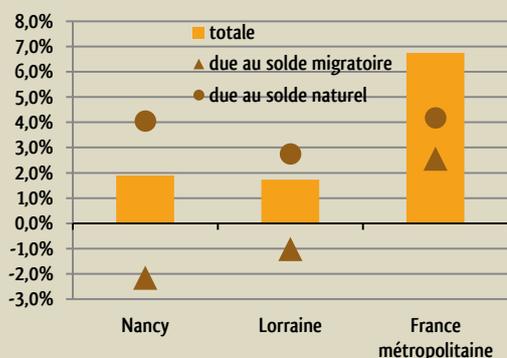
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 514 418 habitants (21,9% de la Lorraine), dont 240316 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

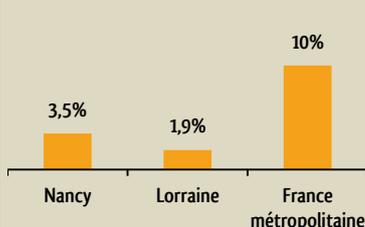


Projection de +3,5% d'habitants à l'horizon 2030

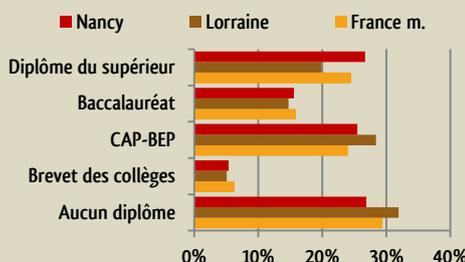
Tout comme la zone d'emploi de Metz, l'effet métropolitain joue sur la démographie de la zone de Nancy. Lors de la dernière décennie, elle a gagné 9 557 habitants (+1,9%) et elle pourrait voir sa population croître de 17 600 individus entre 2009 et 2030.

Le taux d'activité de la zone d'emploi est en retrait par rapport à la moyenne régionale, notamment en raison de la forte représentation des étudiants dans la population totale. Cette spécificité marque également le solde migratoire, fortement négatif, en raison du départ des étudiants après l'obtention de leur diplôme.

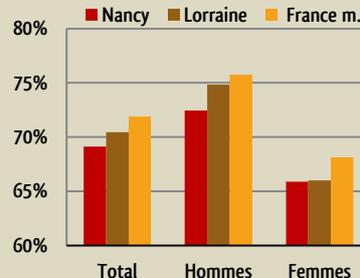
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Concentration de diplômés du supérieur

La zone d'emploi de Nancy est la zone lorraine où la part des diplômés du supérieur est la plus importante (27%, contre 20% en Lorraine et 25% en France). C'est également la zone d'emploi dans laquelle la part des personnes sans diplômes est la plus faible.

La zone d'emploi la plus jeune de Lorraine

La zone d'emploi de Nancy serait celle qui subirait le moins les effets du vieillissement de la population à l'horizon 2030. Son âge moyen s'établirait à 41,2 ans contre 43,3 en Lorraine. La part des plus de 80 ans par rapport à la population des 15-34 ans serait de 11,2%, contre 12,1% en 2030.

6 019 départs à la retraite par an entre 2009 et 2030

Sur la période, 31% des actifs en emploi devraient cesser leur activité, contre 31,8% en moyenne en Lorraine.

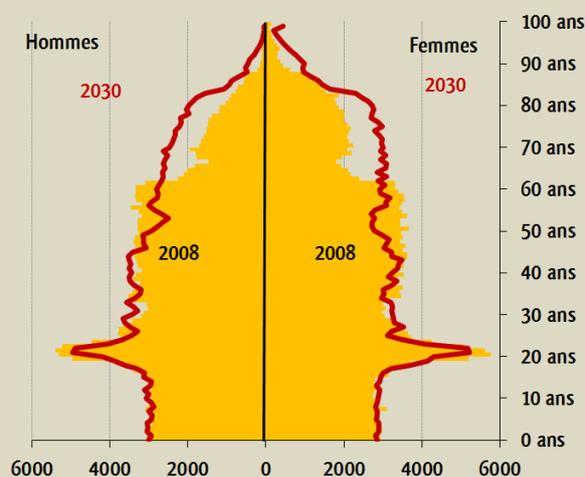
Après Thionville, Nancy est la deuxième zone d'emploi de Lorraine pour les revenus moyens. Les inégalités sont supérieures à la moyenne lorraine.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Nancy	22 859 €	5,2
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

11% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

Population totale en 2008 et 2030



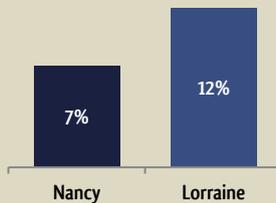
Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Nancy	213274	66210	6019	31,0%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

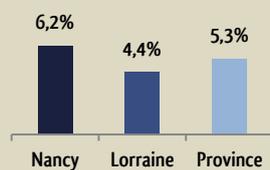
1.2 Spécificités économiques

221 561 emplois (26% de la Lorraine en 2010) dont 134 138 salariés du secteur marchand (25,1% de la Lorraine en 2012)
187 032 établissements (26,5% de la Lorraine en 2010), dont 153 à capitaux majoritairement étrangers (19% de la Lorraine en 2012)

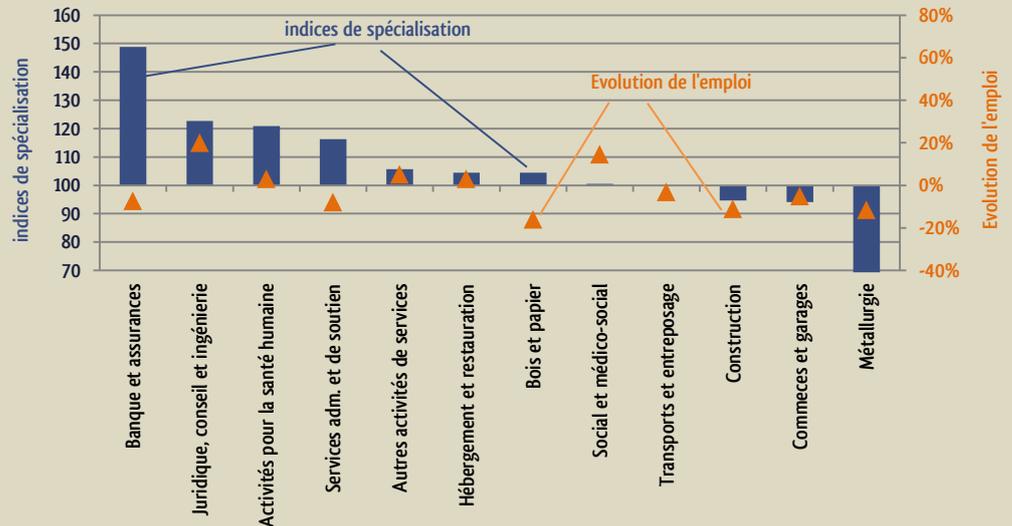
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



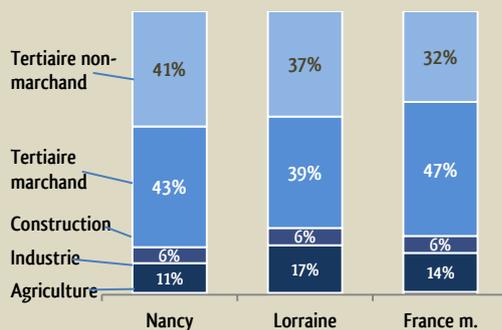
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Nancy	Lorraine	France m.
agriculture	-5%	-31%	-22%
industrie	-22%	-26%	-18%
construction	13%	6%	24%
tertiaire marchand	15%	14%	20%
tertiaire non marchand	3%	5%	12%
total salariés	5%	1%	10%

Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Saint-Gobain PAM : tuyaux fonte, 2 204 salariés (2010)

ISS proprete : nettoyage industriel, 750 (2010)

Delipapier : papier sanitaire, 500 (2010)

Socam : Centre de relation client, 461 (2011)

Auchan France : hypermarchés, 439 (2010)

GE Energy Power Conversion : ingénierie électrique, 410 (2010)

Fives Nordon : Tuyauterie, chaudronnerie, 400 (2011)

Solvay carbonate : carbonate de sodium, 400 (2010)

Première zone d'emploi lorraine pour la part des services

43% de l'emploi salarié total se trouve dans le domaine du tertiaire marchand, contre 39% en Lorraine. La part des services non-marchand y est également importante (41% contre 37% en Lorraine). Au total, la part des services dans l'emploi est supérieure à la moyenne nationale. Leur nombre a cru plus fortement que la moyenne régionale entre 1998 et 2010.

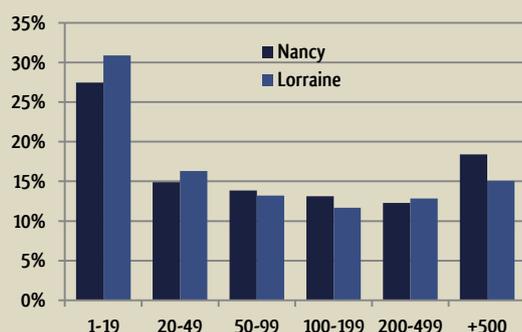
Dans le secteur marchand, les services aux entreprises et la santé parmi les principales spécialisations de la zone d'emploi de Nancy

Dans le domaine marchand, par rapport à la moyenne régionale, la zone d'emploi de Nancy est spécialisée dans les domaines liés aux services aux entreprises (banques, assurances, conseil juridique, services administratifs et de soutien) ainsi que dans la santé.

Plus forte présence des cadres des fonctions métropolitaines

Ils représentent 6,2% de l'emploi total, contre 4,4% en Lorraine et 5,3% en France hors Ile-de-France.

Répartition des établissements selon la taille (2010)



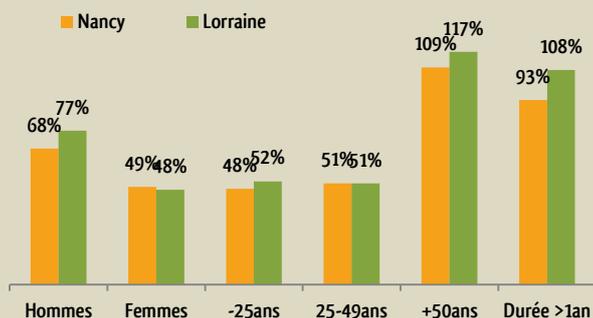
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 9,6% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 34 547 (20,3% de la Lorraine)

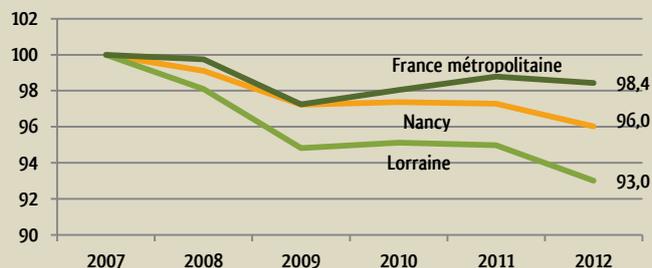
Taux de chômage (%)



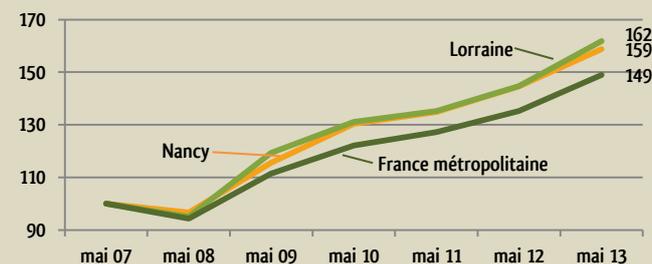
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Meilleure résistance de l'emploi salarié marchand que la moyenne lorraine

L'emploi salarié dans le secteur marchand a baissé de 4% dans la zone d'emploi de Nancy, contre une baisse de 7% en Lorraine. Le secteur affiche le 3^{ème} plus faible taux de chômage de la région, avec 9,6%. Il a néanmoins augmenté de 3,1 points lors des 5 dernières années. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 59% (+62% en Lorraine).

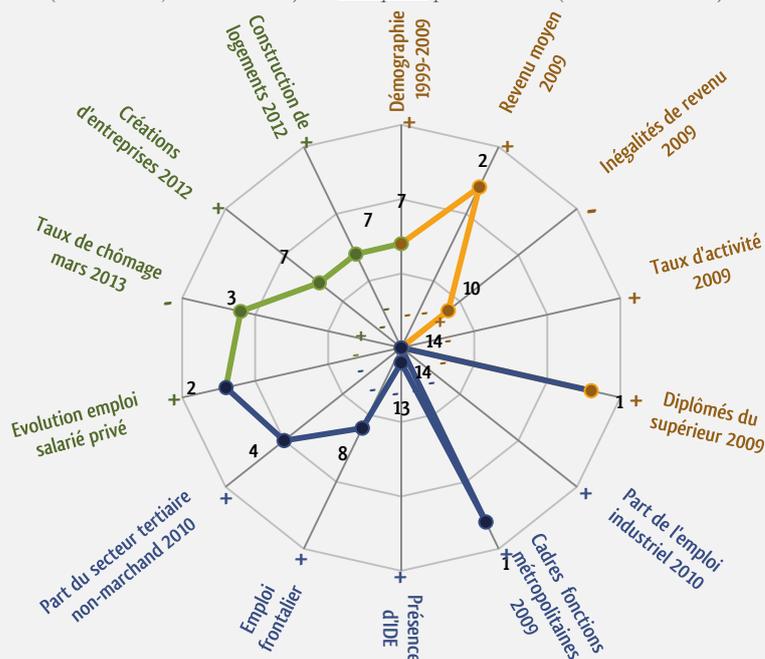
Synthèse

La zone d'emploi de Nancy est la zone lorraine pour laquelle la part des diplômés de l'enseignement supérieur est la plus élevée. Le secteur tertiaire (public et privé) y est très représenté et le niveau moyen de revenus la place en 2^{ème} position après la zone de Thionville. La croissance démographique y reste présente et devrait se poursuivre à l'horizon 2030, avec un effet limité du vieillissement de la population, notamment en raison d'une forte proportion d'étudiants y vivant.

Durant la crise, l'emploi marchand a marqué un repli et le chômage une hausse, mais ils ont été moins importants que la moyenne régionale.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

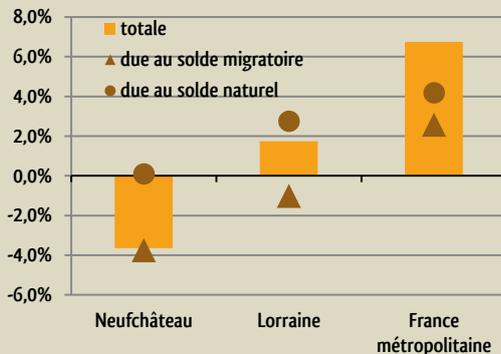
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 52 263 habitants (2,2% de la Lorraine), dont 23 371 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

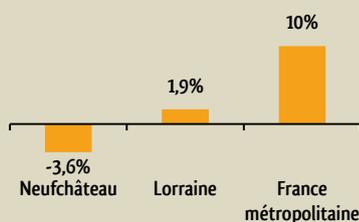


Poursuite de la baisse de la population

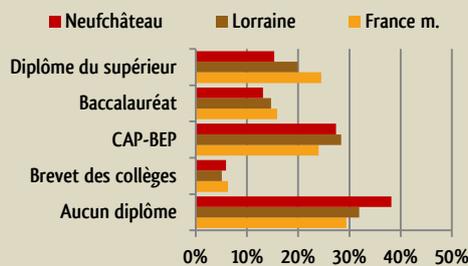
La zone d'emploi de Neufchâteau a perdu 3,7% de sa population lors de la dernière décennie (-1 982 habitants), sous l'effet d'un solde migratoire défavorable et d'un solde naturel nul. C'est le deuxième recul le plus important en Lorraine. A l'horizon 2030, elle pourrait voir se poursuivre ce recul démographique et perdre ainsi 1 900 habitants en 20 ans.

Le taux d'activité de la zone d'emploi est supérieur à la moyenne régionale. En 2009, seulement 17% des actifs occupés résidant dans la zone occupaient un emploi à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine.

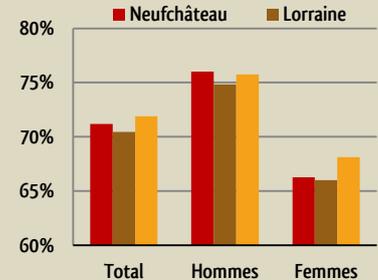
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Surreprésentation de la population sans diplôme

C'est dans la zone d'emploi de Neufchâteau que l'on trouve en Lorraine la plus forte part de personnes sans diplôme (38%, contre 32% en moyenne en Lorraine). Cette proportion a baissé de 10 points en 10 ans. La part des diplômés du supérieur est également inférieure à la moyenne lorraine (15%, contre 20%).

Fort impact du vieillissement de la population

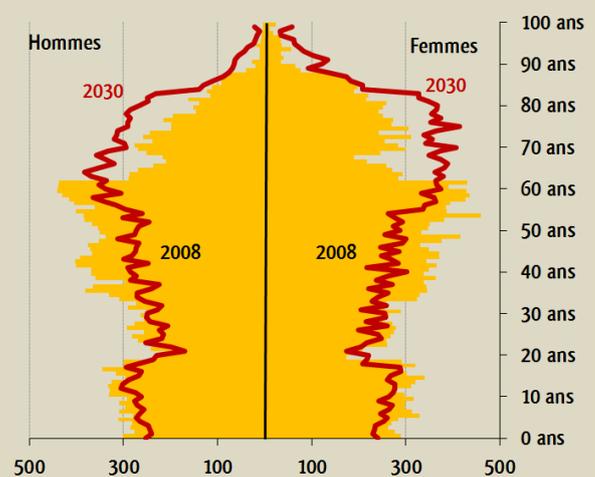
A l'horizon 2030, les difficultés démographiques de la zone pourraient avoir un fort impact sur l'âge moyen de la population qui passerait à 46,7 ans contre 43,3 en Lorraine. La part des plus de 80 ans par rapport aux 15-64 ans serait de 18,7%, soit la plus importante de Lorraine où elle s'élèverait à 12,1% en moyenne.

Plus du tiers des actifs occupés de 209 auront cessé de travailler en 2020

Leur part s'élève à 33,2% contre 31,8% en moyenne en Lorraine.

La zone d'emploi est au 10^{ème} rang des zones lorraines pour les revenus moyens, mais au 4^{ème} rang pour la faiblesse des inégalités.

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Neufchâteau	20787	6903	628	33,2%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdéclaire
Neufchâteau	19 883 €	4,4
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

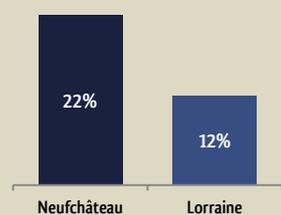
17% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

1.2 Spécificités économiques

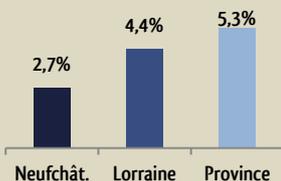
19 417 emplois (2,3% de la Lorraine en 2010) dont 11 034 salariés du secteur marchand (2,1% de la Lorraine en 2012)

16 004 établissements (2,3% de la Lorraine en 2010), dont 21 à capitaux majoritairement étrangers (3% de la Lorraine en 2012)

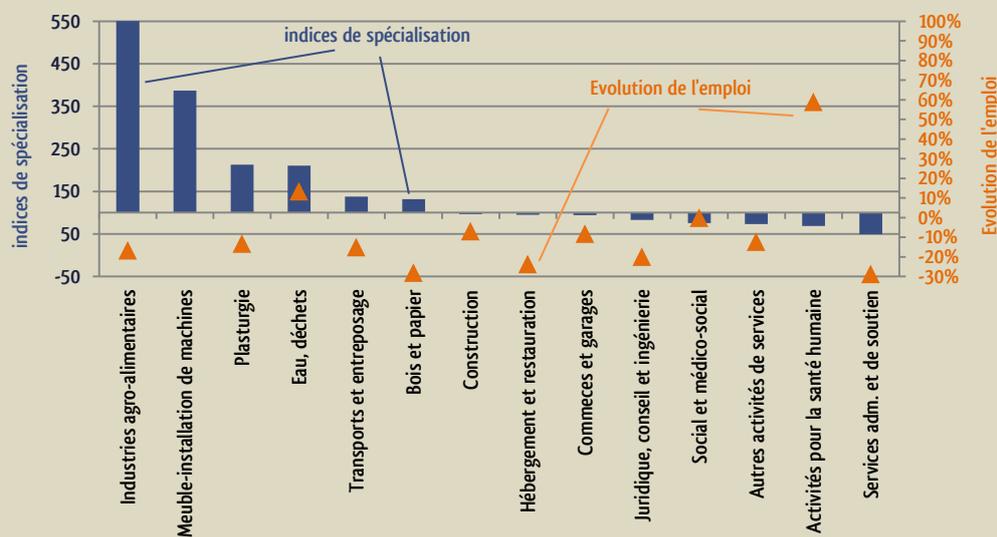
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



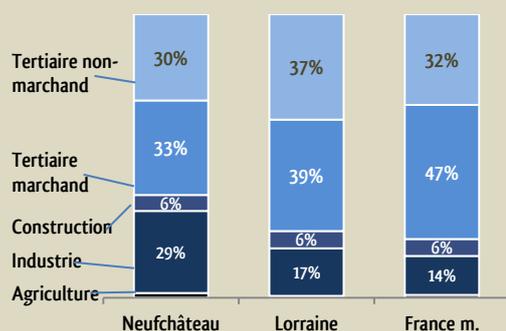
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Neufchâteau	Lorraine	France m.
agriculture	-18%	-31%	-22%
industrie	-32%	-26%	-18%
construction	0%	6%	24%
tertiaire marchand	26%	14%	20%
tertiaire non marchand	28%	5%	12%
total salariés	0%	1%	10%

Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Nestlé Waters (2éts) : eaux minérales, 1 608 salariés (2010)

Fromagerie de l'Ermitage : 671 salariés (2009)

O-I Manufacturing : bouteilles en verre, 294 (2010)

Menuiserie Guy Thiebaut : volets, portes, ..., 145 (2010)

Wm88 : cuisines et salles de bains, 135 (2011)

Fromagerie de Neufchâteau : 145 salariés (2010)

Sadap : transports en autocar, 113 (2010)

Première zone d'emploi lorraine pour l'importance de l'industrie

Par rapport à l'ensemble des salariés de la zone d'emploi, la part de l'industrie s'élève à 29%, soit la part la plus importante des 15 zones d'emploi lorraines. La zone est notamment spécialisée dans l'industrie agroalimentaire, qui emploie 1 800 personnes en 2012. 22% des emplois salariés du secteur marchand dépendent d'IDE, plaçant la zone d'emploi de Neufchâteau au 2^{ème} rang en Lorraine.

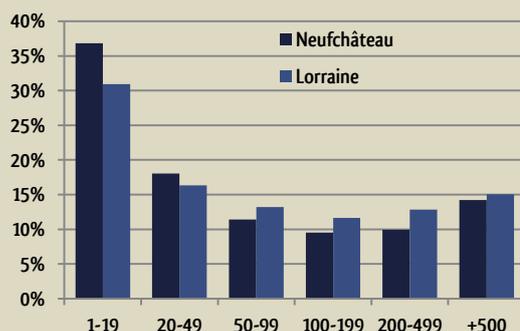
Fortes progression de l'emploi dans le domaine des services

Les services ne représentent en 2010 que 63% de l'emploi salarié total, malgré une importante progression entre 1998 et 2012. Ils ont augmenté de 26% dans le domaine marchand et de 28% dans le domaine non-marchand, contre respectivement +14% et +5% en Lorraine.

Faible présence d'emploi cadres des fonctions métropolitaines

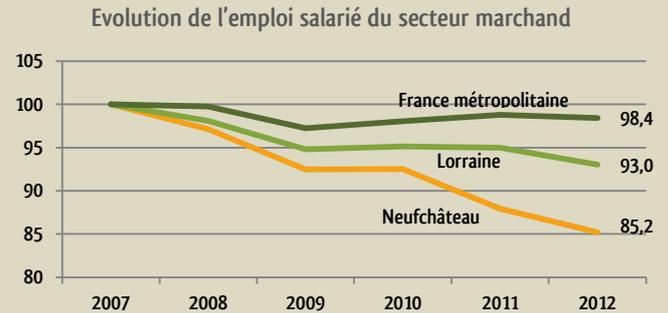
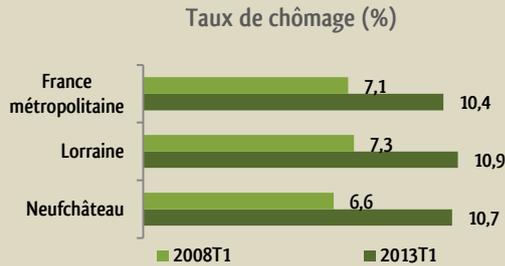
La zone d'emploi de Neufchâteau est au 12^{ème} rang lorrain pour la part des emplois métropolitains dans le total des emplois (2,7% contre 4,4%).

Répartition des établissements selon la taille (2010)

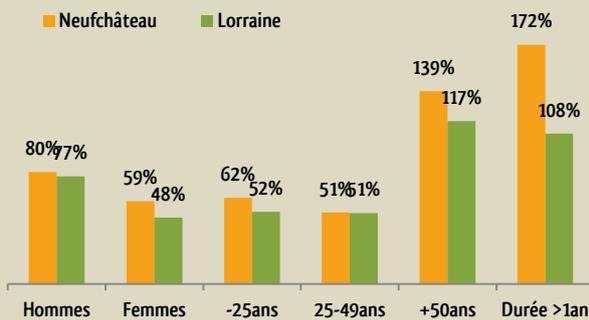


1.3 Conjoncture

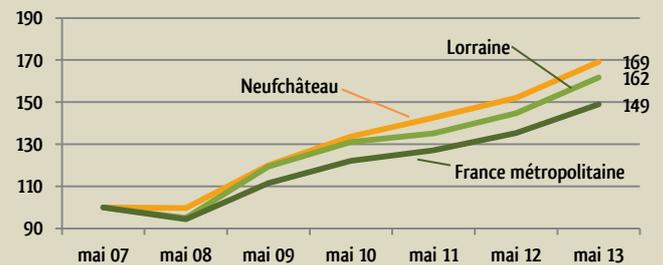
Taux de Chômage : 10,7% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 3 785 (2,2% de la Lorraine)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Recul de l'emploi salarié de 14,8% en 5 ans

L'emploi salarié du secteur marchand a reculé de près de 15% dans la zone d'emploi de Neufchâteau entre 2007 et 2012, c'est la deuxième plus forte baisse de Lorraine après Commercy. Bien qu'il reste légèrement inférieur à la moyenne lorraine (10,7% contre 10,9%), la zone d'emploi a connu la 2^{ème} plus forte hausse du taux de chômage pendant la crise : le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 69%. La hausse est notamment spectaculaire pour le chômage de longue durée (+172%, contre +108% en Lorraine) et les plus de 50 ans (+139%, +117% en Lorraine).

Synthèse

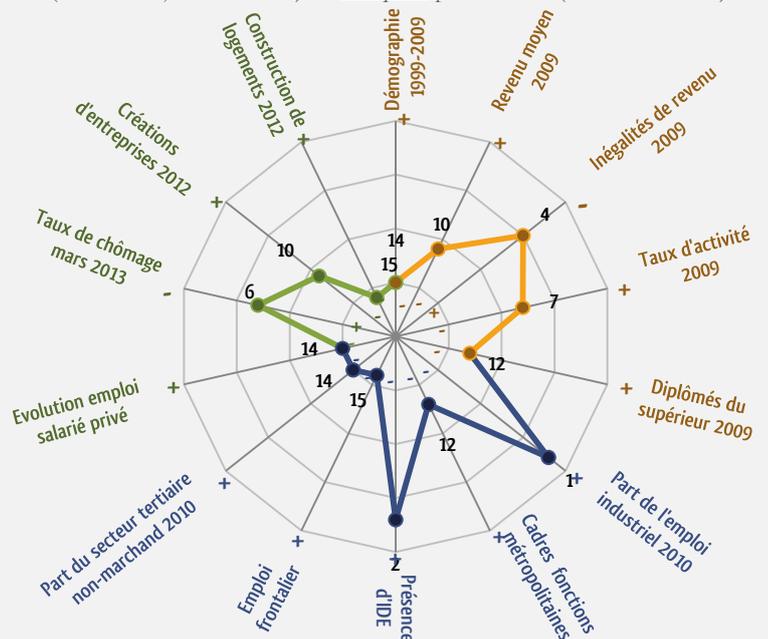
La zone d'emploi de Neufchâteau connaît d'importantes difficultés démographiques en raison d'un solde migratoire défavorable et d'un solde naturel nul. Le vieillissement de la population aura à l'horizon 2030 des effets très marqués sur l'âge moyen dans la zone d'emploi.

C'est la zone d'emploi dans laquelle la part de l'emploi industriel est la plus importante parmi les 15 zones lorraines.

Lors des 5 dernières années, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi ainsi que la baisse de l'emploi salarié du secteur marchand y ont été plus forts que la moyenne régionale.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

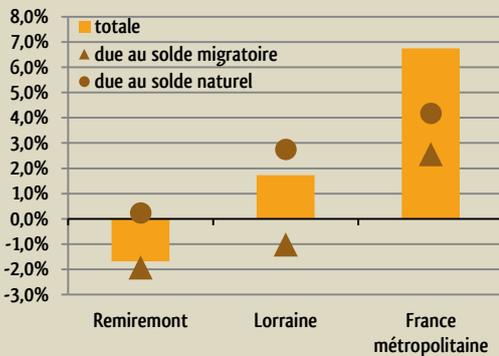
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 85 438 habitants (3,6% de la Lorraine), dont 39 066 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

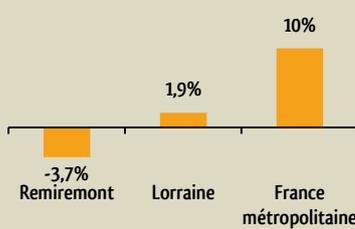


Poursuite de la baisse de la population

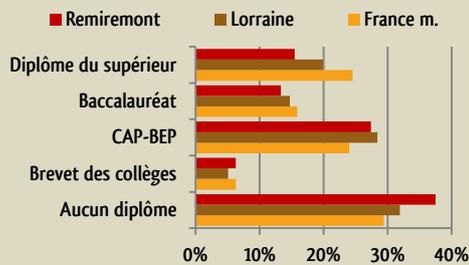
Lors de la dernière décennie, la zone d'emploi de Remiremont a vu sa population totale baisser de 1,7%, soit -1 466 personnes. A l'horizon 2030, la baisse devrait se poursuivre avec un recul de 3,7%, soit -3 138 personnes en 20 ans.

Le taux d'activité de la zone d'emploi est supérieur aux moyennes lorraine et métropolitaine, que ce soit pour les hommes ou pour les femmes.

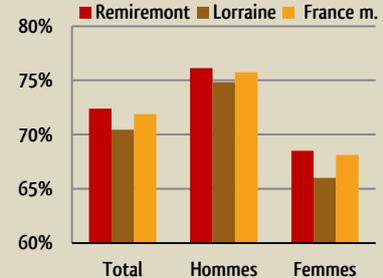
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Moins de diplômés du supérieur

Dans la zone d'emploi de Remiremont, la part des diplômés du supérieur est inférieure à la moyenne régionale. C'est également le cas de la part des titulaires d'un BEP ou CAP et d'un Baccalauréat comme plus hauts niveaux de diplômes. La part des personnes n'étant pas titulaires d'un diplôme supérieur au certificat d'études est de 38% contre 32% en Lorraine.

Important vieillissement de la population

La zone d'emploi de Remiremont pourrait connaître un important vieillissement de sa population à l'horizon 2030 et devenir la zone d'emploi la plus « âgée » de Lorraine (47,4ans, contre 43,3 en moyenne). La part des plus de 80 ans par rapport à la population des 15-64 ans passerait de 8,7 à 18% en 20 ans.

1 000 départs à la retraite par an en moyenne

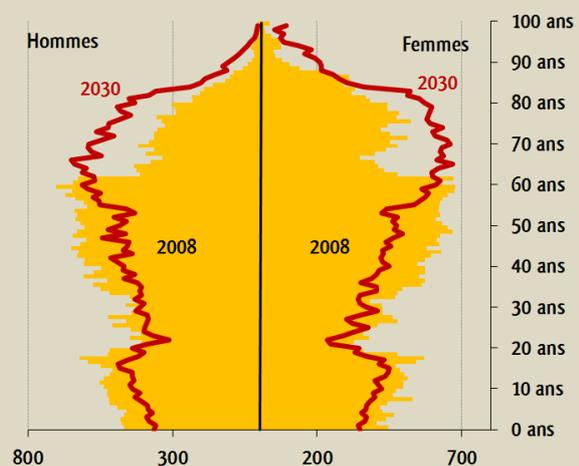
Le taux de cessation d'activité est légèrement supérieur à la moyenne régionale (32,3% contre 31,8).

Les revenus sont légèrement inférieurs à la moyenne régionale, de même que les inégalités, parmi les plus faibles de Lorraine.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Remiremont	20 553 €	4
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

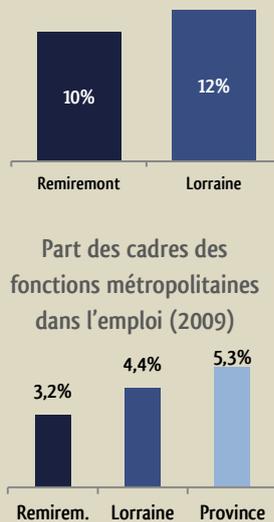
	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Remiremont	34276	11086	1008	32,3%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

17% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

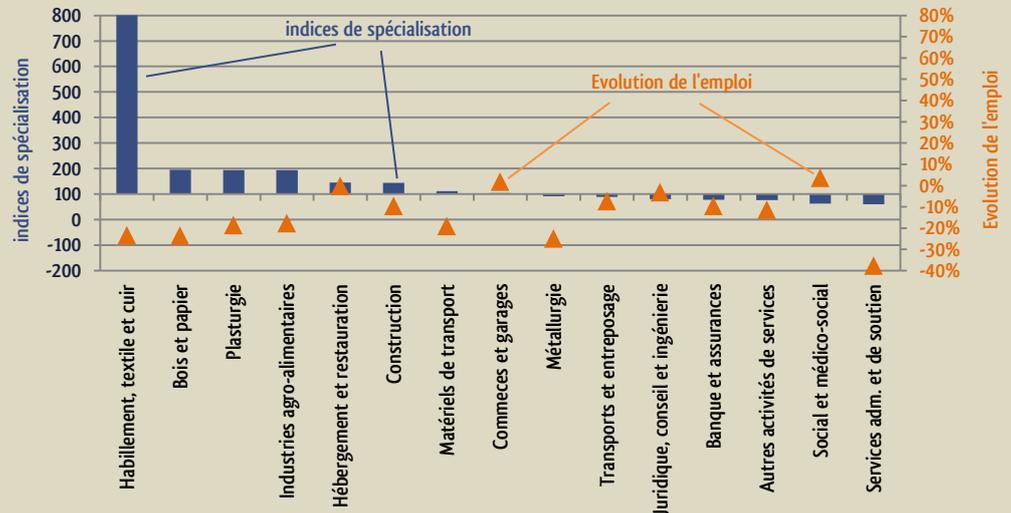
1.2 Spécificités économiques

31 798 emplois (3,7% de la Lorraine en 2010) dont 21 119 salariés du secteur marchand (4% de la Lorraine en 2012)
26 886 établissements (3,8% de la Lorraine en 2010), dont 33 à capitaux majoritairement étrangers (4% de la Lorraine en 2012)

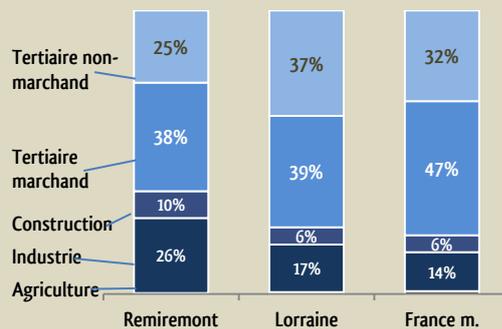
Part des IDE dans l'emploi
salarié marchand (2012)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012)
et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



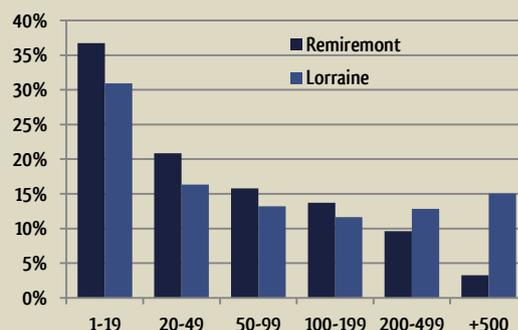
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Évolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Remiremont	Lorraine	France m.
agriculture	-24%	-31%	-22%
industrie	-47%	-26%	-18%
construction	15%	6%	24%
tertiaire marchand	28%	14%	20%
tertiaire non marchand	25%	5%	12%
total salariés	-8%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

- Les Zelles** : Menuiserie plastique, 357 salariés (2010)
- Glaces Thiriet** : glaces et sorbets, 348 (2010)
- Bongrain-Gérard** : Fromages, 322 (2010)
- Mauffrey** : transport routier, 280 (2009)
- Grupo Antolin** : équipements automobile, 245 (2010)
- Tricotage des Vosges** : bonneterie, 230 (2012)
- DS Smith Packaging Velin** : cartons, 181 (2011)

Forte présence de l'emploi industriel...

Dans la zone d'emploi de Remiremont, 26% des salariés appartiennent au secteur industrie, contre 17% en Lorraine. On y trouve une spécialisation supérieure à la moyenne régionale dans les domaines du textile, de bois-papier, de la plasturgie et des industries agroalimentaires.

... Mais recul de 47% en 12 ans

Remiremont est la 3^{ème} zone d'emploi lorraine dans laquelle le recul de l'emploi industriel a été le plus fort entre 1998 et 2010. Elle se classe même au 6^{ème} rang des 21 zones d'emploi françaises.

Faible part des services non-marchand

Le secteur tertiaire non-marchand, malgré une progression de +25% en 12 ans, reste plus présent par rapport à la moyenne régionale.

Recul de l'emploi depuis 1998

L'emploi salarié total a reculé de 8% entre 1998 et 2010, contre une progression de +1% en Lorraine et de +10% en France.

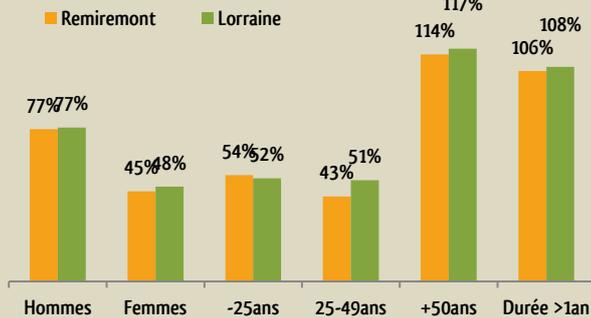
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 11,4% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 6 041 (3,5% de la Lorraine)

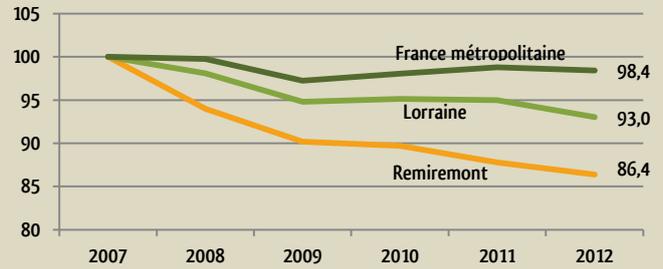
Taux de chômage (%)



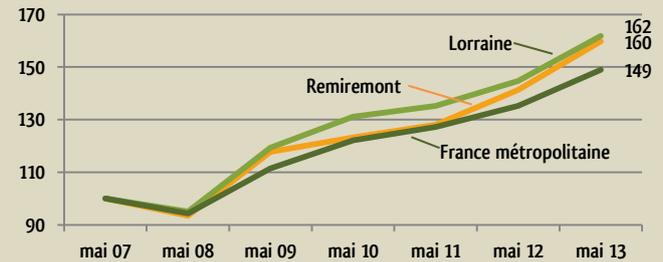
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Hausse de 4,6 points du taux de chômage et recul de 13,6% de l'emploi salarié depuis 2007

L'emploi salarié du secteur marchand a reculé de 13,6% en 5 ans, contre une baisse de 7% en Lorraine et de 1,6% en France métropolitaine. Malgré une hausse légèrement moins forte que la moyenne régionale du nombre de demandeurs d'emploi (+60% contre +62%), le taux de chômage a marqué la 2^{ème} plus forte hausse, passant de 6,8 à 11,4%.

Synthèse

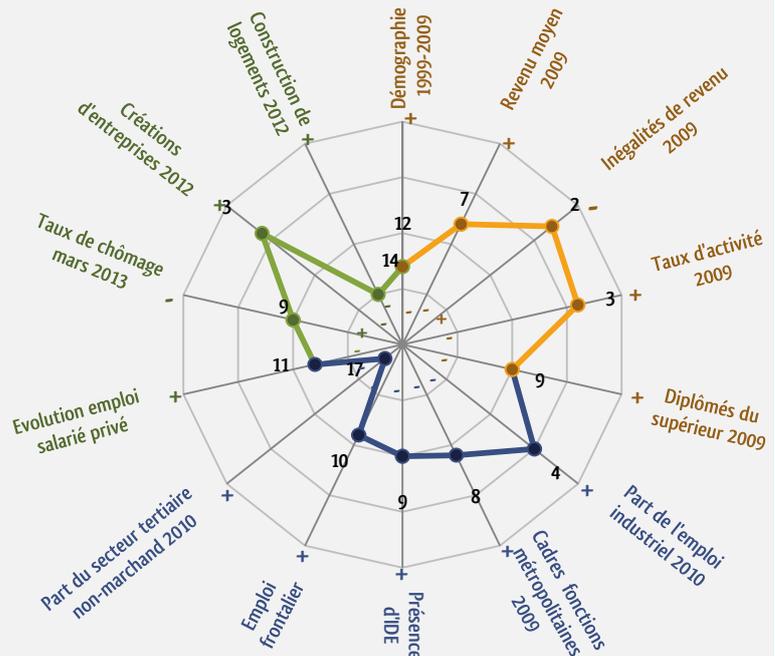
La zone d'emploi de Remiremont est marquée par un recul démographique qui devrait se prolonger à l'horizon 2030 et avoir des effets très marqués sur le vieillissement de la population. L'âge moyen des habitants de la zone s'établirait à 47,4 ans contre 43,3 en moyenne en Lorraine.

L'emploi industriel est surreprésenté en comparaison à la moyenne régionale (26% contre 17%) et a fortement reculé lors de la dernière décennie.

Depuis 2007, l'emploi salarié du secteur marchand a baissé de près de 14% et le taux de chômage est passé de 6,8% à 11,4%.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

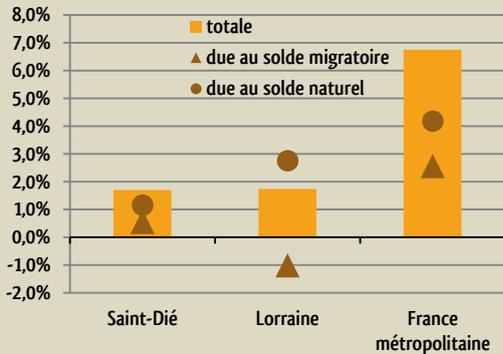
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 88 492 habitants (3,8% de la Lorraine), dont 39 561 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

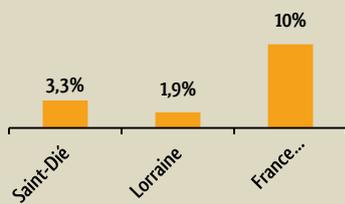


Légère hausse de la population à l'horizon 2030

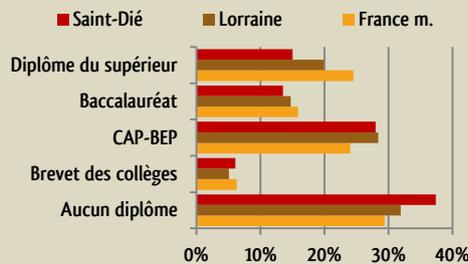
Entre 1999 et 2009, la zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges a gagné 1 483 habitants, soit une progression modérée de +1,7%. Entre 2009 et 2030, la population pourrait y augmenter de 3,3%, soit un regain de 3 000 habitants.

Le taux d'activité y est légèrement supérieur à la moyenne lorraine.

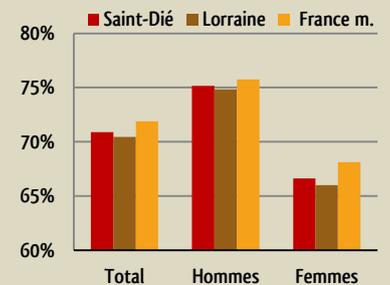
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Très faible représentation des diplômés du supérieur

La zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges se place au 13^{ème} rang des zones d'emploi lorraines pour la part des diplômés du supérieur dans la population totale. Elle affiche également une proportion des personnes non diplômées supérieure à la moyenne (37%, contre 32%).

Viellissement de la population marqué

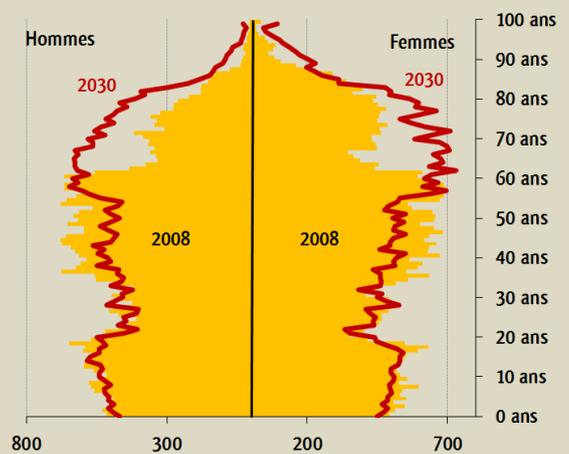
Dans la zone d'emploi de Saint-Dié, l'âge moyen pourrait s'établir à 44,9 ans en 2030, contre 43,3 en Lorraine. La part des plus de 80 ans par rapport à la population de 15-64 ans devrait s'élever à 14,9% contre 12,1% en Lorraine en 2030.

33,7% des actifs en emploi en 2009 devraient avoir cessé de travailler en 2020

C'est le 4^{ème} plus fort taux de cessations d'activité de Lorraine, représentant 969 départs par an en moyenne.

Les revenus moyens sont les plus faibles après Commercy, mais les inégalités de revenus y sont légèrement moins élevées que la moyenne Lorraine.

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Saint-Dié-des-Vosges	31644	10659	969	33,7%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Saint-Dié	18 937 €	4,9
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

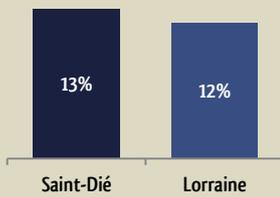
17% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

1.2 Spécificités économiques

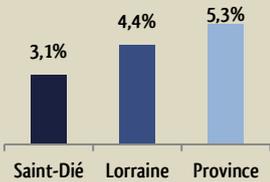
29 124 emplois (3,4% de la Lorraine en 2010) dont 18 635 salariés du secteur marchand (3,5% de la Lorraine en 2012)

24 179 établissements (3,4% de la Lorraine en 2010), dont 20 à capitaux majoritairement étrangers (3% de la Lorraine en 2012)

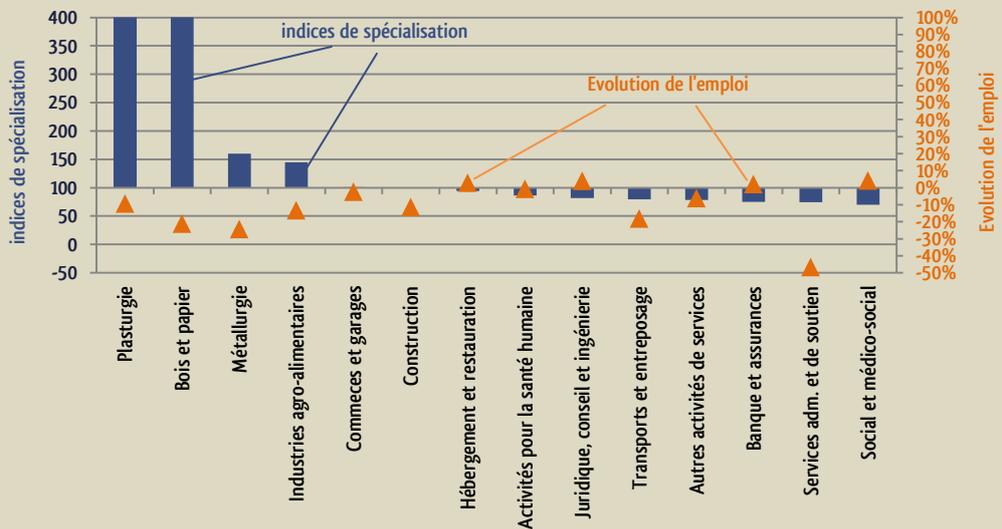
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



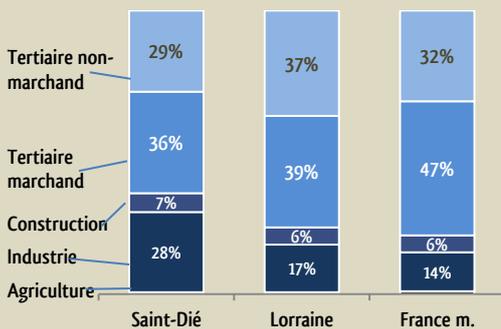
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



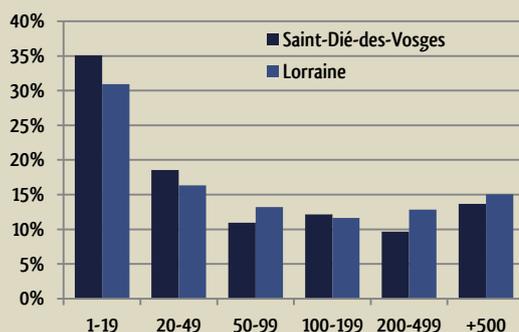
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Saint Dié	Lorraine	France m.
agriculture	-30%	-31%	-22%
industrie	-36%	-26%	-18%
construction	6%	6%	24%
tertiaire marchand	12%	14%	20%
tertiaire non marchand	0%	5%	12%
total salariés	-11%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

- Cristallerie de Baccarat** : 681 salariés (2010)
- Papeteries de Clairefontaine** : 670 salariés (2011)
- Inteva Products** : serrures et freins à main, 478 (2010)
- Marcillat Corcieux** : fromages, 462 (2010)
- Faurecia intérieur** : planches de bord PSA, 360 (2010)
- Faurecia sièges** : armatures sièges, 270 (2011)
- TSA Inox** : transformation fils inox, 270 (2011)
- Transcom** : centre relation client : 252 (2010)

Forte présence de l'emploi industriel...

Dans la zone d'emploi de Saint-Dié, 28% des salariés appartiennent au secteur industrie, contre 17% en Lorraine. On y trouve une spécialisation supérieure à la moyenne régionale dans les domaines de la plasturgie, du bois-papier, de la métallurgie et des industries agroalimentaires. Ses spécialisations sont proches de celles de Remiremont.

... Mais recul de 36% en 12 ans

Saint-Dié est la 3^{ème} zone d'emploi lorraine dans laquelle le recul de l'emploi industriel a été le plus fort entre 1998 et 2010.

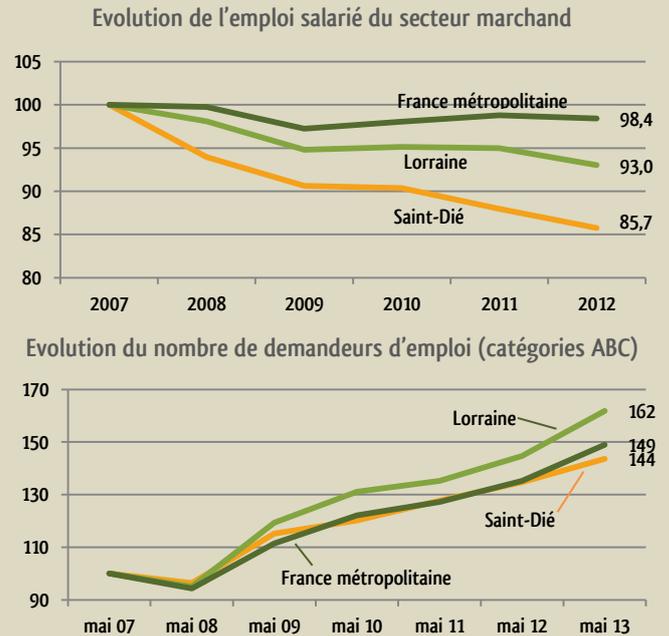
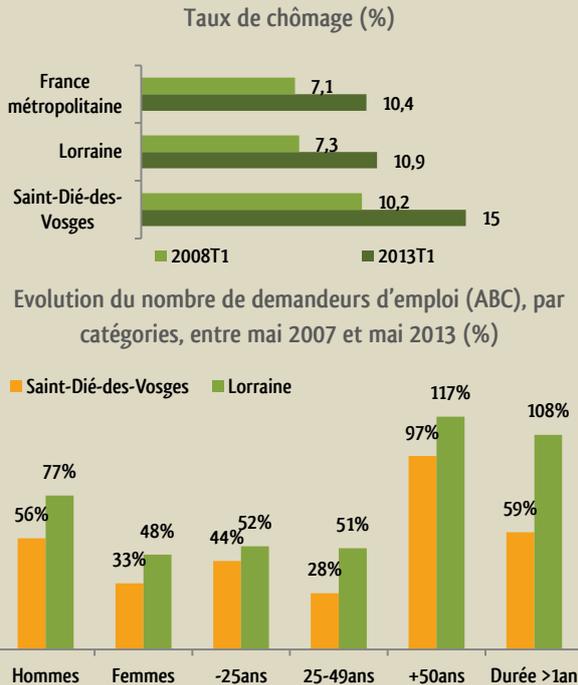
Plus fort recul de l'emploi en Lorraine depuis 1998, 5^{ème} zone d'emploi française pour la baisse de l'emploi

L'emploi salarié total a reculé de 11% entre 1998 et 2010, la zone d'emploi de Saint-Dié se situe au 5^{ème} rang des zones ayant détruit le plus d'emploi en France sur la période.

L'emploi a faiblement progressé dans le tertiaire, notamment non-marchand où il n'a pas augmenté sur la période, contrairement à la Lorraine (+5%) et à la France (+12%).

1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 15% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 7 734 (4,5% de la Lorraine)



Plus fort taux de chômage de Lorraine et 20^{ème} de France

Le taux de chômage est passé de 10,2 à 15% de la population active entre 2007 et 2012 dans la zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges, la plaçant au 20^{ème} rang des 304 zones métropolitaines. L'emploi salarié dans le secteur marchand a perdu 14,3% de ses postes en 5 ans, contre 7% en Lorraine et 1,6% en France métropolitaine. Paradoxalement, on note une hausse du nombre de demandeurs d'emploi inférieure à la moyenne régionale (+44% contre +62%).

Synthèse

La zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges devrait connaître une légère hausse de sa population à l'horizon 2030 si les tendances actuelles se poursuivaient. Le vieillissement de sa population y serait plus marqué que la moyenne régionale et le taux de départs à la retraite y est déjà plus élevé.

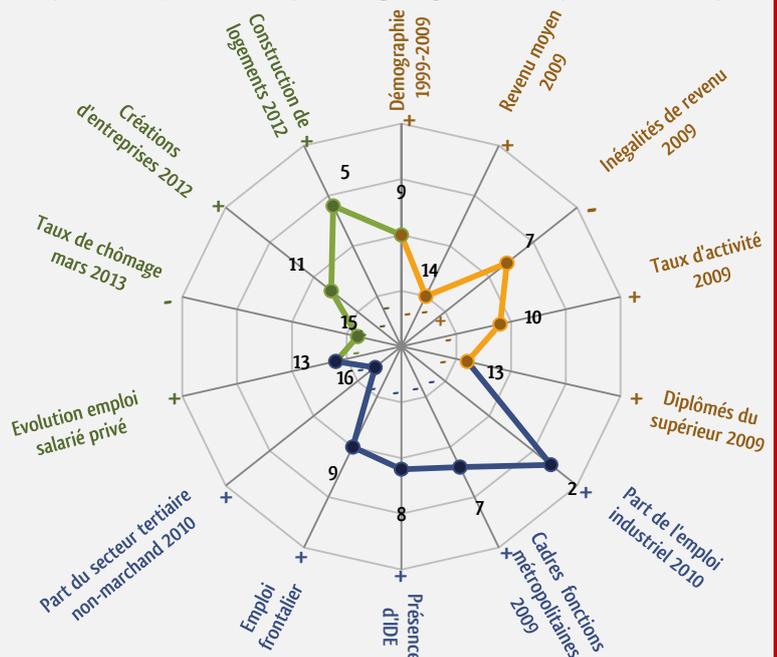
La part de l'emploi industriel est significative dans la zone de Saint-Dié (28% contre 17% en Lorraine).

Entre 1998 et 2010, c'est la zone lorraine qui a connu le plus fort recul de l'emploi. Au niveau national, elle se classe au 5^{ème} rang des zones les plus en difficultés dans le domaine. La crise a fortement impacté la zone de Saint-Dié, qui a vu l'emploi salarié dans le secteur marchand baisser de 14,3% depuis 2007.

Aujourd'hui, c'est la zone qui affiche le plus fort taux de chômage de la région (15%).

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

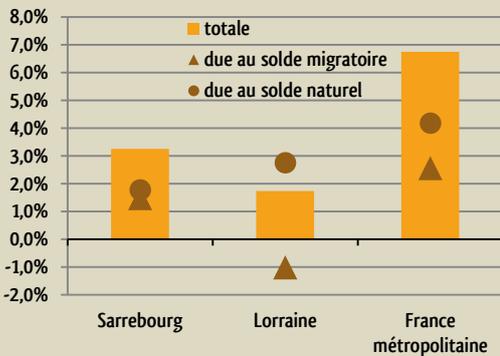
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 73 899 habitants (3,1% de la Lorraine), dont 34 477 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

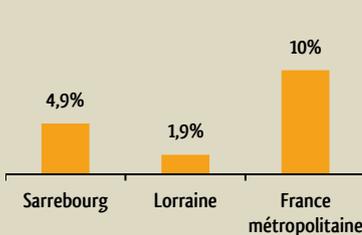


Hausse de la population lors de la dernière décennie et à l'horizon 2030

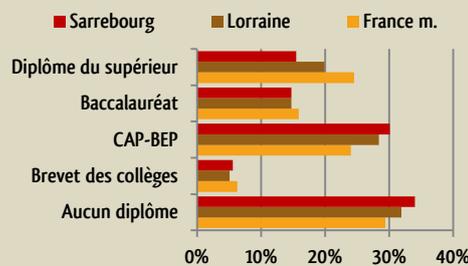
Entre 1999 et 2009, la zone d'emploi de Sarrebouurg a gagné 3,3% de population supplémentaire, soit 2 320 nouveaux habitants. La tendance à la hausse pourrait se poursuivre à l'horizon 2030 avec un regain démographique de 4,9% en 20 ans, soit 3 400 habitants.

Les taux d'activité, notamment pour les hommes y sont supérieurs à la moyenne régionale. 26% des actifs occupés résidant dans la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine.

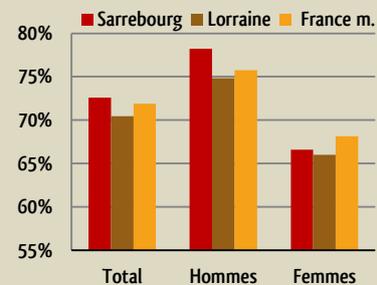
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Part importante de titulaires d'un CAP ou BEP

Dans la zone d'emploi de Sarrebouurg, 30% de la population de plus de 15 ans non scolarisée dispose d'un BEP ou CAP, contre 28% en moyenne en Lorraine. La part des bacheliers est identique à la moyenne régionale, mais la part des diplômés du supérieur reste en retrait (16% contre 20% en Lorraine).

Un vieillissement de la population légèrement supérieur à la moyenne régionale

En 2030, l'âge moyen de la zone d'emploi pourrait s'établir à 44,5 ans, contre 43,3 en Lorraine. La part des plus de 80 ans par rapport aux 15-64 ans serait de 12,4% contre 12,1% en Lorraine.

Un taux de cessation d'activité inférieur à la Lorraine

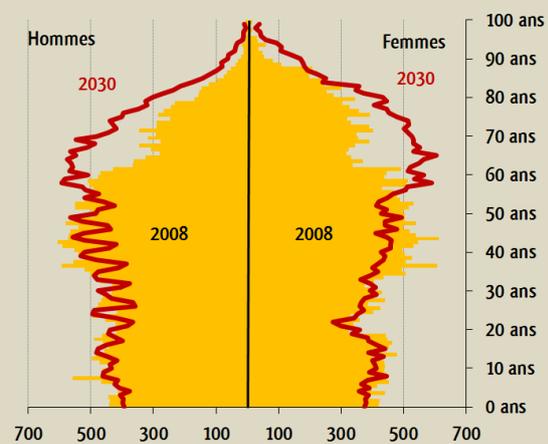
Il s'élève à 29,8% contre 31,8% dans la région, soit 744 départs à la retraite en moyenne chaque année.

C'est dans la zone d'emploi de Sarrebouurg que les inégalités de revenus sont les plus faibles. Elle est au 8^{ème} rang pour l'importance des revenus moyens.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Sarrebouurg	20 460 €	3,9
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

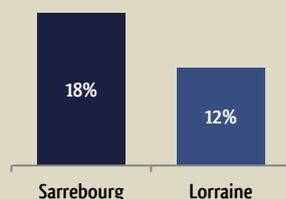
	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Sarrebouurg	27460	8184	744	29,8%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

26% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur, contre 24% en moyenne en Lorraine

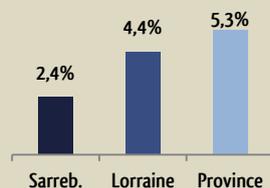
1.2 Spécificités économiques

23 081 emplois (2,7% de la Lorraine en 2010) dont 18 523 salariés du secteur marchand (3,5% de la Lorraine en 2012)
19 500 établissements (2,8% de la Lorraine en 2010), dont 24 à capitaux majoritairement étrangers (3% de la Lorraine en 2012)

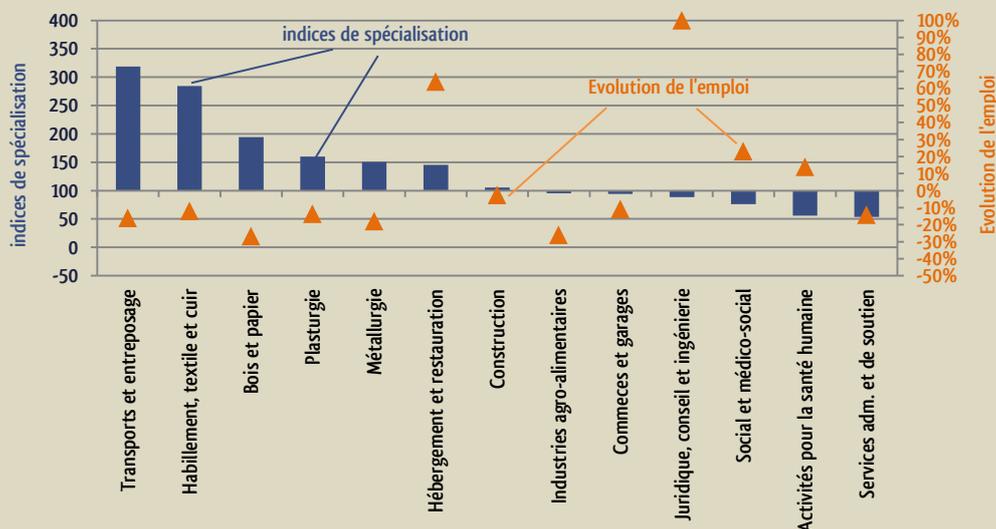
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



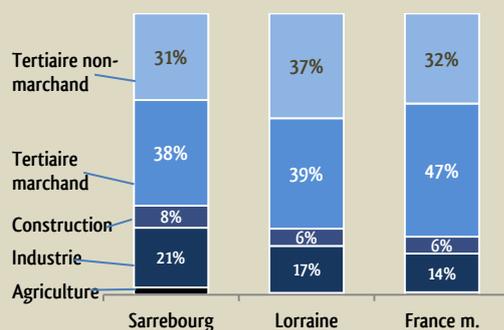
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



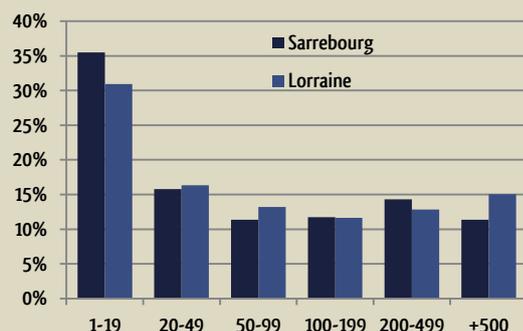
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Évolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Sarrebourg	Lorraine	France m.
agriculture	-12%	-31%	-22%
industrie	-33%	-26%	-18%
construction	5%	6%	24%
tertiaire marchand	32%	14%	20%
tertiaire non marchand	1%	5%	12%
total salariés	-1%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Ferco international : ferrures de bâtiment, 928 salariés (2010)

Center parcs : parc de vacance, 612 (2010)

Lingenheld : travaux de terrassement, 450 (2012)

Mephisto SA : chaussures, 449 (2010)

Schott VTF : verres pour électroménager, 374 (2010)

Steelcase Strafor SA : mobilier de bureau, 332 (2010)

Alcan packaging : emballages agro-alimentaire, 317 (2010)

Ancor Flexibles : verres pour électroménager, 374 (2010)

Dans le domaine marchand, plus forte spécialisation dans la logistique, le textile, le bois-papier, la plasturgie et la métallurgie

En comparaison à leur importance moyenne dans la région, la zone d'emploi de Sarrebourg dispose de plus d'emplois salariés marchands dans 4 secteurs de l'industrie manufacturière tous marqués par un recul de l'emploi sur la période récente. On y trouve également la logistique, et l'hôtellerie-restauration.

L'industrie plus présente, mais marquée par un recul de l'emploi

L'industrie représente en 2010 21% de l'emploi salarié total, contre 17% en Lorraine. L'emploi est en baisse de 33% entre 1998 et 2010, il a reculé de 26% en Lorraine et de 18% en France sur la période.

Forte présence des IDE

Les investissements étrangers représentent 18% de l'emploi salarié du secteur marchand contre 12% en moyenne en Lorraine. Les capitaux allemands sont les principaux employeurs parmi les IDE.

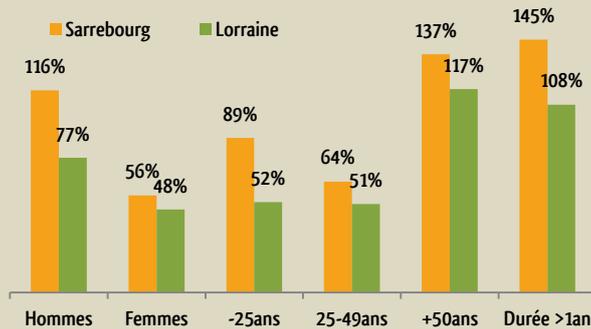
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 8,5% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 4 547 (2,7% de la Lorraine)

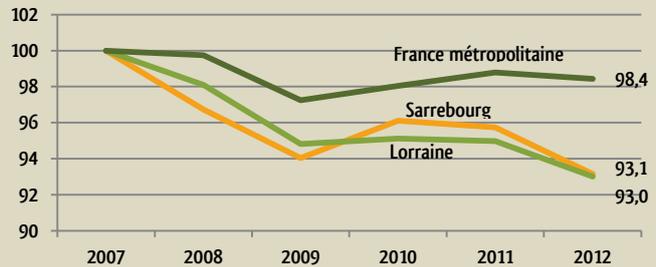
Taux de chômage (%)



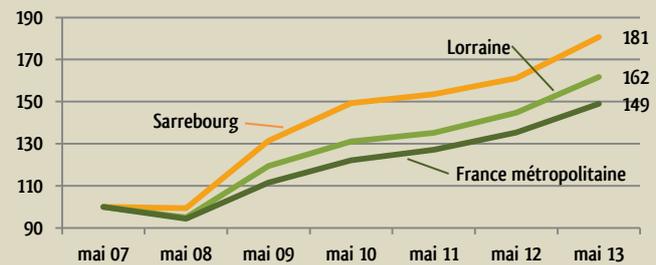
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Augmentation de 81% du nombre de demandeurs d'emploi

La zone d'emploi de Sarrebourg a enregistré la plus forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi durant la crise, avec +81% d'inscrits en 5 ans, contre +62% en Lorraine. C'est notamment pour les moins de 285 ans que l'écart avec la moyenne régionale se creuse (+89%, contre +52%). Le taux de chômage reste le plus faible de la région (8,5%), malgré une hausse de 3,2 points. Au niveau national, elle se classe au 236^{ème} rang sur 304 pour le taux de chômage. L'emploi salarié dans le secteur marchand a reculé de 6,9%.

Synthèse

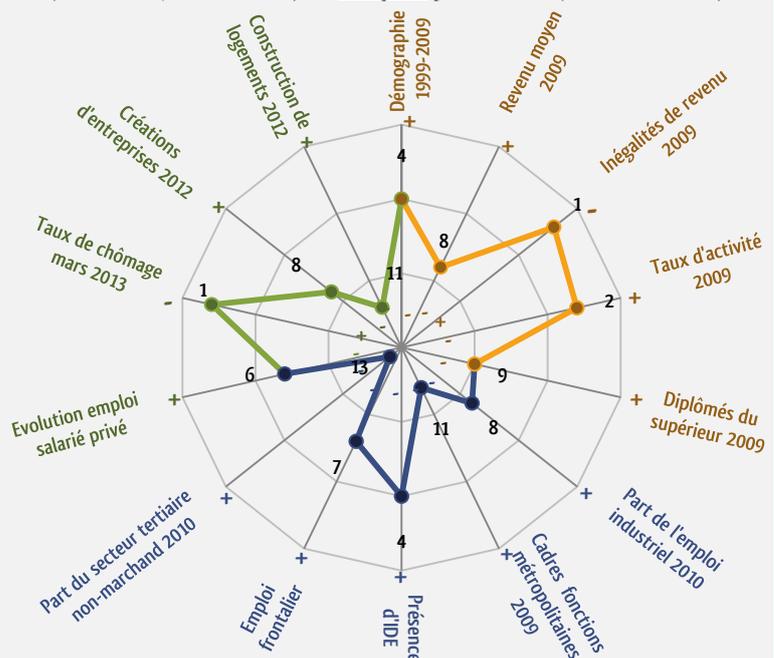
La zone d'emploi de Sarrebourg connaît l'une des plus fortes croissances démographiques de la région et son augmentation potentielle à l'horizon 2030 la classe en 3^{ème} position des zones d'emploi lorraines. C'est l'une des zones connaissant l meilleur taux d'activité et les plus faibles inégalités de revenus.

La zone d'emploi de Sarrebourg bénéficie de l'attractivité de l'Alsace, dans la mesure où de nombreux navetteurs semblent y résider.

La part de l'emploi industriel y est supérieure à la moyenne régionale. Depuis 2007, l'emploi salarié du secteur marchand a baissé de 6,9% et le nombre de demandeurs d'emploi a fortement augmenté. Le taux de chômage reste le plus faible de la région, malgré une hausse de 3,2 points.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

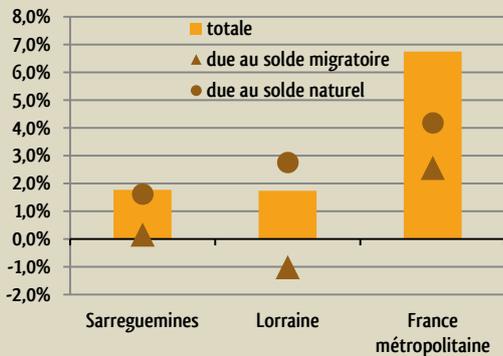
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 112 862 habitants (4,8% de la Lorraine), dont 52 316 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

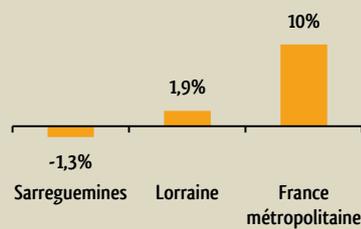


Légère progression démographique lors de la dernière décennie, mais retournement en vue

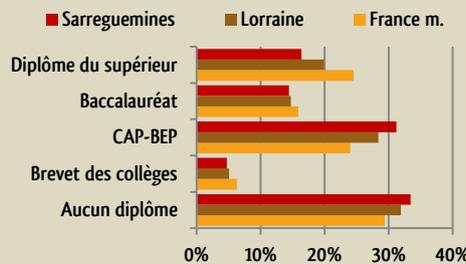
Entre 1999 et 2009, la zone d'emploi de Sarreguemines a vu sa population augmenter de 1,8% (+1 966 habitants). Cependant, un retournement de la tendance pourrait avoir lieu autour de 2015, avec un solde naturel qui deviendrait négatif du fait du vieillissement de la population. A l'horizon 2030, la zone d'emploi pourrait perdre 1 660 habitants, soit une baisse de 1,3%.

Le taux d'activité est légèrement inférieur à la moyenne régionale, notamment en raison d'une moindre activité des femmes. La zone compte 17% de ses actifs occupés à l'étranger (chiffres 2009).

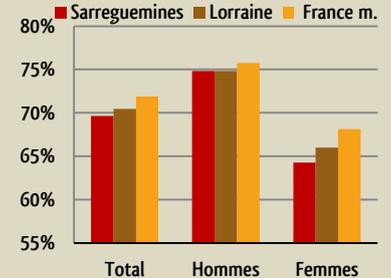
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Plus forte représentation des CAP-BEP

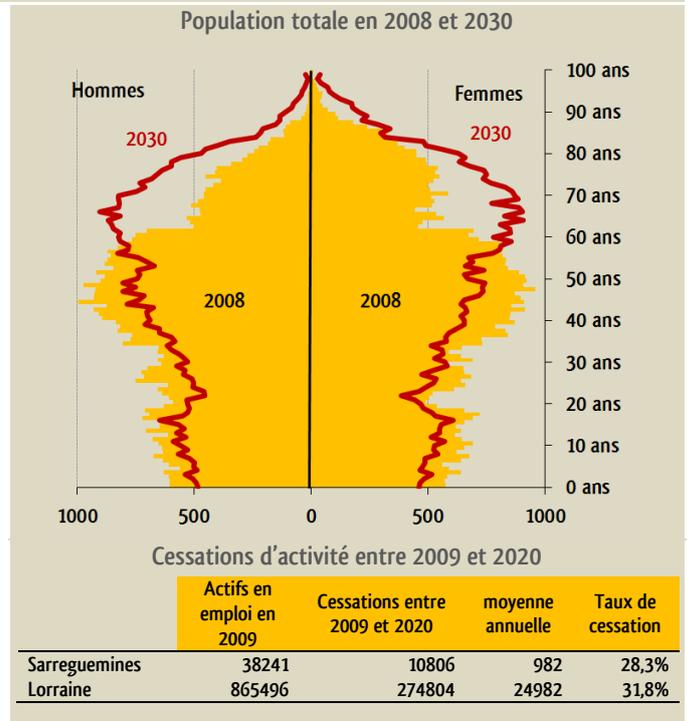
C'est dans la zone d'emploi de Sarreguemines que la part des habitants titulaires d'un BEP ou CAP est la plus importante en Lorraine (31% contre 28%). La part des diplômés du supérieur reste en retrait (16% contre 20%).

Viellissement accéléré de la population

Le retournement du solde naturel à partir de 2015 aurait des effets importants sur le vieillissement de la population. Entre 2008 et 2030, l'âge moyen passerait dans la zone d'emploi de Sarreguemines de 40,5 à 46,3 ans alors qu'il passerait en Lorraine de 39,6 à 43,3 ans.

Mais un taux de cessations d'activité inférieur à la moyenne

Il s'élève à 28,3% contre 31,8% en Lorraine. Cela représente 980 départs à la retraite par an entre 2009 et 2020.



Dans la zone d'emploi de Sarreguemines, les revenus sont supérieurs à la moyenne régionale et les inégalités inférieures.

Revenus et inégalités (2009)

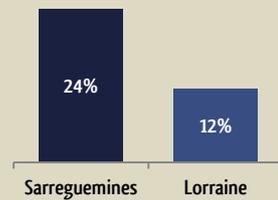
	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Sarreguemines	21 505 €	4,3
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

37% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur (dont 17% à l'étranger), contre 24% en moyenne en Lorraine

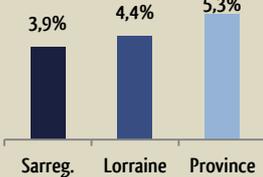
1.2 Spécificités économiques

34 743 emplois (4,1% de la Lorraine en 2010) dont 23 629 salariés du secteur marchand (4,4% de la Lorraine en 2012)
28 558 établissements (4% de la Lorraine en 2010), dont 88 à capitaux majoritairement étrangers (11% de la Lorraine en 2012)

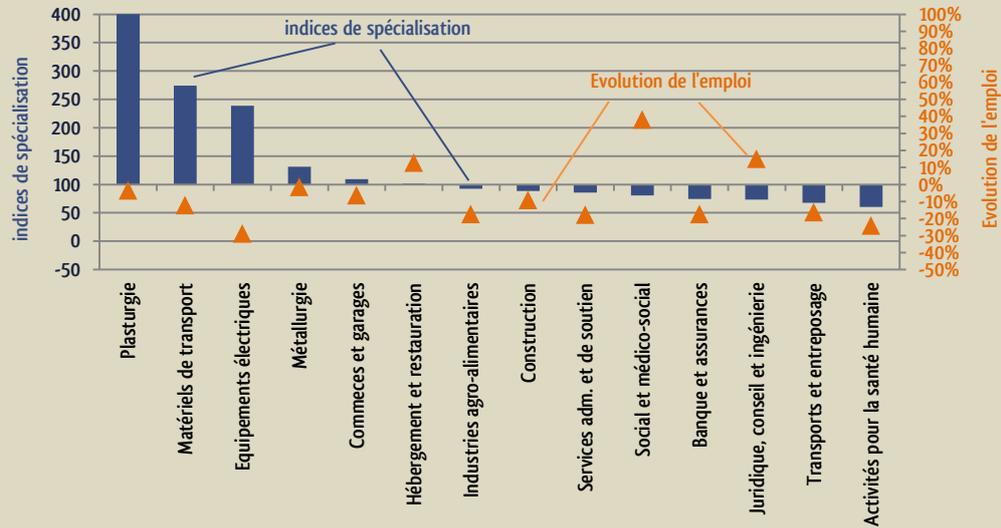
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



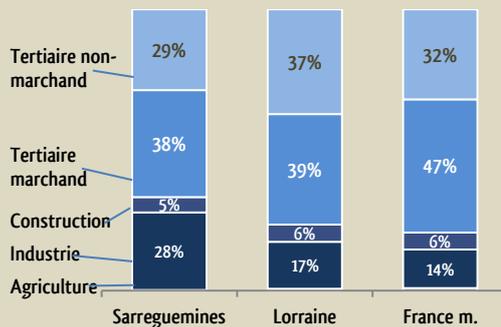
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Sarreguemines	Lorraine	France m.
agriculture	-46%	-31%	-22%
industrie	-20%	-26%	-18%
construction	-1%	6%	24%
tertiaire marchand	15%	14%	20%
tertiaire non marchand	13%	5%	12%
total salariés	1%	1%	10%

Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Continental : pneumatiques, 1 827 salariés (2010)

Smart Hambach : automobile, 826 (2009)

Behr Hambach : climatisations pour automobile, 576 (2009)

Fonderie Lorraine : Pièces automobile, 477 (2010)

Leach : équipement électromécaniques et électroniques, 400 (2011)

Altrans Alsace Lorraine : transport de marchandises, 250 (2008)

Cristalleries de St Louis : 248 salariés (2010)

Ondal : cosmétiques, 230 (2011)

Fortes spécialisations industrielles dans la plasturgie, l'automobile, les équipements électriques et la métallurgie

Ces 4 secteurs emploient plus de 6 000 personnes dans la zone d'emploi de Sarreguemines.

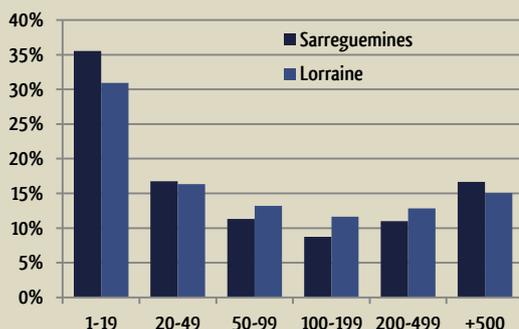
Un emploi industriel plus présent et qui baisse moins que la moyenne lorraine

28% des salariés (secteur marchand + secteur non-marchand) travaillent pour l'industrie dans la zone d'emploi de Sarreguemines contre 17% en moyenne en Lorraine. L'emploi y a reculé de 20% entre 1998 et 2010 et de 26% en Lorraine.

Première zone d'emploi pour l'importance des IDE

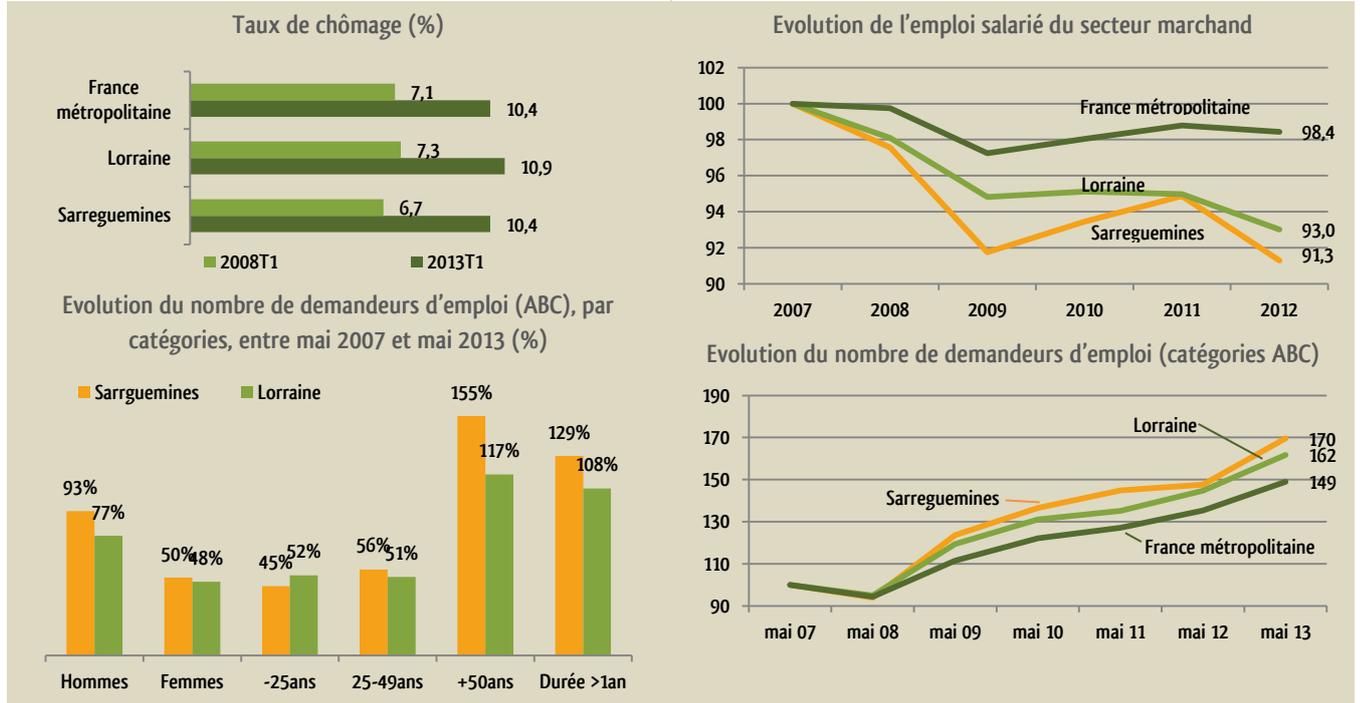
Avec 24% des salariés du secteur marchand travaillant dans une entreprise à capitaux majoritairement étrangers, la zone d'emploi de Sarreguemines est la zone lorraine pour laquelle les IDE ont la plus grande influence.

Répartition des établissements selon la taille (2010)



1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 10,4% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 7 469 (4,4% de la Lorraine)



Sensibilité de l'emploi à la conjoncture, malgré un taux de chômage inférieur à la moyenne lorraine

L'emploi salarié dans le secteur marchand est sensible à la conjoncture dans le secteur de Sarreguemines. Il a baissé plus fortement que la moyenne lorraine pendant la récession de 2009, mais a davantage profité de la reprise de 2010-2011, pour rechuter ensuite en 2012. Le taux de chômage a augmenté de 3,7 points, soit la 3^{ème} plus forte hausse régionale. C'est également le classement de la zone d'emploi pour la hausse du nombre de demandeurs d'emplois (+70% entre mai 2007 et mai 2013, contre +62% en Lorraine et +49% en France métropolitaine).

Synthèse

La zone d'emploi de Sarreguemines a une faible attractivité démographique et risque de faire face à un vieillissement important de sa population. Selon les tendances actuelles, l'âge moyen de la zone passerait de 40,5 à 46,3 ans entre 2008 et 2030.

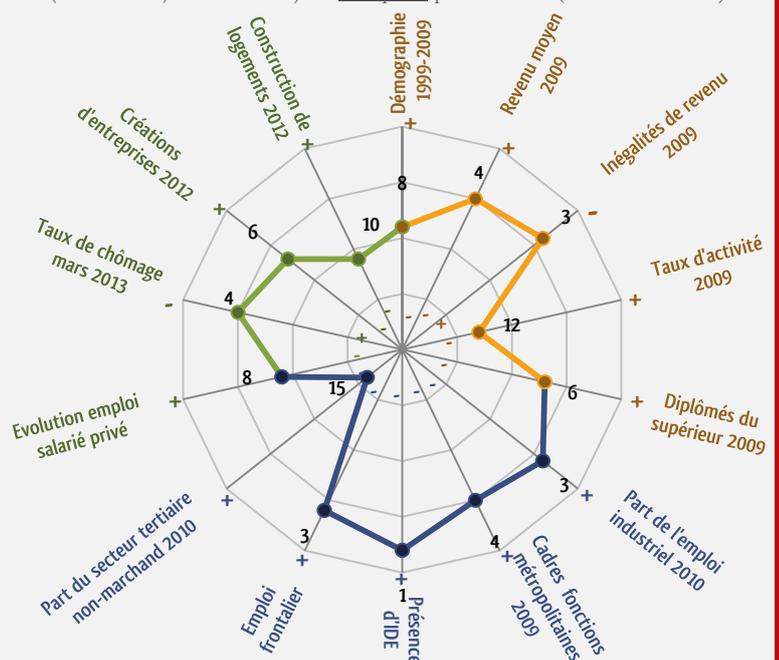
C'est l'une des zones les plus industrielles de la région avec 28% de l'emploi salarié total dans l'industrie contre 17% en Lorraine et 14% en France.

De nombreux établissements étrangers, notamment allemands y sont présents ils occupent près d'un salarié du privé sur 4. La zone d'emploi de Sarreguemines est aussi l'une des plus importantes pour les frontaliers.

L'impact de la crise s'est fait ressentir sur le tissu industriel de la zone, qui semble sensible à la conjoncture, mais le taux de chômage y reste inférieur à la moyenne régionale.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

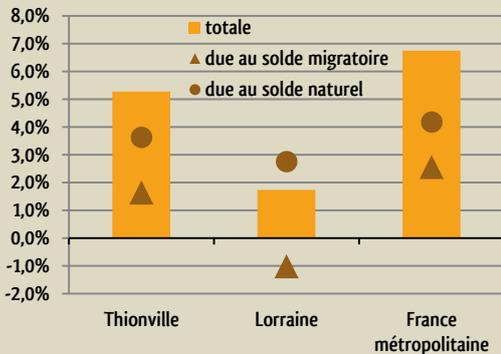
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 217 654 habitants (9,3% de la Lorraine), dont 104 275 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

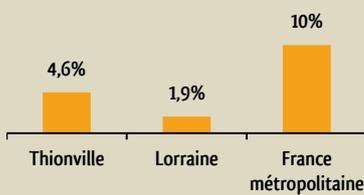


Renouveau démographique lié à l'attractivité du Luxembourg

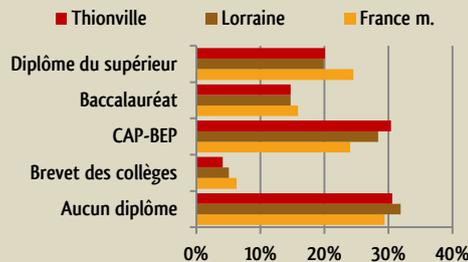
C'est la zone d'emploi de Thionville qui a connu la plus forte progression de sa population lors de la dernière décennie (+5,3%, soit +10 900 habitants). A l'horizon 2030, elle pourrait continuer sur une tendance positive, avec une possible progression de +4,6% (+ 8 350 personnes).

Les taux d'activité masculin et féminin y sont supérieurs à la moyenne régionale. 48% des actifs occupés vivant dans la zone d'emploi travaillent à l'extérieur de son périmètre, dont 34% à l'étranger.

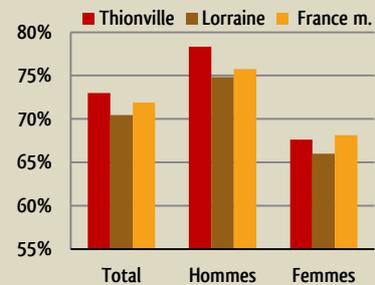
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Augmentation des niveaux de qualification

C'est dans la zone d'emploi de Thionville que la part des diplômés du supérieur a le plus progressé lors de la dernière décennie (+8 points). Elle est désormais identique à la moyenne régionale. La part des personnes titulaires d'un BEP-CAP reste supérieure à la moyenne régionale, la plaçant au 3^{ème} rang des zones d'emploi.

Viellissement de la population inférieur à la moyenne lorraine

A l'horizon 2030, l'âge moyen de la population de la zone d'emploi devrait s'élever 42,8 ans, contre 43,3 en Lorraine. La part de plus de 80 ans par rapport à la population des 15-64 ans serait de 10,4% contre 12,1% en Lorraine.

Mais un taux de départs à la retraite supérieur à la moyenne

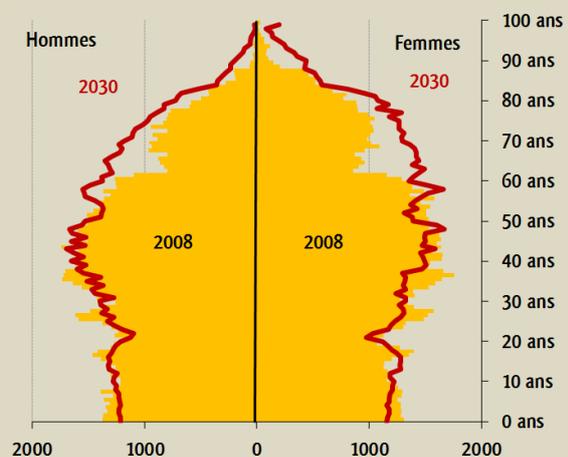
Il est de 34% contre 31,8% en Lorraine.

C'est dans la zone d'emploi de Thionville que les revenus des ménages sont les plus élevés, mais les inégalités y sont également plus marquées.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Thionville	22 946 €	5,3
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Thionville	65662	22335	2030	34,0%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

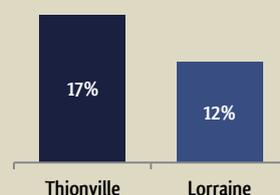
48% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur (dont 34% à l'étranger), contre 24% en moyenne en Lorraine

1.2 Spécificités économiques

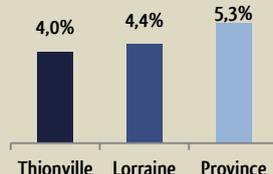
59 529 emplois (7% de la Lorraine en 2010) dont 41 376 salariés du secteur marchand (7,7% de la Lorraine en 2012)

51 277 établissements (7,3% de la Lorraine en 2010), dont 67 à capitaux majoritairement étrangers (8% de la Lorraine en 2012)

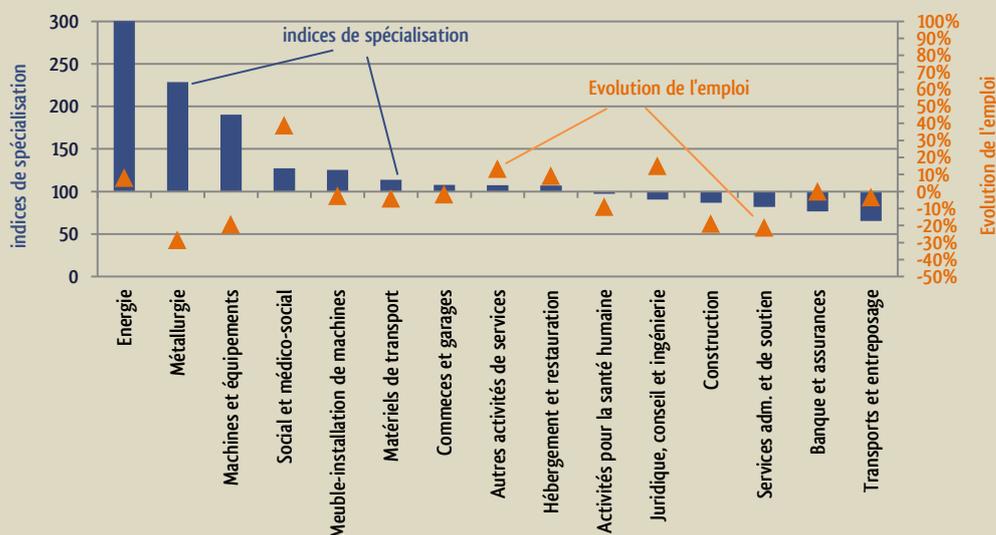
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



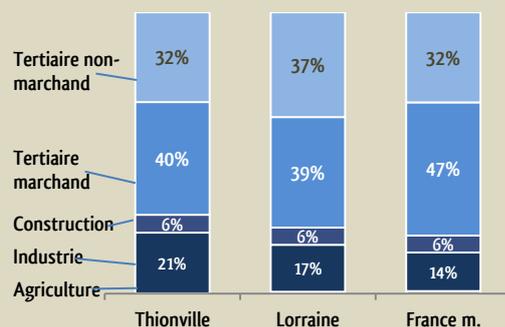
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



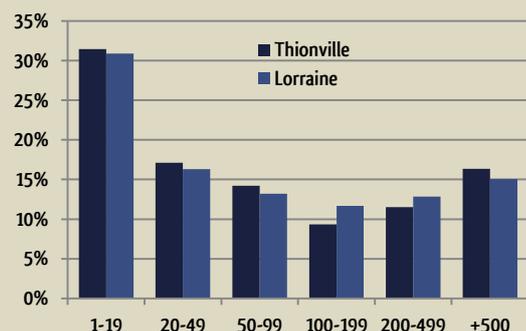
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Thionville	Lorraine	France m.
agriculture	-28%	-31%	-22%
industrie	-31%	-26%	-18%
construction	-10%	6%	24%
tertiaire marchand	11%	14%	20%
tertiaire non marchand	0%	5%	12%
total salariés	-6%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

ArcelorMittal : fonte, aciers, 2 404 salariés (2010)

Thyssenkrupp Presta : colonnes de direction, 924 (2012)

TataSteel Rail : sidérurgie, 433 (2012)

Gepor : manutention portuaire, 373 (2010)

Pierburg Pump Technology : équipements auto, 366 (2012)

KS Kolbenschmidt France : pistons pour moteurs, 284 (2012)

Spie Est : travaux d'installations électriques, 127 (2012)

ZF Lemforder Metal : pièces de sécurité auto, 202 (2012)

Secteur marchand : spécialisations marquées dans l'énergie, la métallurgie et les machines-équipements

La zone d'emploi de Thionville est marquée par la forte présence du secteur énergétique (Cattenom) de la métallurgie et des machines et biens d'équipements dans son industrie.

Spécialisation industrielle, mais recul de l'emploi dans le secteur

21% de l'emploi salarié total travail dans le domaine industriel, mais l'emploi y a reculé de 31% entre 1998 et 2010, contre une baisse de 26% en Lorraine. Le secteur du tertiaire non-marchand y est faiblement présent (32% contre 37% en Lorraine) et l'emploi n'y a pas progressé lors de la dernière décennie. Les services du domaine marchand ont, quant à eux, progressé de 11%.

IDE : 17% de l'emploi salarié du secteur marchand

Les investissements étrangers emploient près de 7 000 personnes dans la zone d'emploi, la plaçant au 5^{ème} rang lorrain pour leur importance.

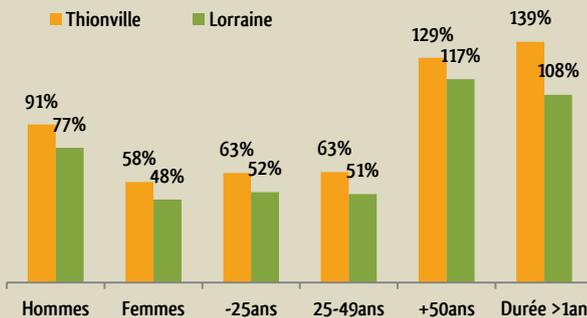
1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 10,8% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 15 488 (9,1% de la Lorraine)

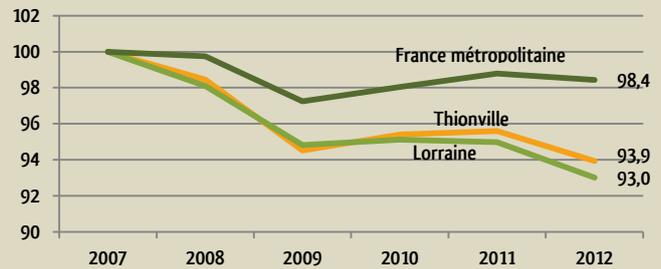
Taux de chômage (%)



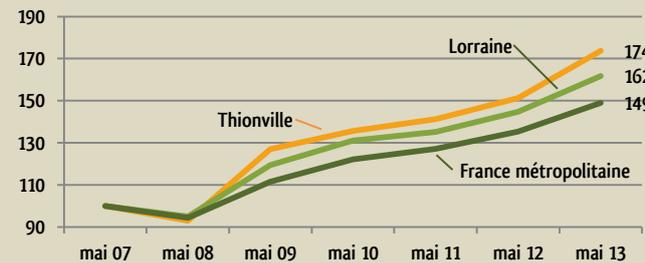
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (ABC), par catégories, entre mai 2007 et mai 2013 (%)



Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)



Hausse de 74% du nombre de demandeurs d'emploi

C'est la 2^{ème} plus forte hausse régionale du nombre de demandeurs d'emploi. Le taux de chômage a augmenté de 3 points, il continue de rester très proche de la moyenne régionale. La zone d'emploi de Thionville a mieux résisté à la baisse de l'emploi que la moyenne lorraine, le nombre de salariés du secteur marchand a baissé 6,1%, la plaçant au 4^{ème} rang des zones d'emploi. Le décalage entre l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi et celle de l'emploi salarié peut s'expliquer en partie par un reflux de frontaliers, ou encore la forte hausse de la population active.

Synthèse

L'influence de l'économie luxembourgeoise est visible dans de nombreux indicateurs économiques et sociaux de la zone d'emploi de Thionville. Elle a connu la plus forte croissance démographique de la région lors de la dernière décennie, affiche le plus fort niveau de revenus et le meilleur taux d'activité, mais aussi importantes inégalités.

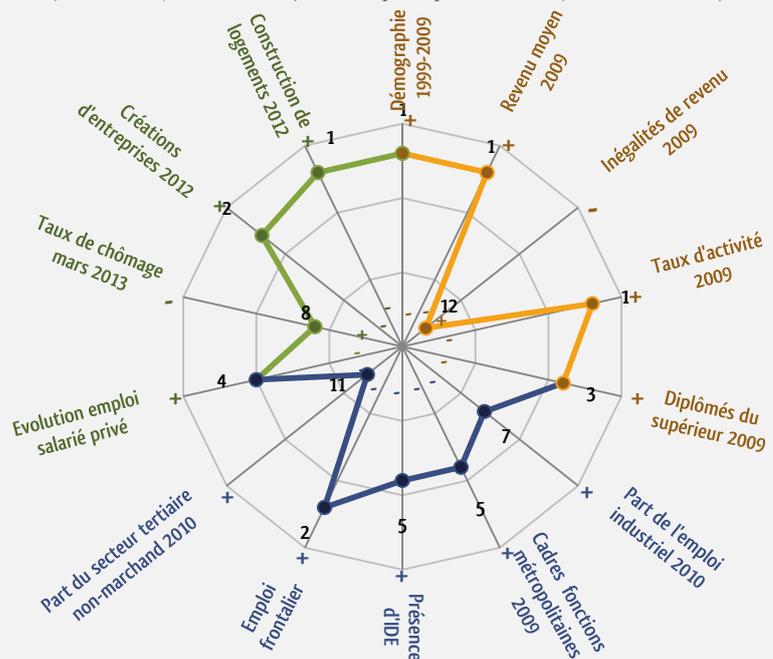
L'industrie et les services marchands sont plus présents que la moyenne régionale dans son tissu économique.

L'emploi a relativement mieux résisté à la crise que la moyenne régionale, mais la hausse du nombre de demandeurs d'emploi y a été plus forte.

En 2012, elle affiche le plus fort taux de construction de logements et une bonne dynamique de création d'entreprises.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

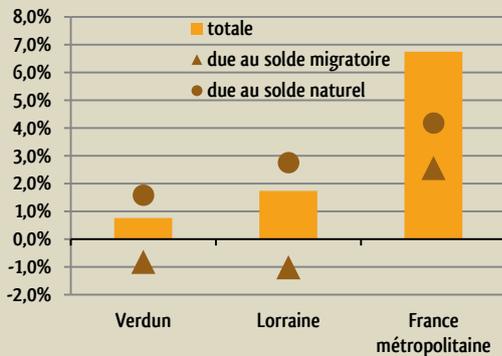
Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

Population en 2009 : 63 127 habitants (2,7% de la Lorraine), dont 28 548 actifs

Evolution démographique 1999-2009 (%)

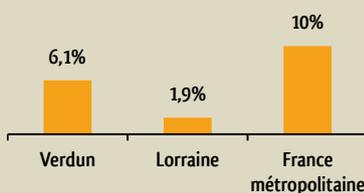


Possible rebond démographique

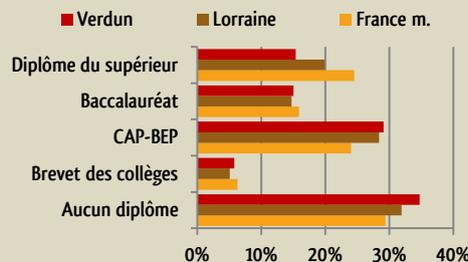
Entre 1999 et 2009, la zone d'emploi de Verdun a vu sa population croître de 0,8%. A l'horizon 2030, les projections de population de l'INSEE tablent sur un rebond de 6,1% de la population soit la deuxième plus forte progression potentielle en Lorraine (après Commercy). La zone d'emploi exerce en effet une attractivité importante sur les habitants des secteurs de Metz, Thionville et Briey.

En 2009, la zone d'emploi compte 2,7% des actifs occupés travaillant à l'étranger.

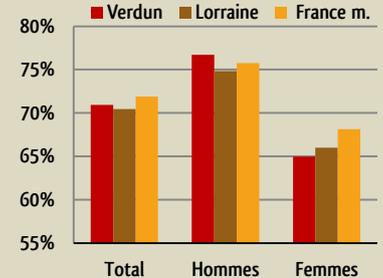
Projection démographique 2008-2030



Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009)



Taux d'activité (2009)



Faible représentation des diplômés du supérieur

La zone d'emploi de Verdun est la 11^{ème} pour la part des diplômés du supérieur dans sa population (15% contre 20% en moyenne). Leur proportion a augmenté de 5 points en 10 ans, contre une hausse de 10 points en moyenne en Lorraine.

Un vieillissement légèrement supérieur à la moyenne lorraine

A l'horizon 2030, l'âge moyen de la population de la zone d'emploi passerait de 40,3 à 43,5 ans, contre 43,3ans en Lorraine. La part des plus de 80 ans par rapport aux 15-64 ans serait de 13,6% contre 12,1% en Lorraine

722 départs à la retraite par an en moyenne

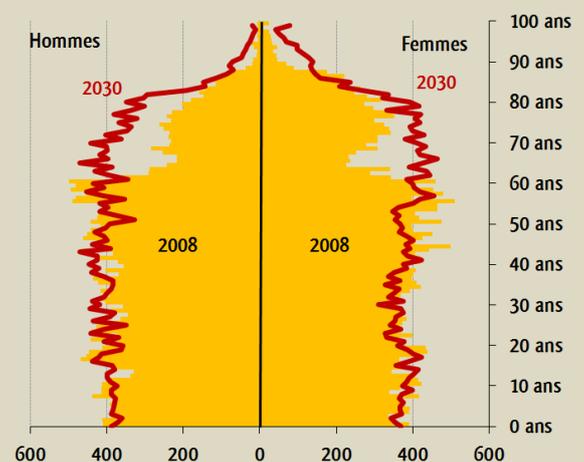
Le taux de cessation d'activité est de 32,7% contre 31,8% en Lorraine.

La zone d'emploi de Verdun est au 13^{ème} rang pour les revenus moyens et les inégalités y sont légèrement plus importantes que la moyenne régionale.

Revenus et inégalités (2009)

	Revenu net moyen déclaré	Ecart interdécile
Verdun	19 161 €	5,1
Lorraine	21 469 €	5
Province	21 965 €	5,2

Population totale en 2008 et 2030



Cessations d'activité entre 2009 et 2020

	Actifs en emploi en 2009	Cessations entre 2009 et 2020	moyenne annuelle	Taux de cessation
Verdun	24328	7944	722	32,7%
Lorraine	865496	274804	24982	31,8%

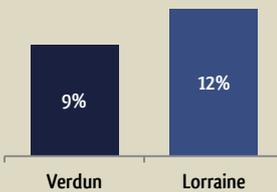
17% des actifs occupés habitant la zone d'emploi travaillent à l'extérieur (dont 2,7% à l'étranger), contre 24% en moyenne en Lorraine

1.2 Spécificités économiques

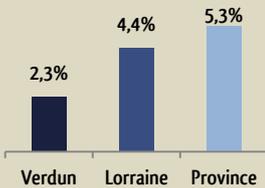
21 265 emplois (2,5% de la Lorraine en 2010) dont 11 859 salariés du secteur marchand (2,2% de la Lorraine en 2012)

17 565 établissements (2,5% de la Lorraine en 2010), dont 12 à capitaux majoritairement étrangers (2% de la Lorraine en 2012)

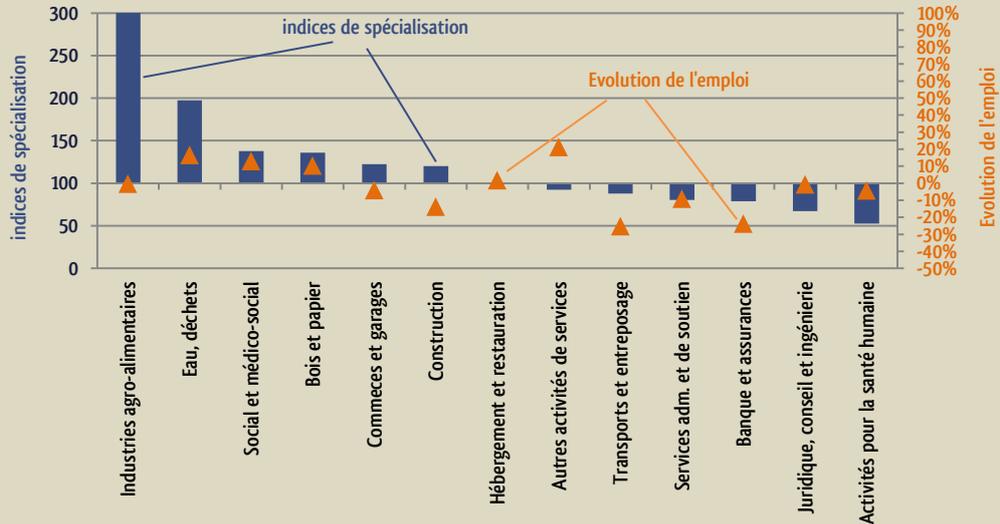
Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012)



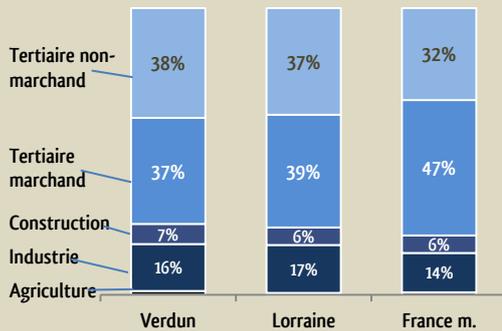
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009)



Indices de spécialisation par rapport à la moyenne régionale (2012) et évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand (2007-2012)



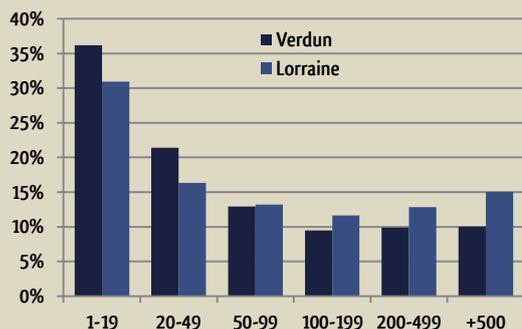
Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010)



Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010)

	Verdun	Lorraine	France m.
agriculture	-55%	-31%	-22%
industrie	1%	-26%	-18%
construction	-5%	6%	24%
tertiaire marchand	12%	14%	20%
tertiaire non marchand	0%	5%	12%
total salariés	2%	1%	10%

Répartition des établissements selon la taille (2010)



Principaux employeurs privés de la Zone d'emploi

Fromagerie Henri Hutin : 363 salariés (2010)

Emc2 : coopérative céréalière, 354 (2008)

Maximo : distribution alimentaire à domicile, 326 (2010)

Fromagerie Bel : 267 salariés (2010)

Ahlstrom Labelpack : papiers spéciaux, 207 salariés

ABerthold : construction d'ouvrages d'art, 198 (2010)

Ineos : produits chimiques, 188 (2010)

Lacto Serum : valorisation du lactoserum, 188 (2010)

L'industrie agro-alimentaire ainsi que le traitement des déchets et la gestion de l'eau plus représentés que la moyenne

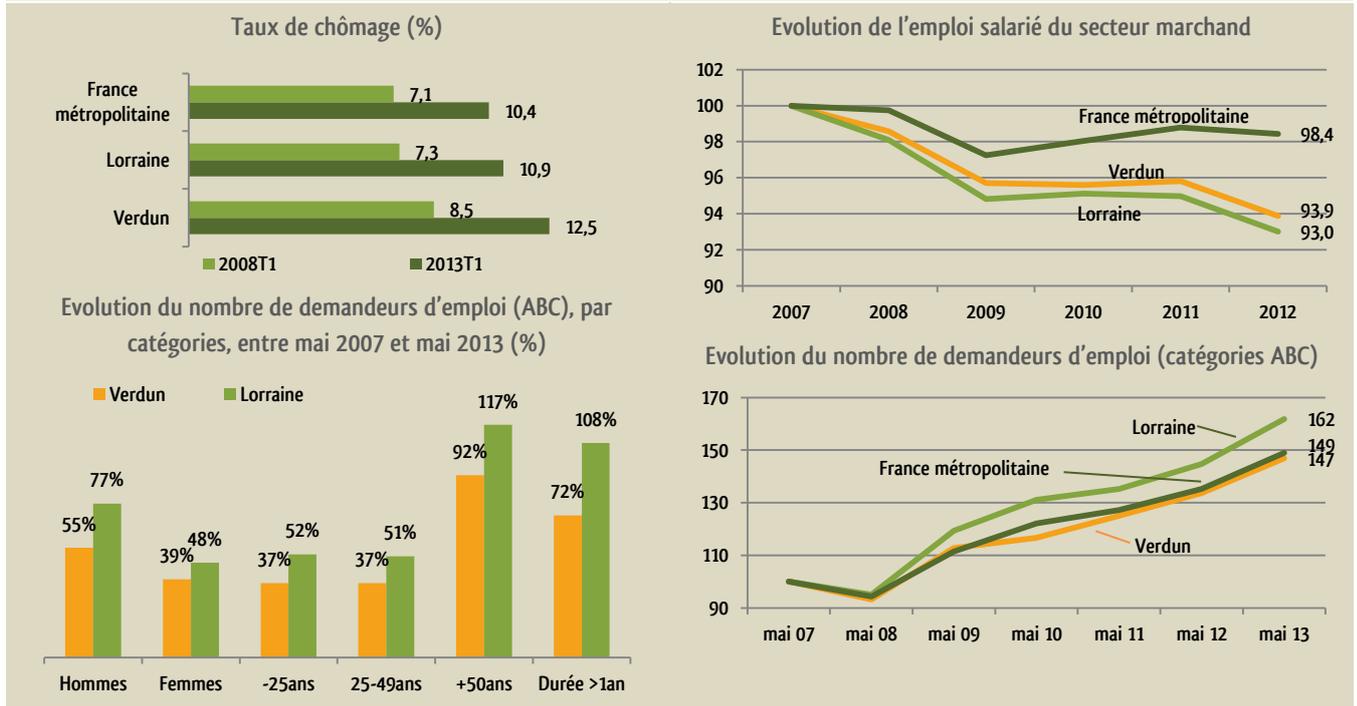
Dans le secteur marchand, l'emploi salarié est marqué par l'importance de l'industrie agro-alimentaire, qui emploie dans la zone 1 100 personnes. Le secteur de l'eau-déchets est également plus présent que la moyenne, tout comme l'hébergement social et médico-social, le bois-papier et le commerce.

Une répartition entre grands secteurs équivalente à la moyenne lorraine

L'industrie représente 16% de l'emploi salarié (17% en Lorraine), les services du secteur marchand 38% (37% en Lorraine), le tertiaire marchand 37% (39% en Lorraine) et la construction 7% (6% en Lorraine).

1.3 Conjoncture

Taux de Chômage : 12,5% (10,9% en Lorraine) / Nombre de demandeurs d'emploi en mai 2013 : 4 372 (2,6% de la Lorraine)



Hausse du nombre de demandeurs d'emploi inférieure à la moyenne lorraine

Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 47% entre mai 2007 et mai 2013 (+62% en Lorraine). L'emploi salarié dans le secteur marchand a également moins baissé que la moyenne régionale (-6,1%, contre -7%). Enfin, le taux de chômage, qui était plus élevé que la moyenne en 2007 (9% contre 7,7%), a augmenté de 3,2 points pour s'établir désormais à 12,2%, soit le 4^{ème} plus fort taux de chômage de la région.

Synthèse

La zone d'emploi de Verdun semble regagner une attractivité résidentielle après plusieurs années de baisse de sa population. Cette dynamique devrait se poursuivre à l'horizon 2030 d'après les projections de l'INSEE. Elle bénéficie notamment d'une attractivité sur les zones de Thionville, Briey et Metz.

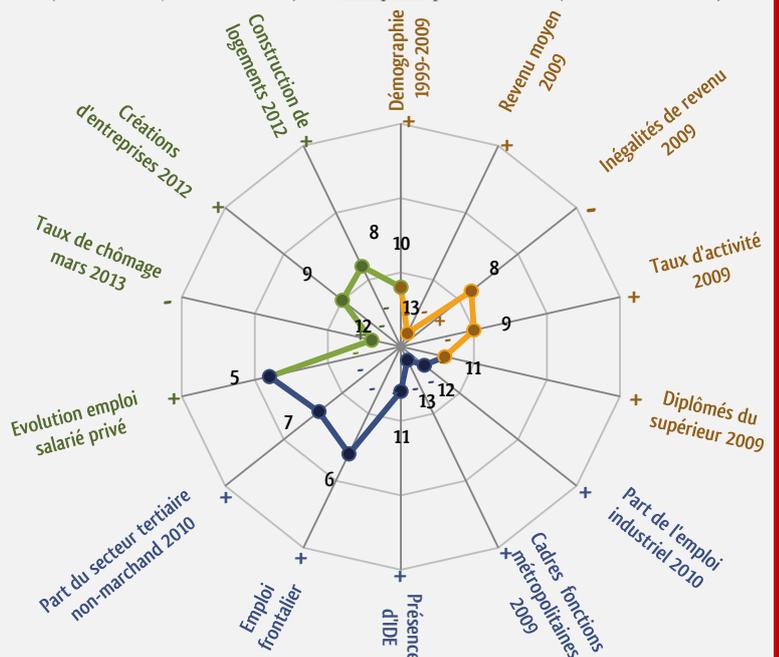
Elle est cependant marquée par une faible présence des diplômés du supérieur et des cadres des fonctions métropolitaines.

La répartition entre grands secteurs économiques est identique à la moyenne lorraine.

Durant la crise, l'emploi a légèrement moins souffert qu'en moyenne en Lorraine et le nombre de demandeurs d'emploi a moins augmenté, malgré un taux de chômage actuellement important, qui était déjà supérieur à la moyenne avant la crise.

Rang de la zone d'emploi parmi les 15 zones lorraines

Plus le point est situé à l'extérieur du cercle et plus le classement est favorable (indicateurs jaunes et verts) ou marquant pour la zone (indicateurs bleus)



1.1 Démographie et ressource humaine

- Evolution démographique 1999-2009 : INSEE, recensement de la population
- Projections démographiques 2008-2030 : INSEE Lorraine, ELn°275, février 2012
- Diplômes des +15 ans non-scolarisés (2009) : INSEE, recensement de la population
- Taux d'activité (2009) : INSEE, recensement de la population
- Population totale en 2008 et 2030 (pyramide des âges) : INSEE Lorraine, ELn°275, février 2012
- Cessations d'activité entre 2009 et 2020 : INSEE Lorraine, ELn°309, avril 2013
- Revenus et inégalités (2009) : INSEE, recensement de la population
- Part des actifs occupés habitant la zone d'emploi et travaillant à l'extérieur : INSEE, recensement de la population

1.2 Spécificités économiques

- Part des IDE dans l'emploi salarié marchand (2012) : Valoris Lorraine, URSSAF
- Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi (2009) : INSEE, recensement de la population
- Indices de spécialisation et évolution de l'emploi salarié du secteur marchand (2012) : URSSAF
- Répartition de l'emploi salarié total par secteur (2010) : INSEE, estimation d'emploi localisée
- Evolution de l'emploi salarié total (1998-2010) : INSEE, estimation d'emploi localisée
- Principaux employeurs privés de la zone : Valoris Lorraine
- Répartition des établissements selon la taille (2010) : INSEE, clap

1.3 Conjoncture

- Taux de chômage : INSEE
- Evolutions du nombre de demandeurs d'emploi : DIRECCTE Lorraine, Pôle emploi Lorraine
- Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand : URSSAF

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA LORRAINE



PARTIE 2

2.1 Activité des principaux secteurs et performances économiques régionales

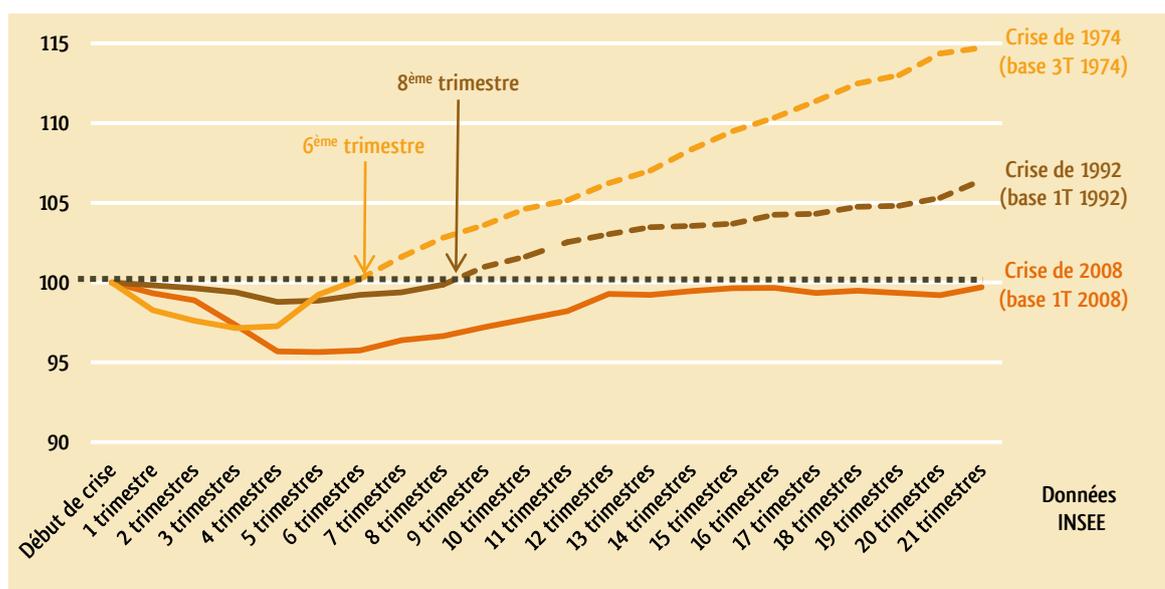
2.1.1 – Contexte économique et conjoncture en Lorraine :

Pas de signe de reprise

Le contexte actuel est marqué par une crise économique dont la durée est sans précédent depuis la crise des années 1930. La France, plus de 5 ans après la récession de 2008, n'a toujours pas retrouvé son niveau de PIB d'avant crise. Lors de la crise de 1974, il aura fallu un an et demi pour que ce soit le cas, et lors de la crise de 1992, le PIB aura mis deux ans pour retrouver son niveau d'avant récession.

Les premiers éléments statistiques disponibles pour le 3^{ème} trimestre 2013 montrent de nouvelles incertitudes sur la conjoncture européenne, française et lorraine.

Evolution du PIB français à prix constants après les 3 principales crises de l'après-guerre (base 100 au début de chacune des crises)



1- Zone euro et France : toujours dans le creux de la vague

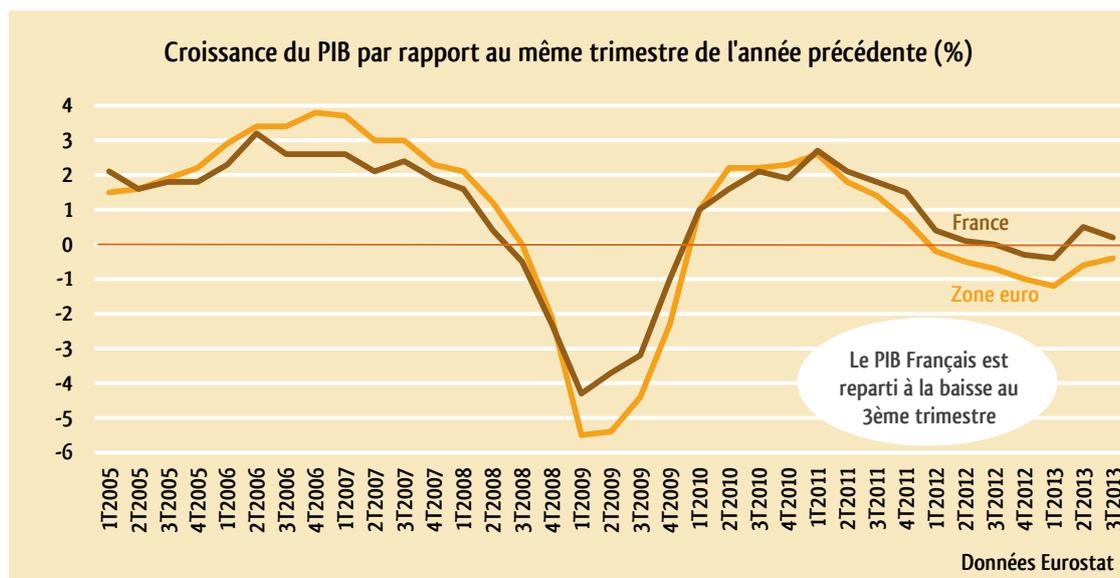
Lente sortie de récession

Depuis 2011, la zone euro et la France peinent à sortir franchement de la récession. Après six trimestres consécutifs de baisse, le PIB de la zone euro a augmenté de 0,3% au 2^{ème} trimestre et de 0,1% au 3^{ème} trimestre 2013. Ces niveaux, s'ils permettent à la zone euro de sortir de la récession restent cependant inférieurs aux niveaux de 2012 (graphique ci-dessous).

Le PIB de la France est également sorti de la récession au 2^{ème} trimestre 2013 (+0,5%), mais a rechuté au 3^{ème} trimestre (-0,1%). Par rapport aux niveaux de 2012, le PIB reste néanmoins en hausse (graphique ci-dessous).

Demande européenne atone

Dans un contexte de contraintes budgétaires toujours très fortes et de chômage élevé dans la zone euro, la demande intérieure demeure insuffisante pour relancer la croissance. De plus, le taux d'inflation continue de baisser (0,7% en taux annuel en octobre 2013, en France et dans la zone euro) faisant courir à terme un risque de déflation⁵.



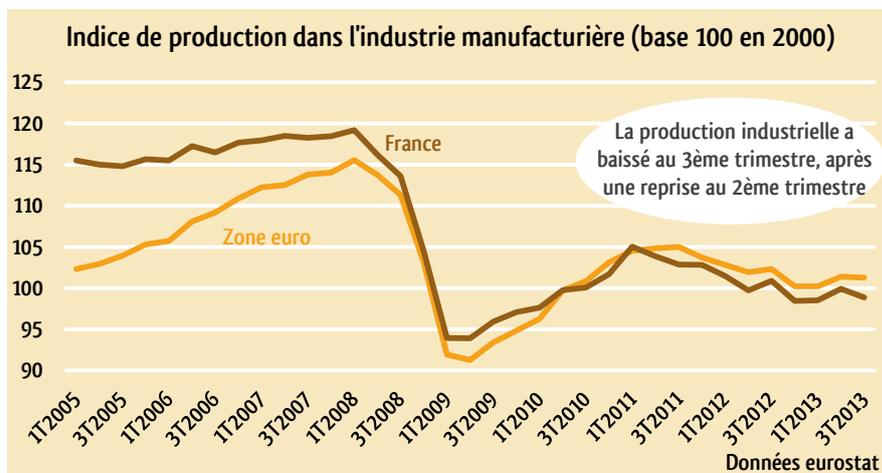
Les principaux moteurs de la croissance au ralenti

Parmi les trois grandes composantes du PIB, seule la consommation des ménages progresse au troisième trimestre 2013, mais très modestement avec une progression de 0,2%. Les investissements des entreprises ont reculé de 0,6% après avoir très légèrement progressé au deuxième trimestre. La demande extérieure recule de 1,5% après une progression de 1,9% au second trimestre.

Pas de reprise franche de la production industrielle

L'indice de production dans l'industrie manufacturière dans la zone euro a baissé de 0,1 point au 3^{ème} trimestre 2013. Il a marqué une baisse de 1,1 point en France par rapport au 2^{ème} trimestre. Par rapport au 1^{er} trimestre 2008, les indices de productions restent en retrait de 14 points dans la zone euro et de 20 points en France.

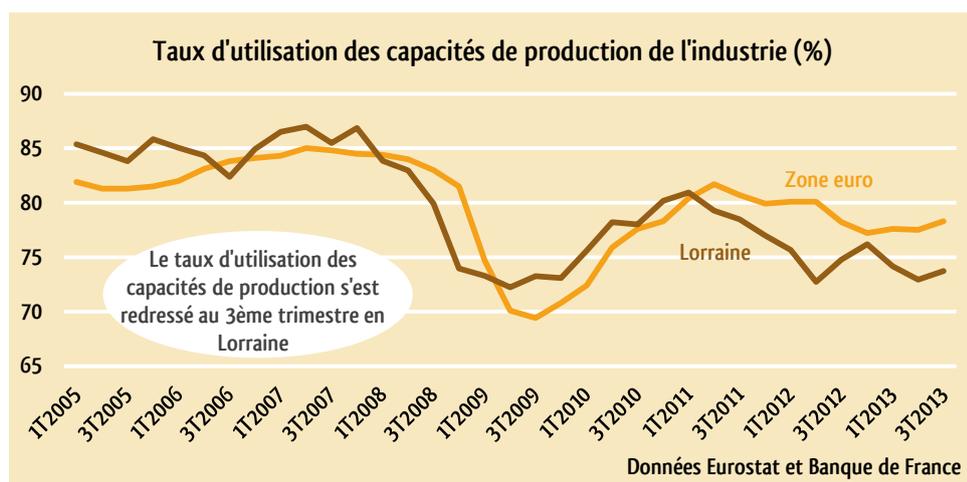
⁵ La **déflation** est un phénomène de baisse généralisée et durable des prix, qui peut résulter lors d'une crise économique d'une forte rétractation de la demande qui ne suffit plus à absorber les biens et services produits par l'économie. Le principal risque de la déflation est qu'elle peut entraîner une baisse de l'investissement (public et privé).



La Lorraine fortement liée à la zone euro

La situation économique de la Lorraine est étroitement liée à celle de la zone euro, bien plus que la conjoncture française en général. En effet, la Lorraine est la région de France pour laquelle la zone euro est la plus importante dans ses débouchés commerciaux (67% des exportations contre 47% en France). De plus, la Lorraine est au 6^{ème} rang des régions pour le degré d'ouverture au commerce international. La santé économique du Royaume-Uni est également un élément important dans la conjoncture lorraine : il est désormais le 2^{ème} client de la Lorraine, derrière l'Allemagne.

Le taux d'utilisation des capacités de production de la Lorraine suit un cycle proche de celui de la zone euro.

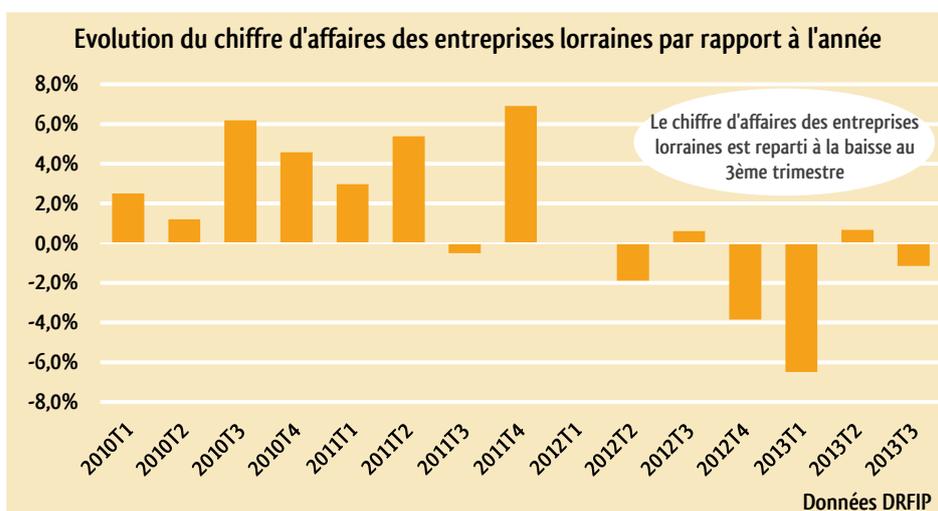


2- Conjoncture en Lorraine

L'année 2012 a été marquée par une contraction de l'économie lorraine. Le 2^{ème} trimestre 2013 montre des signes de sortie de récession, mais les premiers indicateurs disponibles pour le 3^{ème} trimestre montrent de nouvelles incertitudes sur la conjoncture.

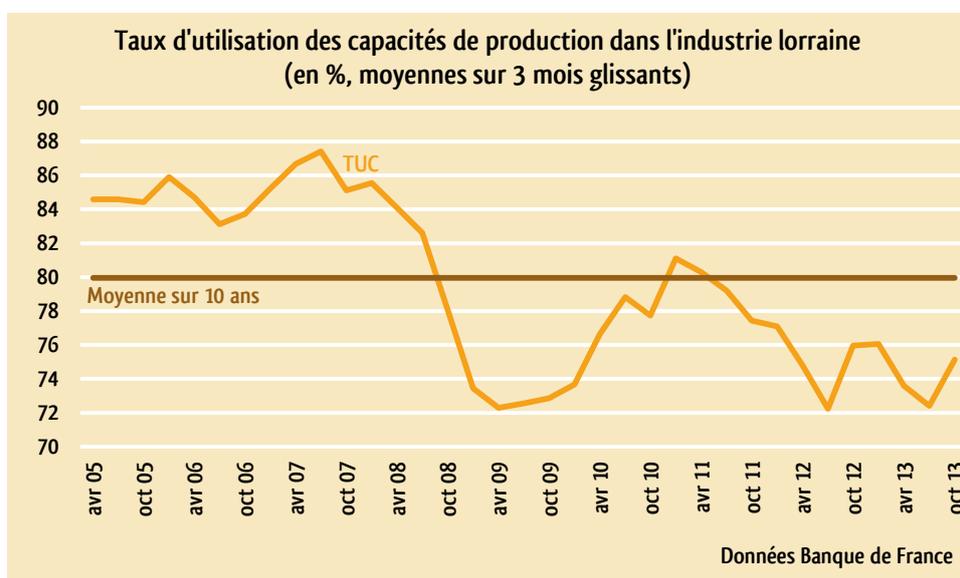
Chiffre d'affaires des entreprises lorraines

Le chiffre d'affaires des entreprises lorraines s'élève à 17,99 milliards d'euros au 3^{ème} trimestre 2013. Il marque une baisse de 1,2% par rapport au 3^{ème} trimestre 2012. Sur les 12 derniers mois, il s'élève à 77 milliards, soit une baisse de 2,7% par rapport aux 12 mois précédents.



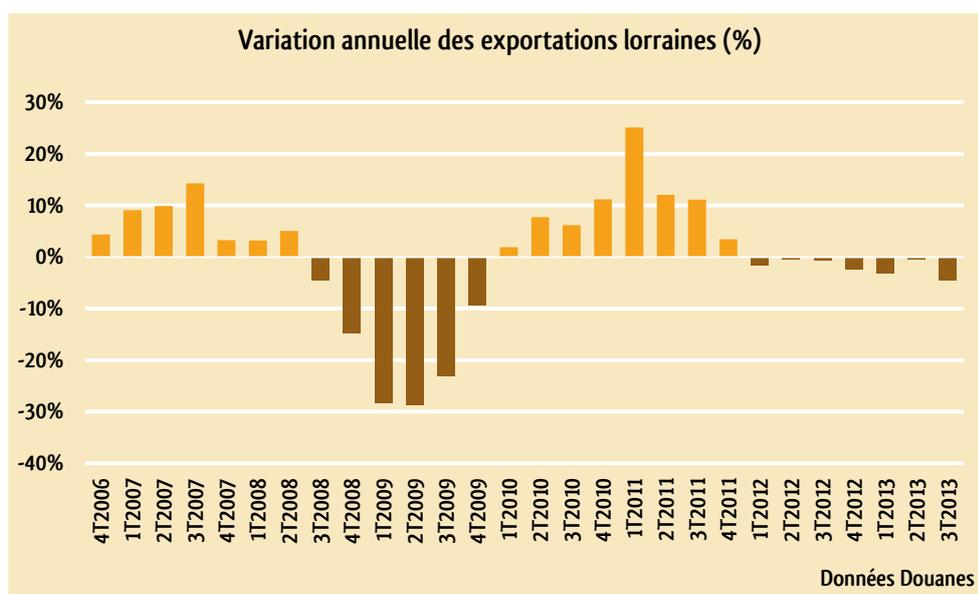
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie

En moyenne sur 3 mois cumulés, le taux d'utilisation des capacités de production s'élève à 75,1%. Il se rapproche de sa moyenne des 5 dernières années, mais reste en retrait de 5 points de sa moyenne décennale.



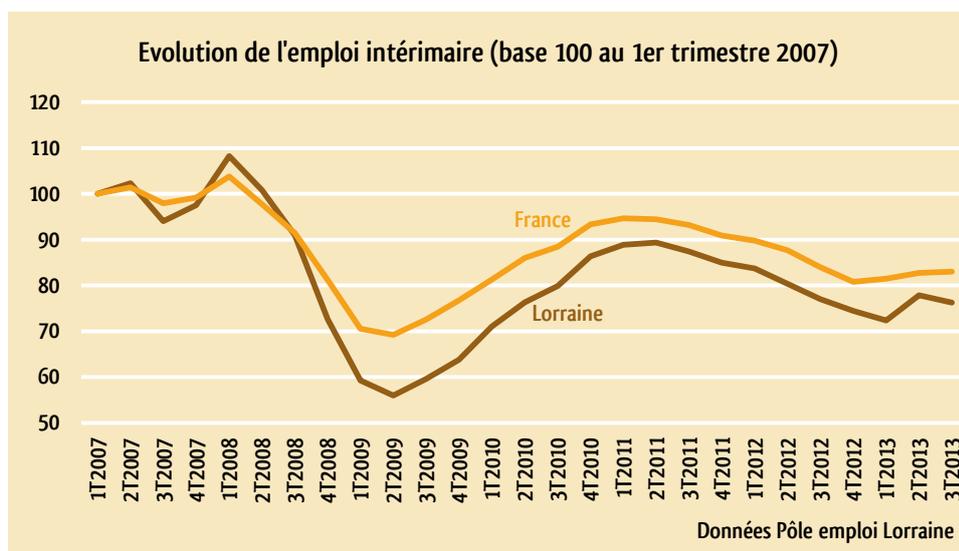
Exportations

Au 3^{ème} trimestre 2013, les exportations lorraines ont marqué un nouveau recul par rapport à leur niveau du 3^{ème} trimestre 2012 (-4,5%). Les plus fortes baisses interviennent dans le domaine du matériel de transport (secteur automobile, -16,3%), secteur qui représente 21% des exportations lorraines. Pour l'heure, cet indicateur important pour l'économie lorraine ne montre pas de signe de reprise dans l'industrie.



Intérim

Après une hausse sensible de l'emploi intérimaire en Lorraine au 2^{ème} trimestre 2013, le nombre de postes repart à la baisse au 3^{ème} trimestre. Cet indicateur avancé de la situation économique régionale reflète les indicateurs d'activité industrielle du 3^{ème} trimestre. Par rapport à son niveau d'avant crise (1^{er} trimestre 2008), il reste en retrait de 27,5%, soit 8 300 postes manquants par rapport à ce point « haut ».



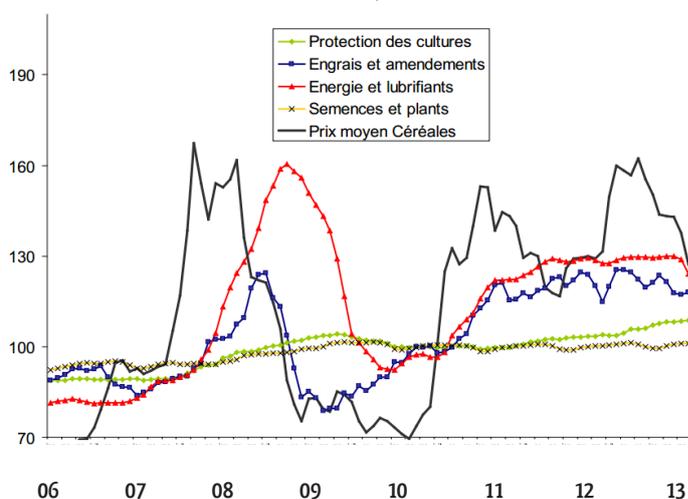
3- Situation dans les principaux secteurs économiques de la région

a. Agriculture⁶

Filière cultures : meilleurs rendements en 2013, mais prix de marché en chute

Les prix de vente des céréales ont baissé de 30% entre 2012 et 2013 en raison d'une hausse mondiale de la production. Dans l'ensemble, les rendements céréaliers ont également progressé en Lorraine, mais le marché reste caractérisé par deux phénomènes pénalisant les exploitants : d'une part, les prix des céréales évoluent de façon volatile, et, d'autre part, les prix des intrants croissent continuellement.

Evolution mensuelle des indices de prix d'achat moyens de la production agricole et du prix moyen des céréales (base 100 en 2005)



Graphique Chambres d'Agriculture Lorraine, note de conjoncture septembre 2013 >

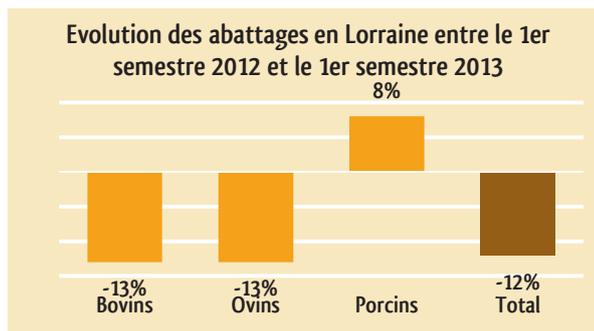
Baisse continue de la production laitière

En France, la campagne 2012-2013 s'est achevée en retrait de 2% par rapport à la campagne précédente. Depuis le printemps 2013, malgré la progression du prix du lait, la collecte française reste inférieure à l'an passé (-3,3% sur le premier semestre 2013) pénalisée par les conditions climatiques et le prix élevé des aliments. **En Lorraine**, la production laitière atteint un recul de 4% par rapport à la campagne 2011-2012. Depuis avril 2013, le recul est toujours important (-4,2% par rapport à 2012). Le prix moyen du lait en Lorraine s'établit à 329€/1 000L en recul de 4% par rapport à la campagne précédente, mais il progresse depuis avril 2013. Cependant, les charges en élevage restent à un niveau élevé.

La production de viande recule également en Lorraine

Le tonnage d'animaux d'élevage abattus en Lorraine est en recul de 12% par rapport au 1^{er} semestre de 2012. La baisse touche notamment les ovins et les bovins.

Données DRAAF >



b. Industrie manufacturière

Nombre d'emplois salariés en juin 2013 : 107 000 (20,2% du total)

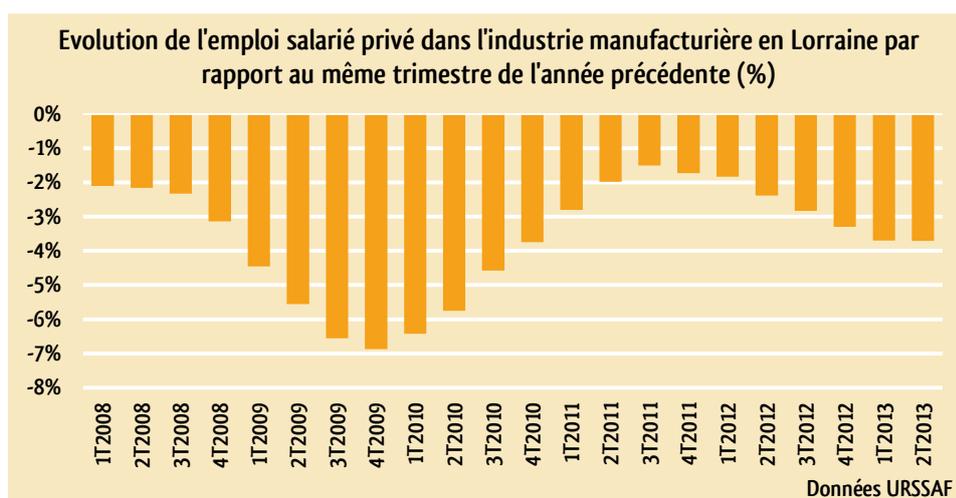
Nombre d'emplois salariés en juin 2007 : 133 340 (23,2% du total)

L'industrie lorraine au cœur de la crise

Les principales spécialisations industrielles de la Lorraine sont des secteurs d'activité qui sont, d'une part, fortement exposés à la concurrence mondiale, et d'autre part, au cœur de la baisse d'activité économique depuis 2008.

Des destructions d'emploi toujours élevées au 2^{ème} trimestre 2013

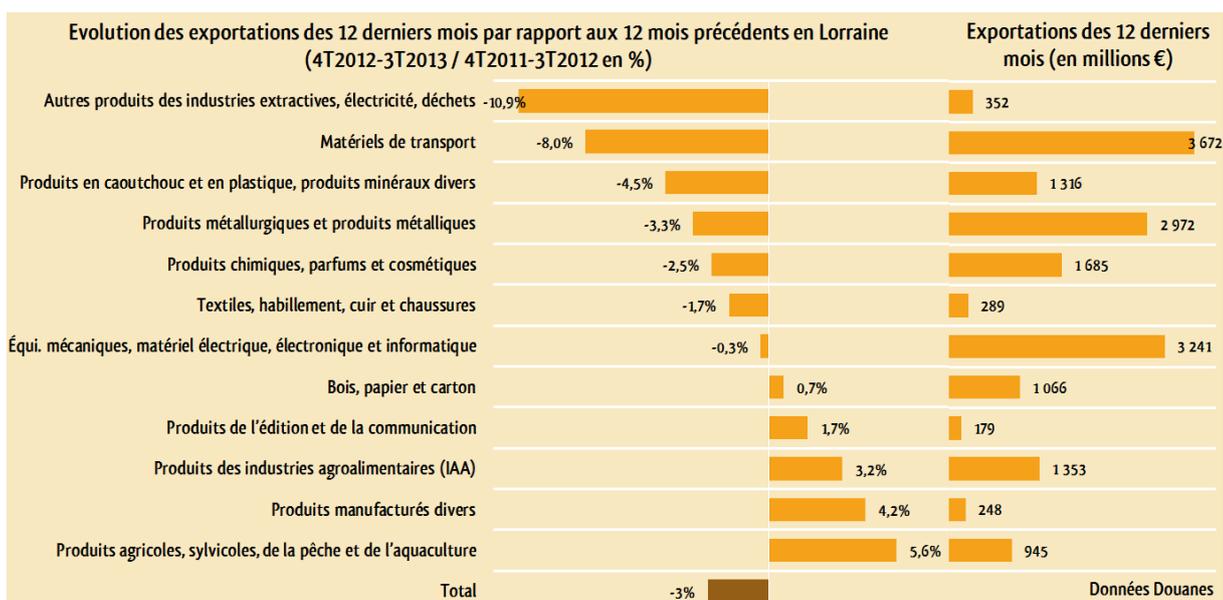
L'évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière montre les deux phases de la dernière crise. Actuellement, le niveau de recul de l'emploi reste à un niveau élevé, bien que le taux d'utilisation des capacités de production se soit amélioré depuis le début de l'année.



Recul des exportations lors des 12 derniers mois par rapport à l'année précédent

Entre octobre 2012 et septembre 2013, la Lorraine a exporté pour 17,4 milliards d'euros de biens, contre 17,9 lors de l'année précédente, soit un recul de 2,7%. Les évolutions sont inégales selon les secteurs d'activité. La branche « matériels de transport » (automobile), qui demeure le premier exportateur de la région (3,7 milliards d'exportations), est en repli de 8%. La deuxième branche exportatrice en volume, les équipements (3,2 milliards) reste stable (-0,3%). Les produits métalliques et de la métallurgie (3 milliards) sont en recul de 3,3%. Le secteur de la chimie repart à la baisse avec un recul de 2,5% de ses exportations.

Les exportations des industries agroalimentaires sont en progression de 3,2%, soit une hausse de 42 millions d'euros du chiffre à l'export.



Note de lecture : entre le 4^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013 inclus, la branche du bois-papier-carton a exporté pour 1,066 milliards d'euros de Lorraine, soit une hausse de 0,7% par rapport aux 12 mois précédents.

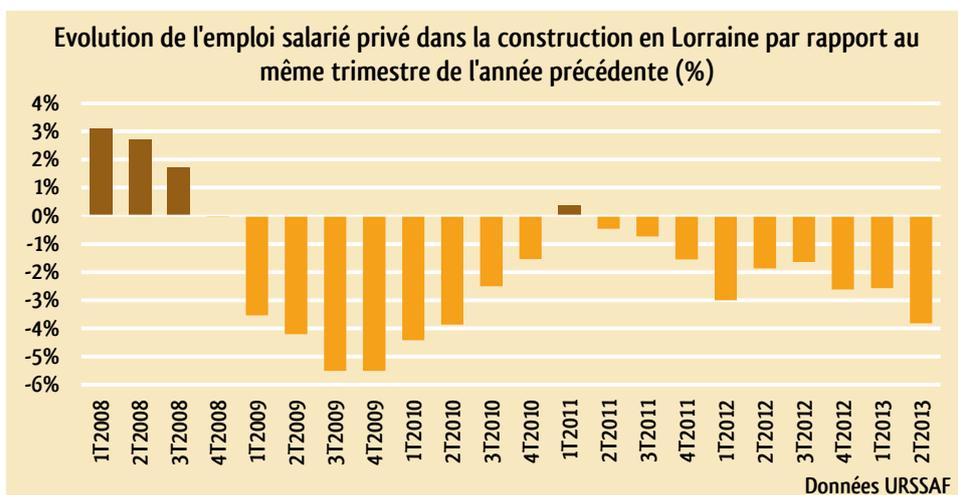
c. Construction

Nombre d'emplois salariés en juin 2013 : 45 000 (8,5% du total)

Nombre d'emplois salariés en juin 2007 : 50 700 (8,8% du total)

L'emploi poursuit sa baisse dans le secteur de la construction en Lorraine

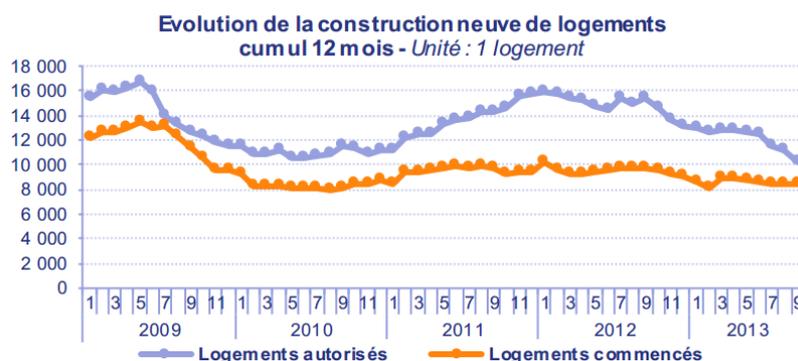
Du point de vue de l'emploi salarié, le secteur de la construction (bâtiment + travaux publics) a enregistré un recul d'environ 4 300 postes depuis début 2008, soit une baisse de 8,9% des effectifs. On note également pour ce secteur d'activité une réactivité importante à la conjoncture et par conséquent une crise en 2 phases. Le 2^{ème} trimestre de 2013 marque un recul important par rapport au niveau d'emploi un an auparavant (-4%).



Recul de l'activité dans le bâtiment et les travaux publics au 3^{ème} trimestre 2013

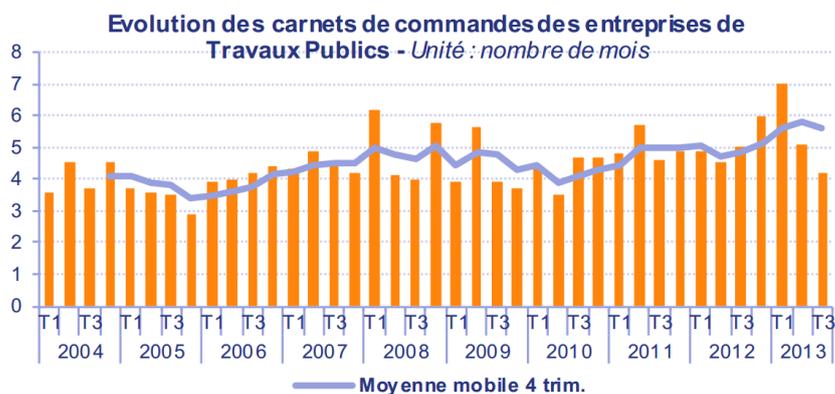
C'est ce qui ressort du dernier tableau de bord « conjoncture du BTP » de la Cellule Economique Régionale de la Construction (CERECO) Lorraine.

Le nombre de **logements** autorisés a connu un net recul en un an (-33,6%), une baisse nettement plus sensible que celle enregistrée au niveau national (-16%). Le nombre de mises en chantier est en recul (-12,8%).



Graphique CERECO Lorraine

« L'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics est plutôt pessimiste quant à leurs perspectives pour le 4^{ème} trimestre 2013, après une activité plutôt en hausse au 3^{ème} trimestre »⁷
Les carnets de commande repartent à la baisse..



Graphique CERECO Lorraine

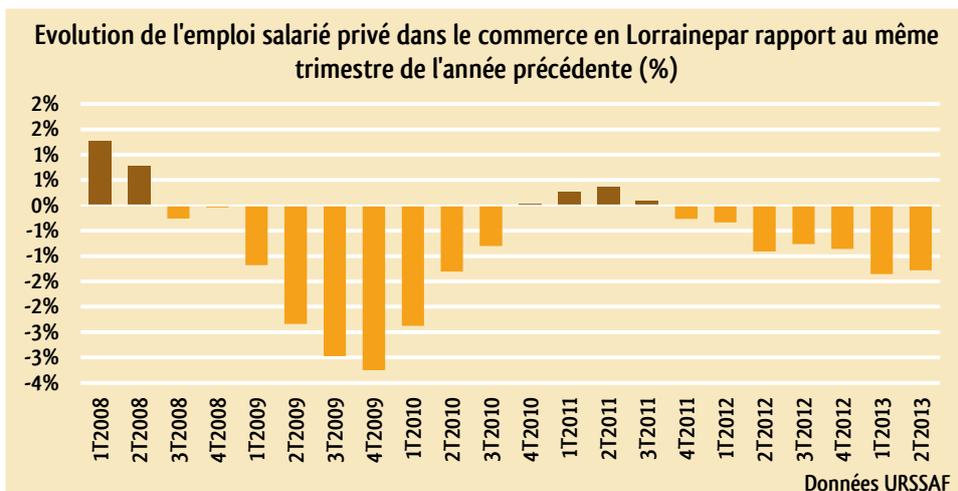
⁷ CERECO Lorraine, Conjoncture du BTP, n°9, novembre 2013

d. Commerce

Nombre d'emplois salariés en juin 2013 : 91 400 (17,2% du total)

Nombre d'emplois salariés en juin 2007 : 94 100 (16,7% du total)

L'emploi salarié dans le commerce a également reculé pendant les deux « phases » de la dernière crise (-4% depuis 2008), mais à un taux inférieur à celui de l'industrie (-20%) et de la construction (-10%).

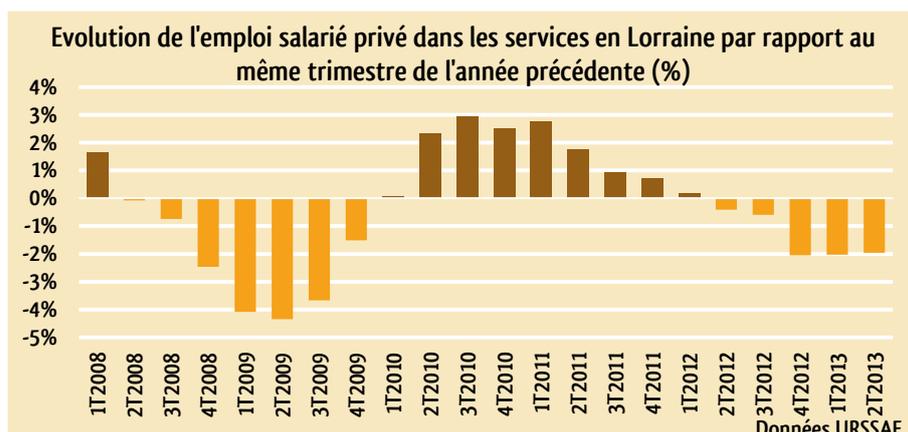


e. Services

Nombre d'emplois salariés en juin 2013 : 273 000 (51,4% du total)

Nombre d'emplois salariés en juin 2007 : 272 000 (49% du total)

Le secteur tertiaire privé englobe de nombreux domaines d'activité plus ou moins liés à la conjoncture économique. Cependant, on constate que son évolution suit les évolutions économiques globales avec deux phases de recul depuis la crise de 2008. Depuis 2008, le secteur a créé un millier d'emplois et aucune reprise n'est visible au 2^{ème} trimestre 2013.

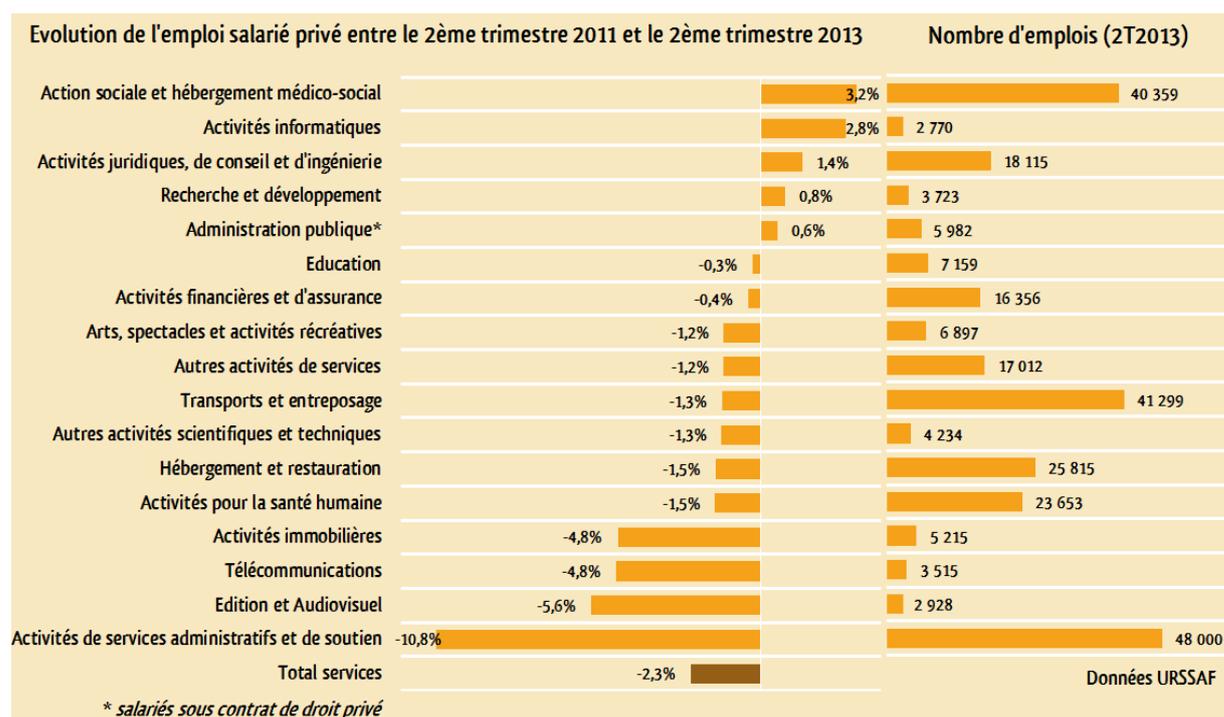


Depuis le 2^{ème} trimestre de 2011, le tertiaire privé a détruit 6 500 emplois (-2,3%), n'échappant pas à la rechute économique de la région depuis cette période.

Les évolutions sont contrastées selon les domaines. 5 secteurs ont vu l'emploi progresser les deux dernières années : l'action sociale (+3,2%, +1 244 emplois), les activités informatiques (+3,2%, +80 postes), les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+1,4%, +250 postes), la R&D (+0,8%) et les emplois de droit privé au sein des administrations publiques (+0,6%).

Les secteurs les plus touchés par le recul de l'emploi sont les activités de soutien, qui englobent notamment l'intérim (-10,8%, -5 800 postes), l'édition et audiovisuel, les télécommunications et l'immobilier.

Le secteur de la logistique qui reste un important employeur a vu l'emploi reculer de 1,3% (- 540 postes).



Note de lecture : entre le 2^{ème} trimestre 2011 et le 2^{ème} trimestre 2013, l'emploi salarié a reculé de 4,8% dans les activités immobilières. Ce secteur occupe 5 215 salariés dans la région au 2^{ème} trimestre 2013.

f. Zoom sur le tourisme

Avec 83 millions de visiteurs en 2012, la France est la première destination touristique mondiale. Le tourisme représente 7% de son PIB, plus de deux millions d'emplois directs et indirects, et dégage un excédent de 11,3 milliards d'euros.

Le poids du secteur ainsi que ses évolutions conjoncturelles sont difficilement quantifiables dans les statistiques disponibles à l'échelle d'une région. Néanmoins, il est certain que ce secteur représente un enjeu majeur en Lorraine, tant pour l'activité économique directe qu'il représente que pour son effet sur l'image et l'attractivité de la région.

« 60% des professionnels interrogés jugent la saison satisfaisante pour ce mois d'août 2013 : 35% estiment leur fréquentation en hausse par rapport à août 2012 et 25% la jugent stable.

Ils sont 39% à constater une baisse de fréquentation, conséquence de la crise économique. Cette baisse de fréquentation est toutefois moins marquée qu'au mois de juillet : 46% des professionnels estimaient alors leur activité en baisse.

Fréquentation : fidélité des clientèles internationales

La fréquentation des clientèles internationales est jugée stable par les acteurs du tourisme alors que celle des clientèles françaises est estimée à la baisse. Les professionnels jugent que la baisse du pouvoir d'achat influe davantage dans les dépenses de la clientèle française.

Les touristes frontaliers du mois de juillet confirment leur présence en Lorraine, en août. Les Belges, les Allemands et les Néerlandais restent les nationalités les plus représentées.

Fréquentation au beau fixe pour les campings et les sites de loisirs culturels

56% des propriétaires de campings jugent leur activité en hausse pour ce mois d'août. Ce constat est repris par 60% des sites de loisirs et 41% des sites de tourisme culturel. Pour 49% des hôteliers, la saison est à la baisse. Quant aux restaurateurs, ils sont 50% à estimer leur activité en baisse : ils remarquent en effet que les clients font l'impasse sur l'entrée ou le dessert.

Tout comme les juilletistes, les aoûtistes restreignent leurs dépenses en optant pour des hébergements moins onéreux et des sorties moins nombreuses. Certains professionnels notent que les très bonnes conditions d'ensoleillement ont incité les touristes à rechercher les plans d'eau au détriment d'autres lieux touristiques.

Regard complet sur la saison estivale 2013

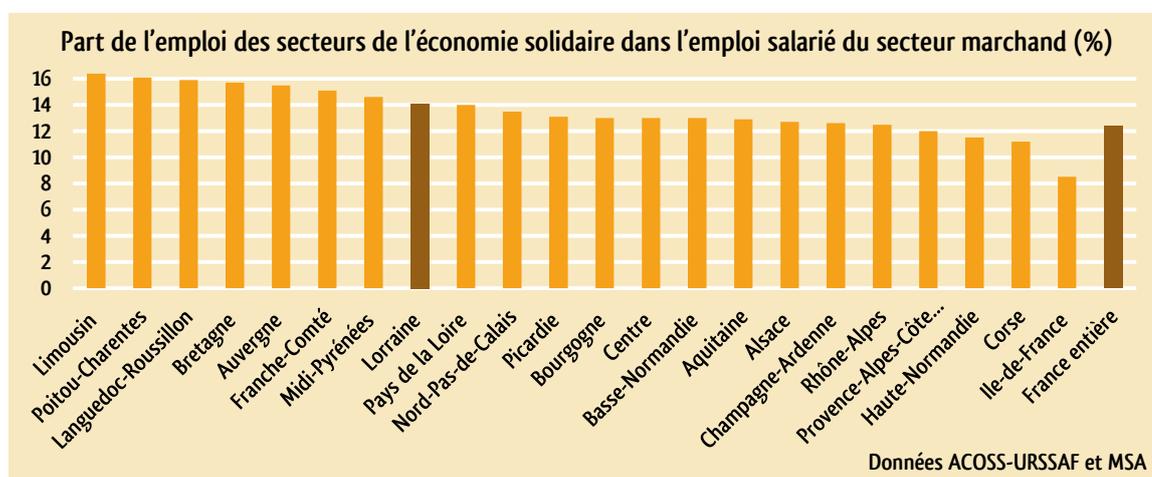
Un bilan positif : la météo favorable du cœur de l'été a suscité les réservations de dernière minute qui avaient été freinées en amont par un printemps pluvieux. De plus, août reste le mois de fermeture de nombreuses entreprises. Ces éléments ont permis d'atténuer la tendance enregistrée en juillet. Toutefois, bien que présents les touristes sont moins dépensiers. »⁸

⁸ Observatoire du tourisme lorrain, note de conjoncture sur l'activité touristique en Lorraine, saison estivale 2013

g. Zoom sur l'économie sociale et solidaire

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) peuvent prendre plusieurs formes juridiques : les associations, coopératives, fondations ou mutuelles. Ces organisations développent leurs compétences dans de nombreux domaines d'activités : l'assurance, les banques, les finances solidaires, la production qu'elle soit industrielle, artisanale et agricole et aussi les services à la personne et aux familles, la protection de l'environnement et l'éducation à l'environnement, la culture, le sport...

Avec 14,1% de l'emploi salarié du secteur marchand dans l'ESS, la Lorraine est au 8^{ème} rang des régions pour l'importance de ce secteur dans l'économie. Il représente 79 870 emplois.



Le secteur associatif représente 84% de l'emploi du secteur...

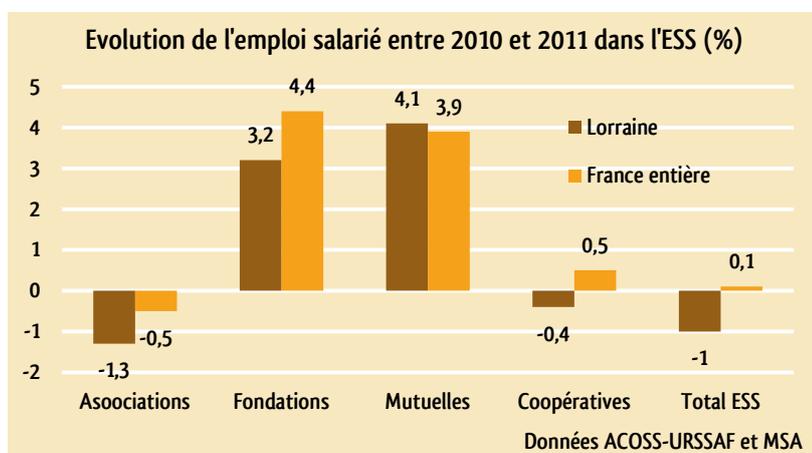
Les associations lorraines emploient 66 662 salariés en 2011. Ils représentent 84% de l'emploi salarié de l'économie sociale, contre 77% en France. Cependant, si l'on prend en compte les données en équivalent temps plein, c'est dans les coopératives que la part d'emplois est la plus importante, atteignant plus de 95% des emplois de la famille (données 2009). Cet écart est lié au fait que la part des emplois à temps partiel est plus importante dans les associations que dans les coopératives.

... mais recule pour la première fois en 2011...

Le secteur associatif a créé plus de 12 000 emplois en Lorraine depuis 2000. Cependant, depuis 2011, on enregistre en France, comme en Lorraine, un repli de l'emploi associatif qui n'échappe pas à la crise.

... et entraîne une baisse de l'emploi dans l'ESS en 2011

L'emploi associatif représentant 84% de l'emploi dans les secteurs de l'ESS, sa baisse en 2011 a entraîné une baisse globale du nombre de salariés dans la famille d'activités, malgré une forte progression dans le domaine des fondations et des mutuelles (respectivement +3,2% et +4,1%). L'emploi des coopératives a également marqué un recul de 0,4%.



2.1.2 – PIB et valeur ajoutée :

Recul continu du poids de la Lorraine dans l'économie française

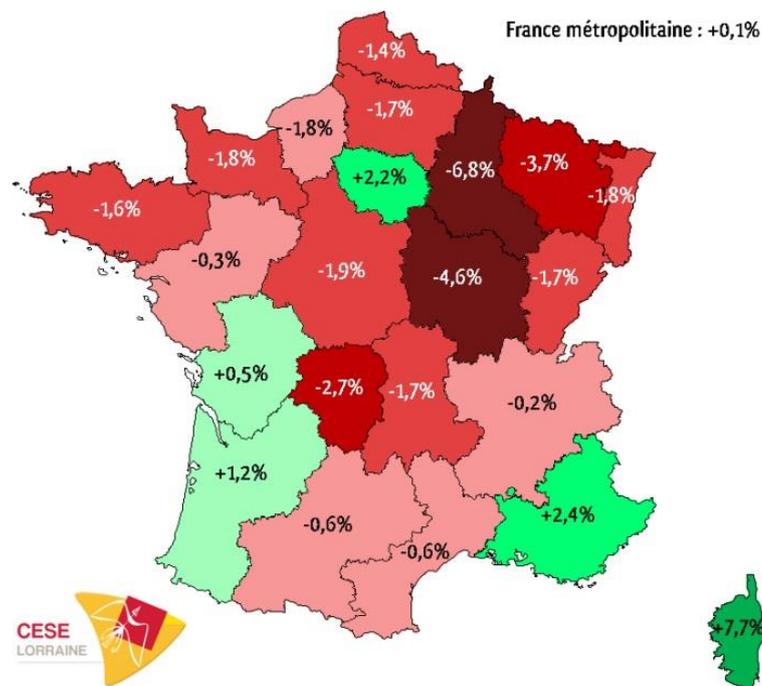
En euros constants, le PIB Lorrain s'élève en 2011 à 49,679 milliards, soit un recul de 1,9 milliards d'euros par rapport à son niveau de 2008 (-3,7%). En valeur (si l'on ne gomme pas les effets de l'inflation), il s'élève à 55,14 milliards d'euros, soit 2,8% du PIB Français. Le poids économique de la Lorraine ne cesse de reculer : 3,4% du PIB national en 1990 3,4% et 4% en 1980.

En 2011, après 2 années successives de baisse de son PIB réel, la Lorraine a retrouvé une faible croissance économique (+0,7% contre +1,7% en France métropolitaine).

Cette reprise est la plus faible des 22 régions métropolitaines. L'industrie ne semble pas en avoir profité avec une baisse de 0,7% de sa valeur ajoutée par rapport à 2010.

Ne disposant pas encore des données statistiques du PIB pour les régions en 2012, on peut néanmoins estimer qu'elle fut une année de récession marquée pour la Lorraine, dans la mesure où le chiffre d'affaires des entreprises a baissé de 1,4%, soit un recul de 1,1 milliard d'euros en un an.

Evolution des PIB régionaux en volume entre 2008 et 2011 (prix chaînés 2005)

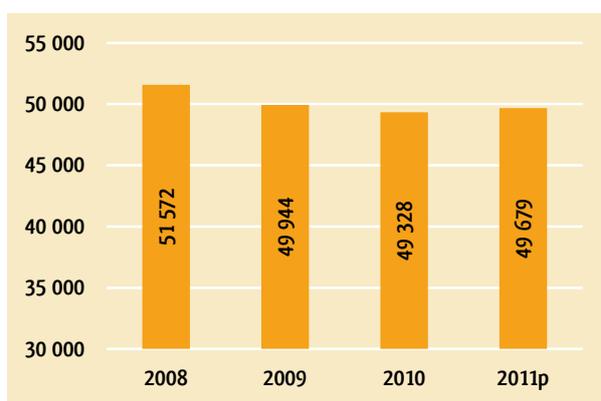


Source INSEE

1. En 2011, malgré une légère reprise, le PIB lorrain est toujours inférieur à son niveau d'avant-crise

Le PIB lorrain s'élève à 49,679 milliards d'euros en 2011 (en prix chaînés de 2005)⁹. Ces données montrent une croissance réelle de +0,7% en 2011 par rapport à 2010. La Lorraine est ainsi sortie de deux années de recul de son PIB réel.

PIB lorrain en volume entre 2008 et 2011 (prix chaînés 2005, en millions €)



La plus faible reprise du PIB dans les régions en 2011

2009 et 2010 sont des années de récession pour la Lorraine : la région affiche des reculs respectifs de 3,2% et 1,2% de son PIB réel. La France métropolitaine a, quant à elle, connu une reprise de la croissance dès 2010 (+1,6%). En 2011, le PIB lorrain repart à la hausse (+0,7% par rapport à 2010), mais cette hausse est la plus faible des 22 régions métropolitaines.

Taux de croissance annuel du PIB en volume (prix chaînés de 2005)

	2009	2010	2011
Lorraine	-3,2%	-1,2%	0,7%
France métropolitaine	-3,2%	1,6%	1,7%
France hors Île-de-France	-2,4%	0,0%	1,7%
Rang de la Lorraine dans les 22 régions	16ème	17ème	22ème

En 2011, seules 5 régions ont retrouvé leur niveau de PIB de 2008

Sur l'ensemble des 22 régions métropolitaines, le niveau de PIB réel de 2011 dépasse légèrement celui de 2008 (+0,1%). Si l'on ne tient pas compte de l'Île-de-France, le PIB reste en retrait de 0,8%.

La Lorraine est au 20ème rang des régions métropolitaines pour l'évolution entre 2008 et 2011 du PIB réel. Il reste en retrait de 3,7% par rapport à 2008, soit un recul de 1,9 milliards d'euros. Sur les 22 régions métropolitaines, seules 5 ont retrouvé ou dépassé leur PIB de 2008 (La Corse, la région PACA, l'Île-de-France, Aquitaine et Poitou-Charentes).

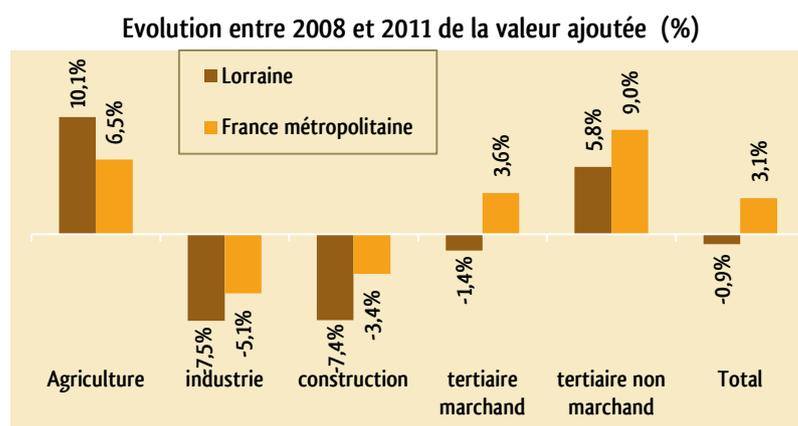
⁹ En euros constants de 2005, pour s'affranchir des effets de l'inflation

Ce constat a tendance à amplifier les disparités progressives entre les régions françaises. Toutes les régions du quart Nord-est connaissent un recul du PIB sur 3 ans supérieur à celui de la France hors Île-de-France.

Seuls le secteur agricole et les services non-marchands ont retrouvé leur niveau de valeur ajoutée de 2008

Entre 2008 et 2011, la valeur ajoutée a reculé de 0,9% en Lorraine alors qu'elle gagnait 3,1% en France métropolitaine. Elle a baissé en Lorraine dans les branches de l'industrie, de la construction et des services marchands et a progressé dans l'agriculture et le tertiaire non-marchand.

En évolution relative comme absolue, c'est dans le secteur de l'industrie que la valeur ajoutée a le plus reculé en France et en Lorraine entre 2008 et 2011 : -7,5% en Lorraine et -5,1% en moyenne en France métropolitaine. Ce secteur représente 16,8% de la valeur ajoutée Lorraine, contre seulement 12,2% en France métropolitaine. La valeur ajoutée industrielle a reculé de 668 millions d'euros entre 2008 et 2011 en Lorraine.

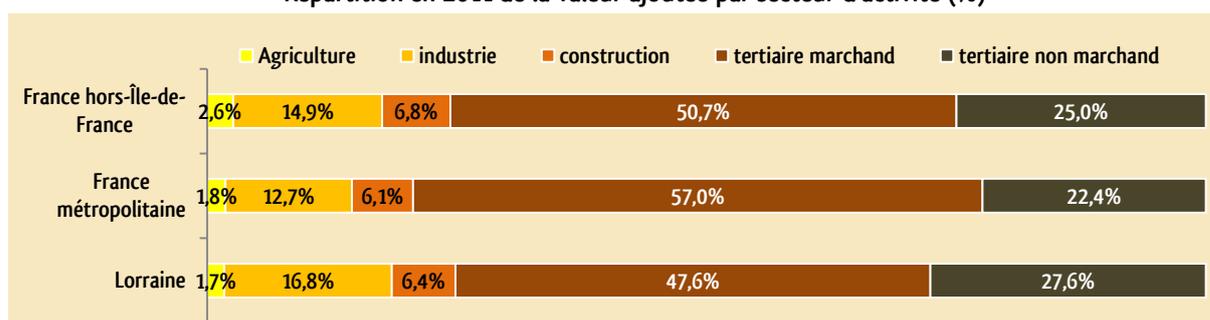


Source INSEE

Le domaine de la construction a également beaucoup souffert entre 2008 et 2011, sa valeur ajoutée ayant reculé de 7,4% (soit - 252M€) et de 3,4% en France métropolitaine.

Le domaine des services marchands marque un important contraste entre la Lorraine et la France : sa valeur ajoutée a en effet reculé de 1,4% en Lorraine entre 2008 et 2011 alors qu'elle progressait de 3,6% dans la métropole.

Répartition en 2011 de la valeur ajoutée par secteur d'activité (%)

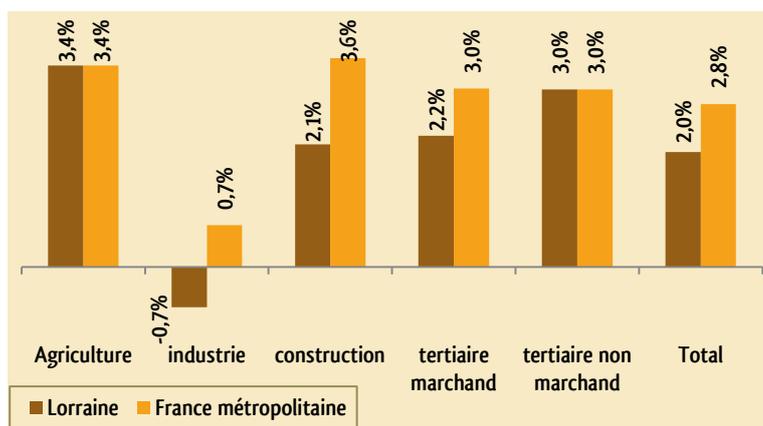


Reprise de la valeur ajoutée en 2011, sauf dans l'industrie

Entre 2010 et 2011, la valeur ajoutée a augmenté de 2% en Lorraine et de 2,8% en France métropolitaine. La Lorraine se situe au 21ème rang des régions (après la région Basse-Normandie) pour cette augmentation de valeur ajoutée.

Néanmoins, le secteur industriel a continué à perdre de la valeur ajoutée en 2011, avec une baisse de 0,7%, alors qu'elle augmentait au niveau national (+0,7%).

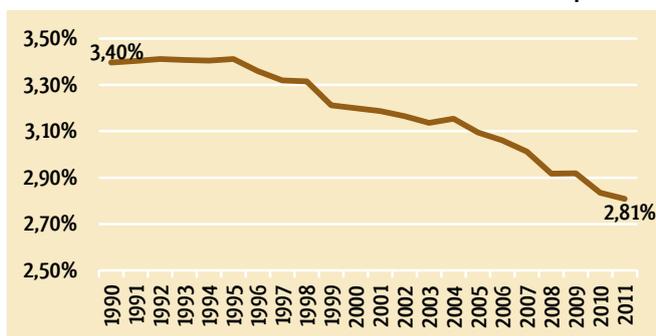
Evolution entre 2010 et 2011 de la valeur ajoutée (%)



2. Recul continu du poids de la Lorraine dans l'économie française

La part de la Lorraine dans le PIB national reflète le décrochage de la région par rapport à la croissance française depuis la crise de ses industries de base. En 1980, la Lorraine représentait 4% du PIB français, contre 3,4% en 1990 et 2,8% en 2011.

Part de la Lorraine dans le PIB en volume de France métropolitaine (%)

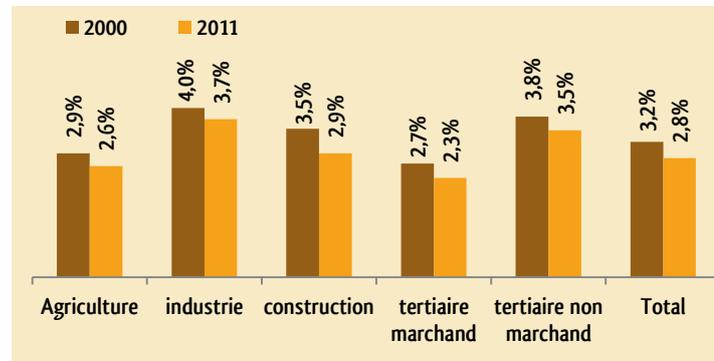


Données INSEE

Valeur ajoutée nationale : recul du poids de la Lorraine dans la plupart des secteurs

En 2000, la Lorraine représentait 3,2% de la valeur ajoutée nationale, pour 2,8% en 2011. Elle pesait pour 3,4% en 1990. Dans la quasi-totalité des secteurs d'activité, le poids de la Lorraine dans la valeur ajoutée est en recul.

Part de la Lorraine dans la Valeur ajoutée brute de France métropolitaine en 2000 et 2010 (%)



Source INSEE

2.1.3 – Commerce extérieur

Les exportations, moteur en Lorraine

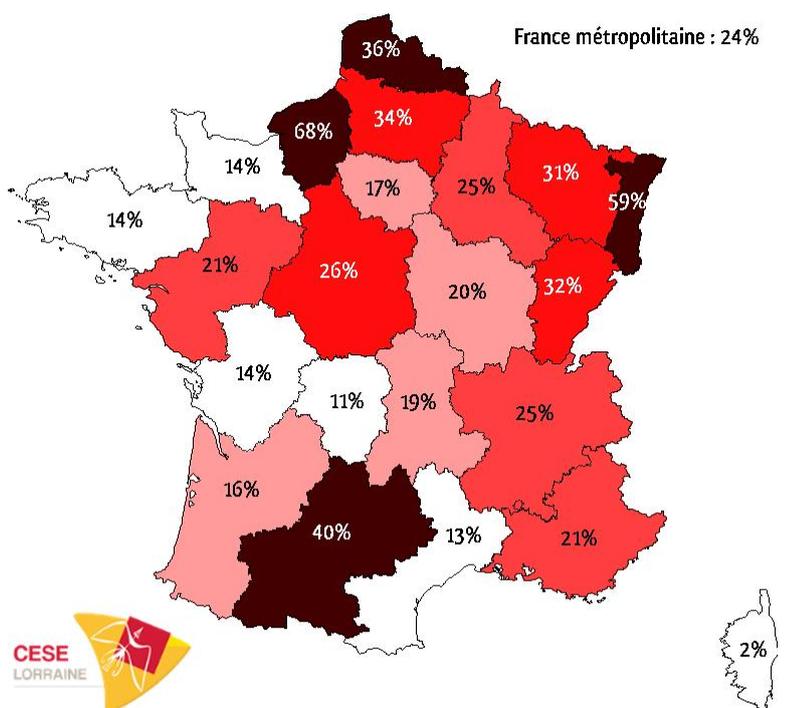
La Lorraine fait partie des régions françaises les plus ouvertes au commerce international. Elle se place au 6^{ème} rang des régions pour le taux d'ouverture de son économie aux échanges extérieurs. Les exportations de la Lorraine représentent l'équivalent de 33% de son PIB. Avec un excédent de 3,1 milliard d'euros en 2012, la Lorraine contribue positivement à la balance commerciale nationale.

Cette ouverture internationale est essentiellement due aux échanges intra-communautaires, qui représentent plus de 82% des exportations de la région, dont 67% avec la seule zone euro, plaçant ainsi la Lorraine au 1^{er} rang des régions pour l'importance de l'UE dans ses exportations. Cependant, les entreprises lorraines sont insuffisamment présentes sur les marchés émergents. La Lorraine est au dernier rang des régions pour l'importance de l'Asie ou des pays d'Amérique latine membres du Mercosur dans ses exportations. De plus, les exportations vers ces zones progressent moins vite qu'au niveau national.

En 2012, les exportations lorraines ont baissé de 1,3% après avoir connu deux années de reprise en 2010 et 2011. L'automobile et la sidérurgie restent en tête des produits exportés. Certains secteurs, comme la chimie, ont permis de compenser en partie de lourdes pertes dans la sidérurgie. Depuis 2003, la progression des exportations lorraines est en retrait de la dynamique française.

Signe positif : le nombre d'entreprises exportatrices a marqué une hausse sensible en Lorraine en 2012 (+15%) et le taux de maintien des primo-exportateurs est supérieur à la moyenne.

Les exportations de la Lorraine ont représenté en 2011 plus de 18 milliards d'euros pour un PIB de 55,1 milliards d'euros. Elles représentent l'équivalent de 33% du PIB régional et les importations, 29%. Au total, la Lorraine est la 6^{ème} région pour le taux d'ouverture de son économie au commerce international, avec 31% contre 24% en moyenne en France (carte ci-contre).



Taux d'ouverture des régions au commerce international en 2011 >

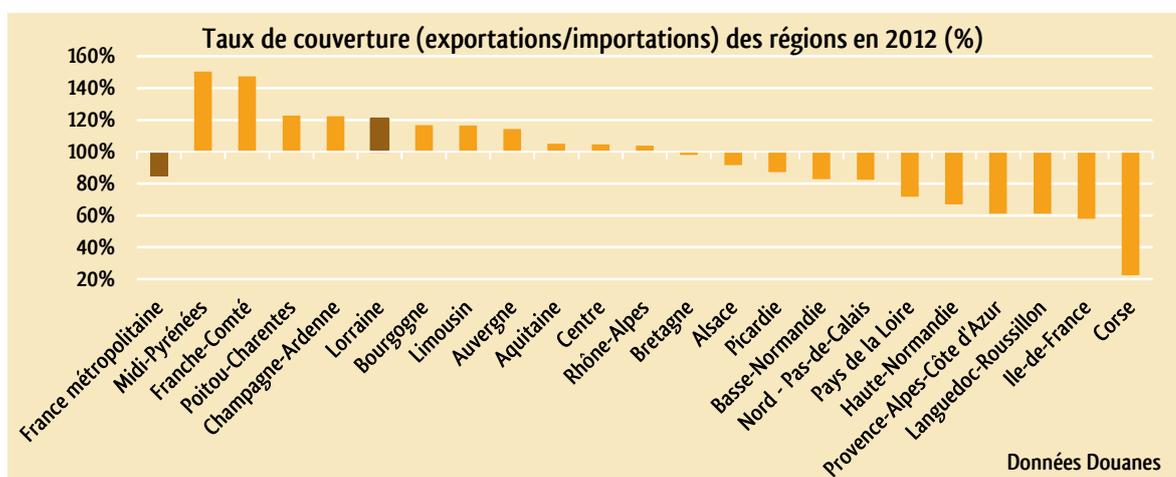
$$\text{Taux d'ouverture} = \frac{((\text{Importations} + \text{Exportations})/2) / \text{PIB}}$$

Données INSEE et Douanes

1- Solde excédentaire : la Lorraine au 5^{ème} rang des régions pour le taux de couverture en 2012

En 2012, le solde commercial de la France est négatif pour la 10^{ème} année consécutive et atteint le niveau de -67,2 milliards d'euros. Le déficit se réduit légèrement, il affichait -73,6 milliards d'euros en 2011. Le taux de couverture de la France métropolitaine s'élève à 85%.

La moitié des régions ont un solde commercial négatif et affichent donc un taux de couverture inférieur à 100%. La Lorraine, avec un excédent commercial de 3 milliards d'euros en 2012, affiche un taux de couverture de 121%, la plaçant au 5^{ème} rang des régions pour son excédent relatif.



2- 82% des exportations à destination de l'Union Européenne

La Lorraine est la région pour laquelle l'Union Européenne représente la plus grande part des débouchés à l'exportation. Cela s'explique notamment par la prépondérance des échanges avec l'Allemagne, qui représente à elle seule 32% des exportations lorraines.

Le Royaume-Uni est devenu le 2^{ème} partenaire commercial de la Lorraine. Il représente 8,2% des débouchés, contre 5,3% en 2010. En l'espace de deux ans, les exportations lorraines vers ce pays ont augmenté de 74%.

Avec la plupart des partenaires de premier plan de la Lorraine comme la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne, la Turquie mais aussi l'Allemagne, l'année 2012 a été marquée par une baisse des exportations vers ces destinations, pesant ainsi sur le commerce extérieur de la région.

En revanche, certains marchés ont vu une hausse des exportations, comme la Chine, la Slovaquie, les Etats-Unis, ou encore la Russie, mais ils ne représentent qu'une faible part des débouchés de la région.

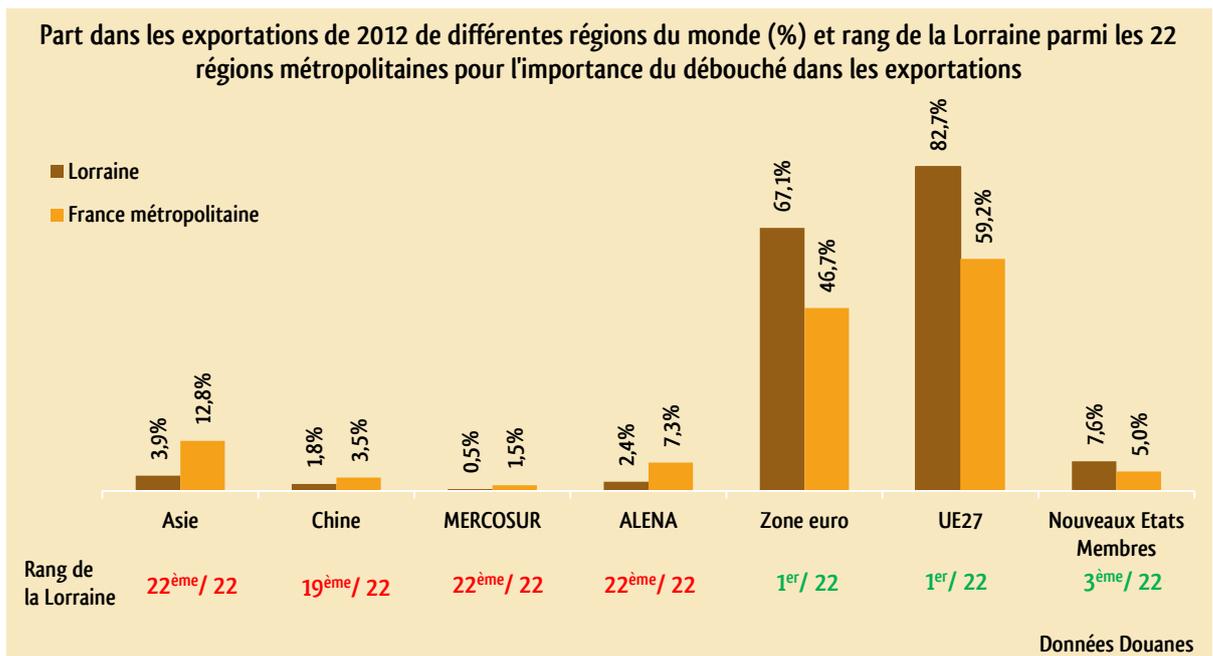
	Part du pays dans les exportations en 2012	Exportations en 2012 (x 1 000 €)	Evolution 2012/2011	
Total	-	17 788 758	-1,3%	
Allemagne	32,0%	5 686 803	-2,6%	
Royaume-Uni	8,2%	1 464 529	39,1%	
Belgique	7,6%	1 358 475	-6,4%	
Italie	7,4%	1 315 860	-10,2%	
Espagne	6,5%	1 152 252	-10,1%	
Pays-Bas	4,7%	844 158	-3,5%	
Turquie	3,5%	620 131	-14,9%	
Luxembourg	3,1%	558 173	17,8%	
Suisse	1,9%	345 810	-4,2%	
Pologne	1,9%	337 281	-9,9%	
Chine	1,8%	328 008	6,7%	
Slovaquie	1,8%	319 774	17,4%	
Etats-Unis	1,7%	294 202	14,7%	
Roumanie	1,4%	253 583	2,5%	
Suède	1,3%	238 788	3,8%	
Autriche	1,3%	225 033	-21,8%	
République tchèque	1,2%	207 488	3,6%	
Portugal	1,1%	203 731	-17,0%	
Russie	0,8%	142 950	26,5%	
Danemark	0,6%	99 031	-1,1%	
Autres pays	10,1%	1 792 698	-3,8%	

La Lorraine est la région française dont le commerce extérieur dépend le plus de l'Union Européenne et de la zone euro

En 2012, la Lorraine a exporté pour 14,7 milliards d'euros vers les pays de l'Union Européenne, dont 11,9 pour les seuls membres de la zone euro. La Lorraine se situe au premier rang des régions pour l'importance des partenaires européens dans les exportations. Les exportations vers l'Union Européenne sont l'un des principaux moteurs de l'économie lorraine dans la mesure où elles représentent l'équivalent de 26% du PIB régional (22% en se référant uniquement à la zone euro). Cette relation de dépendance est bien entendu une force lorsque la conjoncture économique de l'Union est favorable, mais la contrepartie est une présence trop faible sur les marchés émergents.

Très faible présence sur les marchés émergents

La Lorraine est la dernière région française pour l'importance de l'Asie dans les débouchés de son Commerce extérieur, c'est également le cas pour le MERCOSUR, qui comprend notamment le Brésil, l'une des puissances économiques émergentes actuellement. La Chine ne représente que 1,8% de nos exportations contre une moyenne métropolitaine de 3,5%. De plus, elles augmentent moins vite en Lorraine qu'en France (+6,8% en 2012 en Lorraine, contre +11,9% en France métropolitaine), creusant ainsi l'écart.



MERCOSUR : Argentine (AR), Brésil (BR), Paraguay (PY), Uruguay (UY) et Venezuela (VE)

ALENA : Canada (CA), Etats-Unis (US), Mexique (MX)

Nouveaux Etats Membres : Pologne (PL), République tchèque (CZ), Hongrie (HU), Slovaquie (SK), Estonie (EE), Lituanie (LT), Lettonie (LV), Malte (MT), Chypre (CY), Slovénie (SI), Roumanie (RO), Bulgarie (BG) et Croatie (HR)

Zone euro : Pays-Bas (NL), Allemagne (DE), Italie (IT), Irlande (IE), Belgique (BE), Luxembourg (LU), Portugal (PT), Espagne (ES), Finlande (FI), Grèce (GR), Autriche (AT), Slovénie (SI), Chypre (CY), Malte (MT), Slovaquie (SK) et Estonie (EE)

3- L'automobile et la sidérurgie restent en tête des produits exportés par la Lorraine

Entre 2011 et 2012, les exportations lorraines ont reculé de 1,3%. Cette baisse masque d'importants contrastes entre les produits exportés.

En valeur, ce sont les produits de la construction automobile qui sont en tête des biens exportés par la Lorraine en 2012, pour un montant proche de 2,4 milliards d'euros. Ils ont néanmoins marqué un recul de 2% par rapport à 2011. Le secteur des équipements pour automobile a marqué un recul de 1% en 2012. Les produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier ont reculé de 12% en 2012, mais représentent toujours 11,5% des exports lorrains, soit plus de 2 milliards d'euros.

Parmi les principaux postes d'exportation, les produits chimiques de base et les matières plastiques poursuivent leur croissance déjà observée en 2011 : en deux ans, les exportations de ces produits ont augmenté de 55%. Les produits en caoutchouc, le matériel électrique, les produits laitiers, les déchets industriels ainsi que les machines agricoles ont marqué une hausse de leurs exportations en 2012.

	Part du produit dans les exportations en 2012	Exportations en 2012 (x 1 000 €)	Evolution 2012/2011	
Total	-	17 788 758	-1,3%	
Produits de la construction automobile	13,2%	2 352 393	-2%	
Produits sidérurgiques et de 1 ^{ère} transformation de l'acier	11,5%	2 038 453	-12%	
Machines et équipements d'usage général	10,0%	1 772 944	-1%	
Équipements pour automobiles	8,6%	1 521 679	-1%	
Chimie de base, matières plastiques	7,4%	1 314 333	22%	
Produits de la culture et de l'élevage	4,9%	863 727	-2%	
Pâte à papier, papier et carton	3,9%	699 620	-1%	
Produits en caoutchouc	3,5%	630 186	12%	
Matériel électrique	3,1%	555 473	1%	
Produits laitiers et glaces	3,1%	554 056	5%	
Outillage et ouvrages divers en métaux	3,1%	545 299	-9%	
Produits en plastique	2,2%	394 214	-9%	
Déchets industriels	2,1%	367 847	5%	
Produits chimiques divers	1,8%	312 070	-4%	
Machines agricoles et forestières	1,7%	311 242	2%	
Machines diverses d'usage spécifique	1,3%	231 352	-11%	
Produits de fonderie	1,3%	229 443	-15%	
Verre et articles en verre	1,1%	194 790	-10%	
Bois, articles en bois	1,1%	189 917	-2%	
Boissons	1,1%	187 904	14%	
Articles en papier ou en carton	1,0%	183 095	-3%	
Autres produits	13,1%	2 338 721	-2%	

Données Douanes

Des points faibles dans les secteurs à forte valeur ajoutée

Dans certains secteurs à forte intensité technologique, demandeurs d'efforts en R&D, mais qui ont un potentiel de valeur ajoutée plus développé, la Lorraine reste en retrait des performances nationales. Cela concerne particulièrement deux secteurs : l'aéronautique, où la région pointe au 16ème rang des régions exportatrices et la pharmacie pour lequel la région est au 21ème rang.

4- 2012 : légère baisse des exportations après 2 années de reprise en 2010 et 2011

Après la chute historique de 2009 (-23% en un an), le commerce extérieur lorrain a connu une reprise des exportations en 2010 et 2011, sans pour autant atteindre leur niveau d'avant crise. Mais en 2012, leur niveau a marqué une légère baisse (-1,3%) : elles atteignent 17,8 milliards d'euros, soit un recul de 200 millions d'euros par rapport à 2011. En France, elles ont augmenté de 3,1%, soit 13,2 milliards d'euros supplémentaires.

Paradoxalement, le solde commercial de la Lorraine s'est redressé en 2012, en passant de 2,2 à 3,1 milliards d'euros. Cette amélioration résulte d'une baisse importante des importations (-6,9%), phénomène qui reflète en partie la faiblesse de la demande des entreprises et ménages lorrains.

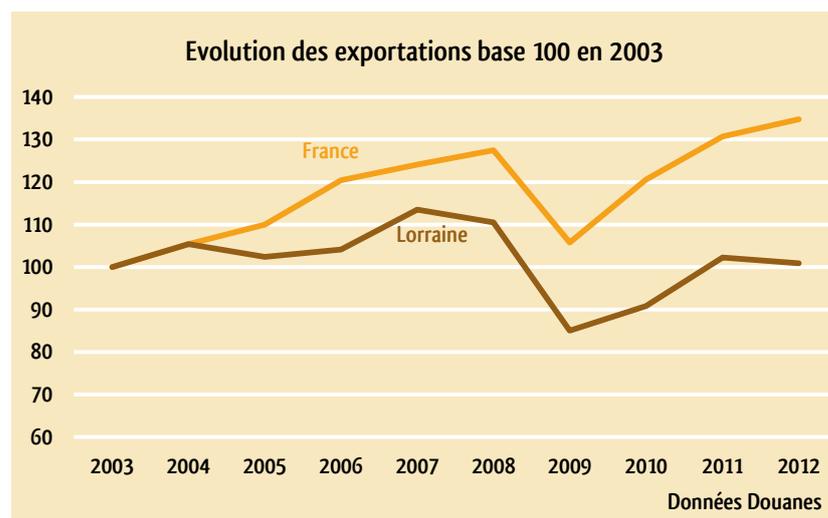
Pour la première fois depuis de nombreuses années, le solde commercial de la France s'est redressé en 2012 : le déficit est passé de 74 à 67 milliards d'euros.



La dynamique des exportations en retrait des tendances nationales

Si la Lorraine apparaît sur l'ensemble comme une région de premier plan pour le commerce extérieur français, elle connaît cependant une progression des exports moins forte que la moyenne française sur la dernière décennie. La crise a amplifié cet écart progressif avec la tendance nationale.

Le maintien actuel d'un solde commercial positif en Lorraine est donc faussement rassurant : il est surtout dû à une moindre progression des importations par rapport au niveau national.



Hausse du nombre d'entreprises exportatrices en Lorraine

En 2012, la Lorraine compte 8 564 entreprises exportatrices, sur 119 700 au niveau national. Elle représente 7,2% des entreprises exportatrices du pays, soit le double de la part de la Lorraine dans les entreprises françaises. La Lorraine se distingue dans ce domaine, dans la mesure où leur nombre a augmenté de 15% par rapport à 2011. De plus, le taux de maintien des entreprises

primo-exportatrices 5 ans après leur entrée sur les marchés internationaux est supérieur au niveau national (20,1% contre 12,9%) et progresse sensiblement en 2012 (+4,1 points) quand il stagne au niveau français.

		Lorraine	France	Part Lorraine
2011	Nombre d'exportateurs	7 447	116 300	6,4%
	Taux de maintien des primo-exportateurs à 5 ans	16%	12,8%	
2012	Nombre d'exportateurs	8 564	119 700	7,2%
	Taux de maintien des primo-exportateurs à 5 ans	20,1%	12,9%	
Evolution 2011-2012	Nombre d'exportateurs	+15,0%	+2,9%	
	Taux de maintien des primo-exportateurs à 5 ans	+4,1	+0,1	

Données Douanes

La situation au deuxième trimestre 2013

Au 2ème trimestre 2013, les exportations de la Lorraine se sont élevées à 4,59 milliards d'euros, soit une baisse de 0,5% par rapport au 2ème trimestre 2012. Les importations représentent 3,80 milliards (+0%).

Sur 12 mois cumulés, la Lorraine a exporté 17,6 milliards et importé 14,4 milliards d'euros de biens. Cumulés, les échanges commerciaux ont donc baissé de 3,6% par rapport aux 12 mois précédents, dont -1,8% pour les exportations et -5,6% pour les importations.

2.1.4 – Investissements internationaux

La Lorraine au 4^{ème} rang des régions pour les flux d'IDE entre 2008 et 2012

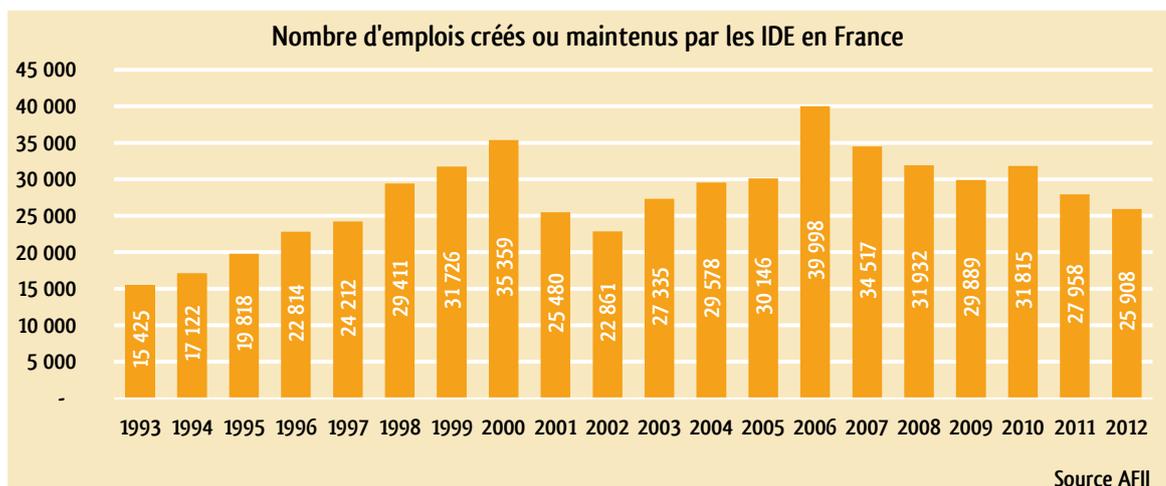
Les investissements internationaux en Lorraine sont un des aspects les plus visibles de l'importance des relations économiques que la région entretient avec les pays étrangers et notamment l'Allemagne. Les entreprises allemandes présentes en Lorraine réalisent 18% des exportations de la Lorraine. C'est une réalité, qui évolue constamment et qui demande une action dynamique des acteurs institutionnels et privés, au vu du nombre d'emplois et du potentiel de développement que cela représente.

Avec 872 emplois créés ou maintenus par les IDE en 2012, la Lorraine affiche un niveau d'IDE en recul par rapport aux dernières années. Le nombre d'emplois créés ou maintenus par des IDE entre 2008 et 2012 représente 1,1% de l'emploi salarié privé de Lorraine, la plaçant au 4^{ème} rang des régions derrière Midi-Pyrénées, Champagne-Ardenne et l'Alsace. 6 emplois sur 10 liés aux IDE en Lorraine se trouvent dans les secteurs de l'industrie manufacturière.

1. Baisse des emplois créés par les IDE en France et en Lorraine en 2012

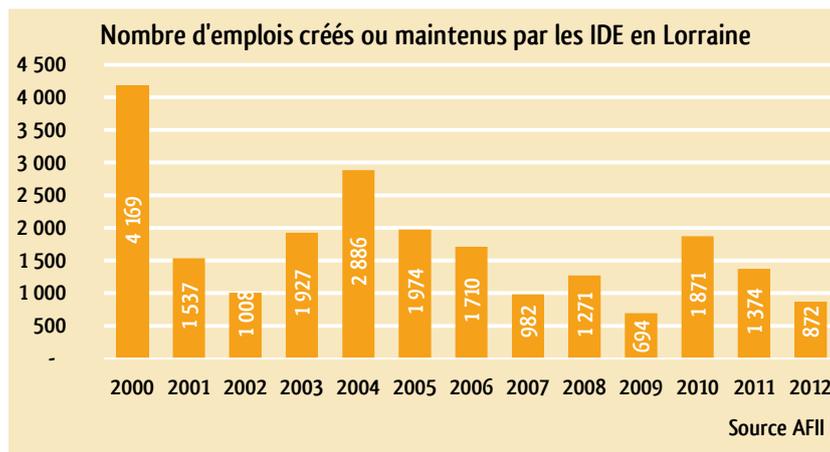
Les IDE ont un poids économique déterminant en France. Les filiales sous contrôle de groupes étrangers emploient 13% des effectifs salariés en France. Ils contribuent à hauteur de 19% au chiffre d'affaires de l'économie française, assurent 31% des exportations du pays, réalisent 12% de l'investissement et assurent 20% des dépenses de R&D des entreprises. Les investisseurs étrangers détiennent 42,4% du capital du CAC 40. En 2011, la France est passée au 3^{ème} rang des pays européens pour les IDE, derrière l'Allemagne. Cependant, elle reste au premier rang pour les implantations manufacturières, mais perd du terrain pour les projets concernant la R&D.

En 2012, le nombre d'emplois créés ou maintenus par les IDE en France est en baisse par rapport au niveau de 2011. Il est en deçà de la moyenne des 5 dernières années (25 908 emplois créés en 2012, contre 29 500 par an en moyenne sur la période 2008-2012).



872 emplois concernés par les IDE en 2012, une baisse par rapport à 2011

En 2012, l'Agence Française des Investissements Internationaux (AFII) recense 18 projets d'IDE en Lorraine sur 474 en France, pour un total d'emplois estimés à 872, soit 3,4% des 25 908 emplois créés ou maintenus en France. La Lorraine repasse à un niveau d'emplois concernés inférieur à la moyenne des 5 dernières années (1 216 emplois par an). Pour la période 2008-2012, avec 6 082 emplois créés ou maintenus, elle se place ainsi au 7^{ème} rang des régions françaises en valeur absolue.



Répartition des projets d'IDE selon la fonction

	Lorraine	France	Part de la Lorraine
Centre de décision	0	181	0%
Logistique	2	41	5%
Production	12	194	6%
R&D, ingénierie, design	4	58	7%
TOTAL	18	474	4%

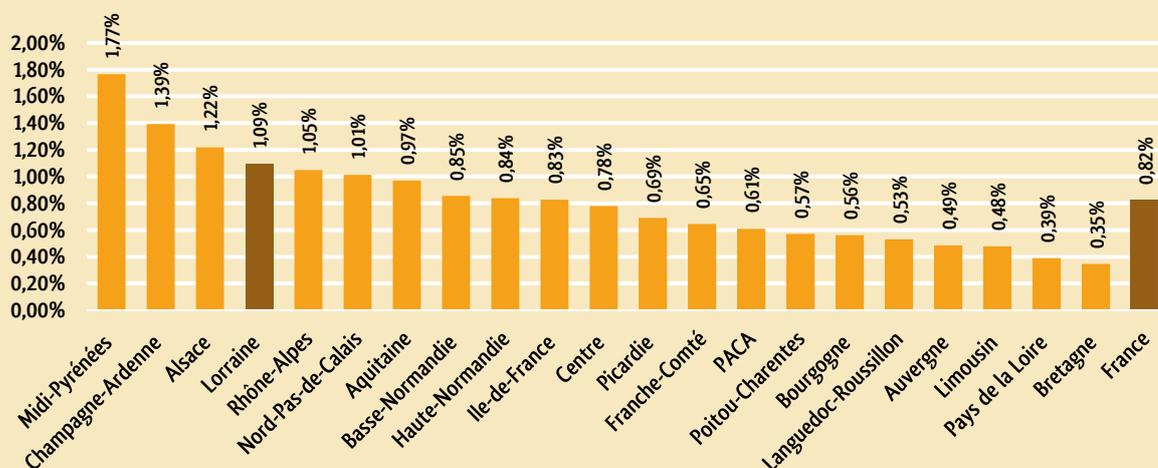
Données AFII

Avec 6% des IDE français dans les unités de production, la Lorraine est au 5^{ème} rang des régions pour les IDE dans l'industrie manufacturière, mais reste sous-représentée dans les projets de centres de décision. Elle est cependant visible dans les investissements en centres de R&D.

Une attractivité lorraine supérieure à la moyenne française les 5 dernières années

Malgré un niveau relativement faible d'emplois concernés par les IDE en Lorraine lors des cinq dernières années, la région se maintient au 4^{ème} rang des régions pour le poids des IDE nouveaux dans l'emploi salarié du secteur marchand.

Emplois créés ou maintenus par les IDE entre 2008 et 2012 par rapport à l'emploi salarié privé (%)



Données AFII - URSSAF

2. Le rôle vital des IDE dans l'économie lorraine

23% de l'emploi salarié du secteur marchand dans le bassin d'emploi de Sarreguemines

En termes de stocks d'entreprises à capital majoritairement étranger, la Lorraine se caractérise par une forte présence étrangère dans son tissu économique, notamment industriel. Dans certaines zones d'emploi, les entreprises étrangères concernent plus de 20% de l'emploi salarié.

Répartition géographique des emplois liés aux IDE estimés en Lorraine en octobre 2012

	Nombre d'établissements IDE	Nombre d'emploi dans les IDE	Part dans l'emploi salarié marchand de la zone
Sarreguemines	71	5 674	23%
Neufchâteau	22	2 475	21%
Forbach	126	9 398	19%
Sarrebourg	20	3 342	18%
Thionville	58	6 949	17%
Épinal	39	5 725	15%
Bar-le-Duc	15	1 998	15%
Saint-Dié-des-Vosges	20	2 519	13%
Remiremont	28	2 065	10%
Commercy	7	581	9%
Verdun	10	1 036	9%
Longwy	23	1 347	9%
Nancy	148	9 848	7%
Metz	145	8 930	7%
Lunéville	3	65	1%
Lorraine	735	61 952	11%

Base de données Valoris Lorraine, octobre 2012

Un emploi majoritairement industriel...

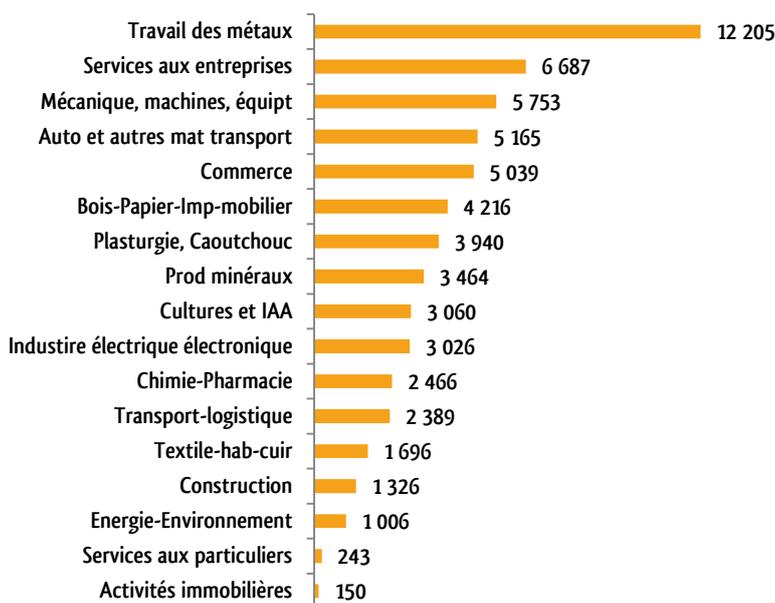
62% des emplois liés aux IDE en Lorraine sont des emplois de l'industrie manufacturière, avec en tête les spécialisations traditionnelles de la région : métallurgie et produits métalliques, automobile et machines/équipements, qui, rassemblées, emploient environ 23 000 personnes.

...mais une progression des services depuis les précédentes estimations

Dans les précédentes estimations réalisées en 2010, l'industrie manufacturière représentait 75% du stock d'emploi dans les IDE, la part des services et notamment des services aux entreprises semble désormais être plus importante en Lorraine.

Malgré cette diversification, de nombreux secteurs restent à promouvoir dans l'attractivité de la Lorraine qui dispose de compétences dans des domaines comme la R&D, la santé, la logistique, services aux entreprises, ... La capacité de la Lorraine à attirer des industriels étrangers reste une des caractéristiques de son attractivité économique.

Répartition sectorielle des emplois liés aux IDE estimés en Lorraine en octobre 2012



Base de données Valoris Lorraine, octobre 2012

L'Allemagne en tête des IDE présents

L'Allemagne représente plus du tiers du nombre d'emplois dépendant des IDE en Lorraine. Elle est suivie par les Etats-Unis (10%), le Luxembourg (8%) et la Suisse (6%).

Les entreprises allemandes de Lorraine réalisent 18% des exportations régionales

D'après une étude de la DIRECCTE Lorraine¹⁰, 150 des 530 sociétés allemands établies en Lorraine exportent plus de 3 milliards d'euros de produits. L'Allemagne représente 45% de ces exportations.

Les préconisations détaillées dans le rapport du CESEL : *L'Allemagne, partenaire incontournable de la Lorraine*, en octobre 2011, font ressortir des pistes pour continuer à développer et ancrer les investissements internationaux :

- la mise en réseau des chefs d'entreprises étrangères en Lorraine ;
- la création de clusters transfrontaliers ;
- la mise en avant de la disponibilité foncière et en ressource humaine ;
- le développement de la logistique multimodale ;
- la valorisation des éléments de différenciation régionale (Université de Lorraine, IRT, Pôles de compétitivité, ...) ;
- la mise en avant de l'accès au marché français et transfrontalier.

¹⁰ DIRECCTE Lorraine, Cahiers Lorrains, Les sociétés à capitaux allemands établies en Lorraine, Septembre 2013

2.1.5 – Démographie des entreprises

Recul des créations d'entreprises en 2012

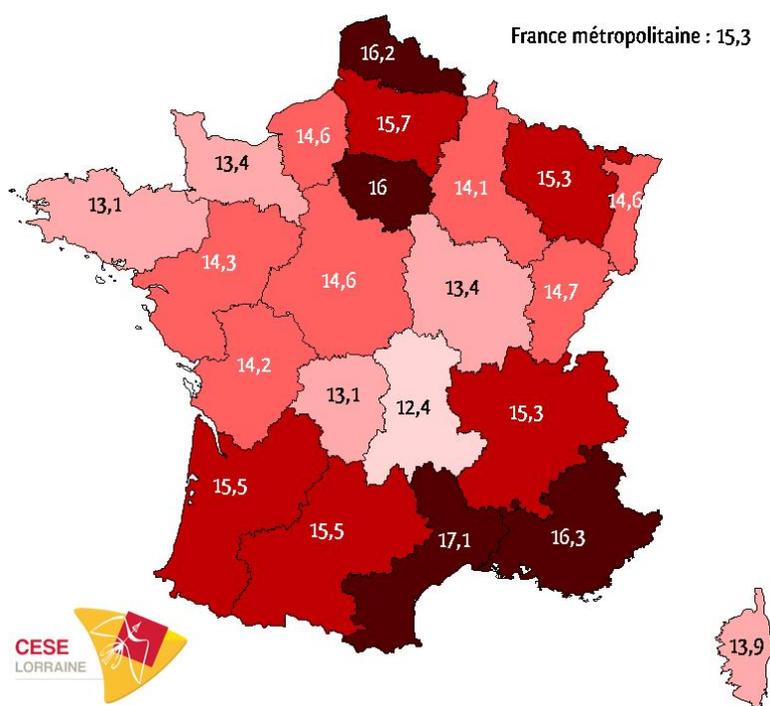
La Lorraine compte 110 626 établissements au 31 décembre 2011, soit 2,5% du tissu des établissements de France métropolitaine et 93 051 entreprises. Les effectifs salariés sont concentrés à 48% dans des établissements de 1 à 50 salariés. Cette proportion est légèrement inférieure à la moyenne nationale (50%, hors Île-de France). Dans les établissements de 50 à 500 personnes, le nombre de salarié est légèrement supérieur à la moyenne française (37,4% contre 36%), et plus particulièrement dans la tranche 200-499, notamment dans le secteur de l'industrie.

Avec 14 200 créations d'entreprises, 2012 marque une nouvelle baisse (-1,9%) dans les créations, notamment dans les régimes juridiques hors-autoentrepreneur. Les baisses se font ressentir dans la plupart des secteurs d'activité, à l'exception de l'hébergement-restauration (+9,5%), de l'information et communication (+2,7%) et de la construction (+1,2%). Les créations dans les secteurs technologiquement innovants et des TIC marquent un recul régulier depuis 2010.

Les défaillances d'entreprises ont marqué une hausse en 2012, notamment dans les domaines des services (commerce, transport, finance, assurances et immobilier).

La Lorraine est au 8^{ème} rang des régions pour le taux de créations d'entreprises en 2012.

Taux de création d'entreprises en 2012 (%)
 = nombre d'entreprises créées / stock des établissements existant



Données INSEE

1- 93 051 entreprises¹¹ et 110 626 établissements en Lorraine

En Lorraine, le nombre d'établissements dans tous les secteurs de l'industrie est supérieur à la moyenne nationale. Dans d'autres secteurs cependant, elle reste sous-représentée en représentant 1,3% des établissements dans le domaine des TIC et 1,7% des établissements des activités scientifiques et techniques.

Nombre d'établissements par activité principale exercée (au 31 décembre 2011)

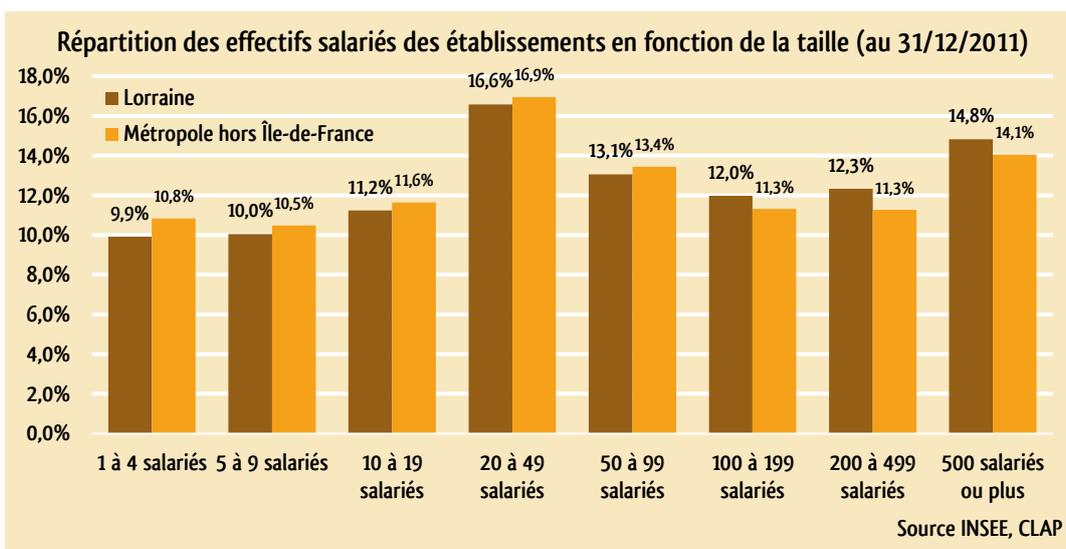
	Lorraine		France métropolitaine		Part de la Lorraine
	nb	%	nb	%	
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2 424	2,2%	63 970	1,4%	3,8%
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2 242	2,0%	67 823	1,5%	3,3%
Cokéfaction et raffinage	7	0,0%	211	0,0%	3,3%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	479	0,4%	16 369	0,4%	2,9%
Fabrication de matériels de transport	128	0,1%	4 080	0,1%	3,1%
Fabrication d'autres produits industriels	5 081	4,6%	168 668	3,7%	3,0%
Construction	14 705	13,3%	522 387	11,6%	2,8%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	25 729	23,3%	957 553	21,2%	2,7%
Transports et entreposage	3 238	2,9%	131 343	2,9%	2,5%
Hébergement et restauration	7 442	6,7%	305 914	6,8%	2,4%
Information et communication	2 292	2,1%	172 400	3,8%	1,3%
Activités financières et d'assurance	4 811	4,3%	198 776	4,4%	2,4%
Activités immobilières	4 847	4,4%	226 335	5,0%	2,1%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	13 517	12,2%	803 086	17,8%	1,7%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	14 492	13,1%	561 071	12,4%	2,6%
Autres activités de services	9 192	8,3%	314 475	7,0%	2,9%
total des établissements	110 626	100,0%	4 514 461	100,0%	2,5%

Données INSEE, CLAP

Plus de salariés dans les grandes entreprises

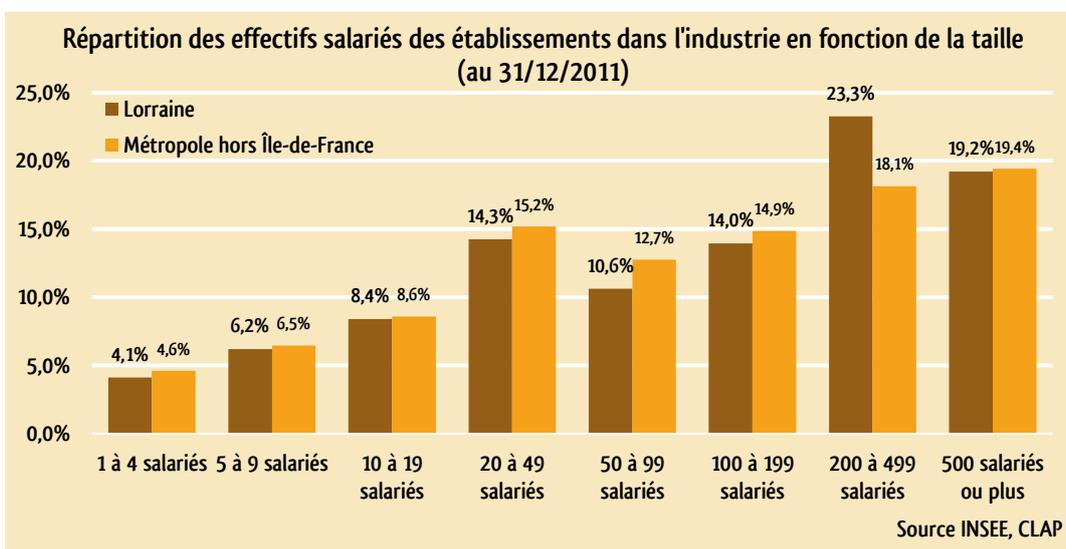
En Lorraine, les effectifs salariés sont concentrés à 48% dans des établissements de 1 à 50 salariés. Cette proportion est légèrement inférieure à la moyenne nationale (50%, hors Île-de-France). Dans les établissements de 50 à 500 personnes, le nombre de salarié est légèrement supérieur à la moyenne française (37,4% contre 36%), et plus particulièrement dans la tranche 200-499.

¹¹ **L'entreprise** est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché. On distingue : - l'entreprise individuelle (personne physique) qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant ; - l'entreprise sociétaire, par exemple Société Anonyme (SA), Société à Responsabilité Limitée (SARL). L'entreprise est localisée à l'adresse de son établissement siège. **L'établissement** est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.



Les établissements de 200 à 499 salariés occupent une place plus importante dans l'emploi industriel en Lorraine

En Lorraine, 23,3% des salariés de l'industrie travaillent dans des établissements de 200 à 499 salariés, contre 18,1% en France métropolitaine.. Ce type d'établissements, entre les « grosses PME » et les « petits établissements de taille intermédiaire » jouent un rôle important dans l'industrie lorraine. Les établissements de plus de 500 salariés sont le deuxième employeur dans l'industrie en Lorraine selon cette répartition par effectifs.

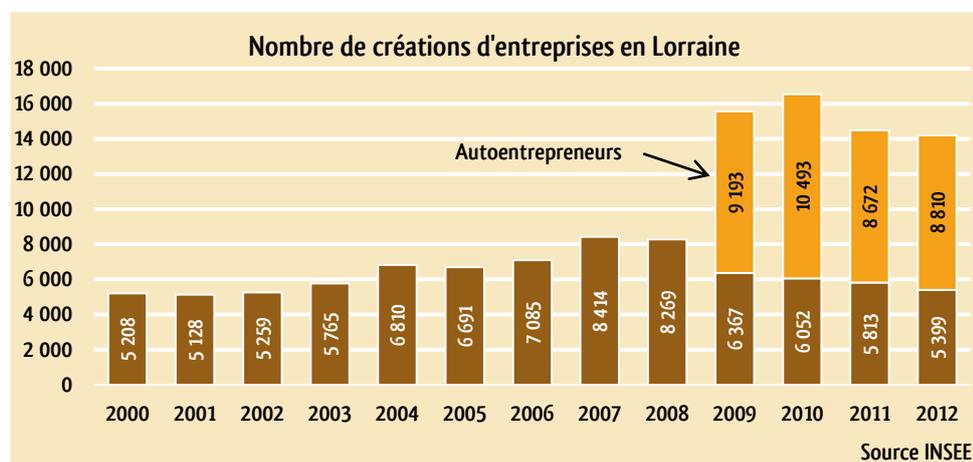


2- Légère baisse des créations d'entreprises en 2012

En 2012, 14 200 entreprises ont été créées en Lorraine, contre 14 500 en 2010. Les créations reculent de 1,9% par rapport à 2011. La Lorraine représente 2,7% des créations de France métropolitaine, elle affiche un taux de création de 15,3%, identique à la moyenne nationale, ce qui la place au 8^{ème} rang des 22 régions françaises.

Le nombre de créations par statut d'auto entreprises repart légèrement à la hausse en 2012 (+1,6%) alors que pour les autres formes juridiques, on note une baisse de 7,1%.

La Moselle représente 46% des créations, la Meurthe-et-Moselle 30%, les Vosges 16% et la Meuse 8%.



Une baisse très marquée dans certains secteurs des services

Près du quart des créations (tous statuts confondus) se fait dans le secteur du commerce, qui connaît en 2012 une baisse des créations (-3,6%). Les activités financières, immobilières et le secteur des transports ont connu les plus fortes baisse du nombre de créations.

On note une hausse dans le domaine de l'hébergement-restauration (+9,5%), de l'information et communication (+2,7%) et dans la construction (+1,2%).

Créations d'entreprises en Lorraine en 2012

	Créations d'entreprises		Taux de création
	2012	évolution par rapport à 2011	
Industrie	866	-1,8%	10,8%
Construction	2 715	1,2%	19,5%
Commerce, transports, hébergement et restauration	4 080	-2,4%	14,2%
<i>dont commerce</i>	3 218	-3,6%	15,9%
<i>dont transport</i>	149	-21,6%	7,1%
<i>dont hébergement et restauration</i>	713	9,5%	11,0%
Information et communication	454	2,7%	23,0%
Activités financières	258	-15,4%	8,2%
Activités immobilières	296	-16,9%	7,6%
Soutien aux entreprises	2 221	-2,0%	19,3%
Autres services aux ménages	1 901	-5,0%	22,3%
Total	14 209	-1,9%	15,3%

Données INSEE

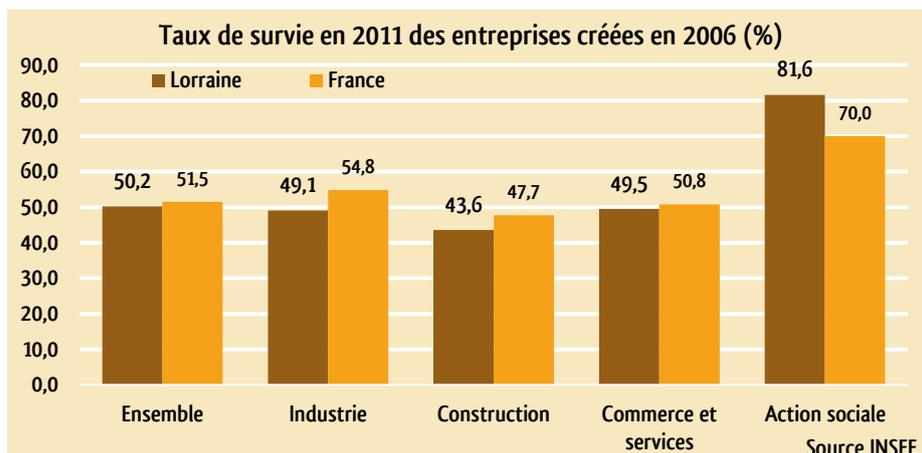
93,5% des entreprises créées sans salarié

En 2012, 93,5% des créations se sont faites sans salarié. L'importance de l'autoentreprise explique en partie ce chiffre, mais hormis ce dernier cas, la part des entreprises créées sans salarié demeure

élevée (83%). Au démarrage de l'activité, seules 32 entreprises sur les 14 209 ont plus de 10 salariés et 920 ont démarré avec des salariés, soit une baisse de 10,5% par rapport à 2011.

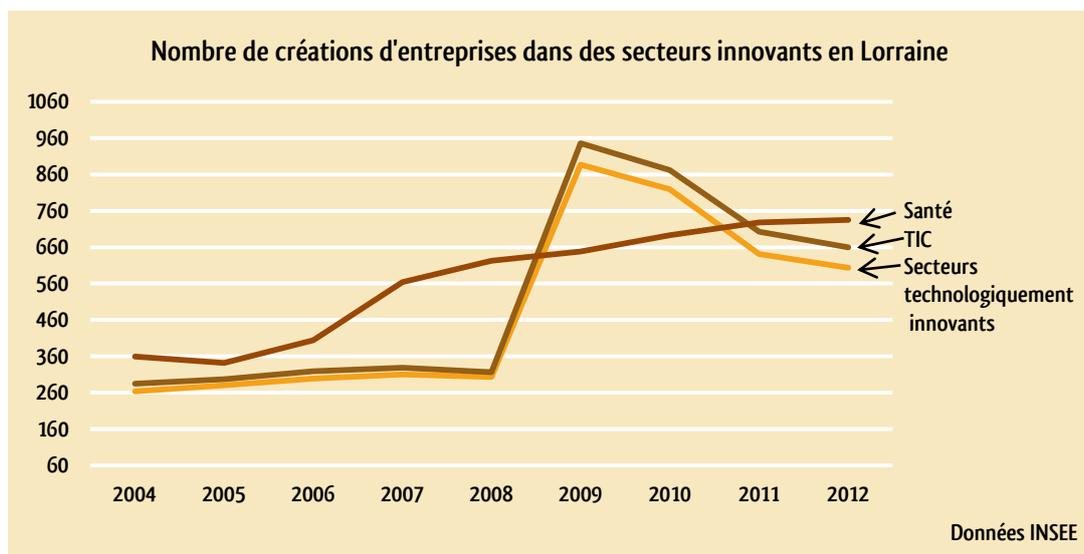
Une entreprise sur deux survit à 5 ans

En 2011, l'INSEE a mesuré le taux de survie des entreprises créées en 2006. Il apparaît que la Lorraine se situe très légèrement au-dessous de la moyenne nationale des taux de survie à cinq ans. Il s'élève à 50,2%, contre 51,5% en France métropolitaine.



Création d'entreprises dans les secteurs technologiquement innovants, les TIC et le secteur de la santé¹²

La création d'entreprises dans le secteur de la santé progresse continuellement depuis 2005 avec près de 735 créations en 2012. Les créations dans les secteurs technologiquement innovants et des TIC, qui ont bénéficié de l'effet auto-entrepreneur en 2009 et marquent un recul depuis 2010.

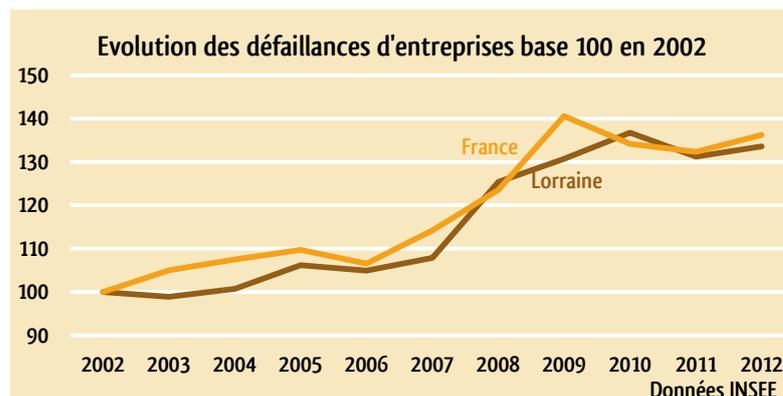


¹²Les secteurs technologiquement innovants regroupent une partie des secteurs liés aux TIC, les secteurs liés aux produits pharmaceutiques, aux biotechnologies et aux nouveaux matériaux.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) forment un secteur hétérogène puisqu'elles relèvent à la fois de l'industrie, du commerce et des services. L'OCDE a retenu deux champs d'activités. Les TIC au sens strict comprennent des activités de fabrication (ordinateurs par exemple), des services liés à des biens (location de matériel informatique) et les services immatériels (réalisation de logiciels). Les TIC au sens large, champ retenu ici, ajoutent des activités dites de contenu, soit industrielles (imprimerie de livres), soit tertiaires (activité de radio).

3- Les défaillances¹³ repartent à la hausse en 2012

2 013 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en 2012 en Lorraine. C'est une hausse de 1,9% par rapport à l'année précédente contre une hausse de 2,9% pour la France métropolitaine. Le niveau est équivalent à celui de 2009. La Lorraine représente toujours 3,3% des défaillances nationales, quand elle représente 2,5% du stock d'établissements.



Les services davantage touchés

Les contrastes sont très importants au niveau des secteurs d'activité. Les défaillances sont en baisse dans l'industrie pour la 2^{ème} année consécutive (-2,1% en Lorraine), alors qu'elles augmentent en France (+1,1%).

Défaillances d'entreprises à la date de jugement

	Lorraine			France métropolitaine			Part de la Lorraine
	2011	2012	évolution	2011	2012	évolution	
Agriculture, sylviculture et pêche	33	28	-15,2%	1235	1232	-0,2%	2,3%
Industrie	195	191	-2,1%	4622	4671	1,1%	4,1%
Construction	574	529	-7,8%	15505	15716	1,4%	3,4%
Commerce et réparation automobile	406	455	12,1%	13427	13673	1,8%	3,3%
Transports et entreposage	45	66	46,7%	1802	2016	11,9%	3,3%
Hébergement et restauration	271	262	-3,3%	6816	7221	5,9%	3,6%
Information et communication	32	27	-15,6%	1546	1561	1,0%	1,7%
Activités financières et d'assurance	24	38	58,3%	1152	1163	1,0%	3,3%
Activités immobilières	74	100	35,1%	1879	2092	11,3%	4,8%
Soutien aux entreprises	149	149	0,0%	6333	6585	4,0%	2,3%
Enseignement, santé humaine, action sociale et services aux ménages	167	164	-1,8%	5082	5199	2,3%	3,2%
Total	1975	2013	1,9%	59500	61234	2,9%	3,3%

Données INSEE

¹³ Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

2.2 Economie de la connaissance, innovation et capital humain

2.2.1 – Recherche, développement et innovation

Force de la recherche publique, faiblesse de la recherche privée

Le développement économique de la Lorraine repose en grande partie sur le renforcement de l'innovation et l'amélioration des mécanismes de transfert de connaissances entre l'industrie et le milieu académique. C'est également aujourd'hui l'un des principaux enjeux du Pacte Lorraine 2014-2016.

Les dépenses de R&D en Lorraine représentent 1,3% de son PIB, la plaçant au 15^{ème} rang des régions françaises. Au total, 7 300 personnes travaillent dans le secteur de la recherche publique et privée dont 4 000 chercheurs.

La recherche publique en Lorraine dispose de nombreux atouts qui méritent d'être toujours plus valorisés. Le soutien national en direction de la R&D passe souvent par des financements de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) pour lesquels la Lorraine se classe au 11^{ème} rang des régions en 2011, avec le secteur de l'énergie durable et l'ingénierie des procédés en tête des financements. Ces secteurs sont au cœur du projet lorrain de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie.

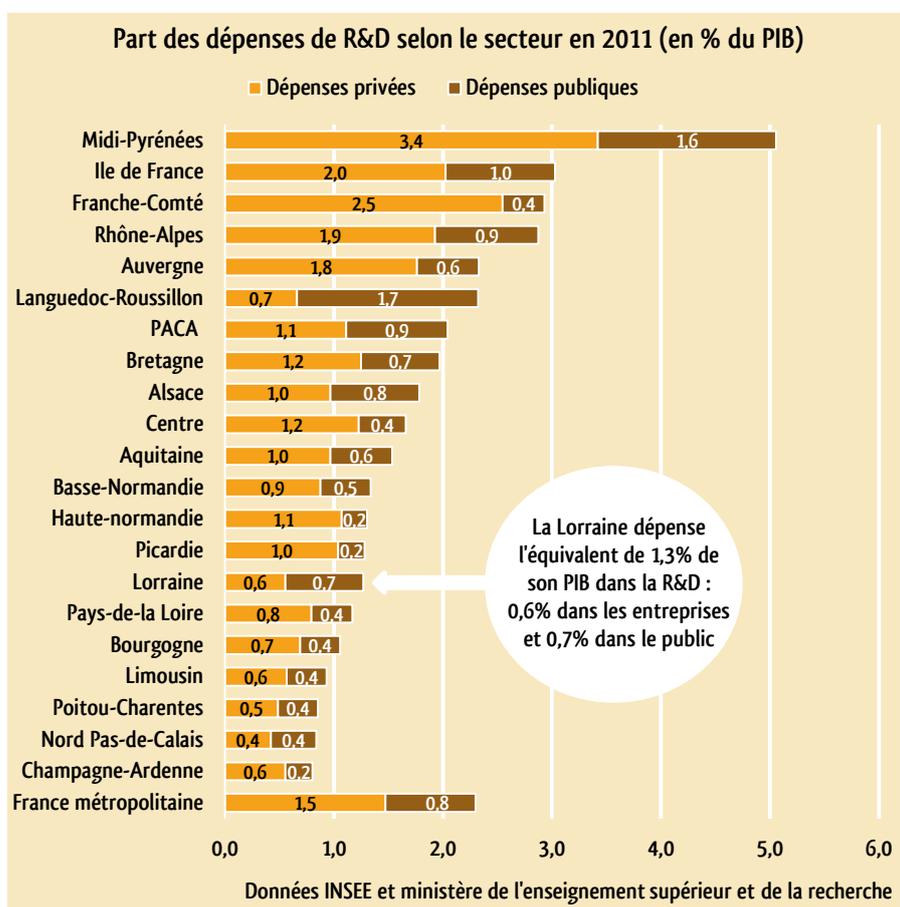
Cependant, l'une des principales caractéristiques de la région réside dans la faible part des dépenses effectuées au sein des entreprises. Elles n'ont que peu augmenté depuis 2006 (+1%), malgré une forte hausse du montant du crédit d'impôt recherche sur la période (+177%). Il couvre en Lorraine 13% des dépenses privées de R&D (40,8 millions d'euros sur 305). Leurs dépenses sont majoritairement orientées vers les secteurs industriels considérés comme de « moyenne et faible technologie » (sidérurgie, automobile,...). La Lorraine bénéficie néanmoins d'un potentiel d'innovation important, avec 1 500 entreprises de plus de 10 salariés considérées comme innovantes, la plaçant au 11^{ème} rang des régions. C'est ce potentiel qui doit être au cœur des politiques de soutien à l'innovation et de l'action du Pacte Lorraine 2014-2016.

Les chiffres clés de la recherche en Lorraine	Lorraine	Part de la Lorraine dans la France	Rang de la Lorraine /22
Personnel de recherche (ETP en 2011)	7332	1,8%	14ème
Chercheurs ETP (1)	3989	1,6%	12ème
dont chercheurs publics (2011)	2514	2,6%	11ème
dont chercheurs privés (2011)	1475	1,0%	15ème
Chercheurs produisant dans les unités de recherche notées A+ et A (2009)	1050	3,0%	10ème
Production scientifique hors SHS en 2008		3,0%	11ème
Production scientifique (demande de brevets) en 2012	147	1,1%	17ème
Diplômés en master (2009)	3165	3,2%	11ème
Docteurs (2009)	407	3,5%	9ème
Dépenses totale en recherche développement	699 M€	1,6%	14ème
dont Recherche public (2011)	394 M€	2,7%	8ème
dont Recherche des entreprises (2011)	305 M€	1,1%	17ème
Nombre d'entreprises bénéficiaires du Crédit Impôt Recherche (2011)	297	2,0%	12ème

1- La R&D représente 699 millions d'euros de dépenses en Lorraine

699 millions d'euros et 1,3 % du PIB pour la R&D en Lorraine en 2011

En 2011, la Lorraine a consacré 699 millions d'euros pour les dépenses en Recherche et Développement, soit 1,3% de son PIB, ce qui la place au 15^{ème} rang des régions françaises pour son importance dans le PIB. La région représente 1,6 % du total des dépenses nationales. La Lorraine est toujours en retrait pour ses dépenses consacrées aux activités de R&D dans les entreprises avec 305 millions d'euros qui ne représentent que 1,1 % des dépenses nationales, et place la région au 17^{ème} rang.

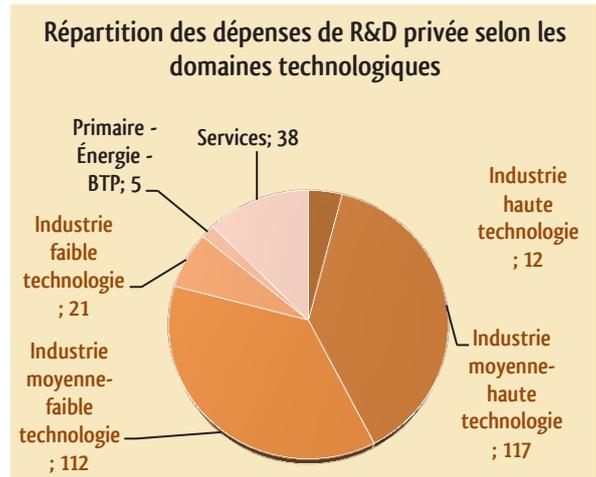
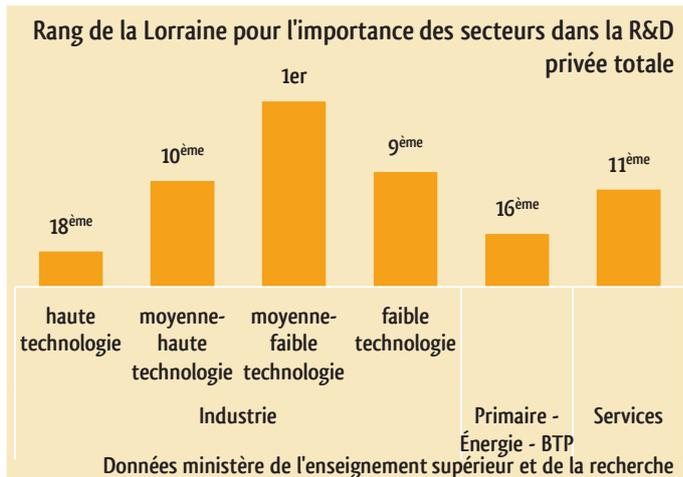


43,7 % du financement de la recherche en Lorraine financé par les entreprises

En France métropolitaine 64% des dépenses de R&D sont financés par les entreprises, le reste relevant du secteur public. Seules deux régions ont une part de financement de la recherche effectuée en entreprises sous la barre des 50% : le Languedoc-Roussillon avec 28,5% et la Lorraine avec 43,7%.

Des dépenses privées davantage orientées vers les moyennes et faibles technologies en Lorraine

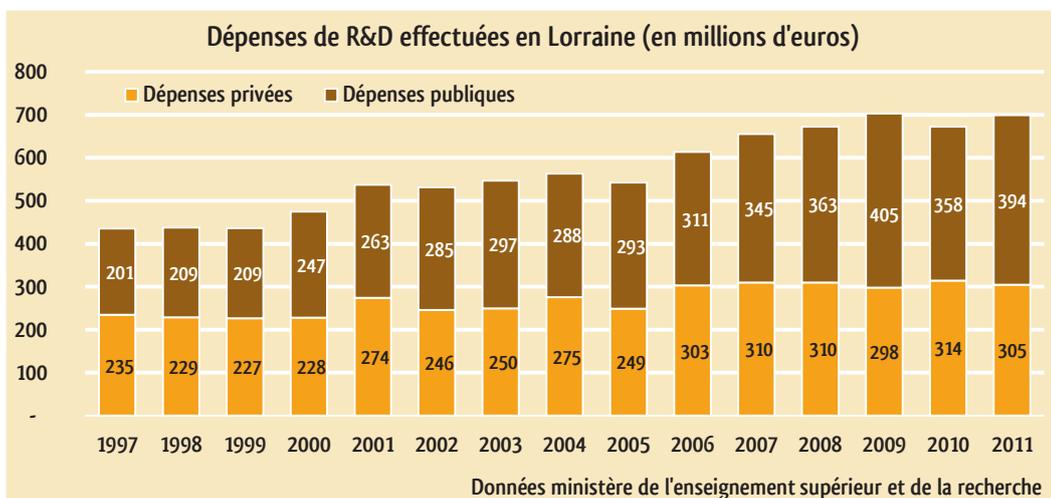
Les dépenses de R&D effectuées par les entreprises en Lorraine restent fortement orientées vers la moyenne et faible technologie. La Lorraine est au 1^{er} rang des régions pour la part des dépenses privées effectuées dans l'industrie des moyennes-faibles technologies (37%), avec 112 millions d'euros. Le secteur des moyennes et faibles technologies regroupent la métallurgie et l'automobile qui restent des secteurs industriels stratégiques en Lorraine et ne sont pas considérés comme développant un potentiel de haute technologie.



Pour la part des dépenses dans les secteurs industriels de haute technologie dans le total des dépenses privées de R&D, la Lorraine se place au 18^{ème} rang des régions avec 4% des dépenses totales et 12 millions d'euros sur 305 millions de dépenses des entreprises en 2011. Le secteur des services est relativement peu représenté dans les dépenses privées de R&D en Lorraine.

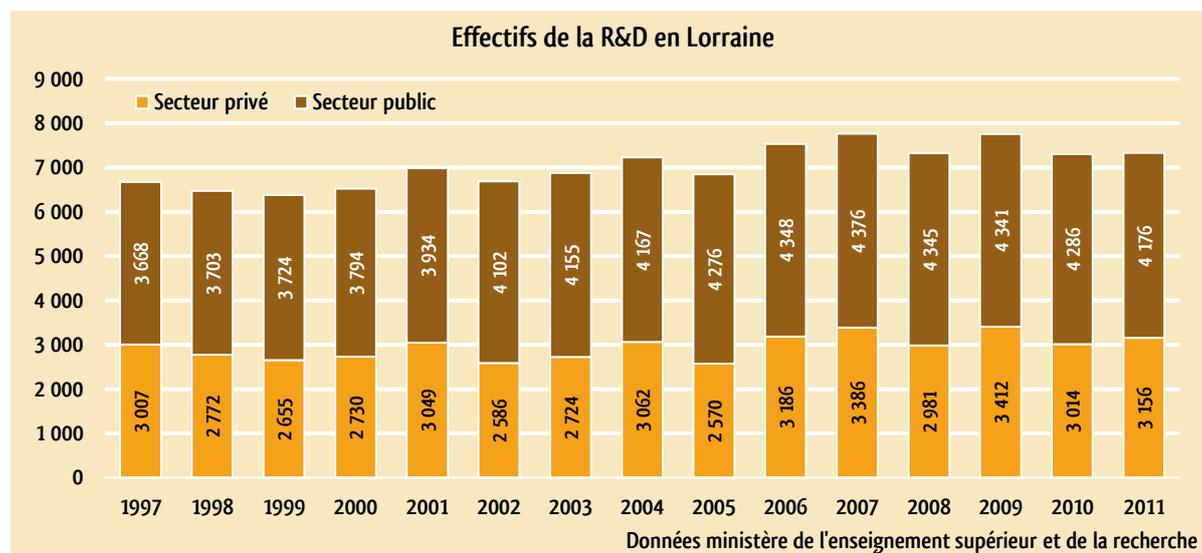
Progression de 34 % des dépenses des entreprises en R&D depuis 2000 et de 60% pour la recherche publique en Lorraine

Depuis 2000, les dépenses de R&D ont progressé de 34% pour les entreprises et 60% pour l'administration. 699 millions d'euros ont été dépensés dans les activités de recherche et développement en Lorraine en 2011. En 2010 et 2011, on assiste à un tassement des dépenses.



7332 personnes dans la R&D en Lorraine

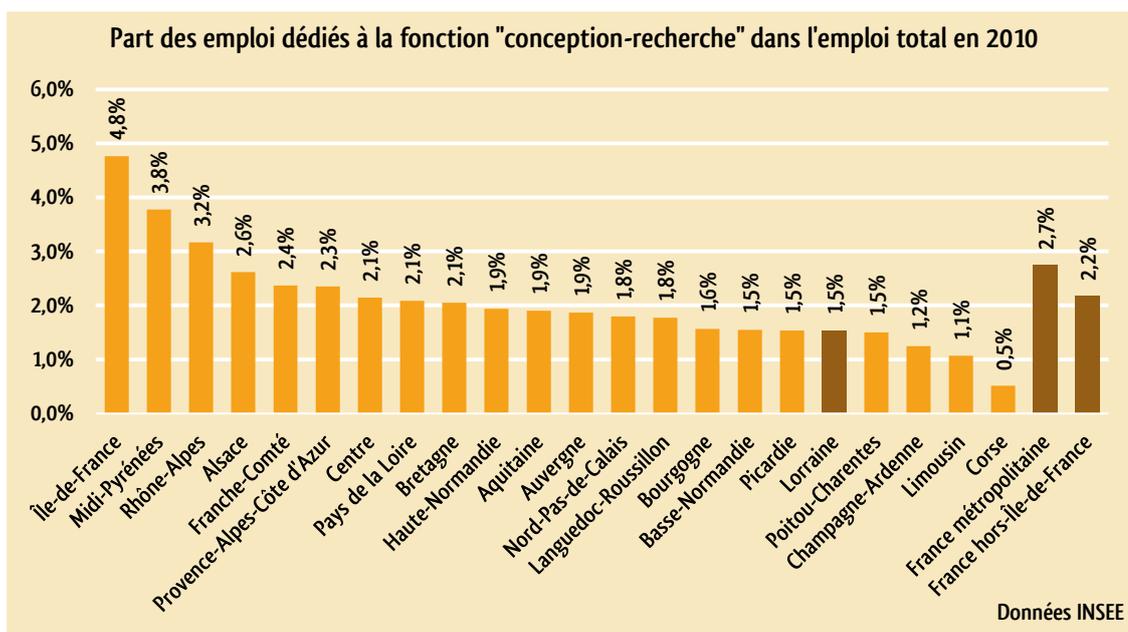
Les effectifs totaux de la R&D en Lorraine ont peu évolué au cours des dernières années, on constate même une légère baisse de ces derniers par rapport à leurs niveaux de 2009. Sur les 7332 personnes travaillant dans la R&D, 3156 proviennent des entreprises (43 %) et 4176 du secteur public (57 %). En France, 59% des personnes travaillant pour la R&D sont en poste dans les entreprises et 41% dans les administrations.



Sur les 7332 personnes dans les activités de R&D, 3989 sont des chercheurs avec 2514 dans le secteur public (63 %) et 1475 des entreprises (37 %). Comme pour le financement de la R&D, la Lorraine est atypique au sens où la part du public est beaucoup plus importante.

1,5 % des emplois lorrains sont dédiés à la fonction conception-recherche dans l'emploi total en Lorraine

D'après les données du recensement, 13 700 emplois sont directement concernés par la fonction conception recherche en Lorraine, ce qui correspond à 1,5% du total des emplois de notre région et place la Lorraine au 16^{ème} rang des régions, au même niveau que la Bourgogne, la Picardie, la Basse Normandie et Champagne-Ardenne. Ce positionnement, malgré une recherche publique importante, reste toujours un handicap pour la valorisation scientifique de la R&D et le transfert de technologie. Il reflète également le positionnement de notre région dans les activités industrielles et les services aux entreprises moins intensifs en emplois dans la fonction conception-recherche.



La Lorraine au 11ème rang des régions pour les soutiens de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) en 2012

Sur les 555,5 millions d'euros d'aides au financement des projets de R&D en 2012, la Lorraine représente 1,9% des subventions, soit 10,5 millions d'euros. La Lorraine est au 11^{ème} rang des régions pour les subventions ANR en 2012.

Thématiques ¹⁴	STIC	SHS	IPS	DPC	R2E	BS	ERB	EDU	Total
% attribués à la Lorraine	1,7	1,5	2,6	0,4	1,4	1,5	1,7	5,2	1,9

Les projets les plus soutenus en Lorraine relèvent des domaines de l'énergie durable (EDU), et de l'ingénierie des procédés et de la sécurité (IPS).

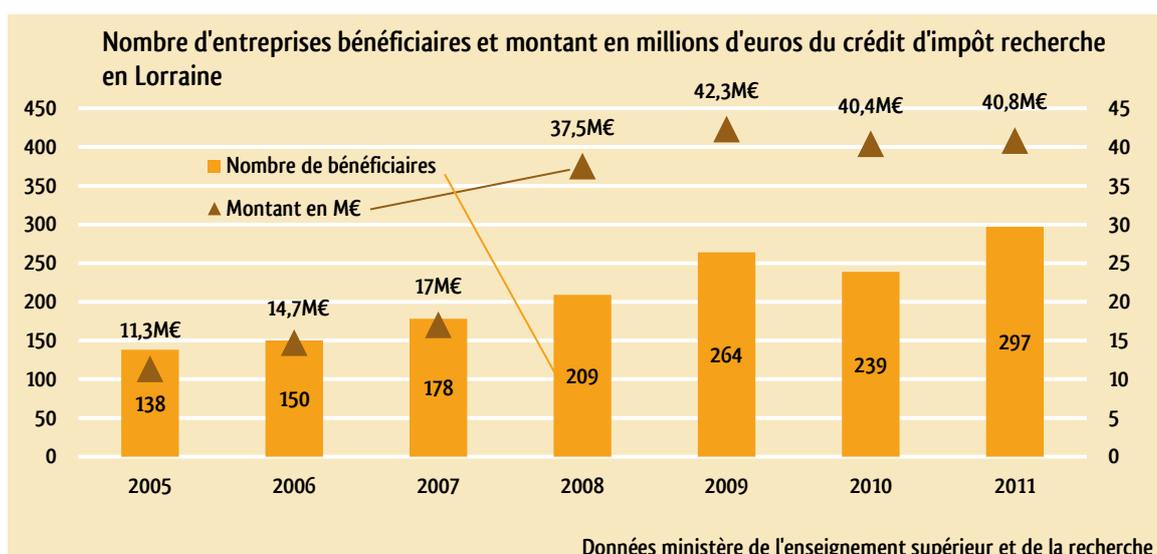
¹⁴ STIC (Sciences et Technologie de l'information), SHS (Sciences Humaines et Sociales), IPS (Ingénierie, Procédés et Sécurité), DPC (Département Partenariat et Compétitivité), R2E (Recherche Exploratoire et Emergente), BS (Biologie Santé), ERB (Environnement et Ressources Biologiques), EDU (Energie Durable).

2- Les dépenses de R&D privée progressent peu en Lorraine depuis 2006, malgré l'augmentation du crédit d'impôts recherche

297 entreprises lorraines ont bénéficiées du Crédit Impôt Recherche en 2011

Le crédit d'impôt recherche (CIR) est la première source de financement public des dépenses de R&D des entreprises. Le nombre de déclarants a très fortement augmenté en France en 2011, avec près de 20 000 entreprises qui ont déposé une déclaration. La créance du CIR a augmenté de 3% pour atteindre 5,17 milliards €. La région Ile de France est largement en tête des régions avec 5262 entreprises et 66% du total du CIR. En Lorraine, on compte 392 entreprises déclarantes pour 292 bénéficiaires. La part du CIR pour la Lorraine est de 0,79% soit 40,8 millions d'euros en 2011.

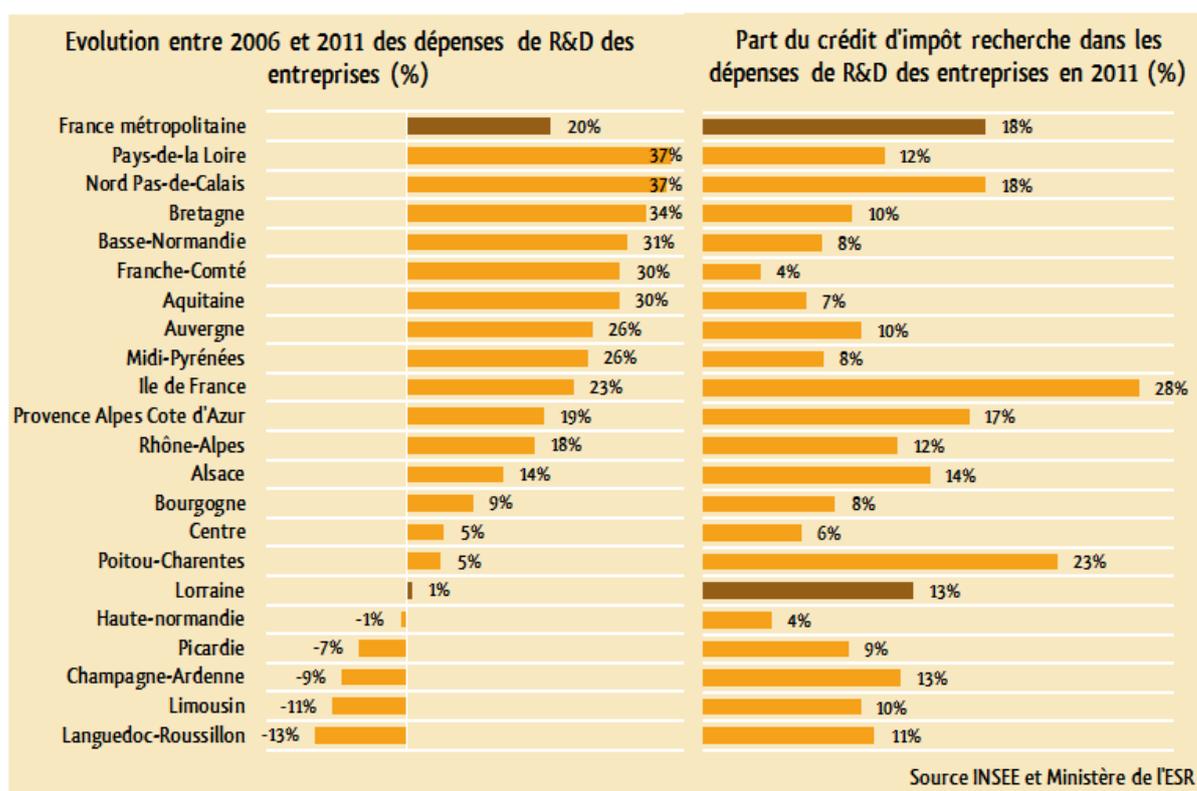
Depuis 2005, le montant du crédit d'impôt recherche est passé de 11,3 millions d'euros à 40,8 millions d'euros en Lorraine (+260%) et le nombre d'entreprises bénéficiaires de 138 à 297 en 2011 (+115%).



Mais les dépenses privées de R&D n'ont pas augmenté depuis 2006 en Lorraine

La comparaison de l'intensité du financement de la R&D privée par le CIR avec l'évolution des dépenses privées de R&D totales dans les régions ne montre aucune corrélation apparente entre ces deux indicateurs.

La Lorraine se situe au 6^{ème} rang des régions pour la part des dépenses de R&D privées financées par le CIR (13%), mais au 16^{ème} rang pour l'évolution des dépenses privées de R&D entre 2006 et 2011 (+1%), années pendant lesquelles le montant du CIR accordé aux entreprises lorraines a augmenté de 177%. Ce constat reflète le caractère peu incitatif du CIR. En effet, les fonds dont bénéficient les entreprises n'entraînent pas une augmentation des dépenses de R&D



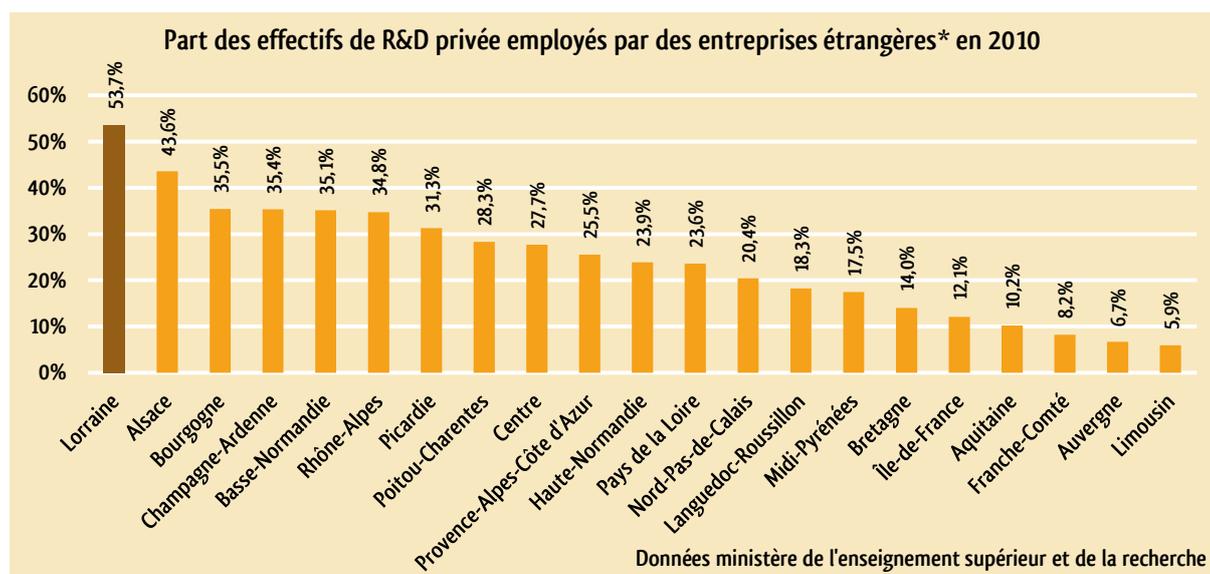
La Lorraine en tête des régions pour la part des effectifs de R&D privée employés par des entreprises étrangères en 2010

En 2010, les entreprises étrangères emploient 1 619 personnes en emplois de R&D sur les 3 014 personnes travaillant dans la R&D privée en Lorraine. Ces personnels de R&D regroupent des chercheurs, des ingénieurs et des personnels de soutien à la recherche (techniciens et ouvriers participant aux travaux de R&D et du personnel administratif).

Avec 53,7 % des emplois, la Lorraine est au premier rang des régions françaises pour la part des emplois de R&D effectuée par des entreprises étrangères, loin devant la région Alsace au deuxième rang avec 43,6 %. Selon une étude¹⁵, les entreprises étrangères sont plus actives dans les activités de R&D puisque pour 100 emplois industriels lorrains, les entreprises étrangères consacrent 4 emplois à la R&D contre 2 pour les entreprises d'origine française.

Le centre de recherche d'ArcelorMittal, détenu par un groupe international, est le principal centre de R&D privé en Lorraine.

¹⁵ Note d'information du MESR 13.08 Site REPÈRES : www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes/depp.documentation@education.gouv.fr



* Entreprises dont le centre de décision est localisé à l'étranger.

La Lorraine compte 1502 entreprises de plus de 10 salariés classées comme innovantes entre 2008 et 2010

D'après l'enquête communautaire sur l'innovation menée par l'INSEE en France, entre 2008 et 2010 et dans un contexte très difficile économiquement, 1 502 des 3 214 sociétés de 10 salariés et plus sont innovantes¹⁶ au sens large en Lorraine, et 733 sont technologiquement innovantes.

Les innovations technologiques, dédiées aux produits ou aux procédés de production, constituent le cœur de l'innovation, étant le plus directement liées à la production. De 2008 à 2010, 23 % des sociétés implantées en Lorraine ont innové dans ce domaine.

	France	Lorraine	% Lorraine
Nombre de sociétés	115 304	3 214	2,8
Sociétés innovantes au sens large	56 616	1 502	2,7
Innovations technologiques (en produits ou procédés, en cours ou abandonnées)	32 452	733	2,3
Innovations en produits	21 491	444	2,1
<i>dont produits nouveaux pour le marché</i>	13 650	238	1,7
<i>dont produits nouveaux pour la société uniquement</i>	7 841	206	2,6
Innovations en procédés	22 764	519	2,3
Innovations en cours ou abandonnées	17 387	426	2,5
Innovations en organisation	40 370	1 158	2,9
Innovations en marketing	27 386	628	2,3

¹⁶ L'innovation est entendue au sens large : elle peut concerner la création ou l'amélioration de produits (biens ou prestations de services), porter sur les procédés de production, les modes d'organisation ou encore les stratégies de vente.

Champ : sociétés actives, marchandes et exploitantes de 10 salariés ou plus implantées sur le territoire français (métropole et DOM) et appartenant aux divisions 05 à 81 (hors 45, 47, 55, 56 et 75) de la NAF rév.2.

2.2.2 – Formation et qualifications

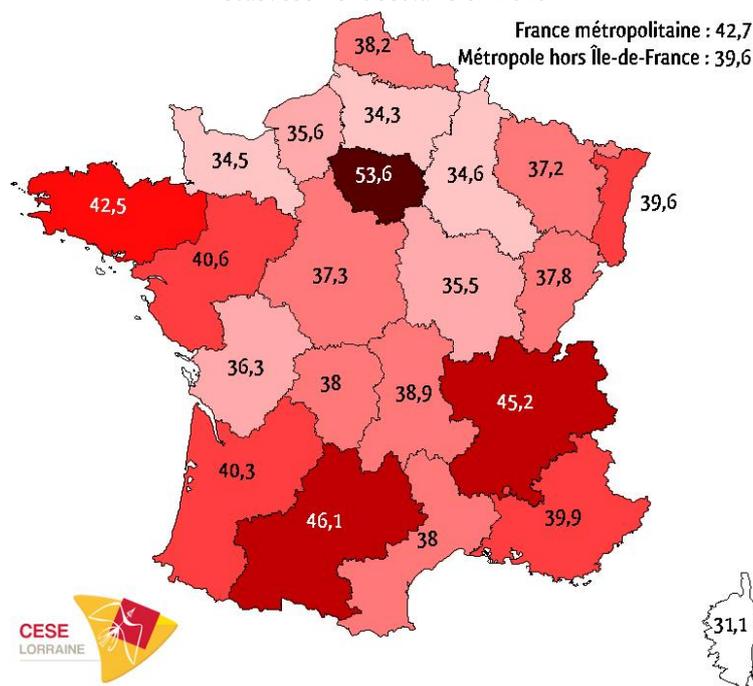
La Lorraine en rattrapage

Dans les tendances de long terme, la population active lorraine marque des évolutions semblables aux tendances nationales en termes de qualifications. La part des non-diplômés dans la population a baissé. Celle des diplômés du supérieur a sensiblement augmenté : en 11 ans, la part des jeunes de 25 à 34 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur est passée de 24,8% à 37,2%.

Cependant, des spécificités régionales subsistent en Lorraine. La part des bacheliers chez les jeunes actifs (25-34 ans) est légèrement supérieure à la moyenne nationale, en raison d'une forte représentation des bacs technologiques et professionnels. Le poids des titulaires de BEP-CAP est également plus important que la moyenne et la part des diplômés du supérieur est inférieure de 2,4 points à la moyenne des régions (hors-Île-de-France). Ces spécificités sont en grande partie liées aux caractéristiques économiques de la région (plus forte présence de l'industrie et des ouvriers, moindre présence du tertiaire marchand et des cadres, de centres de décision et de recherche privée).

La Lorraine est un territoire formant de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur. On recense en effet 75 750 étudiants dans la région, dont 51 500 dans la nouvelle Université de Lorraine. Par ailleurs, la Lorraine reste une terre d'ingénieurs avec 5 % des élèves ingénieurs français formés dans les 16 écoles lorraines et les formations technologiques supérieures (IUT) sont également plus présentes en Lorraine que la moyenne nationale.

Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2010



Données INSEE

1- Niveaux de formation en Lorraine

Progression des qualifications dans la population active, mais des écarts persistants avec la moyenne nationale

Lors de la dernière décennie, la population non scolarisée des plus de 15 ans a poursuivi une évolution révélée par les recensements successifs de l'INSEE depuis la fin des années 1960, à savoir une hausse généralisée des niveaux de qualifications. La part des non diplômés (+ des titulaires du certificat d'études primaires) a baissé de 9,6 points en 11 ans. Leur représentation dans la population Lorraine reste cependant supérieure de 2,6 points à la moyenne nationale en 2009 (contre +3 points en 1999).

La part des titulaires d'un BEP-CAP demeure supérieure dans la population lorraine des plus de 15 ans à ce qu'elle est en France métropolitaine avec un écart de 4,5 points. La Lorraine est au deuxième rang des régions pour l'importance des BEP-CAP dans la population, derrière l'Alsace. Ceci pouvant s'expliquer par l'histoire régionale qui a organisé une offre très importante en formation professionnelle initiale tant sous statut scolaire que sous statut d'apprenti.

La part des Lorrains de plus de 15 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur augmente également (+6,8 points en 11 ans), mais montre encore un « retard » qui a tendance à se creuser avec la moyenne métropolitaine.

Répartition de la population des plus de 15 ans (non-scolarisée) en fonction du plus haut niveau de diplôme (%)

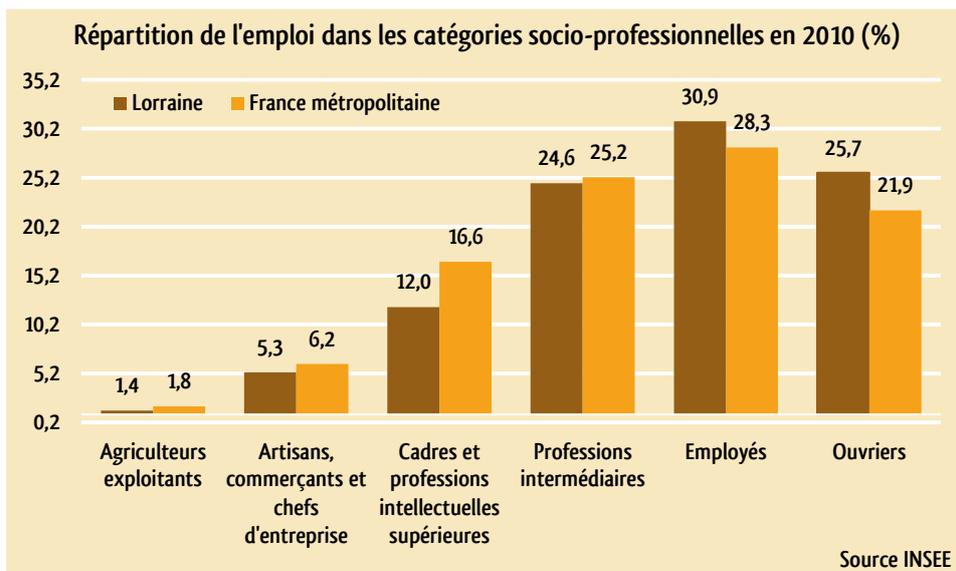
	Lorraine		Evolution 1999- 2010	France métropolitaine		Ecart Lorraine- France en 1999	Ecart Lorraine- France en 2010
	1999	2010		1999	2010		
Sans diplôme ou titulaires du CEP	40,3%	30,7%	-9,6	37,2%	28,1%	+3,0	+2,6
Diplômes de niveau BEPC	6,4%	5,2%	-1,2	8,1%	6,3%	-1,8	-1,1
Diplômes de niveau CAP-BEP	28,6%	28,3%	-0,3	24,8%	23,8%	+3,8	+4,5
Diplômes de niveau BAC général ou technique	11,1%	15,4%	+4,3	12,2%	16,4%	-1,2	-1,1
Diplômes universitaires, BTS-DUT	13,7%	20,5%	+6,8	17,6%	25,4%	-3,9	-4,9
	100%	100%		100%	100%		

Données INSEE

Catégories socioprofessionnelles : les ouvriers et employés davantage représentés en Lorraine

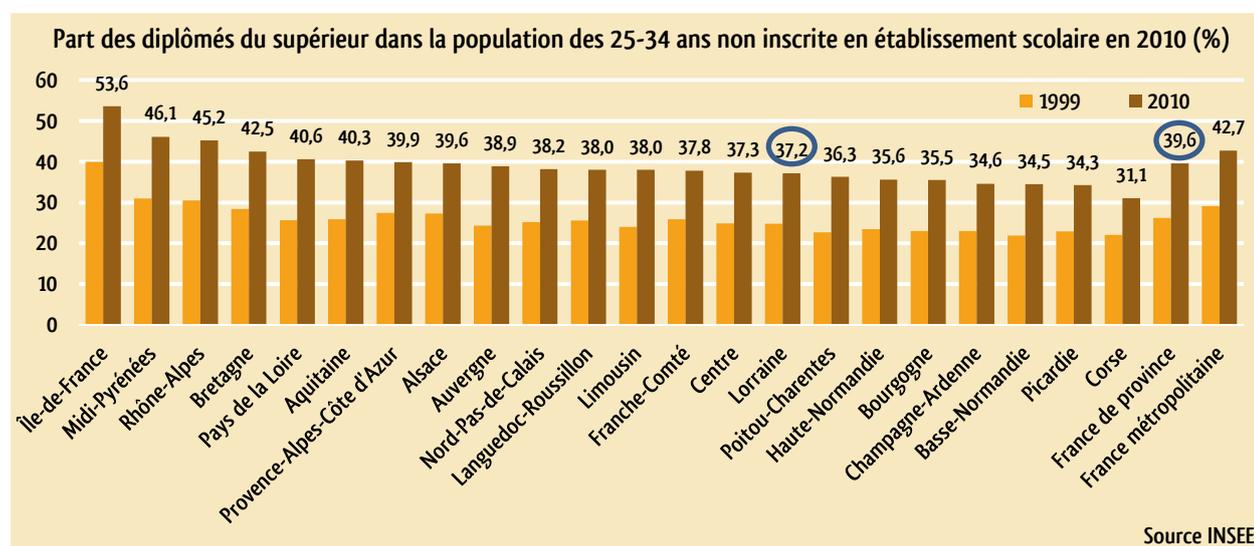
La Lorraine n'échappe pas au mouvement de tertiarisation de la France depuis la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Le nombre d'employés a dépassé le nombre d'ouvriers à partir du début des années 2000. On assiste également à une augmentation des professions intermédiaires ainsi que des cadres et professions intellectuelles. Le nombre d'artisans et de commerçants marque une stagnation, voire un léger recul sur le long terme.

Cependant, des différences avec la moyenne nationale persistent. Les ouvriers et employés restent plus présents dans la population active que la moyenne nationale. En ce qui concerne les cadres et professions intellectuelles, la Lorraine affiche un retrait de 4,6 points pour leur représentation dans l'emploi en 2010 par rapport à la France métropolitaine.



25-34 ans : la part des diplômés du supérieur reste inférieure à la moyenne nationale, malgré une importante progression

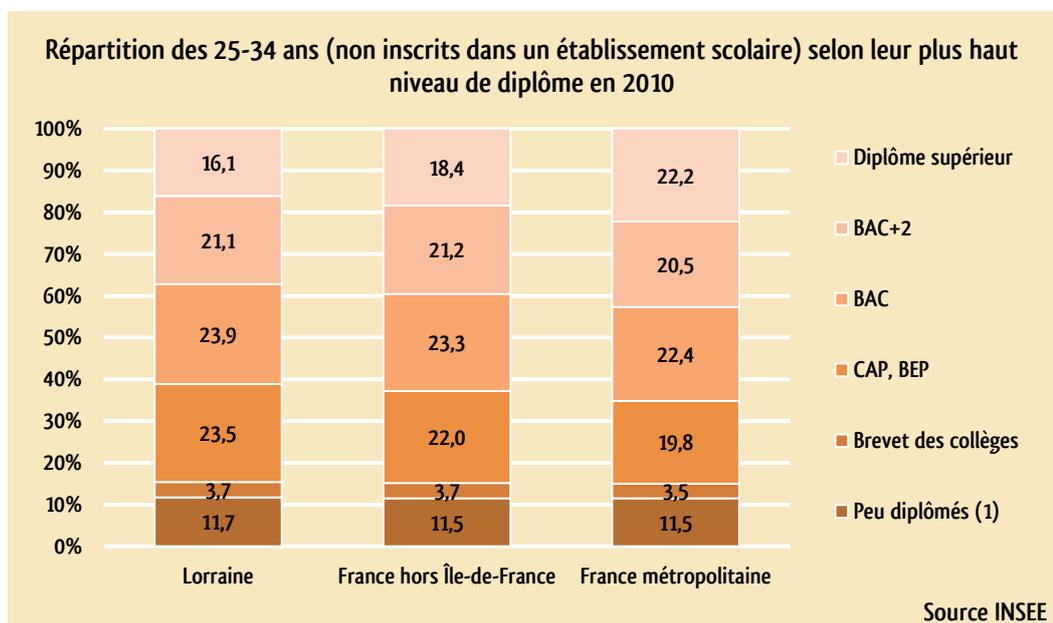
En l'espace d'une décennie, le nombre de jeunes diplômés du supérieur a fortement augmenté en France. En 1999, ils représentaient 29,1% de la population des 25-34 ans. Cette proportion s'élève à 42,7% en 2010 pour la France métropolitaine. Elle atteint même 53,6% en Île-de-France. La Lorraine a également vu la part des diplômés du supérieur parmi ces jeunes augmenter : elle est passée de 24,8% en 1999 à 37,2% en 2010, plaçant la région au 15^{ème} rang sur 22 pour cet indicateur.



Les non-diplômés représentent une part similaire à leur poids dans la population des jeunes Français (11,7% contre 11,5% pour la France hors Île-de-France). La Lorraine se situe au 13^{ème} rang des régions pour l'importance des sans diplômes dans la population des 25-34 ans.

La part des 25-34 ans titulaires d'un CAP ou d'un BEP est sensiblement plus importante que la moyenne française (23,9% en Lorraine contre 22,4% en France hors-Île-de France). La Lorraine est au 6^{ème} rang des régions pour la part de CAP-BEP dans la tranche d'âge. Le nombre de

titulaires d'un Baccalauréat est également légèrement supérieur, plaçant également la Lorraine au 8^{ème} rang des régions.

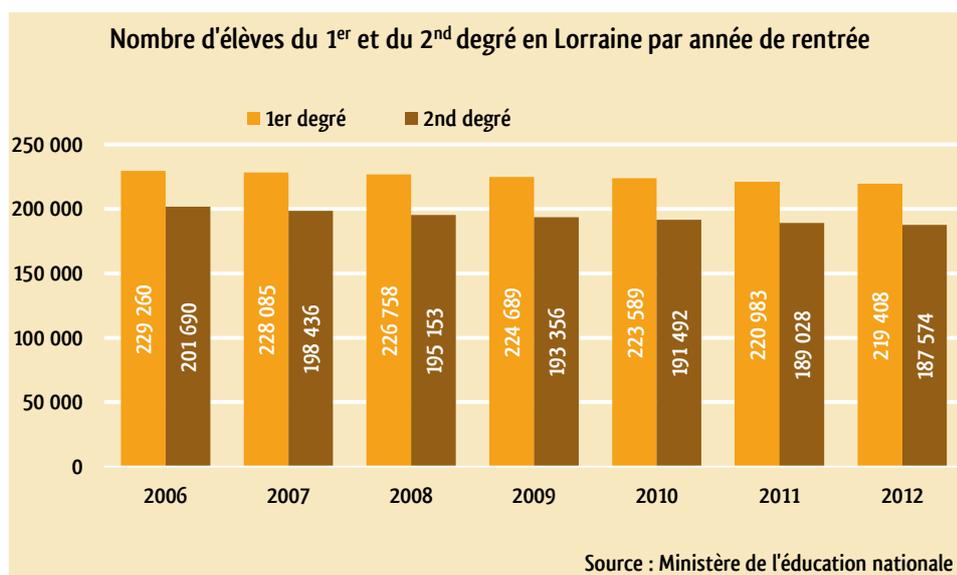


(1) Personnes sans diplôme ou titulaires du CEP

2- Primaire et secondaire : baisse des effectifs scolaires et fort taux de bacheliers professionnels et technologiques

Baisse continue des effectifs scolaires en Lorraine : -24 000 élèves en 7 ans

A la rentrée 2012-2013, la Lorraine compte dans le secteur public et privé 407 000 élèves dans le 1^{er} et second degré. On assiste à un recul régulier des effectifs avec une baisse de 24 000 élèves depuis 2006, conséquence directe des difficultés démographiques de la Lorraine.



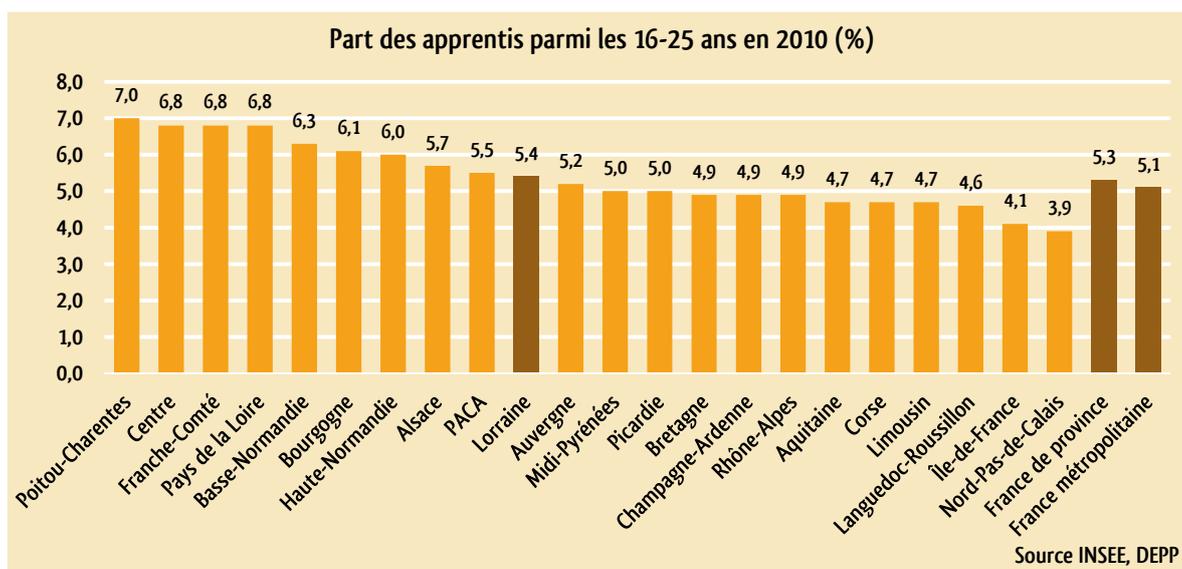
21 067 bacheliers lorrains en 2012

La session 2012 du baccalauréat a compté 25 413 élèves qui se sont présentés au baccalauréat, ce qui correspond à 3,7% des effectifs nationaux. Avec un taux de réussite de 82,9%, la Lorraine affiche des résultats légèrement inférieurs à ceux de la France métropolitaine (84,8%).

21 067 bacheliers ont donc été diplômés en 2012 en Lorraine, dont 47,2% en bac général (48,5% en France métropolitaine), 22,2% en bac technologique (20,4% en France) et 30,7% en bac professionnel (31,2% en France métropolitaine).

Plus de 16 000 apprentis en Lorraine, 10ème rang des régions pour la part des apprentis parmi les 16-25 ans

15 842 apprentis sont recensés par l'INSEE en 2009 en Lorraine. La région représente ainsi 4% des apprentis français. 46% d'entre eux préparent une formation de niveau V¹⁷ (ils sont 50% en France hors-Île-de-France), 31% préparent une formation de niveau IV (contre 31% en France hors-Île-de-France) et 22% sont en niveaux I, II et III (19% en France hors-Île-de-France). Avec 5,4% des jeunes de 16-25 ans en apprentissage, la Lorraine se situe au 10^{ème} rang des régions pour l'importance de l'apprentissage.



La Lorraine au 12^{ème} rang des régions pour l'évolution du nombre d'apprentis dans le supérieur

Entre 1997 et 2010, le nombre d'apprentis dans l'enseignement supérieur a augmenté de 218% en Lorraine, plaçant la région au 12^{ème} rang pour cette évolution. Parallèlement, le nombre d'apprentis du secondaire, pour lequel la région est au-dessus de la moyenne nationale, a baissé de 4% sur la période. Dans une étude, l'OREFQ¹⁸ constate que la Lorraine appartient à un groupe de « régions qui ont vu l'apprentissage dans l'enseignement secondaire décroître sur la période,

¹⁷ Niveaux de formation I et II : Préparation d'un diplôme de niveau supérieur à bac+2 : licence, master, diplôme de grande école.

Niveau de formation III : Préparation d'un diplôme de niveau bac + 2, type BTS ou DUT.

Niveau de formation IV : Préparation d'un diplôme type brevet professionnel ou baccalauréat professionnel.

Niveau de formation V : Préparation d'un diplôme de second cycle court professionnel.

alors que l'enseignement supérieur n'a que modérément progressé (c'est-à-dire à un niveau moindre que la moyenne nationale) ; il s'agit très majoritairement des régions qui constituent le bastion traditionnel de l'apprentissage ».

Mais une insertion professionnelle à 7 mois nettement inférieure à la moyenne pour les anciens apprentis¹⁹

Les taux d'insertion des apprentis 7 mois après leur sortie en 2009-2010 témoignent des difficultés économiques de la Lorraine. Leur taux d'emploi est de 58,2% contre 64,4% pour la France métropolitaine, ce qui place l'Académie de Nancy-Metz au 25^{ème} rang des 27 Académies métropolitaines. Cependant, le taux d'emploi augmente très significativement avec le niveau de diplôme. Ainsi, pour les BEP-CAP il est de 49,2% (59% en France), pour les Bac professionnels il est de 65,3% (73,4% en France) et enfin, il est de 75,6% pour les BTS (78,7% en France).

Illettrisme : la Lorraine au 14^{ème} rang des régions

En moyenne entre 2010 et 2012, les tests de la JAPD²⁰ ont recensé 4,2% d'illettrés en Lorraine contre 4% en France métropolitaine. La Lorraine se situe ainsi au 14^{ème} rang des régions pour la part d'illettrés lors de ces tests. La tendance nationale est à la baisse de l'indicateur.



3- Enseignement supérieur : 75 755 étudiants en Lorraine

51 513 étudiants à l'Université de Lorraine...

A la rentrée 2012-2013, l'Université de Lorraine représente 51 513 étudiants dont 7 500 étudiants internationaux, 3 700 enseignants-chercheurs et enseignants et 3 000 personnels administratifs et techniques avec un budget global de 562 millions. L'UdL compte 61 laboratoires ainsi que plus de 300 contrats de recherche avec le monde économique.

... et plus de 75 700 étudiants recensés en Lorraine

¹⁸ OREFQ, L'apprentissage en Lorraine : tendances et évolutions

¹⁹ Statistiques du ministère de l'éducation nationale, voir *La géographie de l'école*, édition 2011

A la rentrée 2012-2013, la Lorraine compte 75 755 étudiants, accueillis dans 34 sites, dont 11 sites ayant une ou plusieurs implantations. 68% des étudiants sont inscrits à l'université contre 61% pour la France métropolitaine.

Etudiants en Lorraine à la rentrée 2012-2013

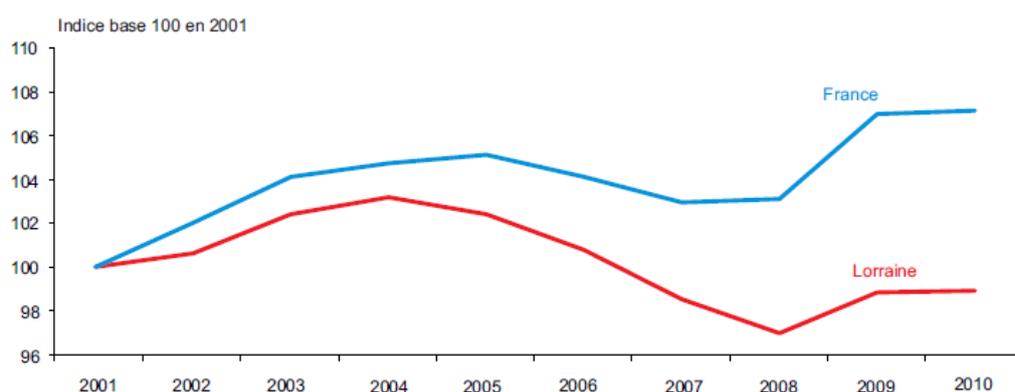
rentrée 2012-2013	Universités		STS	CPGE	Formations d'ingénieurs	Ecoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	Autres écoles et formations	Ensemble	Evolution 2012/2011 (%)
	Total	dont IUT							
Nancy-Metz	51 513	5 200	8 954 245	2 384	6 652	2 126	8 682	75 755	0,7
France métr.	1 437 085	114 185	585	80 750	134 152	130 779	343 957	2 347 370	1,5
Part de la Lorraine	3,6%	4,6%	3,6%	3,0%	5,0%	1,6%	2,5%	3,2%	

La Lorraine représente 3,2% des effectifs étudiants de la France métropolitaine avec une plus forte représentation dans les filières des IUT et des formations d'ingénieurs.

Baisse de 1100 étudiants d'ici 2020²¹

La baisse démographique, malgré le renforcement du taux de bacheliers, pourrait aboutir selon l'INSEE, à une diminution de 1 100 étudiants à l'horizon 2020. Toutefois, cette prévision ne prend pas en compte le potentiel d'évolution des flux migratoires qui peuvent évoluer au-delà des zones d'attraction actuelles.

Evolution du nombre d'étudiants en Lorraine et en France



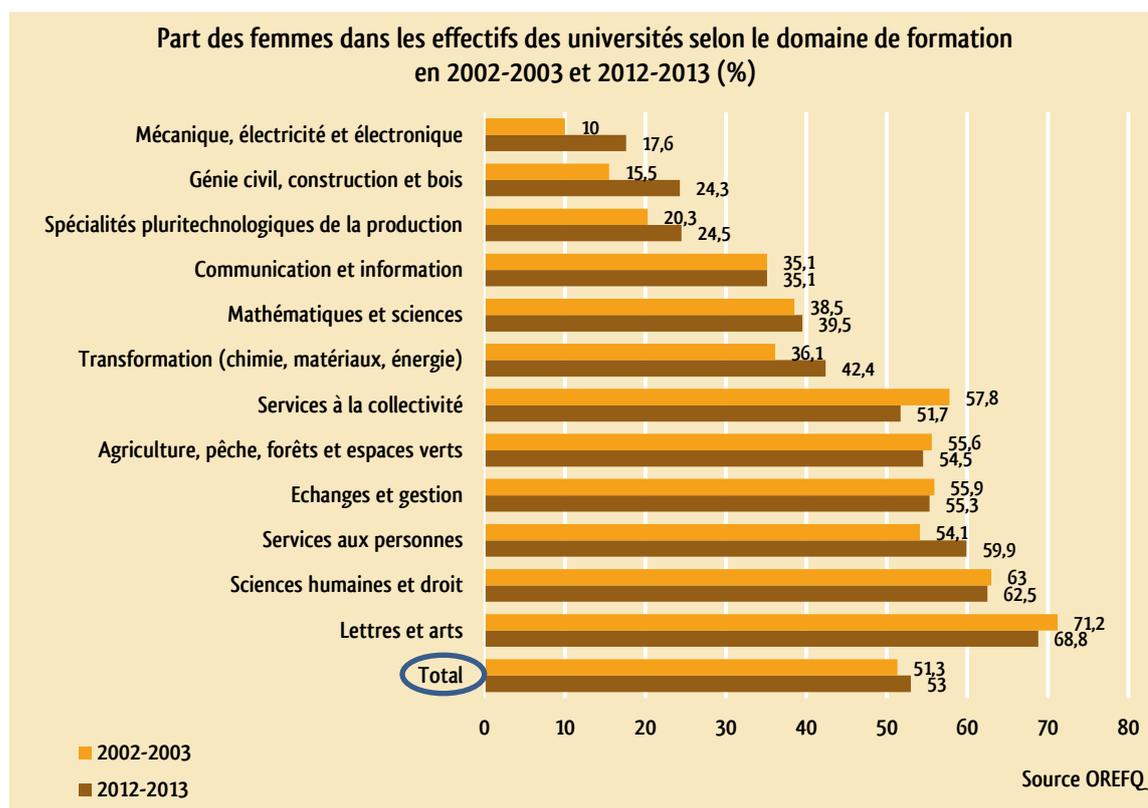
Source : MEN-MESR, DEPP

²⁰ Journée d'appel de préparation à la défense

²¹ INSEE Lorraine, EL n° 272, *Les étudiants lorrains un défi : le renforcement de l'attractivité*, décembre 2011

La part des femmes progresse dans les « formations traditionnellement masculines »

En 10 ans, la part des femmes inscrites à l'université est passée de 51,3% à 53%. Les progressions les plus importantes se situent dans des domaines où elles restent encore sous-représentées comme la mécanique, l'électricité et l'électronique où elles passent de 10% à 17,6%, le génie civil (de 15,5% à 24,3%) les spécialités de production (de 20,3% à 24,5%) ou encore les sciences liées à la transformation (énergie, matériaux et chimie) où leur part passe de 36,1% à 42,4%.



SITUATION SOCIALE DE LA LORRAINE



PARTIE 3

3.1 Démographie et société

3.1.1 – Démographie

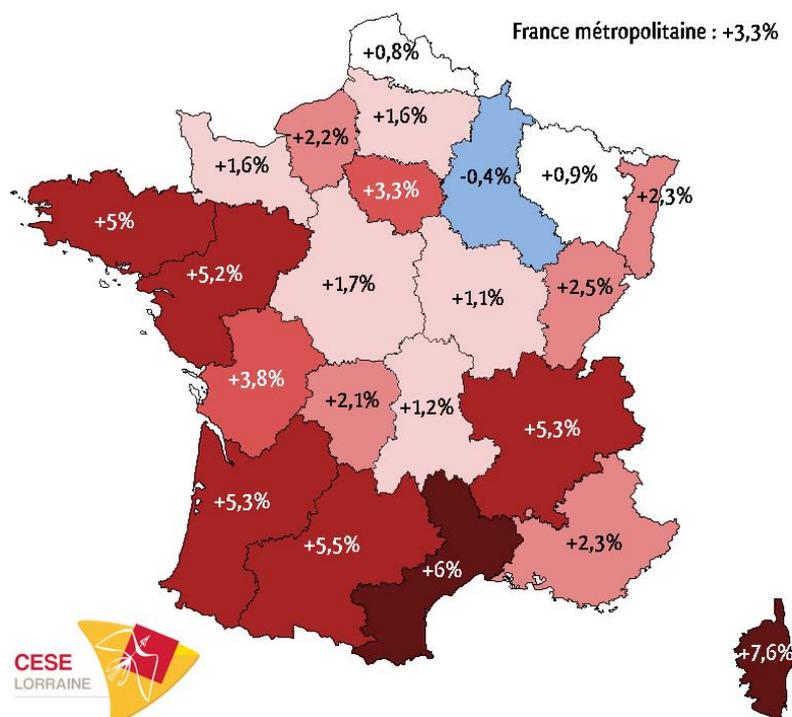
Le solde naturel aussi à la peine

Avec 2 356 585 habitants au 1^{er} janvier 2012, la population lorraine représente 3,71% de la population métropolitaine. Cette part était de 4,43% en 1975. Depuis la moitié des années 1970, la Lorraine n'a en effet gagné que 24 100 habitants quand la métropole en gagnait 11 millions.

Le solde migratoire de la région freine son expansion démographique, comme c'est le cas pour 4 autres régions du nord et de l'est de la France ainsi que pour l'Île-de-France. Lors de la dernière décennie, la croissance démographique des régions (en dehors de l'Île-de-France) a principalement été tirée par 8 régions locomotives situées en dessous d'une ligne Le-Havre/Nice²². La crise récente a marqué une accentuation de cette fracture territoriale sur le plan économique et risque à moyen terme d'accélérer les disparités en termes de croissance démographique.

Lors de la dernière décennie, le nombre de naissances enregistrées en Lorraine a baissé continuellement, faisant peser une menace sur l'excédent naturel démographique qui peine de plus en plus à compenser le déficit migratoire de la Lorraine. Ces évolutions auront des conséquences à terme sur la population active de la région, qui pourrait baisser à partir de 2020.

Evolution de la population totale entre le 1^{er} janvier 2006 et le 1^{er} janvier 2012 (%)



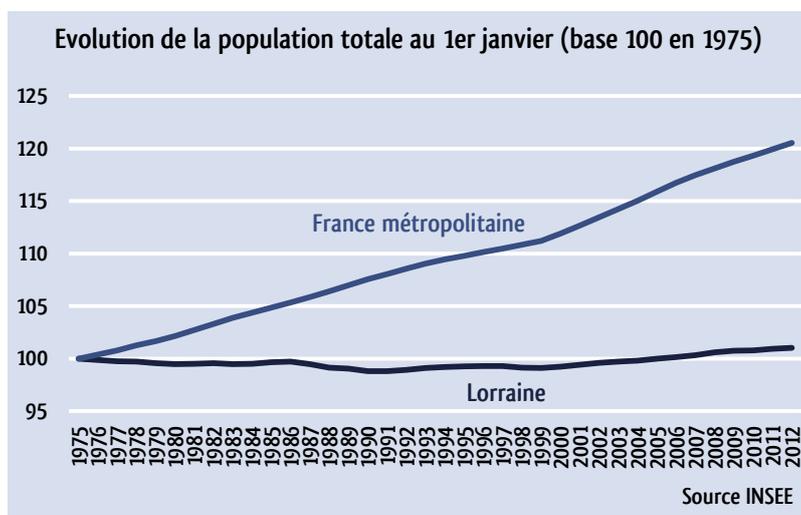
Données INSEE, recensement de la population

²² Voir rapport SITECO 2012, chapitre *Les disparités territoriales de la France*, CESEL, novembre 2012

1- Faible croissance démographique en Lorraine

Au 1^{er} janvier 2012, la Lorraine compte 2 356 585 habitants sur les 63,4 millions de la France métropolitaine, soit 3,71% de la population française, contre 4,43% en 1975. La population métropolitaine n'a cessé de croître depuis 1975, gagnant près de 11 millions d'habitants quand la population lorraine augmentait de 24 116 personnes.

En 2011, la Lorraine a gagné 2 532 habitants et la France métropolitaine 320 201, soit des hausses respectives de +0,11% et +0,51%.



Dans cette atonie démographique, la Lorraine n'est pas isolée, elle fait partie des régions du quart nord-est qui montrent une faible croissance à la fois de son économie, mais aussi de sa démographie.

Entre 2006 et 2012, 8 régions²³ qui représentent 56% de la population hors-Île-de-France ont compté pour 80% de l'augmentation de la population de province, alors que 13 autres régions²⁴ qui comptent pour 44% de la population hors-Île-de-France ont porté seulement 20% de la hausse de cette population.

6 régions avec un solde migratoire négatif entre 2006 et 2012

²³ Rhône-Alpes, Pays-de-la-Loire, Aquitaine, Bretagne, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, PACA et Poitou-Charentes

²⁴ Centre, Alsace, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Franche-Comté, Basse-Normandie, Corse, Lorraine, Bourgogne, Auvergne, Limousin et Champagne-Ardenne

6 régions avec un solde migratoire négatif entre 2006 et 2012

La différence entre les habitants entrants et sortants est toujours négative pour 6 régions métropolitaines entre 2006 et 2011 (comme ce fut le cas entre 1999 et 2006). Il s'agit de l'Île-de-France, l'Alsace, la Picardie, la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais et la Champagne-Ardenne. À l'exception de Champagne-Ardenne, le solde naturel de ces régions (naissances-décès) compense les départs plus nombreux que les arrivées et la population y croît, bien que lentement.

Part des régions dans la population métropolitaine et variation annuelle moyenne entre 1999 et 2011 due aux soldes naturel et migratoire (%)

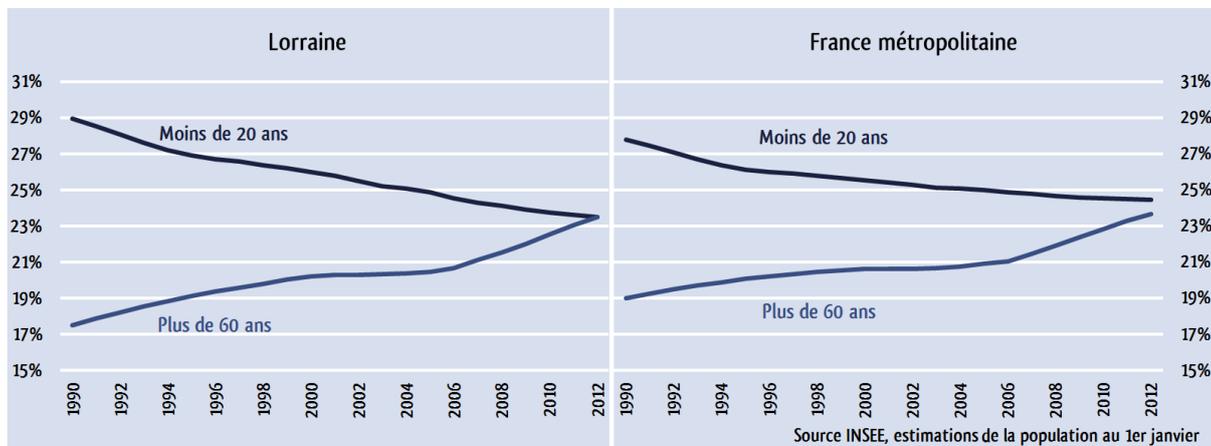
	Population en 2012	Part dans la population métropolitaine	Taux de variation annuel moyen 2006-2012		Total
			Dû au solde apparent des entrées et des sorties	Dû au solde naturel	
Corse	316 578	0,5%	1,2%	0,0%	1,2%
Languedoc-Roussillon	2 686 054	4,2%	0,8%	0,2%	1,0%
Aquitaine	3 286 605	5,2%	0,8%	0,1%	0,9%
Midi-Pyrénées	2 929 285	4,6%	0,7%	0,2%	0,9%
Rhône-Alpes	6 342 330	10,0%	0,3%	0,6%	0,9%
Bretagne	3 249 815	5,1%	0,6%	0,2%	0,8%
Pays de la Loire	3 630 139	5,7%	0,4%	0,4%	0,8%
Poitou-Charentes	1 789 711	2,8%	0,6%	0,0%	0,6%
Île-de-France	11 914 812	18,8%	-0,4%	0,9%	0,5%
Alsace	1 857 477	2,9%	-0,1%	0,5%	0,4%
Franche-Comté	1 179 374	1,9%	0,0%	0,4%	0,4%
Haute-Normandie	1 850 685	2,9%	0,0%	0,4%	0,4%
PACA	4 924 439	7,8%	0,1%	0,3%	0,4%
Basse-Normandie	1 480 171	2,3%	0,1%	0,2%	0,3%
Centre	2 562 227	4,0%	0,0%	0,3%	0,3%
Limousin	746 230	1,2%	0,6%	-0,3%	0,3%
Picardie	1 924 607	3,0%	-0,1%	0,4%	0,3%
Auvergne	1 352 619	2,1%	0,2%	0,0%	0,2%
Bourgogne	1 646 600	2,6%	0,2%	0,0%	0,2%
LORRAINE	2 356 585	3,7%	-0,1%	0,2%	0,1%
Nord-Pas-de-Calais	4 049 685	6,4%	-0,4%	0,5%	0,1%
Champagne-Ardenne	1 333 163	2,1%	-0,4%	0,3%	-0,1%
France métropolitaine	63 409 191	100,0%	0,1%	0,4%	0,5%

Source INSEE

Pour la première fois, le nombre d'habitants de plus de 60 ans dépasse celui de moins de 20 ans en Lorraine

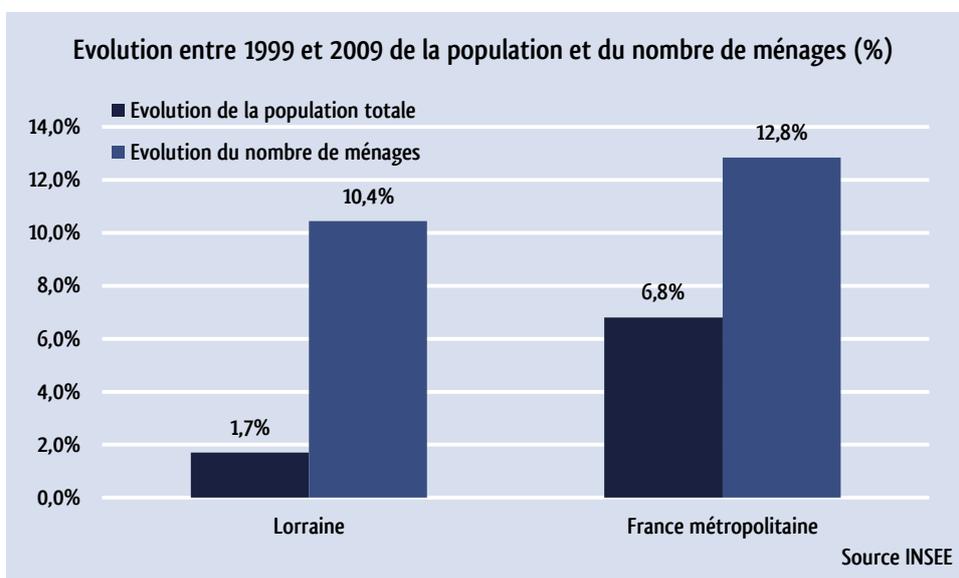
Au 1^{er} janvier 2012, la Lorraine compte dans sa population 554 149 résidents de plus de 60 ans, contre 553 362 de moins de 20 ans. Pour la première fois, le nombre de seniors dépasse le nombre de moins de 20 ans. Cette évolution de la pyramide des âges est en cours depuis plusieurs années et se fait également ressentir au niveau métropolitain où le croisement des courbes devrait avoir lieu dans les prochaines années (voir graphiques ci-dessous).

Evolution de la part des moins de 20 ans et des plus de 60 ans dans la population totale en Lorraine et en France métropolitaine



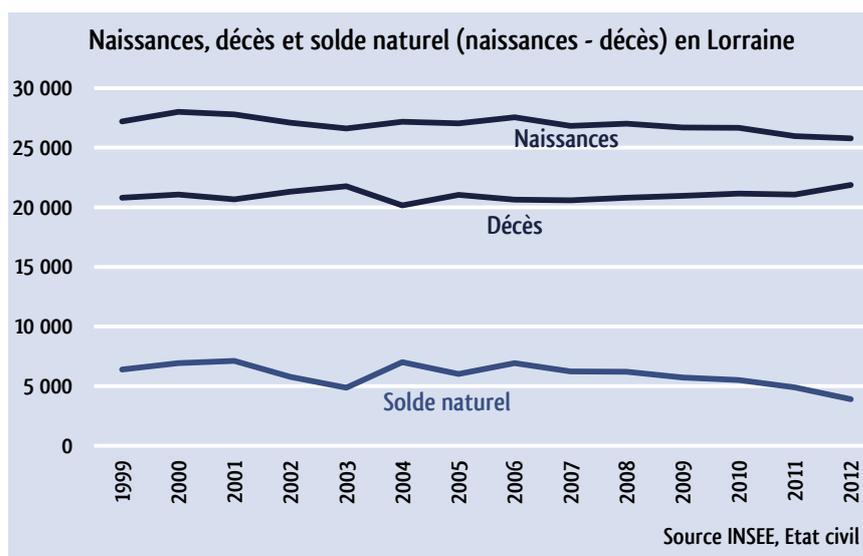
Importante augmentation du nombre de ménages

En 2009, l'INSEE recense 1 003 619 ménages en Lorraine, soit 95 000 de plus qu'en 1999. Sur la même période, l'augmentation de la population lorraine a été de 32 000 habitants. Les phénomènes de desserrement des ménages sont le reflet de modes de vie qui évoluent (recomposition des familles, augmentation de l'espérance de vie, ...) et impliquent pour une même évolution démographique des besoins en logement plus importants qu'auparavant.



2- Baisse du nombre de naissances et faible indicateur conjoncturel de fécondité en Lorraine

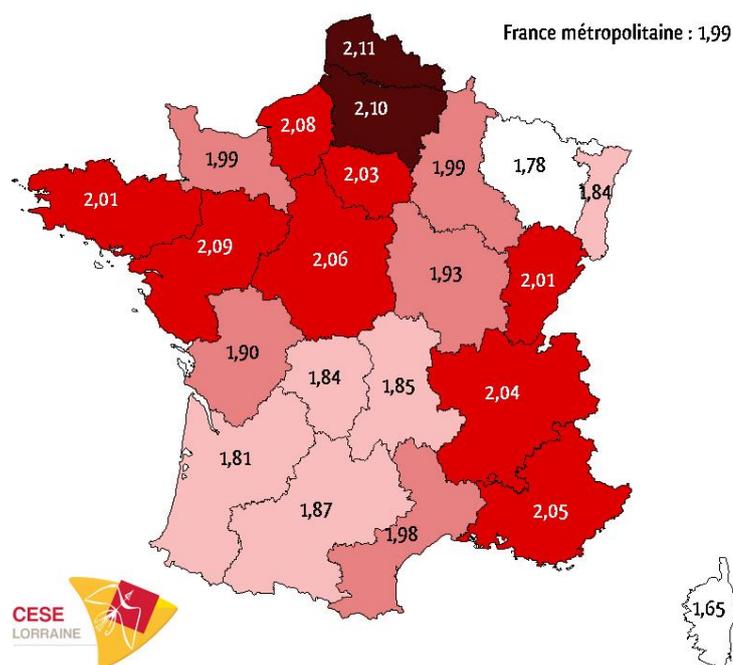
En 2012, la Lorraine enregistre 25 788 naissances, soit 1 415 de moins qu'en 1999. Cette baisse du nombre de naissance est principalement due à la baisse du nombre de femmes âgées de 20 à 39 ans (elles sont 290 750 en Lorraine en 2012, soit 33 900 de moins qu'en 1999), une situation en partie expliquée par une insuffisante attractivité de la région pour les jeunes couples de 25 à 40 ans, dont le taux de migration est négatif dans la région depuis plusieurs années.



Le solde naturel de la région se dégrade depuis plusieurs années. L'excédent naturel (différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès) est de + 3 900 personnes en 2012, contre 4 900 en 2011 et 6 400 en 1999. A ce rythme, l'INSEE projette un solde naturel négatif à l'horizon 2030.

Les difficultés à améliorer le solde naturel sont également amplifiées par un taux de fécondité lorrain inférieur à la moyenne nationale. En effet, la Lorraine est à l'avant-dernier rang des régions pour l'indicateur conjoncturel de fécondité qui mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés. Il s'élève à 1,78 enfant par femme en Lorraine contre une moyenne métropolitaine de 1,99.

Indicateur conjoncturel de fécondité en 2011



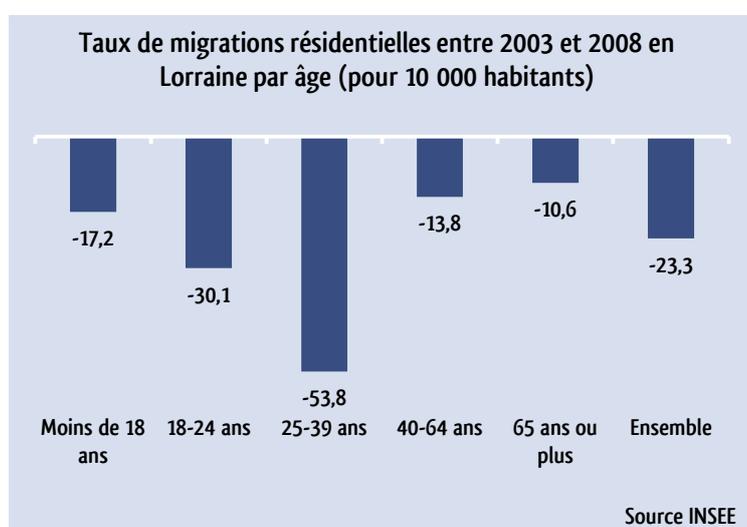
Source INSEE

3- Le solde migratoire toujours négatif en Lorraine

Entre 2006 et 2012, le taux de migration est resté négatif. En moyenne sur cette période, la population régionale a augmenté de +0,1% par an : cette évolution se décompose entre une augmentation de 0,2% due au solde naturel et une diminution de 0,1% due au solde migratoire. Le solde migratoire négatif de la Lorraine est problématique pour plusieurs raisons. D'une part, il freine l'évolution démographique globale et il est de moins en moins compensé par un solde naturel suffisamment élevé et, d'autre part, il concerne majoritairement pour les départs de la région des catégories de population jeunes, actives et qualifiées et pour les entrées une proportion importante d'inactifs. Il pèse donc sur l'évolution globale de la population lorraine et sur sa structure.

Les taux de migrations les moins favorables chez les jeunes actifs

La différence entre entrants et sortants est plus déséquilibrée pour les 25-39 ans. Cette catégorie de population a tendance à diminuer dans la population régionale, affectant notamment sur le moyen terme le nombre de naissances.



Le profil type des entrants

Dans une étude datant de 2012²⁵, l'INSEE Lorraine analyse les profils-types des entrants entre 2003 et 2008 en Lorraine. L'étude des flux entrants permet de cibler les populations pour qui la Lorraine est la plus attractive et éventuellement de déterminer les nouvelles cibles à attirer. Les principaux leviers d'attractivité décrits dans les conclusions de l'étude sont l'université, le maintien et le développement de l'emploi local et la poursuite de la croissance de l'emploi frontalier.

²⁵ INSEE Lorraine, EL n°274, *Migrations résidentielles en Lorraine : 7 profils-types du nouvel arrivant*, 01/2012

4- La population active en Lorraine en baisse à partir de 2020

L'INSEE Lorraine et le CESEL ont réalisé une étude²⁶ en 2013 sur les projections de population active à l'horizon 2030 en Lorraine.

La population active lorraine a sensiblement augmenté jusqu'en 2012 (environ + 2 450 personnes par an depuis 2007). Elle devrait entrer dans une phase de stagnation entre 2013 et 2020 avec environ 1 100 000 actifs, puis entamer un recul à partir de 2020 qui pourrait s'élever à -2 400 personnes par an entre 2020 et 2030.

Entre 2007 et 2012, la hausse a été tirée uniquement par une augmentation du taux d'activité (la population de 15 à 64 ans étant stable). Entre 2013 et 2020, la hausse des taux d'activité compenserait l'effet papy-boom. Après 2020, l'effet papy-boom titrerait la population active à la baisse.

Entre 2012 et 2030, la France métropolitaine devrait gagner 1,8 millions d'actifs (+5,8%), alors que la Lorraine en perdrait 24 000 (-2,2%). Seules la Bourgogne et la Champagne-Ardenne devraient également voir leur population active reculer à l'horizon 2030.

25 000 départs à la retraite par an : un taux de sortie supérieur à la moyenne française

Sur l'ensemble des travailleurs en poste en 2009, le tiers sera à la retraite en 2020 en Lorraine. Le taux de sortie du marché du travail serait légèrement supérieur à la moyenne nationale dans la mesure où les Lorrains ont commencé à travailler plus jeune.

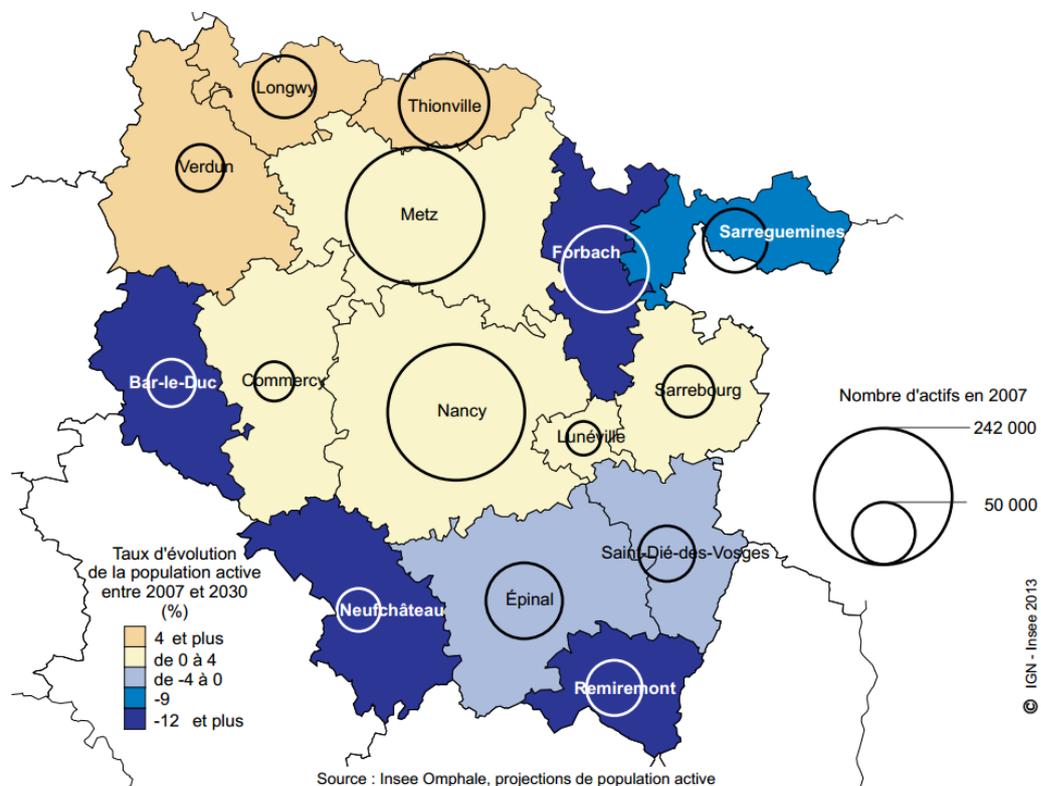
Dans le secteur des services aux particuliers et de l'administration publique, la banque et l'assurance et l'agriculture, le taux de départ atteint même 40%.

Des forts contrastes entre les zones d'emploi

La baisse de la population active devrait affecter plus particulièrement les zones d'emploi déjà en difficulté (celles du département des Vosges, Bar-le-Duc, Sarreguemines, Forbach). Elle n'augmenterait que dans les secteurs portés par la dynamique économique de Metz et Nancy et du travail frontalier vers le Luxembourg, démontrant ainsi l'importance de ces centres d'activités pour le territoire régional.

²⁶ INSEE Lorraine, EL n°309, *Population active en Lorraine, une ressource en baisse dès 2020*, 04/2013

Nombre d'actifs en 2007 et évolution du nombre d'actifs entre 2007 et 2030 par zone d'emploi



Le renouvellement de la population active : enjeu de formation, signe d'attractivité, atout de compétitivité

L'évolution de la ressource humaine d'un territoire est fonction de son **attractivité** (entrées - sorties), mais aussi de sa **pyramide des âges** (jeunes arrivant sur le marché du travail – personnes cessant leur activité). Ainsi, le marché du travail est soumis à un mouvement continu d'entrants et de sortants, très hétérogène selon les régions et les zones d'emploi.

La bonne connaissance des évolutions de la population active est indispensable à la conduite des politiques publiques nationales et locales. Elle permet notamment de connaître les leviers sur lesquels il faut agir en priorité pour améliorer la situation de l'emploi, maintenir l'équilibre des systèmes de solidarité, et anticiper des besoins en compétences.

Les projections réalisées par l'INSEE dans cette étude montrent que la Lorraine devrait voir le nombre de ses actifs diminuer de 24 000 personnes entre 2012 et 2030. Cette baisse devrait affecter plus particulièrement les zones d'emploi déjà en difficultés (Vosges, Bar-le-Duc, Sarreguemines, Forbach). La population active n'augmenterait que dans les secteurs portés par la dynamique économique de Metz et Nancy et du travail frontalier vers le Luxembourg, démontrant ainsi l'importance de ces centres d'activités pour le territoire régional.

Les enjeux auxquels va devoir faire face la Lorraine sont au nombre de trois :

- Tout d'abord, il apparaît comme primordial de créer les conditions **d'une augmentation du taux d'activité** de deux populations cibles : les femmes et les seniors. Dans une région où les projections de population sont plus faibles que la moyenne, le niveau du taux d'activité jouera un rôle particulièrement décisif.
- Le vieillissement démographique de certaines familles professionnelles doit également faire l'objet d'une **meilleure anticipation** au niveau régional, car même si les départs à la retraite ne sont pas tous renouvelés, la présence d'une ressource humaine suffisamment qualifiée sur un territoire est un atout évident de compétitivité. Ce monitoring doit être réalisé en priorité dans les territoires où interviennent les baisses de population active dans une logique de gestion prévisionnelle des emplois et compétences territoriale impliquant un maximum d'acteurs.
- Enfin, le renouvellement de la population active passe par une **amélioration globale de l'attractivité et de la situation économique** de la région. Le travail sur le rayonnement des villes, le profit à tirer des relations transfrontalières, l'anticipation des mutations économiques via l'émergence de pôles industriels stratégiques, sont autant d'éléments concourant à une bonne situation globale du marché de l'emploi en Lorraine.

1- La Lorraine au 14^{ème} rang des régions pour le revenu fiscal moyen des ménages en 2010

En 2010, les ménages lorrains ont déclaré en moyenne 35 204€ de revenus, contre une moyenne de 36 005€ pour la France métropolitaine (hors Île-de-France), ce qui la classe au 14ème rang des régions pour l'importance des revenus moyens déclarés. Entre 2006 et 2010, le revenu déclaré par ménage a augmenté de 9,9% en Lorraine, une progression équivalente à la moyenne des régions hors Île-de-France.

Revenus déclarés²⁷, revenus disponibles²⁸ et niveaux de vie²⁹ moyens par foyer fiscal

	Moyenne du revenu déclaré 2010 (€)	évolution 2006- 2010	Rang	Moyenne du revenu disponible 2010 (€)	évolution 2006- 2010	Rang	Moyenne des niveaux de vie 2010 (€)	évolution 2006- 2010	Rang
Lorraine	35 204	+9,9%	14	33 628	+8,9%	12	21 388	+10,8%	14
Métropole hors Île-de-France	36 005	+9,9%		34 081	+8,9%		21 764	+10,2%	
France métropolitaine	38 161	+10,4%		35 711	+9,4%		22 680	+10,3%	

L'approche par le revenu disponible : l'impact de la redistribution

Le revenu disponible donne une meilleure appréciation des revenus dont disposent réellement les ménages pour consommer et épargner, après les opérations des politiques de redistribution. Même s'il reste inférieur à la moyenne française en Lorraine (33 628€ contre 34 081€ en France hors Île-de-France), la Lorraine voit son rang passer de la 14^{ème} à la 12^{ème} place dans le classement des régions métropolitaines. Entre 2006 et 2010, le revenu disponible a augmenté de 8,9% en Lorraine, au même rythme que la moyenne de France hors Île-de-France.

²⁷ **Le revenu déclaré** (ou revenu fiscal) du ménage (au sens fiscal) est constitué des ressources mentionnées sur la déclaration des revenus, dite déclaration n°2042.

Il comprend donc le cumul des revenus d'activité salariée ou non salariée, des indemnités de chômage, de maladie, des pensions d'invalidité ou de retraite ainsi qu'une partie des revenus du patrimoine. Les pensions alimentaires versées sont exclues ainsi que les revenus exceptionnels et les revenus du patrimoine exonérés d'impôt (épargne logement, etc.). En revanche, les revenus portés sur la déclaration n°2042 et soumis à prélèvement libératoire sont inclus (par exemple, les revenus d'obligations).

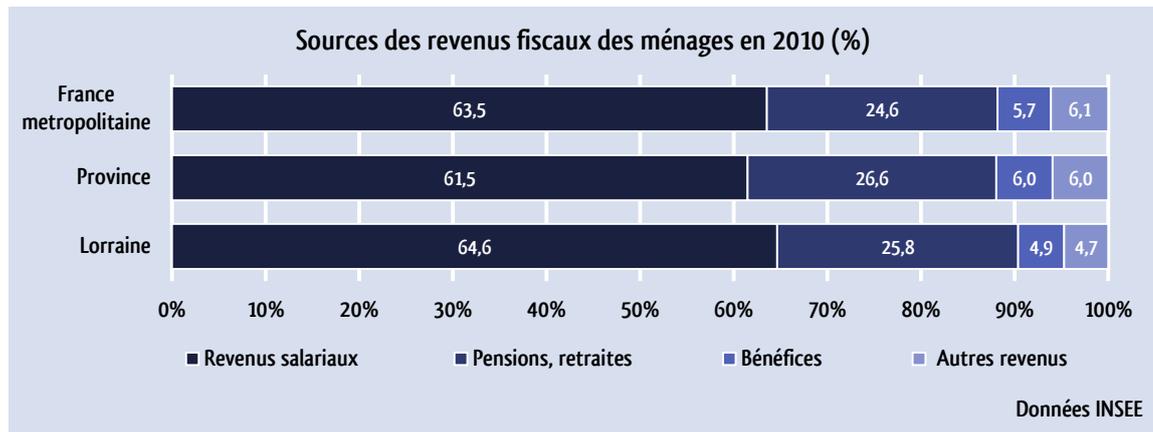
Il s'agit du revenu avant déductions et abattements accordés par la législation fiscale. Ces revenus sont nets de cotisations sociales et de la contribution sociale généralisée (CSG).

²⁸ **Le revenu disponible** d'un ménage est la somme de toutes les ressources composant le ménage (salaires, revenus du patrimoine, transferts sociaux, ...) duquel on déduit les impôts directs (impôts sur le revenu et taxe d'habitation) et les prélèvements sociaux (CSG, RDS).

²⁹ **Le niveau de vie** est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

La part des salaires plus présente que la moyenne

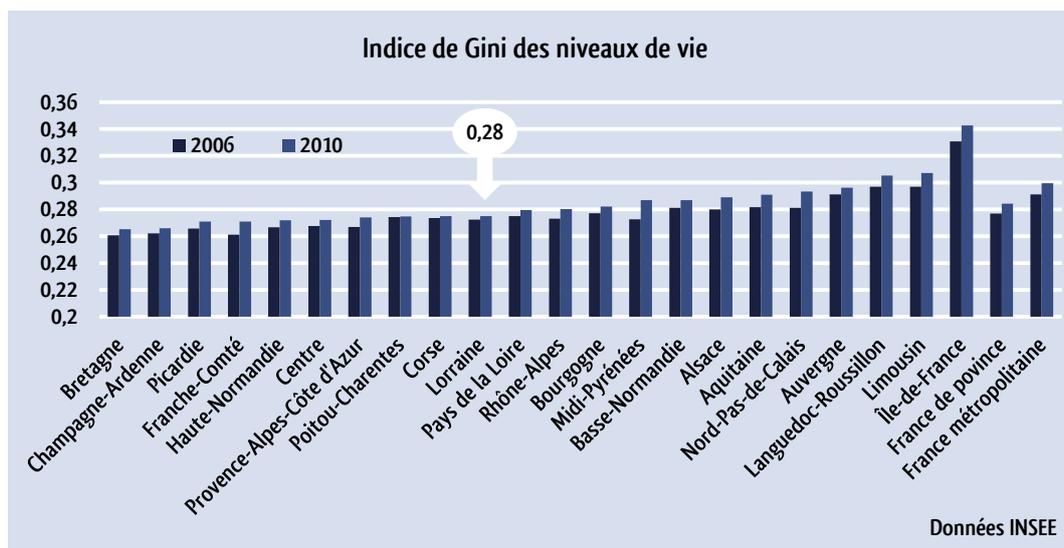
On note une plus grande part relative des salaires dans les revenus déclarés par les ménages en Lorraine par rapport à la moyenne des autres régions hors Île-de-France (64,6% contre 61,5%). Les Lorrains ont par conséquent une part moins importante que la moyenne française en matière de revenus mobiliers et immobiliers, ce qui peut également constituer une source d'inégalité. Il est cependant très difficile d'accéder à des sources d'informations sur les patrimoines.



2- Les inégalités de revenus

La Lorraine au 10ème rang des régions pour les inégalités de niveau de vie

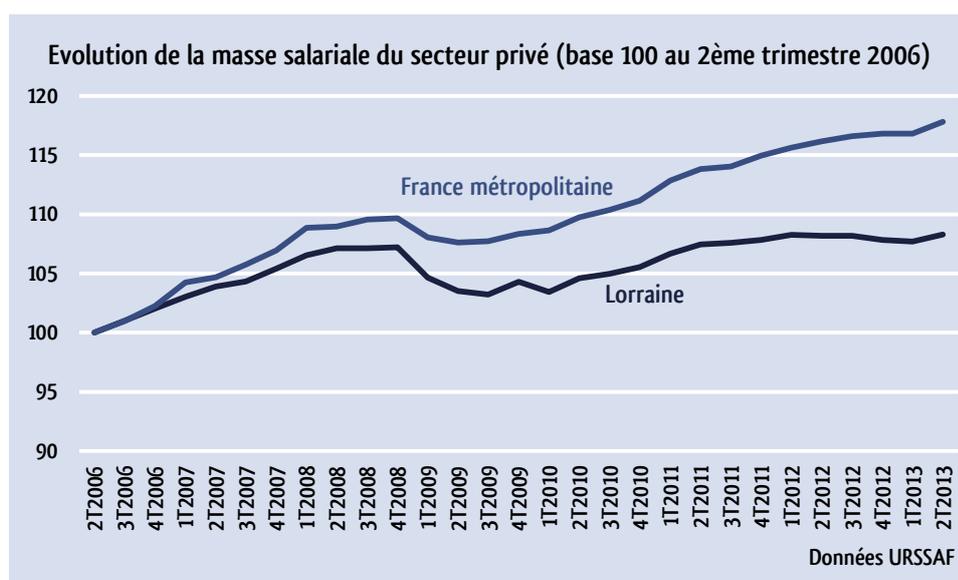
En 2006, l'indice de Gini³⁰ était de 0,27 en Lorraine et de 0,28 en France hors Île-de-France. En 2010, cet indicateur d'inégalités des niveaux de vie est passé à 0,28 en Lorraine et 0,284 en Province, classant la Lorraine au 10^{ème} rang des régions.



³⁰ L'indice de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

3- Une plus faible croissance de la masse salariale³¹ en Lorraine ces cinq dernières années

Au 2^{ème} trimestre 2013, le secteur privé a généré 3,4 milliards d'euros de revenus (bruts) pour les 530 600 salariés lorrains (hors frontaliers). La masse salariale a augmenté de 8% depuis le 2^{ème} trimestre 2006, ce qui place la Lorraine au 20^{ème} rang des 22 régions de France métropolitaine, devant la Picardie et Champagne-Ardenne. Ces évolutions sont importantes pour l'économie de la région, car elles conditionnent le pouvoir d'achat des ménages et de nombreux secteurs économiques en dépendent, notamment les secteurs des services à la personne et la construction.



S'il faut ajouter les revenus des travailleurs frontaliers pour parfaire l'analyse (environ 2,5 milliards € pour le Luxembourg), il est clair que les difficultés sur le marché de l'emploi marchand freinent les évolutions de la masse salariale.

Salaires moyen brut : la Lorraine au 11^{ème} rang des régions

Le salaire moyen brut des salariés du secteur marchand est en Lorraine de 2 148€ par mois au 2^{ème} trimestre 2013, contre 2 437€ en France (l'Île de France, avec un salaire moyen de 3 122€ tire la moyenne nationale vers le haut). Son augmentation sur la période 2006-2012 a été moins importante que la moyenne (+15,5% contre +17,2%). La Lorraine se situe au 20^{ème} rang des régions pour l'évolution du salaire moyen.

³¹ La masse salariale est la somme des salaires bruts versés aux salariés de contrats privés (salaires nets + cotisations salariales).

3.1.3 – Pauvreté et précarité

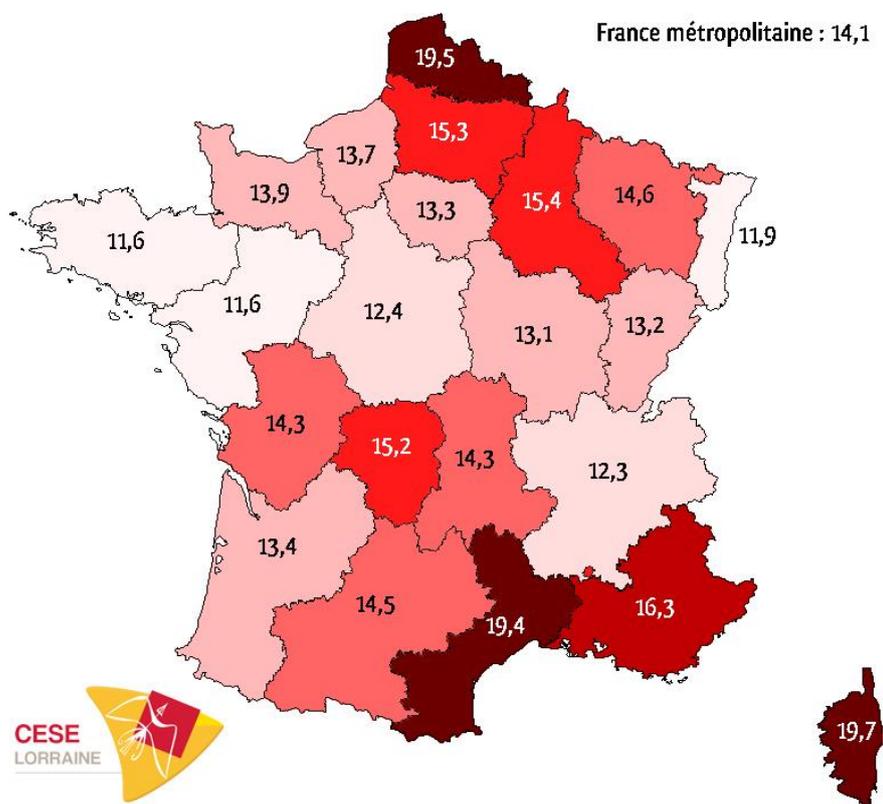
Les conséquences de la crise de plus en plus visibles

En 2011, le taux de pauvreté en Lorraine affiche un niveau équivalent à la moyenne nationale (14,6% en Lorraine, contre 14,1% en France hors Île-de-France). Il marque une hausse de 0,5 point par rapport à son niveau de 2006, notamment chez les plus jeunes.

Le taux de pauvreté pour les membres d'une famille monoparentale s'élève à 33,4% en Lorraine. C'est pour cette catégorie qu'il a le plus augmenté. Dans la région, 1 enfant sur 10 vit avec un/des parent(s) sans emploi, plaçant la Lorraine au 17^{ème} rang des régions. Ce ratio s'élève à 35,4% pour les enfants issus de familles monoparentales. La pauvreté est plus présente dans les grands pôles urbains, les petites et moyennes aires urbaines, ou, à l'opposé, dans les communes hors d'influence des grands pôles. Les espaces périurbains concentrent les plus faibles taux de pauvreté en Lorraine, comme en France.

Le nombre de bénéficiaires d'au moins un revenu minimum versé par la CAF a augmenté de 6,5% en 2012, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits depuis plus de 3 ans a augmenté de 160% depuis juin 2007.

Taux de pauvreté (part des personnes vivant avec moins de 60% du revenu médian) en 2010



Données INSEE

1. Pauvreté monétaire relative, pauvreté institutionnelle, pauvreté ressentie

La pauvreté peut être évaluée principalement pour une région par deux types d'indicateurs économiques et par des constats plus subjectifs. La première approche est celle de la **pauvreté monétaire relative**, qui mesure la part d'une population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixé à 60% du revenu médian de la population de référence. Le seuil de pauvreté à 60% varie de 977€ par mois pour une personne seule à 2 443€ pour un couple avec deux enfants de plus de 14 ans. Cet indicateur permet en particulier de mieux comparer les effets de la pauvreté entre les territoires. La seconde approche pour appréhender la pauvreté est l'observation de la population bénéficiant d'au moins un **minimum social**. Ces approches peuvent également être distinguées de la pauvreté ressentie.

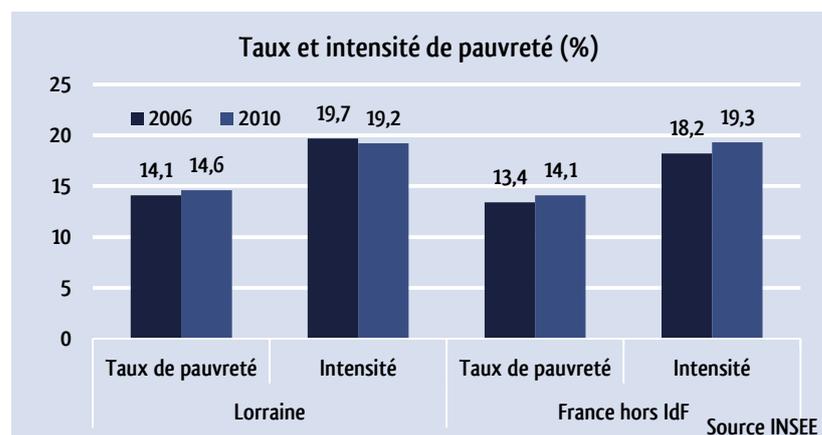
Taux et intensité de pauvreté

Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au **seuil de pauvreté**. Le seuil est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. *Eurostat* et les pays européens utilisent en général un seuil à 60% de la médiane des niveaux de vie, repris ici.

L'**intensité de la pauvreté** est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Formellement, il est calculé de la manière suivante : $(\text{seuil de pauvreté} - \text{niveau de vie médian de la population pauvre}) / \text{seuil de pauvreté}$. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

En 2010, le taux et l'intensité de pauvreté en Lorraine affichent des niveaux équivalents à la moyenne de France hors Île-de-France. 14,6% de la population vit avec des revenus inférieurs à 60% du niveau médian, contre 14,1% en moyenne dans les 20 autres régions métropolitaines. Depuis 2006, cet indicateur a connu une hausse de 0,5 point en Lorraine, contre une hausse de 0,3 point en France hors Île-de-France. L'intensité de la pauvreté est légèrement inférieure à la moyenne et a tendance à reculer légèrement en Lorraine (19,2% en 2010 contre 19,7% en 2006).

On peut néanmoins regretter le décalage de 3 ans qui existe dans la publication des données relatives à la pauvreté monétaire.



Au niveau national, la pauvreté progresse en 2011

En France, le niveau de vie des plus modestes diminue pour la troisième année consécutive en 2011 d'après une récente étude de l'INSEE³². « En 2010, pratiquement toutes les catégories de population avaient subi une baisse de leur niveau de vie ; seul le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 5% de personnes les plus aisées avaient progressé. En 2011, la situation s'améliore plus largement dans la moitié haute de la distribution, mais elle continue de se dégrader dans la moitié basse ». La principale conséquence de ces évolutions est une hausse du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté qui se poursuit en 2011, avec 8,7 millions de personnes, soit 14,3% de la population contre 14% en 2010. D'après l'INSEE, « la pauvreté s'accroît davantage parmi les chômeurs et les jeunes âgés de 18 à 29 ans. L'augmentation des durées du chômage et des conditions d'emploi moins favorables expliquent pour partie que ces populations soient les plus affectées ».

Le taux de pauvreté sensiblement plus élevé dans les communes urbaines

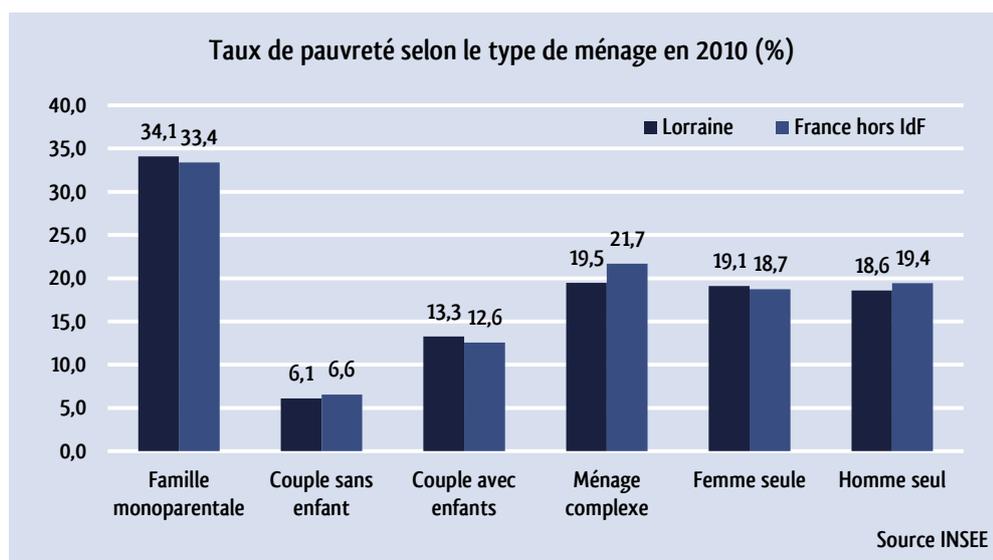
Le taux de pauvreté cache d'importants contrastes selon le type de territoires. En Lorraine, le taux de pauvreté le plus important se trouve dans les grands pôles urbains (17,2% en 2010). C'est dans ce type de communes qu'il a le plus augmenté les 4 dernières années (+1 point depuis 2006). Les moyennes et petites aires urbaines affichent également un niveau important de pauvreté ainsi qu'une augmentation importante (16,1%, +0,7 point par rapport à 2006). A l'opposé, les communes hors de l'influence des pôles sont également confrontées à un taux de pauvreté supérieur à la moyenne (16,1%). Les espaces périurbains, quant à eux, enregistrent un taux de pauvreté inférieur à la moyenne lorraine (10,5% de la population) ainsi qu'une progression relativement faible (+0,4 point).

en %		Taux de pauvreté selon la catégorie d'aire urbaine					Taux de pauvreté selon le type de la commune	
		Grands pôles urbains	Espace périurbain	Moyennes et petites aires urbaines	Autres communes multipolarisées	Communes hors influence des pôles	Rurale	Urbaine
2009	Lorraine	16,2	10,1	15,4	12,7	15,6	10,4	15,3
	France hors IdF	15,4	9,7	14,9	13,8	17,3	11,8	14,5
2010	Lorraine	17,2	10,5	16,1	13,2	16,1	10,7	16,2
	France hors IdF	16,2	10,0	15,6	14,1	17,5	12,0	15,2
Evolution 2009-2010	Lorraine	1,0	0,4	0,7	0,5	0,5	0,3	0,9
	France hors IdF	0,8	0,3	0,7	0,3	0,2	0,2	0,7

Source INSEE

33,4% de pauvreté pour les familles monoparentales en Lorraine

Le type de ménage conditionne également très fortement le taux de pauvreté. En 2010, 33,4% des membres d'une famille monoparentale vivent sous le seuil de pauvreté en Lorraine. C'est à la fois la catégorie pour laquelle le taux est le plus élevé, mais également celle pour laquelle il augmente le plus fortement (il s'élevait à 32,2% en 2006). A l'opposé, les couples sans enfants ne sont que 6,6% à vivre sous le seuil de pauvreté.

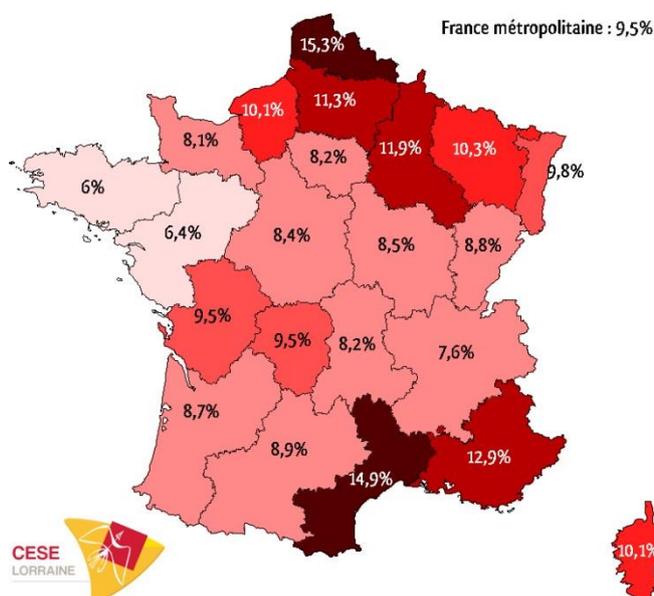


1 enfant sur 10 vit avec un/des parent(s) sans emploi en Lorraine

10,3% des enfants lorrains vivent dans un ménage dont le/les parent(s) ne sont ni en emploi, ni retraités, ni étudiants, plaçant la Lorraine au 17^{ème} rang des régions. La moyenne métropolitaine s'établit à 9,5%. Cette proportion varie fortement selon le type de ménage : les enfants sont concernés à 35,4% par cette situation dans le cadre de familles monoparentales et à 4,9% dans le cadre de parents en couple. Le développement de la famille monoparentale est l'un des principaux risques de pauvreté pour les enfants.

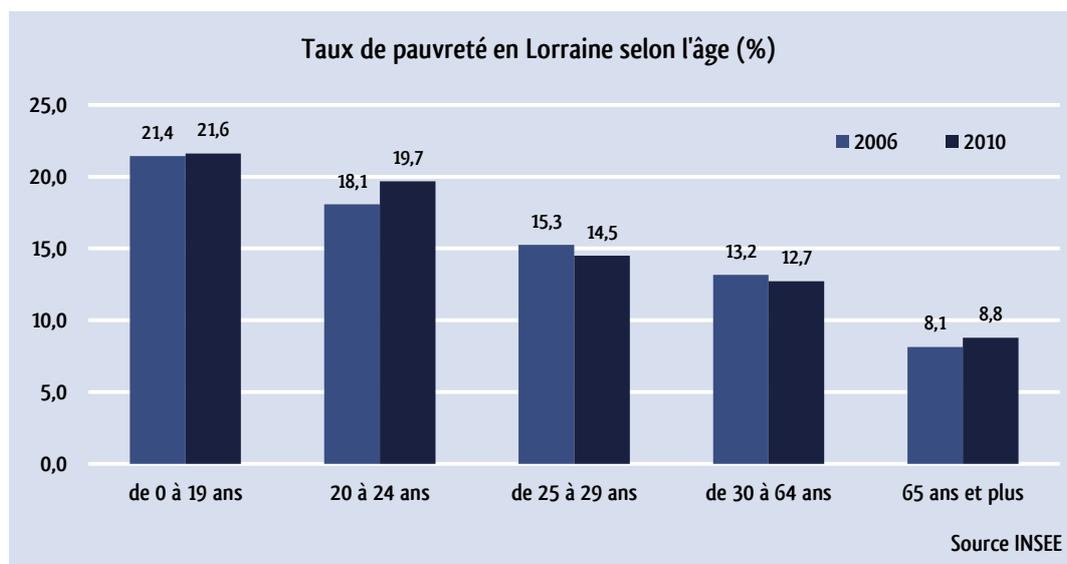
Part des enfants dont les parents sont sans emploi en 2010 (%) >

Données INSEE



La pauvreté est jeune

En Lorraine, l'augmentation du taux de pauvreté entre 2006 et 2010 concerne uniquement les moins de 25 ans et le plus de 65 ans. En ce qui concerne les jeunes, cette évolution pénalise une catégorie déjà très touchée par le phénomène : 21,6% des 0-19 ans et 19,7% des 20-24 ans vivent sous le seuil de pauvreté en Lorraine. Pour les catégories « intermédiaires » de 25 à 24 ans, le taux de pauvreté a tendance à diminuer sur la période. Les seniors restent pour l'heure les moins concernés par le phénomène, mais la part d'entre eux vivant sous le seuil de pauvreté tend à augmenter.



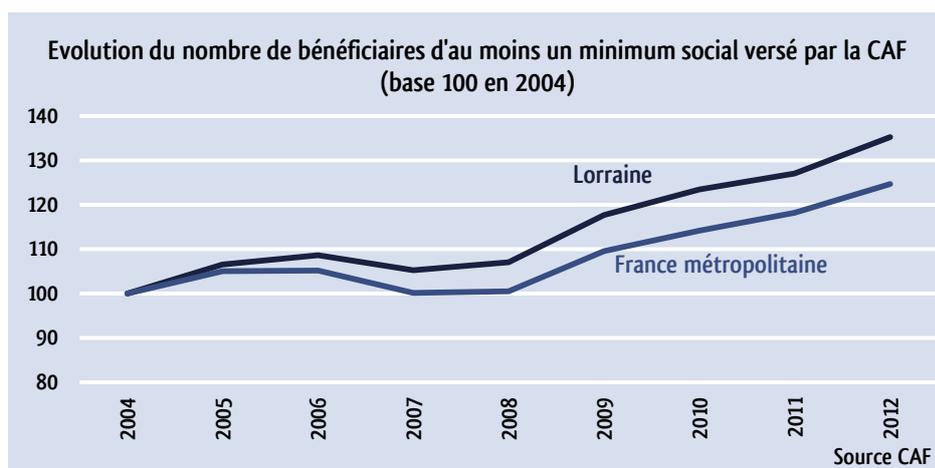
2. Les minimas sociaux

92 856 bénéficiaires d'au moins un minima social³³ en Lorraine

Au 31 décembre 2012, le nombre d'allocataires des CAF bénéficiant d'au moins un minimum social s'élève à 92 856, soit une hausse de 6,5% par rapport à 2011 (contre une hausse de 5,5% en France métropolitaine). En France, on en dénombre 2,4 millions. Depuis 2004, leur nombre a plus fortement augmenté que la moyenne métropolitaine (+35% en Lorraine, contre +25% en France). Cela représente une augmentation de 24 200 allocataires en Lorraine et 476 000 en France métropolitaine.

La part de la population bénéficiant d'au moins un revenu minimum versé par la CAF s'élève en Lorraine à 3,9%, contre 2,9% en 2004. En France, elle est passée de 3,2% à 3,6%.

³³ Les minimas sociaux comptabilisés sont le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation Parent Isolé (API) le Revenu de Solidarité Active socle (RSA, remplaçant le RMI et l'API depuis 2009) ainsi que l'Allocation Adulte Handicapé (AAH).



Plus d'un tiers des personnes éligibles au RSA n'y ont pas recours

D'après une étude de la CNAF³⁴ de juillet 2012, plus d'un tiers des personnes éligibles au RSA socle seul et au RSA socle + activité ne recourraient pas à la prestation en France en 2010. C'est même le cas pour plus des deux tiers des personnes éligibles au RSA activité seul. L'étude explique que « *parmi les foyers éligibles, le non-recours concerne davantage les couples, les hommes seuls et les foyers sans enfants. Il est aussi le fait des moins pauvres d'entre eux, plus proches du marché du travail et aux conditions de vie moins dégradées* ». Dans les raisons révélées par l'enquête, les explications des non-recourant tendent à mettre majoritairement en cause la méconnaissance ou la connaissance partielle des dispositifs et non la peur de la perte d'autres droits qui restent des explications marginales, selon la CNAF.

La pauvreté constatée et ressentie

Cette notion plus subjective indique la manière dont les ménages et les personnes ressentent les effets de la pauvreté qui n'est pas de même nature entre les territoires urbains et ruraux par exemple : cette dimension permet de mieux comprendre l'attractivité des régions méridionales où l'on peut avoir « l'impression » de mieux vivre des situations de précarité. De nature plus qualitative ces notions ne peuvent être appréhendées que difficilement par des indicateurs statistiques. Mais elles reflètent la manière dont les personnes réagissent à la précarité : l'impossibilité de se procurer des produits de première nécessité, de choisir le lieu de son logement, de faire fréquenter à ses enfants l'école de son choix, ...

Selon François Chérèque, Inspecteur Général aux Affaires Sociales, « **le pauvre n'est pas une personne qui court après ses droits, c'est une personne qui ne les connaît pas** » ... Faciliter l'accès des droits aux personnes précaires doit être une des priorités des politiques de lutte contre l'exclusion.

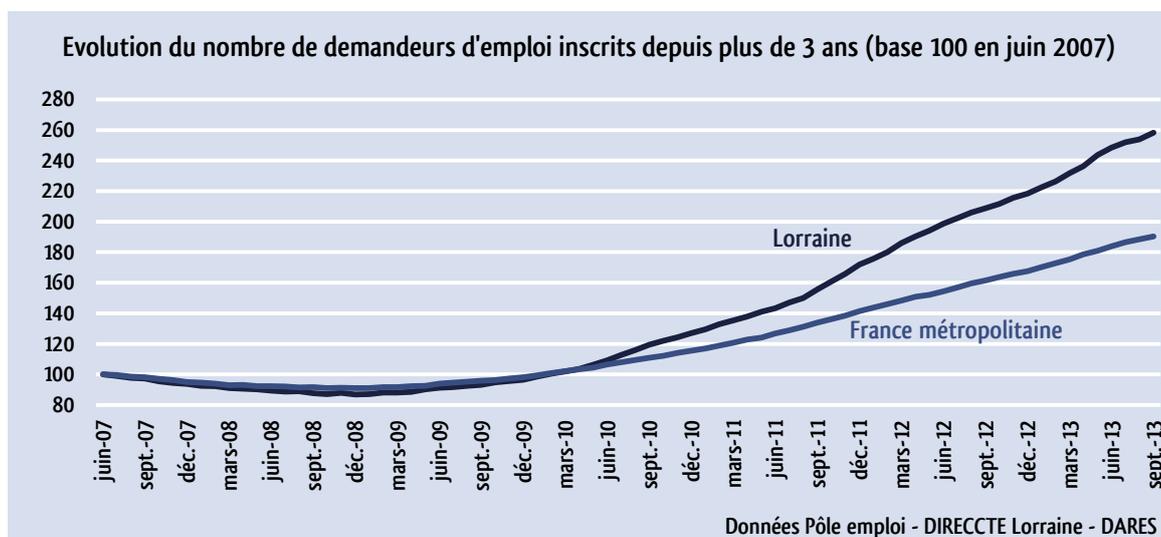
³⁴ Caisse nationale des Allocations Familiales, *Les non-recourants au RSA*, l'essentiel n°124, juillet 2012

3. La poussée du chômage de longue durée accentue le risque de précarité

La précarité peut prendre des formes multiples. Elle est fortement subjective, car se définit souvent comme une forte incertitude de conserver ou de retrouver dans un futur proche une situation acceptable. Sur le marché du travail, on peut la mesurer par les contrats dit « précaires » comme le recours à l'intérim, aux CDD ou encore au temps partiel **subis**. Il est également possible de l'appréhender par la mesure du chômage de longue durée. En effet, les personnes étant « exclues » de l'emploi depuis une période plus ou moins longue ont une employabilité réduite, c'est particulièrement le cas pour les seniors.

19 600 Lorrains au chômage depuis plus de 3 ans

Depuis juin 2007, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus de 3 ans a augmenté de 160% en Lorraine, passant de 7 600 à 19 600 personnes et de 90% en moyenne en France métropolitaine. L'accumulation des difficultés sur le marché de l'emploi a été plus forte en Lorraine ces dernières années comme en témoignent les données du chapitre consacré à l'emploi salarié de ce rapport. Elle a constitué un frein à la reprise de l'emploi par les personnes touchées par la crise de 2009.



3.1.4 – Santé

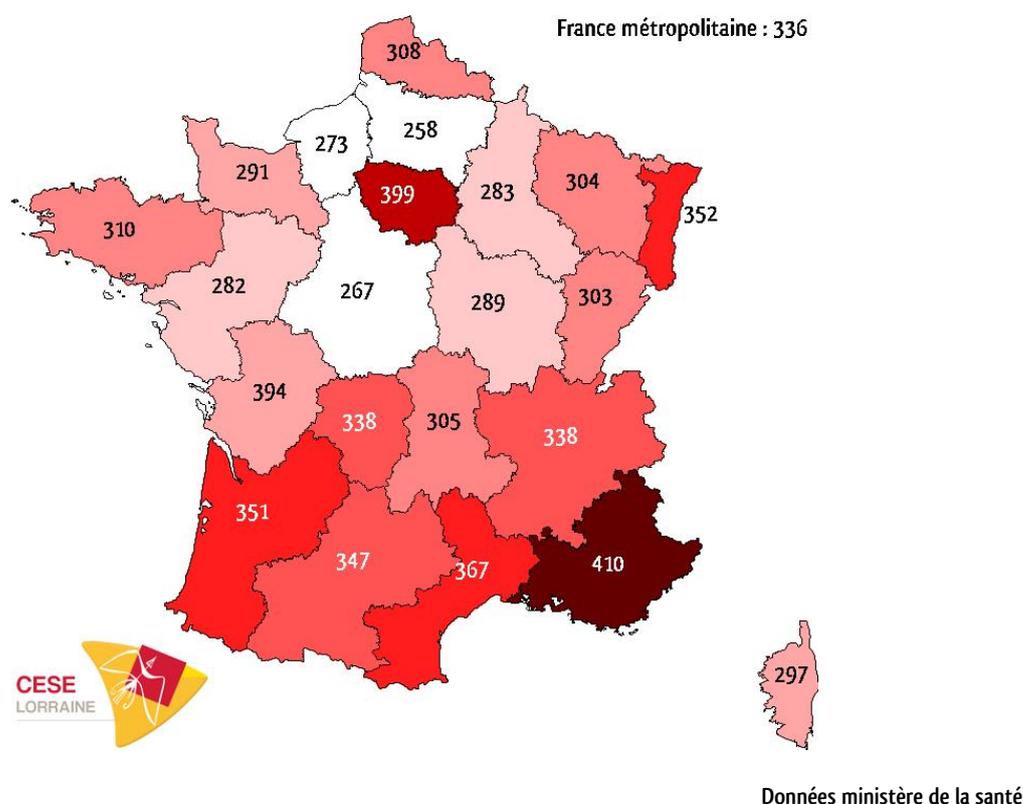
Des contrastes territoriaux

Malgré un rattrapage de l'espérance de vie à la naissance, l'écart avec la France reste d'un an chez les hommes et de 0,8 année chez les femmes, plaçant la région respectivement au 16^{ème} et 19^{ème} rang des 22 régions métropolitaines.

Entre 2005 et 2007, le taux de mortalité précoce est de 202 pour 100 000 habitants contre 187 en France métropolitaine. La surmortalité « globale » de la Lorraine s'explique pour les deux tiers par les tumeurs et les maladies cardiovasculaires ou respiratoires. Elle équivaut en moyenne à 2 300 personnes par an et reste marquée par des contrastes importants au niveau des territoires de la région.

La densité de médecins (généralistes et spécialistes) en Lorraine est inférieure à la moyenne nationale, mais a progressé entre 2010 et 2013. Elle reste néanmoins inégale sur le territoire régional.

Nombre de médecins (généralistes + spécialistes) pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2013



1- Hausse de l'espérance de vie en Lorraine

Le recensement de la population de 2009 montre une amélioration de l'espérance de vie à la naissance des Lorraines et des Lorrains. Elle est passée de 83,1 années à 83,5 années pour les femmes et de 76,3 à 76,8 pour les hommes par rapport à 2007, soit un gain de 0,4 an pour les femmes et 0,5 pour les hommes en 2 ans. Cependant, l'écart à la moyenne nationale place la Lorraine eu 16^{ème} rang des 22 régions pour l'espérance de vie des hommes et au 19^{ème} rang des régions pour celle des femmes.

Les écarts entre départements sont importants, mais ils restent dans l'ensemble mal classés par rapport à l'ensemble des départements français et les espérances de vie sont toutes inférieures à la moyenne nationale.

Espérance de vie à la naissance (années)

	1968		1995		2003		2007		2009		Rang en 2009	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes								
Meurthe-et-Moselle	66,6	74,3	73,9	81,4	74,7	82,3	76,7	83,6	76,7	83,7	73/96	75/96
Meuse	65,9	74,6	72,9	80,8	74,7	82,4	76,3	82,4	76,7	83,7	73/96	75/96
Moselle	65,5	73	73	80,4	75,1	81,1	76,1	82,7	76,9	82,9	68/96	90/96
Vosges	66,7	74,4	72,5	81,4	74,5	82,1	75,8	83,6	76,4	84	81/96	62/96
Lorraine	66,1	73,8	73,2	81	74,9	81,8	76,3	83,1	76,8	83,5	16/22	19/22
France métropolitaine	67,5	75	73,9	81,9	75,8	82,8	77,5	84,3	77,8	84,3		
Ecart Lorraine-France	-1,4	-1,2	-0,7	-0,9	-0,9	-1	-1,2	-1,2	-1	-0,8		

Données INSEE

Néanmoins, le vieillissement de la population lorraine nécessite une réflexion appropriée sur l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie.

Une surmortalité en Lorraine...

Entre 2005 et 2007, le taux de mortalité est en moyenne de 836 personnes pour 100 000 habitants contre une moyenne française de 750. La différence entre ces deux taux de mortalité représente en moyenne l'équivalent de 2 100 décès supplémentaires par an dans la région. La Lorraine se situe au 3ème rang des régions pour l'importance de la surmortalité après le Nord-Pas-de-Calais (920) et la Picardie (858).

Cependant, le taux de surmortalité marque une amélioration par rapport à la période 1995-1997, où il était de 1 018 en Lorraine contre 921 en France, mais la Lorraine ne parvient pas à réduire significativement l'écart avec la moyenne nationale.

... notamment visible dans la surmortalité précoce

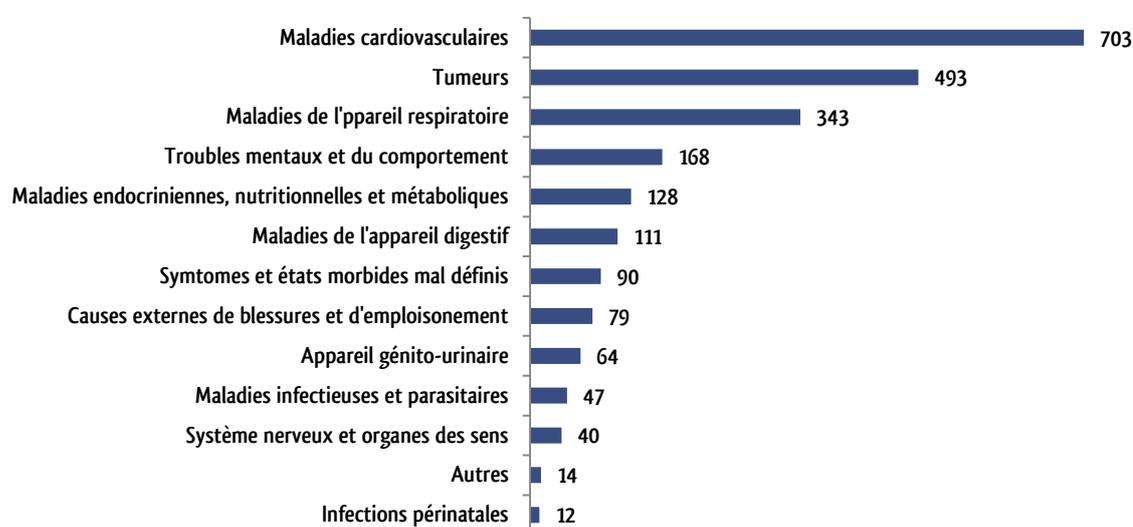
Dans la mesure où les taux de mortalité de la population totale sont fortement liés à la part des personnes âgées dans la population, il est difficile de faire un lien avec l'état de santé réel des régions. Néanmoins, l'analyse des taux de mortalité pour 100 000 habitants dans la population

des moins de 65 ans (mortalité prématurée) nous renseigne sur les décès plus précoces et permet des comparaisons entre territoires. En Lorraine, entre 2005 et 2007, le taux de mortalité précoce est de 202 pour 100 000 habitants contre 187 en France métropolitaine.

Les maladies cardiovasculaires, respiratoires et les tumeurs expliquent les deux tiers de la surmortalité en Lorraine

La surmortalité est essentiellement visible dans les maladies cardiovasculaires, les tumeurs et les maladies de l'appareil respiratoires qui expliquent en moyenne 67% de la surmortalité en Lorraine.

Surmortalité par groupe pathologique en Lorraine par rapport à la France métropolitaine en 2005-2007 (nombre annuel moyen) *



Données INSERM (CépiDc), exploitation ORSAS-Lorraine

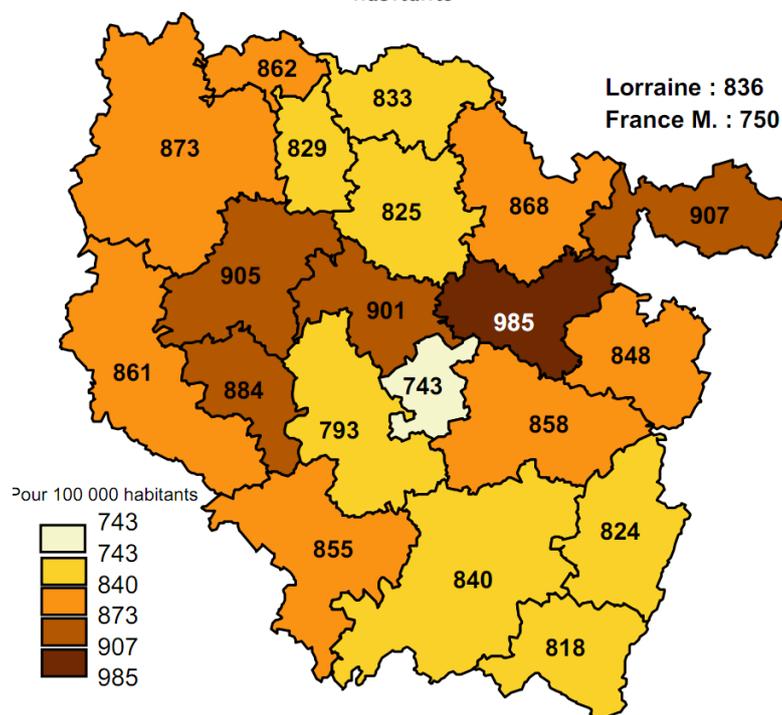
*Calcul : différence entre le nombre de décès constaté en Lorraine et le nombre de décès attendus si le taux de mortalité était égal à la mortalité française

Des disparités territoriales dans la surmortalité

La surmortalité touche la quasi-totalité des territoires lorrains, à l'exception de Nancy, où elle est inférieure à la moyenne nationale (743 pour 100 000 habitants contre 750 en moyenne en France métropolitaine).

Comme le note l'ARS de Lorraine dans le plan stratégique régional de santé, « dans certains territoires de santé de proximité, les niveaux de mortalité élevés nécessitent des actions ciblées, à l'instar du Saulnois qui détient le taux de mortalité le plus élevé de Lorraine avec 985 décès pour 100 000 habitants. Dans une moindre mesure, d'autres territoires comme le Bassin Houiller, Sarreguemines-Bitche ou le Val de Lorraine présentent une surmortalité significative relativement au niveau national, mais également régional. »

Taux de mortalité par territoire de santé et de proximité et en France métropolitaine en 2005-2007 pour 100 000 habitants



Données INSERM (CépiDc), exploitation et carte ORSAS-Lorraine

Comme le Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine l'a rappelé dans son avis sur le Projet Régional de Santé 2012-2017, un meilleur accès aux soins, donc au final une meilleure santé de la population, ne signifie pas nécessairement augmenter ou diminuer « arbitrairement » l'offre de soins en fonction du caractère « bien ou mal pourvu » d'un territoire.

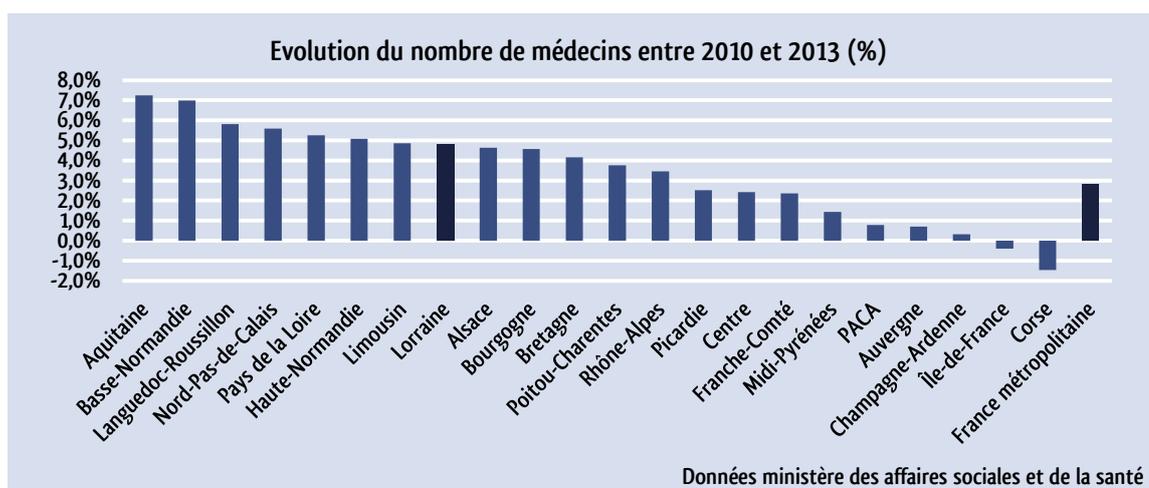
Rendre l'accès aux soins plus équitable revient donc à mieux organiser le système pour qu'il soit en capacité de s'adapter aux besoins des populations dans les territoires. Des besoins qui diffèrent de la structure économique et sociale passée, actuelle et future de ces territoires, et qui évoluent dans le temps. A chaque territoire, des spécificités sanitaires qu'il est nécessaire de mieux prendre en compte dans l'organisation du système de soins curatif et préventif.

2- L'offre de soins ambulatoires : un accès inégal sur le territoire

Les défis posés au projet régional de santé 2012-2017 sont importants pour ce qui concerne l'accès aux soins. L'offre de soins ambulatoires est inférieure à la moyenne nationale, tant pour les médecins généralistes que pour les spécialistes.

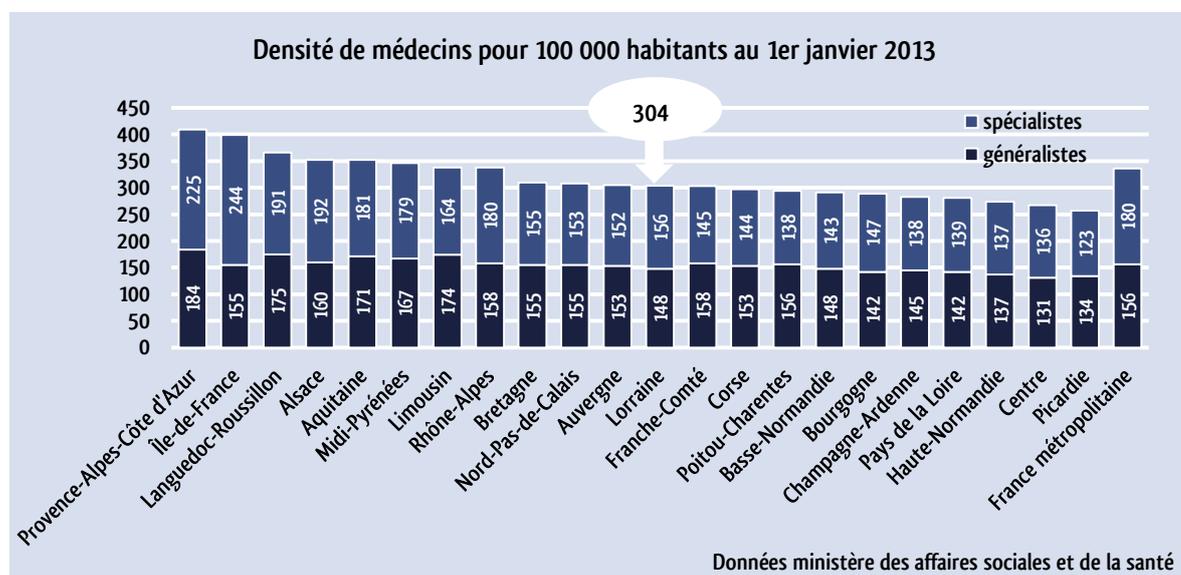
Hausse du nombre de médecins en Lorraine

Au 1^{er} janvier 2013, on compte en Lorraine 7 166 médecins dont 3 495 généralistes et 3 671 spécialistes. Depuis 2010, leur nombre a augmenté de 4,8%, soit une hausse supérieure à la moyenne métropolitaine (+2,8%).



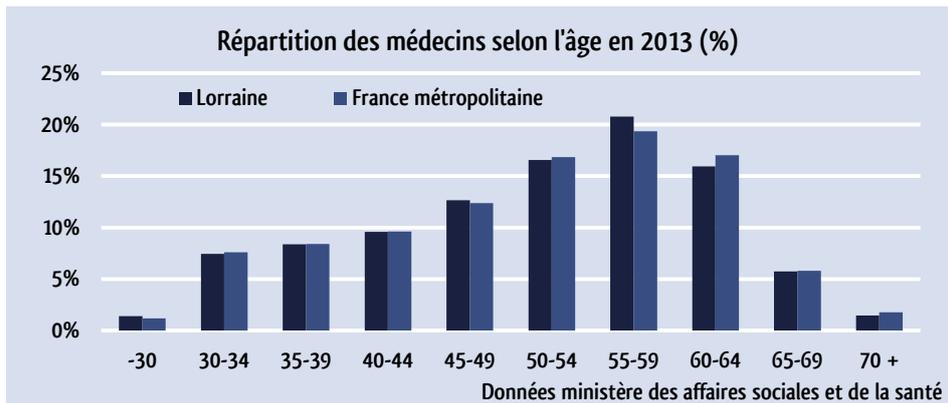
La Lorraine au 12^{ème} rang pour la densité totale de médecins, au 15^{ème} rang pour les généralistes et au 9^{ème} rang pour les spécialistes

On compte dans la région 304 médecins pour 100 000 habitants contre une moyenne française de 336, plaçant la Lorraine au 12^{ème} rang pour la densité totale de médecin. Cette densité est de 148 pour les généralistes (156 en France métropolitaine) et de 156 pour les spécialistes (180 en France).



... mais une population professionnelle vieillissante...

23% des médecins exerçant en Lorraine ont plus de 60 ans en 2013 contre 25% au niveau de la France métropolitaine. Le renouvellement des docteurs est aujourd'hui un défi important dans les politiques de santé.

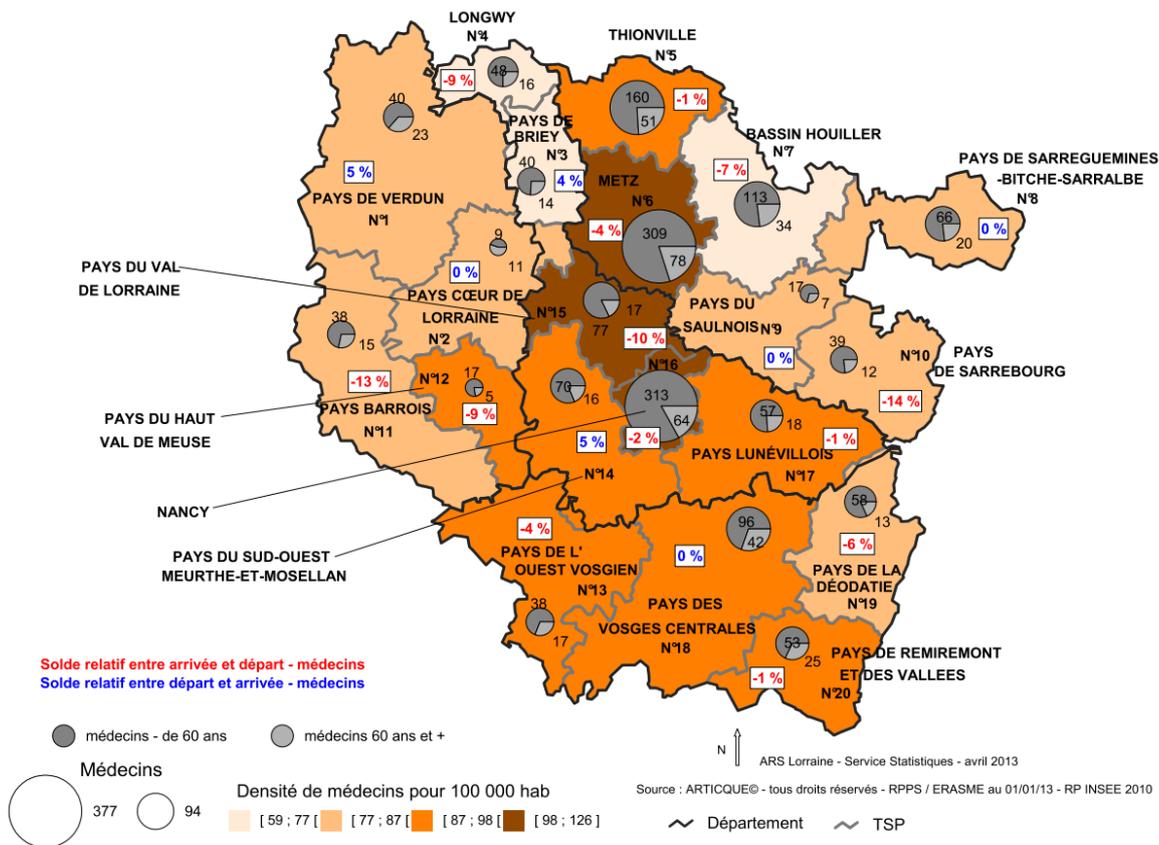


... et des inégalités territoriales marquées

L'offre de soins ambulatoires reste majoritairement concentrée sur le Sillon Lorrain et notamment dans les agglomérations de Metz et de Nancy en ce qui concerne les médecins généralistes.

Cette concentration est susceptible d'engendrer des difficultés en termes d'égal accès aux soins notamment dans les zones rurales.

Densité de MEDECINS GENERALISTES LIBERAUX par TSP

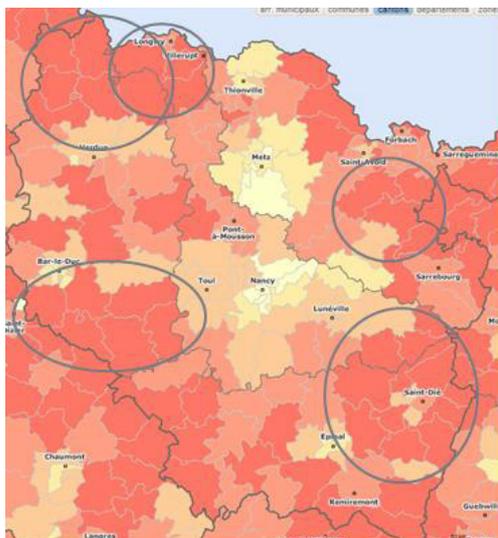


Les inégalités sociales et territoriales de santé en Lorraine : lorsque la médecine ne s'adapte pas à ceux qui en ont le plus besoin ...

Les inégalités sociales de santé sont les différences d'état de santé observées entre les groupes sociaux. Or, le contexte économique et social extrêmement difficile que nous traversons tend à accroître ces différences d'état de santé entre les groupes sociaux. Ainsi, il est communément admis, et prouvé, qu'un homme cadre supérieur a une espérance de vie à 35 ans supérieure de 6 années à celle d'un homme ouvrier.

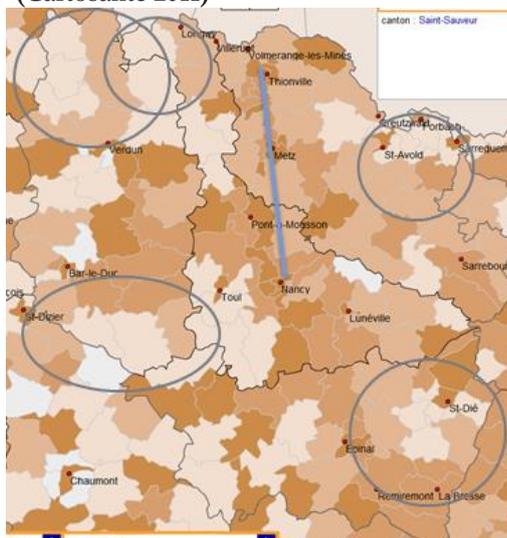
Mais lorsqu'aux inégalités sociales se rajoutent des inégalités territoriales de santé, le système de santé n'est plus en capacité de répondre aux enjeux de santé publique. Alors que les territoires qui concentrent les plus grandes fragilités sociales devraient bénéficier de l'offre de soins la plus forte (carte de gauche), ils se caractérisent au contraire par une faiblesse de l'offre de soins (carte de droite).

Proportion des ouvriers (INSEE 2009)



Source IREPS Lorraine

Proportion des médecins généralistes (Cartosante 2011)

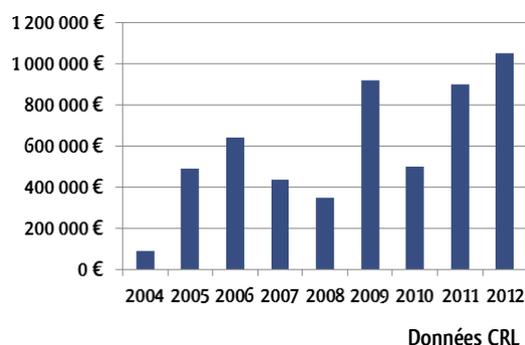


La résorption de ces inégalités sera un enjeu majeur du Projet Régional de Santé 2012-2017 adopté par l'ARS Lorraine.

Les maisons de santé pluriprofessionnelles : un outil pour l'amélioration de l'accès aux soins

Les maisons de santé pluriprofessionnelles contribuent à lutter contre les déserts médicaux. Elles sont pour partie financées par le Conseil Régional de Lorraine, qui a participé au développement de 43 maisons en Lorraine depuis 2004. Depuis 2009, 3,4 millions d'euros ont ainsi été alloués aux projets lorrains. La Meuse et les Vosges disposent de l'essentiel des maisons pluriprofessionnelles existant pour l'heure en Lorraine, mais de nombreux projets sont en réflexion ou en phase de concrétisation sur l'ensemble du territoire lorrain, y compris dans certains quartiers prioritaires.

Effort budgétaire du Conseil Régional de Lorraine pour le développement des maisons de santé pluriprofessionnelles



Une offre hospitalière plus abondante, mais concentrée sur le Sillon Lorrain

En 2009, le taux d'équipement en lits et places en médecine, chirurgie et obstétrique est de 4,37 pour 1 000 habitants en Lorraine, contre une moyenne de 3,86 en France métropolitaine.

Cependant, l'offre hospitalière reste concentrée sur le Sillon Lorrain : au déséquilibre territorial observé concernant l'offre de soins ambulatoires, s'ajoute un déséquilibre important en matière d'offre de soins hospitalière avec une concentration des équipements et de plateaux techniques modernes sur le Sillon Lorrain.

Un phénomène de concentration accentué récemment par le rapprochement du CHRU de Nancy et du CHR de Metz-Thionville au sein d'une Communauté Hospitalière de Territoire (CHT).

Les grands choix stratégiques en matière de santé s'inscrivent par ailleurs dans un contexte de résorption des déficits financiers auxquels sont confrontés certains établissements hospitaliers.

Dans son avis sur le PRS (Projet Régional de Santé) 2012-2017, le CESEL a insisté sur le fait qu'une politique de santé ne pouvait pas uniquement se construire sur des critères et considérations budgétaires. Les besoins des populations concernées doivent également être pris en compte.

3.1.5 – Logement et construction

Quand le bâtiment ne va plus...

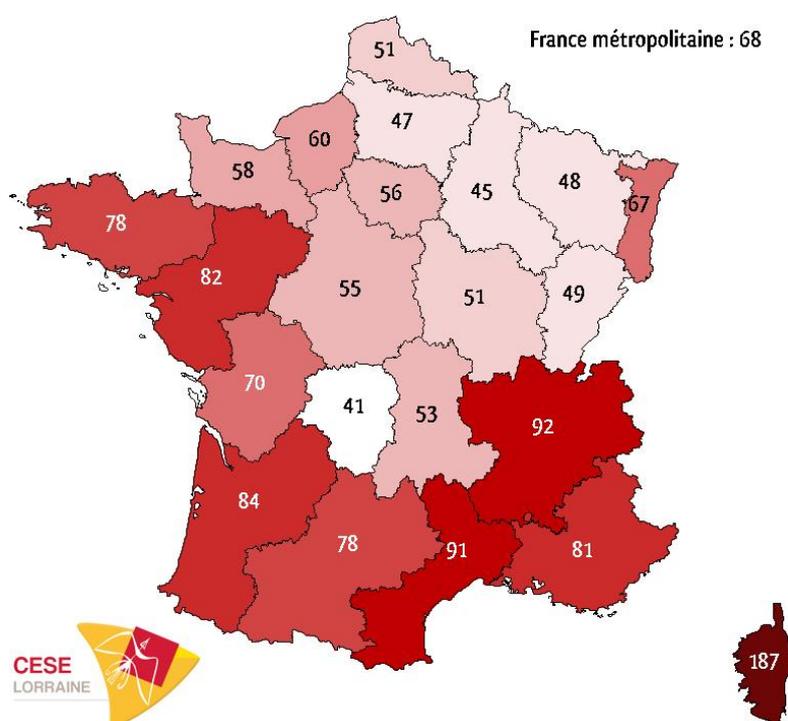
Le nombre de logements autorisés a marqué une baisse en 2012 avec 11 336 permis de construire (-13%) et le 1^{er} semestre de 2013 ne montre pas d'amélioration de la situation.

Sur la période 2002-2012, 69 logements ont en moyenne été autorisés pour 10 000 habitants en France, contre 54 en Lorraine (et 48 pour 2012). Les faibles perspectives démographiques ainsi que la moindre part des jeunes dans la population totale peuvent expliquer en partie cet écart. On note également de forts contrastes entre les zones d'emploi en Lorraine (effet sillon lorrain et proximité du Luxembourg).

Le logement reste une préoccupation majeure pour les ménages : en 2010, en incluant loyers, charges, taxes, remboursements d'emprunts, dépenses d'eau et d'énergie, un ménage sur deux consacre plus de 18,5 % de ses revenus à son habitation principale en France. Le coût du logement pèse plus lourdement pour les ménages à faibles ressources (23%).

La Lorraine affiche un niveau de précarité énergétique important dans le parc des résidences. Cette situation nécessite des actions prioritaires dans le cadre de la politique nationale de rénovation thermique pour laquelle la Lorraine doit être une priorité.

Nombre de logements autorisés pour 10 000 habitants en 2012



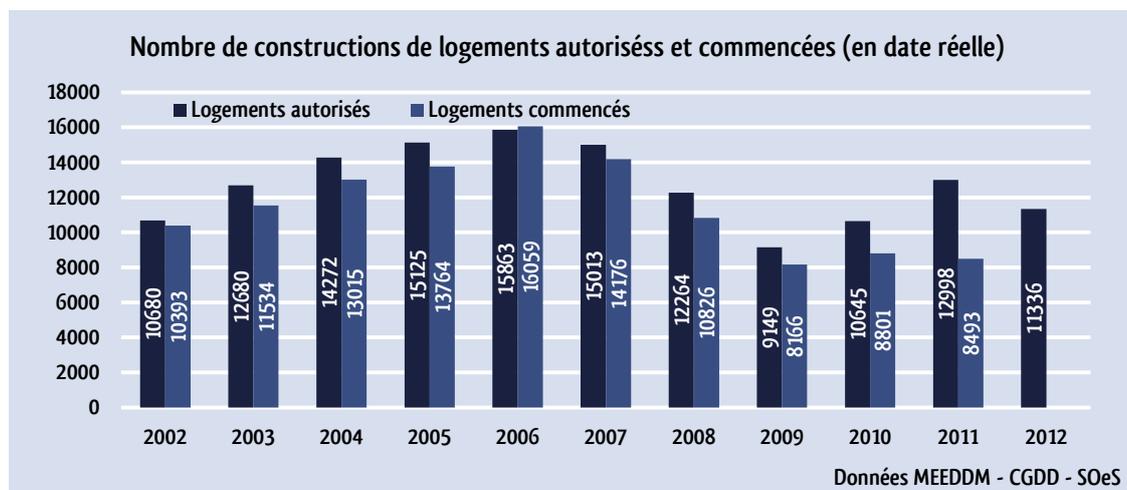
Données MEEDDM – CGDD – INSEE

1- Nouvelle baisse des autorisations de construction en 2012

11 336 permis déposés en 2012

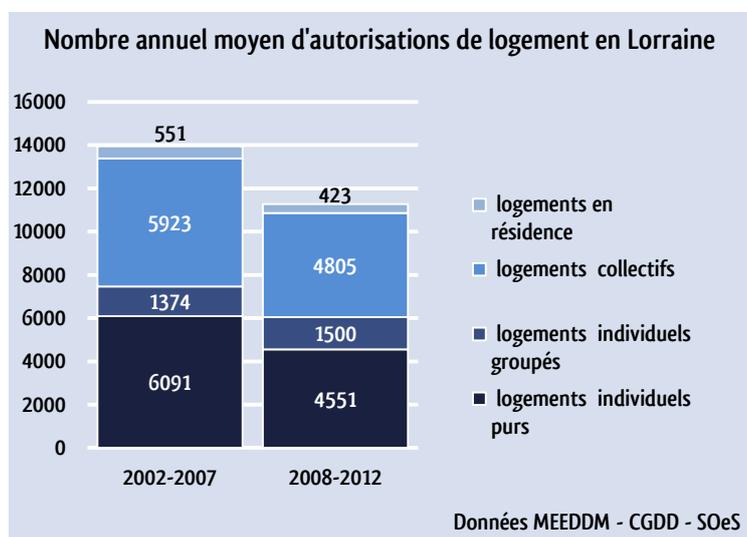
Avec 11 336 autorisations, le nombre de permis de construire délivrés en 2012 marque une baisse en Lorraine (-13% par rapport à 2011).

On note en 2011 un écart croissant entre les autorisations et les mises en chantier. Les logements commencés sur l'année ne représentent que l'équivalent de 65% des autorisations de l'année, alors qu'ils étaient de 83% en 2010. Le climat d'incertitude économique a sans doute eu un impact sur ce phénomène.



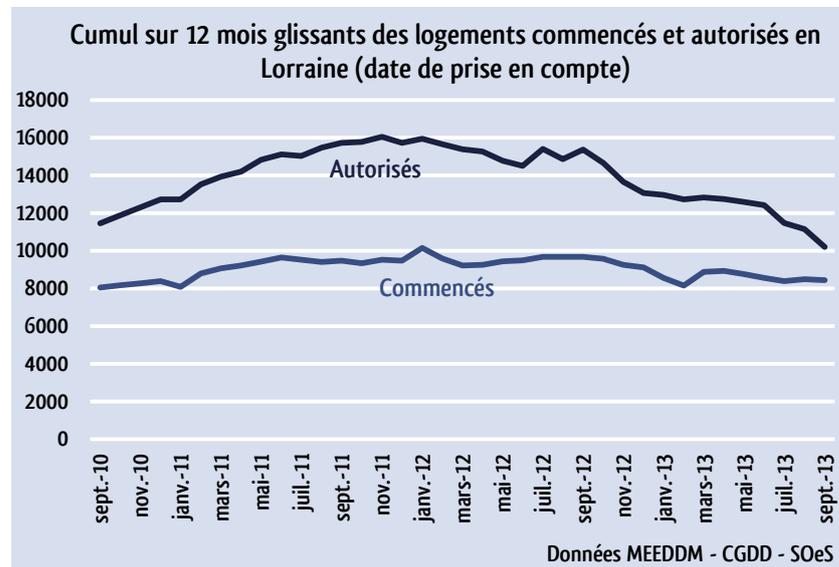
Les logements collectifs en tête

La crise a fait baisser le nombre d'autorisations de logements pour l'ensemble des catégories sauf pour les logements individuels groupés. En moyenne, entre les périodes 2002-2007 et 2008-2012, les autorisations de logement en résidence sont en baisse de 19%, les logements collectifs de 19%, les logements individuels purs de 25%, seule exception, les logements individuels groupés marquent une hausse de 9%.



Poursuite de la baisse en 2013

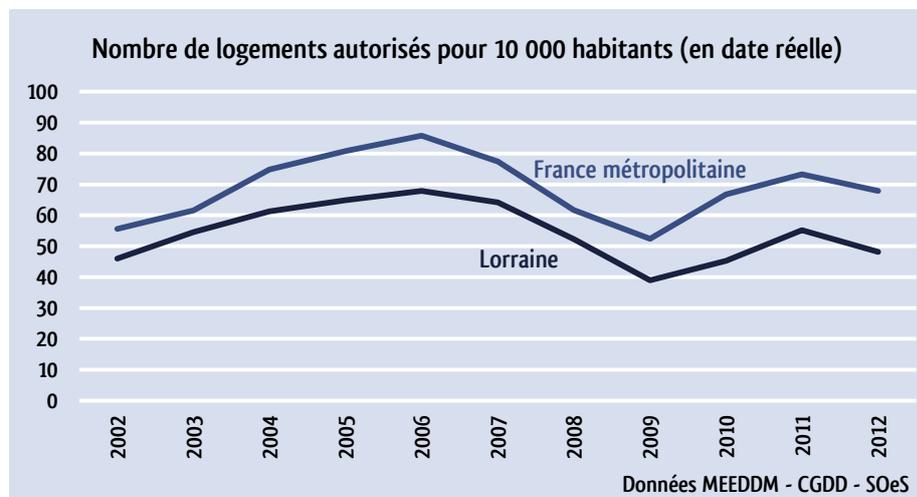
Le bilan de 2013 risque d'être également dans une tendance à la baisse en termes de constructions de logements, vu les chiffres des 9 premiers mois.



Un rythme de construction en retrait de la dynamique française...

La croissance démographique lorraine est inférieure à la dynamique française, mais elle ne peut pas à elle seule expliquer le retrait par rapport à la dynamique nationale en termes de construction de logements. Sur la période 2002-2012, 69 logements ont en moyenne été autorisés pour 10 000 habitants en France, contre 54 en Lorraine.

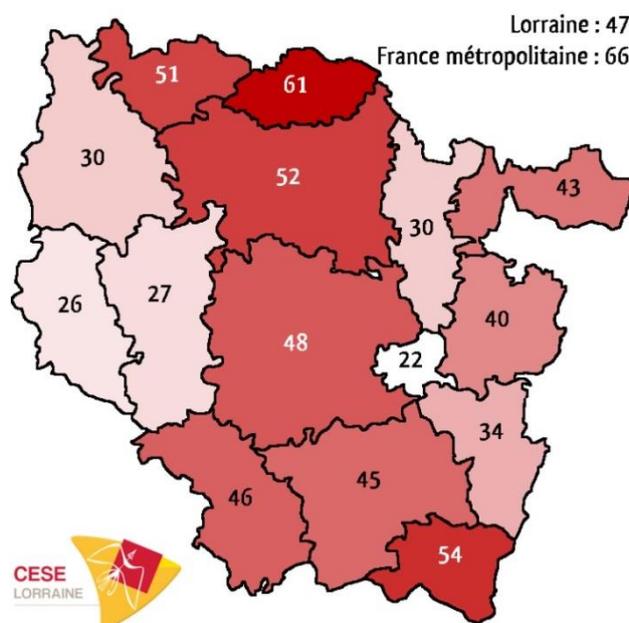
De plus, comme le montre la carte en introduction de ce chapitre, les écarts entre les régions sont très marqués et placent la Lorraine au 19^{ème} rang des 22 régions métropolitaines pour le nombre de logements autorisés pour 10 000 habitants en 2012.



... et inégal sur le territoire lorrain

Entre 2009 et 2012, 44 128 autorisations de logement ont été délivrées en Lorraine, soit une moyenne annuelle de 47 logements pour 10 000 habitants. On constate de forts contrastes entre les zones d'emploi pour l'intensité des permis délivrés rapportés à la population. Les zones d'emploi du Sillon Lorrain, celles frontalières du Luxembourg et celle de Remiremont ont les taux de construction les plus élevés.

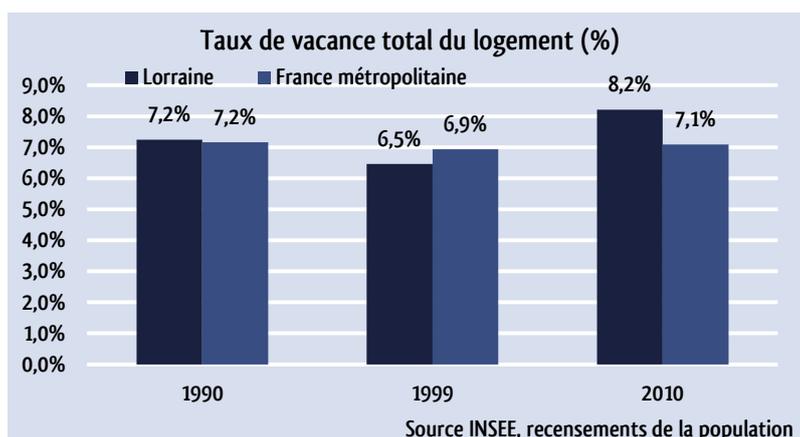
Nombre moyen d'autorisations de logement par an pour 10 000 habitants entre 2009 et 2012



Données MEEDDM – CGDD – SoeS – INSEE

Le taux de vacance supérieur à la moyenne nationale

En 2010, l'INSEE recense en Lorraine 1 139 800 logements en Lorraine, dont 93 559 sont vacants. Le taux de vacance a augmenté par rapport à son niveau de 1999 où il se situait à 8,2%. Paradoxalement, sur la même période, le nombre de ménages a augmenté de 10% en Lorraine (soit 95 000 ménages supplémentaires). La réhabilitation et une meilleure utilisation du parc de logements vacants est un défi important.



2- Le « logement », premier poste de dépense des ménages, pèse toujours plus sur leur budget

Une récente étude du Commissariat Général au Développement Durable³⁵ a montré qu'en 2010, en incluant loyers, charges, taxes, remboursements d'emprunts, dépenses d'eau et d'énergie, un ménage sur deux consacre plus de 18,5 % de ses revenus à son habitation principale. Le coût du logement pèse plus lourdement pour les ménages à faibles ressources, les locataires du parc privé et les accédants à la propriété. **Un locataire du parc privé sur cinq dépense plus de 40 % de ses revenus pour se loger.** Depuis quinze ans, le taux d'effort global augmente peu, mais la hausse est plus sensible pour les ménages modestes et les locataires du parc privé.

Un effort surtout supporté par les locataires du parc privé...

Le taux d'effort médian des locataires du secteur privé par rapport à leur budget s'élève à 26,6% contre 20,1% pour les locataires du parc social. En ce qui concerne les propriétaires de logement, le taux d'effort médian s'élève à 27,2% pour les accédants à la propriété contre 9,5% pour les autres.

L'évolution entre 2008 et 2010 a eu tendance à creuser ces inégalités. En effet, le taux d'effort médian a cru de 1 point pour les locataires du parc privé, et reculé de 0,3 point pour ceux du secteur social. Il a également augmenté plus fortement pour les accédants au logement que pour les autres propriétaires (respectivement +0,8 point et +0,5 point), creusant ainsi l'écart entre les taux d'efforts.

... mais aussi par les ménages les plus modestes

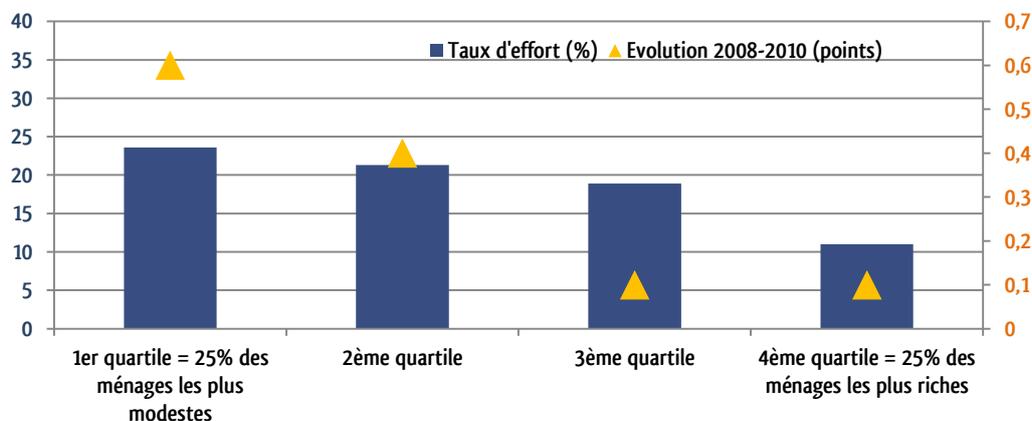
Les inégalités ne concernent pas uniquement les situations face au logement, mais sont accentuées par les différences de taux d'effort en fonction des revenus.

Les ménages les plus modestes consacrent une part de leur budget plus importante que les ménages les plus aisés. Ce constat est connu depuis longtemps, mais les dernières années ont vu croître les inégalités entre les ménages. Le taux d'effort médian pour les 25% des ménages les moins aisés (1er quartile) a cru de 0,6 point en l'espace de 2 ans, alors qu'il a augmenté de 0,1 point pour les 25% les plus aisés (4ème quartile).

En cause deux phénomènes combinés. D'une part, une hausse importante des coûts liés au logement, chiffrée à +17% entre 2005 et 2010 et d'autre part, les tensions sur les revenus des ménages, notamment les plus modestes suite à la crise de 2008.

³⁵ CGDD, Le point sur n°117, *La part du logement dans le budget des ménages en 2010*, mars 2012

Taux d'effort médian et évolution 2008-2010 du taux d'effort en fonction du niveau de vie



Sources : Insee, enquêtes nationales sur le logement 1996 et 2006 et enquêtes SRCV 2008 et 2010, calculs Insee et SOeS

Note de lecture : les 25% des ménages les plus modestes ont un taux d'effort de 23,6% de leur budget dans le logement et ce taux d'effort a augmenté de 0,6 point entre 2008 et 2010

3- La précarité énergétique du parc lorrain : une priorité d'action

Dans une étude de 2010 en partenariat avec le CESEL³⁶, l'INSEE Lorraine a mis en lumière une proportion plus forte de logements énergivores en Lorraine en comparaison à la moyenne nationale. Face aux objectifs de réduction des consommations d'énergie d'au moins 38% en 2020 du Grenelle de l'environnement, le défi est important. Il prend également un aspect social, car la facture énergétique va croître avec la hausse des prix de l'énergie... et la situation parfois dégradée des ménages lorrains.

Un logement lorrain sur cinq énergivore. 208 000 logements lorrains sont considérés comme énergivores (classe G), soit 22% contre 15% en France. Les raisons de cette spécificité résident à la fois dans la situation géographique, mais également dans les caractéristiques mêmes du parc lorrain, avec une forte proportion de maisons individuelles et de logements construits avant 1975.

La Lorraine doit être en tête des priorités de la politique de rénovation thermique

La consommation d'énergie par habitant dans le résidentiel et le tertiaire de la Lorraine est la plus forte des régions françaises (1,4 tonnes équivalent pétrole par habitant, contre une moyenne française de 1,05 tonnes). Cela représente une surconsommation de 460 000 tonnes équivalent pétrole par an dans la région. La Lorraine apparaît donc comme légitime pour être la région pilote et prioritaire dans le programme national de rénovation thermique des logements.

Le programme des investissements d'avenir offre des opportunités de financement dans ce domaine et devrait se poursuivre à l'horizon 2025.

³⁶ INSEE Lorraine, *Pour une prospective de l'amélioration de la performance énergétique du parc de logement lorrain*, EL n° 223-224, juin 2010

3.2 Situation de l'emploi

3.2.1 – Evolutions de l'emploi salarié

50 000 emplois détruits depuis 2000

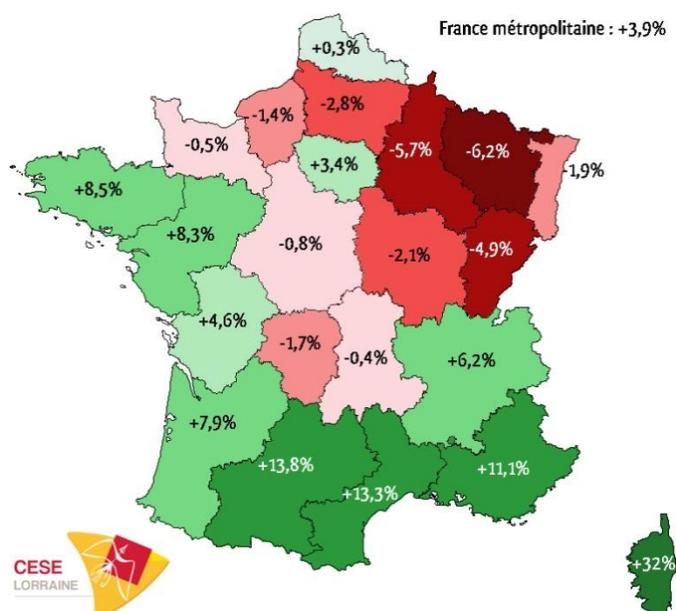
La Lorraine est la région française pour laquelle l'emploi salarié total (marchand + non-marchand) a le plus reculé entre 2000 et 2012. Alors que la France créait près de 900 000 emplois (+3,9%), la Lorraine a connu un recul de 50 059 postes (-6,2%), revenant à son niveau d'emploi de 1997. La rechute de l'économie lorraine en 2012 a amplifié le recul avec une perte de 14 000 postes.

Les secteurs industriels ont vu le nombre d'emplois diminuer de 50 700 en Lorraine sur la dernière décennie, baisse plus importante qu'au niveau français (-28% contre -20% en métropole). La Lorraine est au dernier rang des régions pour l'évolution de l'emploi industriel.

Les secteurs des services marchands ont progressé en termes d'emploi, mais à un taux deux fois inférieur à la moyenne nationale : +4% contre + 11%, plaçant aussi la région au 21^{ème} rang des régions. Cela représente une création nette de 11 500 emplois pour la région sur 1,1 million en France métropolitaine. Le secteur des services marchands a compensé les destructions d'emplois industriels au niveau national, ce n'est pas le cas en Lorraine, d'autant plus qu'elle n'a pas retrouvé en 2011 le nombre d'emploi dans les services marchand qu'elle affichait avant la crise.

Le secteur non-marchand, qui regroupe notamment l'emploi public, la Lorraine est au 22^{ème} rang des régions pour l'évolution sur la décennie (+2%, soit +5 086 postes, contre +8% en France métropolitaine, + 545 000 postes). Le secteur a même entamé un recul de l'emploi depuis plusieurs années en Lorraine.

Evolution entre 2000 et 2012 de l'emploi salarié total (marchand + non-marchand)



Données INSEE

1- 12 années difficiles sur le plan de l'emploi en Lorraine : plus de 50 000 emplois détruits

La Lorraine est la région qui a connu le plus fort recul de l'emploi salarié total entre 2000 et 2012

En décembre 2012, La Lorraine compte 761 736 emplois salariés, ce qui représente 3,2% des emplois salariés de France métropolitaine. Entre 2000 et 2012, ce nombre a diminué de 6,2% (-50 059 salariés), alors qu'il a progressé de 3,9% en France (+891 498 salariés). La Lorraine se situe au 22^{ème} rang des régions pour l'évolution de l'emploi salarié total sur la décennie. Dix autres régions ont vu également un recul de l'emploi sur la période : Champagne-Ardenne (-5,7%), Franche-Comté (-4,9%), Picardie (-2,8%), Bourgogne (-2,1%), Alsace (-1,9%), Limousin (-1,7%), Haute-Normandie (-1,4%), Centre (-0,8%), Basse-Normandie (-0,5%), Auvergne (-0,4%).

Evolutions de l'emploi salarié total (marchand + non-marchand) en Lorraine et en France métropolitaine

	1 990	2 000	2 012	Evolution 2012/2000	
				%	Nombre
France métropolitaine	20 269 886	22 841 734	23 733 232	3,9%	891 498
Lorraine	745 154	811 795	761 736	-6,2%	-50 059
Meurthe-et-Moselle	235 752	252 974	242 652	-4,1%	-10 322
Meuse	57 178	62 636	56 214	-10,3%	-6 422
Moselle	323 337	358 136	340 846	-4,8%	-17 290
Vosges	128 887	138 049	122 024	-11,6%	-16 025

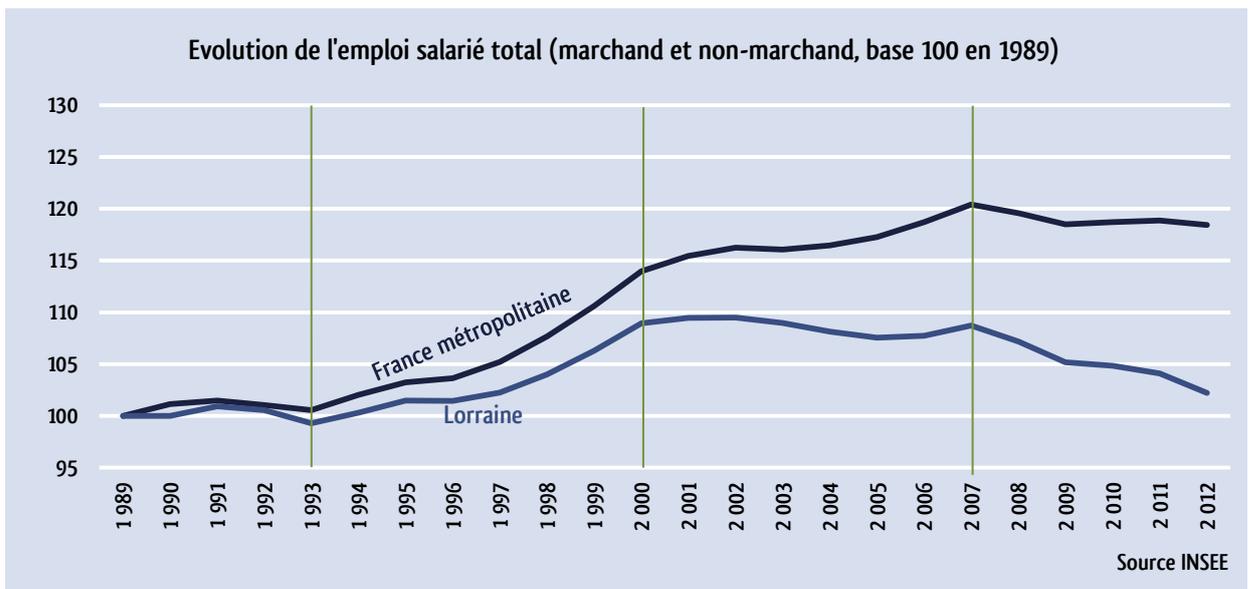
Données INSEE

La Meuse et les Vosges perdent davantage d'emplois. Les quatre départements de la région sont concernés par la baisse de l'emploi salarié. Les Vosges constituent le département dont la baisse est la plus marquée (-11,6%), suivie de la Meuse (-10,3%). La baisse est de -4,8% en Moselle et de 4,1% en Meurthe-et-Moselle.

Les phases d'évolution de l'emploi salarié lorrain : un décrochage de l'évolution française qui s'amplifie

En 1989, la Lorraine représentait 3,7% de l'emploi salarié français. Depuis cette date, il a cru de 2,2% en Lorraine (+16 500 emplois) et de 18,4% en France métropolitaine (+3,7 millions d'emplois). En conséquence, le poids de la Lorraine dans le total des salariés français est passé de 3,7% à 3,2%.

Cette baisse sensible de la part de la Lorraine dans l'emploi français ne s'est pas faite à rythme constant. Plusieurs grandes phases d'évolution doivent être distinguées dans une analyse sur le long terme.



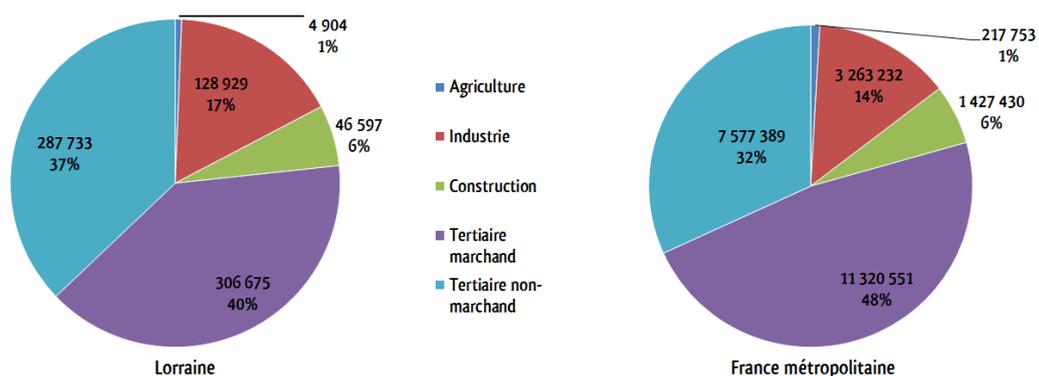
1989-1993 : léger recul dû à la crise de 1992-1993. En France métropolitaine, l'emploi a stagné sur la période (+0,6%). Il a légèrement reculé en Lorraine (-0,7%).

1993-2000 : sept ans de croissance forte de l'emploi. Les dynamiques d'emploi sont soutenues pour la France métropolitaine (+13,3%) et la Lorraine s'inscrit dans la même dynamique avec +9,7%.

2000-2007 : la croissance de l'emploi française reste soutenue, la Lorraine stagne. Sur la période, la croissance de l'emploi française ralentit, mais reste sensible (+5,6%). En revanche, la Lorraine marque un léger recul (-0,2%) entraînant une rupture avec l'évolution observée en France avec le deuxième choc de l'emploi industriel. C'est dans ce contexte difficile pour l'emploi lorrain qu'intervient la crise de 2007.

Depuis 2007. La crise mondiale de 2008-2009 a impacté la France et particulièrement la Lorraine. C'est donc dans un contexte fragile, marqué par un difficile rattrapage de l'emploi lorrain que se produit ce choc. Entre 2007 et 2012, l'emploi salarié recule de 1,6% en France et de 6% en Lorraine qui est la région la plus touchée (-48 563 emplois en Lorraine et -397 020 en France métropolitaine). L'année 2012 a été particulièrement destructrice sur le plan de l'emploi en Lorraine.

Répartition des emplois salariés par secteur d'activité en 2011 (nombre et %)

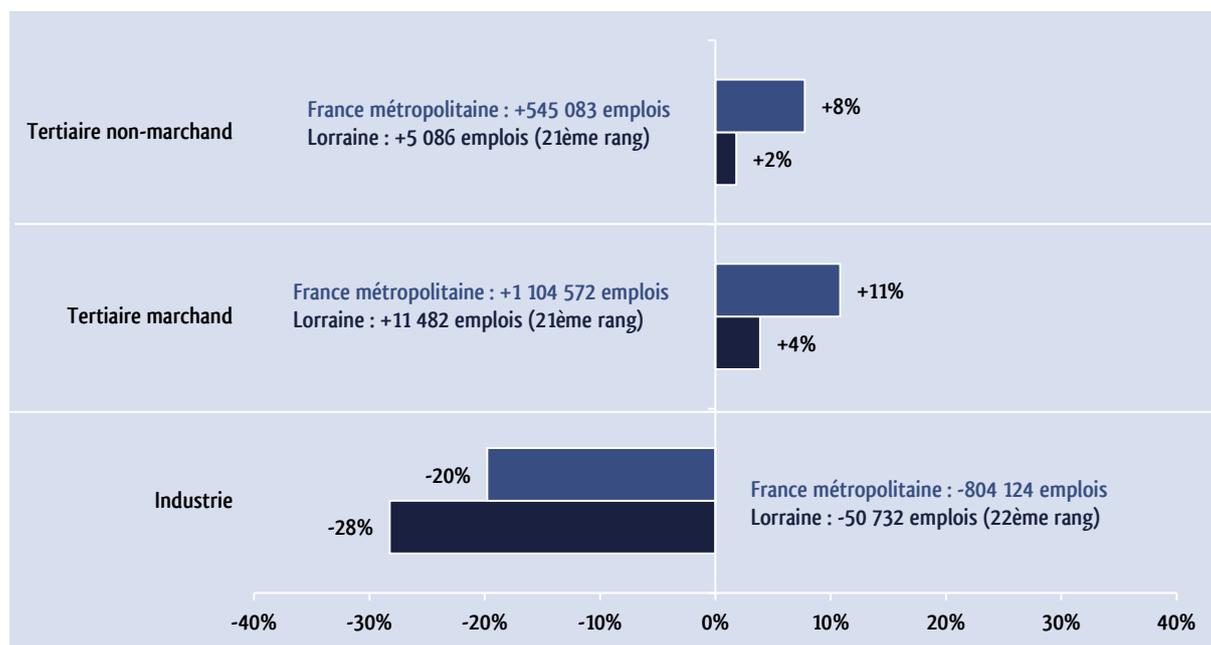


Evolutions de l'emploi salarié

La Lorraine plus présente dans l'emploi industriel, mais en retard dans le tertiaire marchand

La Lorraine reste plus présente dans les secteurs industriels (17% de l'emploi salarié contre 14% pour la moyenne française). L'écart le plus important demeure néanmoins dans les secteurs de tertiaire marchand, où le poids des salariés est en retrait de 8 points par rapport à la moyenne nationale.

Evolutions de l'emploi salarié entre 2000 et 2011 dans les trois principaux secteurs et rang de la Lorraine parmi les régions métropolitaines

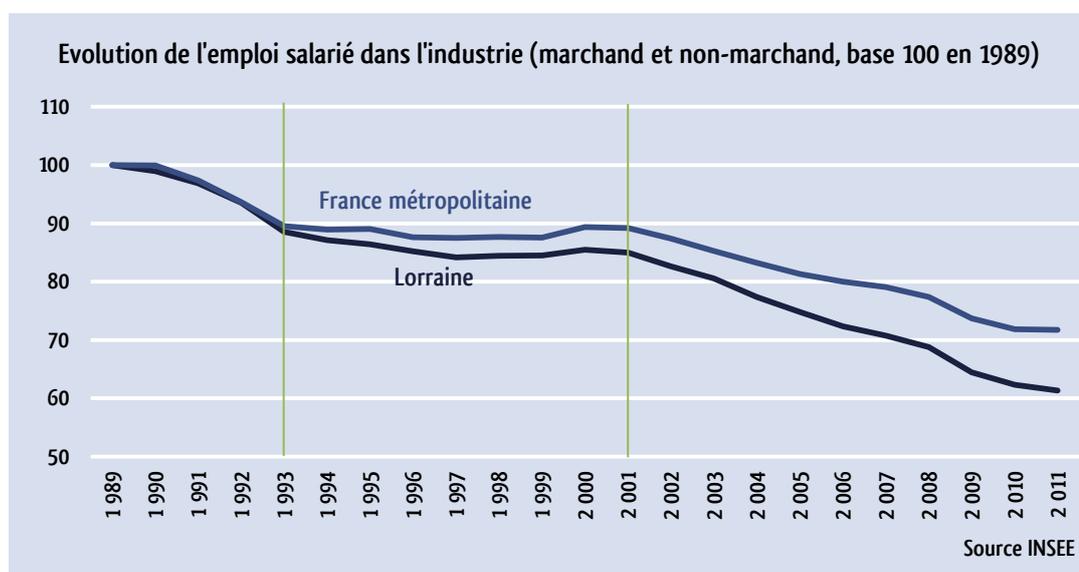


Données INSEE

2- La désindustrialisation s'est accélérée lors de la dernière décennie

81 300 emplois détruits depuis 1989 dans l'industrie

En 1989, la Lorraine comptait 210 195 emplois salariés dans les secteurs industriels (marchand et non-marchand). En 2011, l'INSEE en recense 128 929, soit une baisse de 39% en l'espace d'un peu plus de deux décennies. Au niveau de la France métropolitaine, le recul atteint -28% sur la période. Avec 4% des emplois industriels de la France métropolitaine, la Lorraine se situe au 11ème rang des régions (7ème rang en 2000, avec 4,4% des emplois industriels). Sur la période 1989-2011, elle a pesé pour 6,3% des destructions d'emploi dans l'industrie nationale.



Accélération de la désindustrialisation depuis 2000

50 732 emplois industriels ont été détruits en Lorraine entre 2000 et 2011. **La décennie aura ainsi vu disparaître 28,2% des emplois industriels lorrains**, contre 19,8% en France métropolitaine. Cette désindustrialisation intervient après sept années de relative stabilisation de l'emploi salarié du secteur.

Si l'ensemble des régions ont vu reculer leur nombre d'emplois dans l'industrie, c'est en Lorraine que le recul est le plus marqué depuis 2000. Au total, cinq régions ont vu l'emploi salarié de l'industrie reculer de plus de 25% sur la période : La Lorraine (-28,2%), la Picardie (-27,8%), Champagne-Ardenne (-26,7%), Nord-Pas-de-Calais (-26,3%) et l'Alsace (-25,2%).

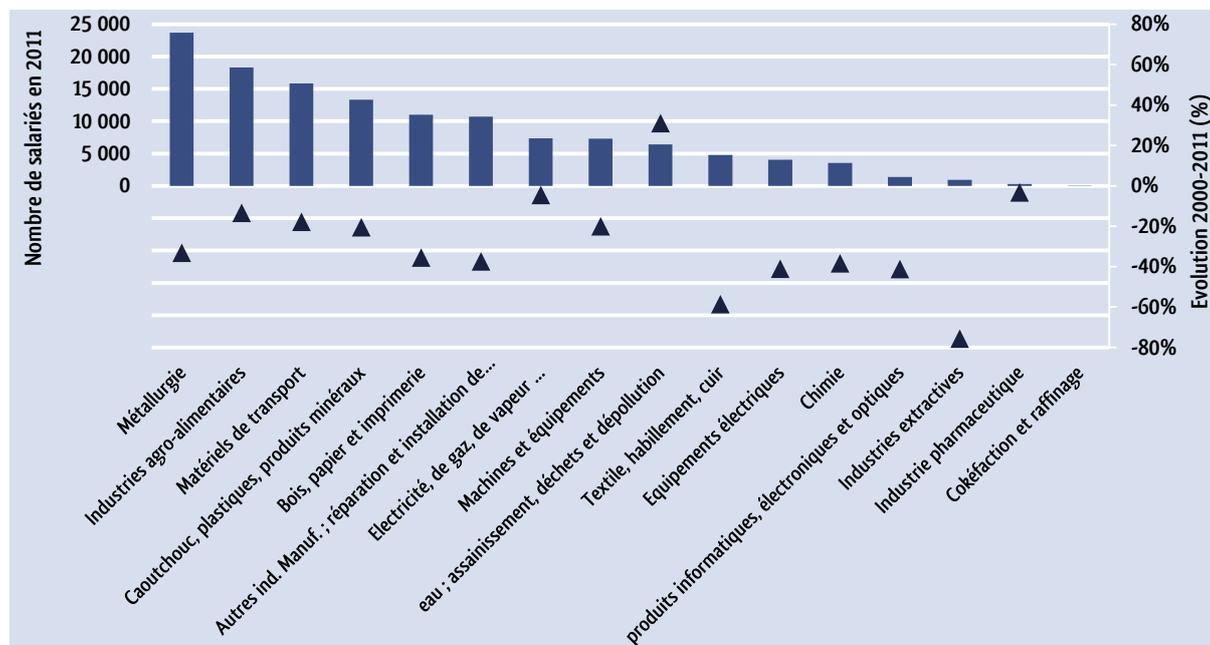
La métallurgie, près d'1 salarié sur 5 de l'industrie en Lorraine

Le secteur de la métallurgie reste le premier employeur de l'industrie en Lorraine, avec 23 700 salariés, soit 18,4% de l'emploi salarié industriel. Il marque une baisse de 33% entre 2000 et 2011, soit un recul de 11 800 postes. Le secteur des industries extractives perd 75% des emplois salariés, résultat de la fermeture du dernier puits de mine de charbon en 2004, et le secteur de la cokéfaction-raffinage perd également 77% de ses emplois, suite à la fermeture de la cokerie de Carling.

Evolutions de l'emploi salarié

Un seul secteur est créateur net d'emplois, il s'agit du secteur de l'eau-assainissement-dépollution, qui gagne 31% d'emplois sur la décennie (+1 512 salariés). Pour l'heure, ce secteur ne représente que 5% de l'emploi industriel.

Nombre de salariés dans les principaux secteurs industriels en 2011 et évolution entre 2000 et 2011 en Lorraine (%)



Données INSEE

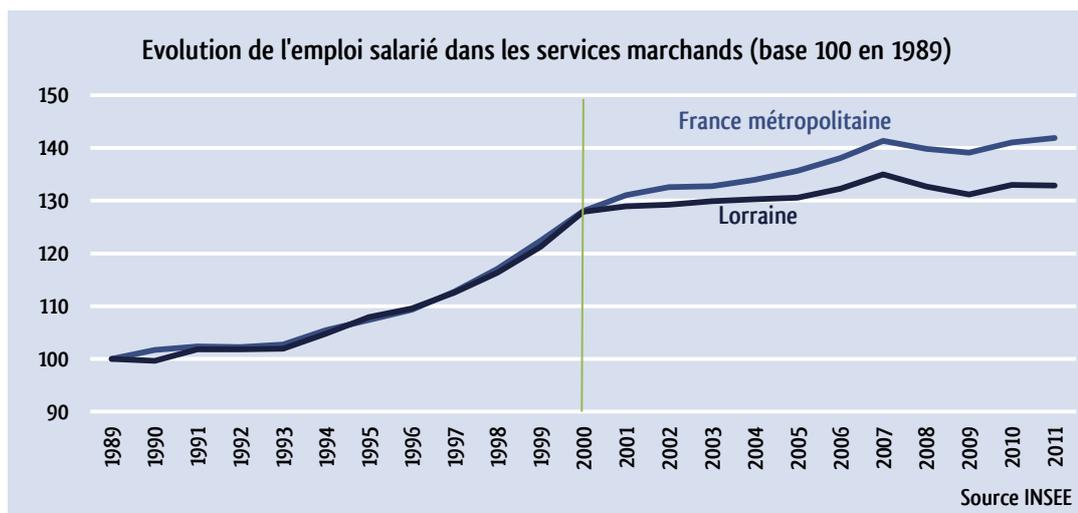
Note de lecture : Les industries agroalimentaires représentent 18 324 emplois salariés. Entre 2000 et 2011, leur nombre a diminué de 14%

3- L'essor du tertiaire marchand³⁷ freiné à partir des années 2000

En 2011, le secteur du tertiaire marchand représente 40% des emplois salariés en Lorraine, contre 48% en France métropolitaine. En 20 ans, leur nombre a progressé de 33% en Lorraine et de 42% en France métropolitaine.

Dans les années 1990, leur croissance était soutenue et équivalente à la croissance Française (+28% entre 1989 et 2000). C'est à partir de 2001 que l'écart entre la France et la Lorraine se creuse. Si l'évolution de l'emploi dans les services marchands est inférieure à la décennie précédente en France métropolitaine, la progression marque un net un coup d'arrêt en Lorraine avec une hausse de 4% depuis 2000 contre 11% en France.

³⁷ On distingue le tertiaire marchand (transports, commerce, services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières et financières) du tertiaire non-marchand (éducation, santé, action sociale, administration...)

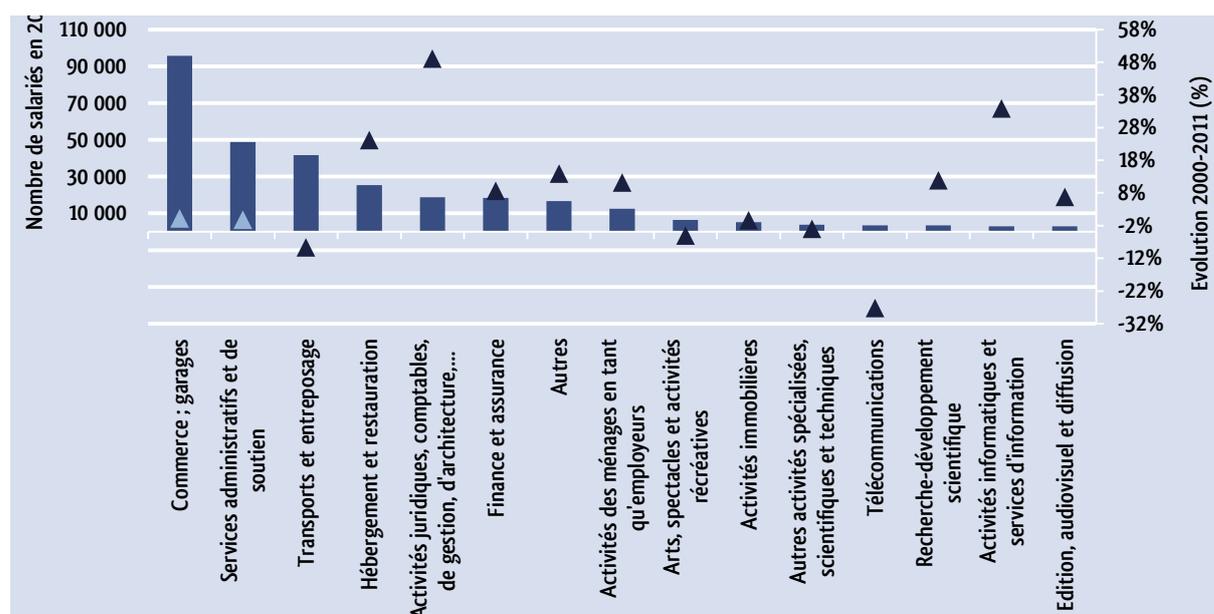


Les services aux entreprises progressent

Entre 2000 et 2011, les évolutions de l'emploi salarié dans les secteurs du tertiaire marchand ont été contrastées. La plupart des secteurs des services aux entreprises ont vu l'emploi augmenter (Activités juridiques, comptables de gestion, d'architecture et d'ingénierie : + 6 134 emplois, R&D : +365). Cependant, le secteur des services aux entreprises en Lorraine marque une progression très inférieure à celle des autres régions françaises.

Le secteur de l'hôtellerie-restauration, connaît une progression avec 4 938 emplois créés sur la période et le secteur de la logistique marque un recul (-3 900 emplois).

Nombre de salariés dans les principaux secteurs du tertiaire marchand en 2011 et évolution entre 2000 et 2011 en Lorraine (%)



Données INSEE

Note de lecture : l'emploi dans l'hébergement-restauration représente 25 400 salariés et a augmenté de 24% entre 2000 et 2011

4- La Lorraine au 21^{ème} rang des régions pour l'augmentation de l'emploi dans le secteur non-marchand

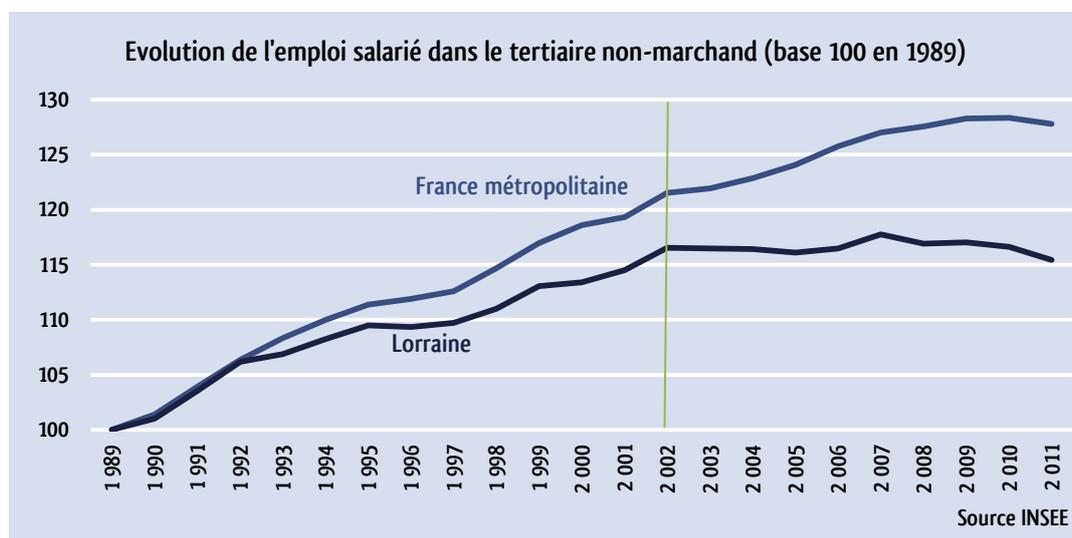
Le secteur du tertiaire non-marchand regroupe quatre grands secteurs : l'administration publique, l'enseignement, la santé et les services d'hébergement de d'action sociale. Il représente donc des emplois salariés publics mais aussi privés. Avec 287 733 emplois, le tertiaire non-marchand pèse pour 37% de l'emploi salarié total en Lorraine, une part supérieure de 5 points à ce qu'il représente en moyenne en France métropolitaine (32%).

41 200 emplois gagnés entre 1989 et 2002...

Entre 1989 et 2002, la Lorraine a vu le nombre d'emplois croître de 16,5% dans le tertiaire non-marchand, contre une progression de +21,5% en France métropolitaine. Malgré une hausse significative du nombre d'emplois dans ce secteur, la Lorraine est au 21ème rang des régions métropolitaines pour son évolution et représente 3,2% des emplois créés en France métropolitaine.

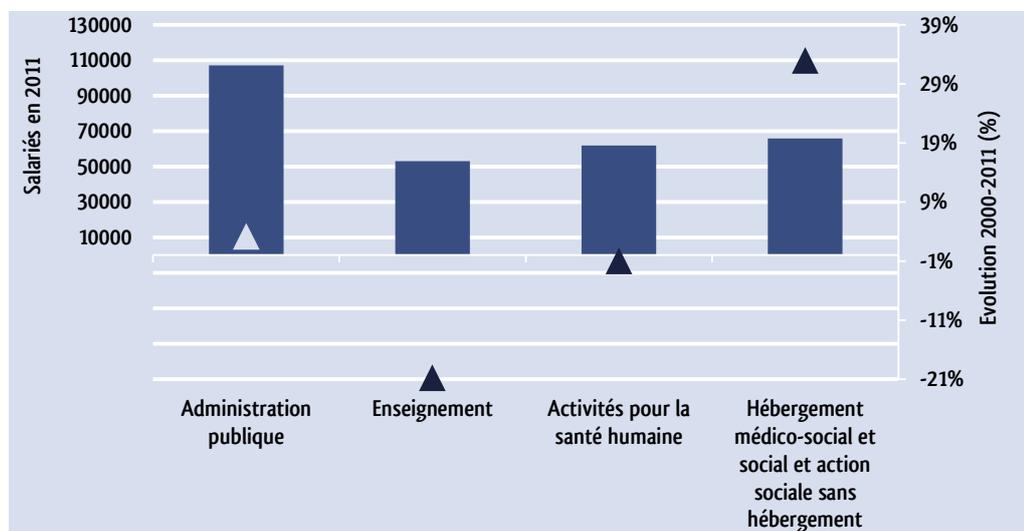
... mais une baisse depuis 2002

Entre 2002 et 2011, la **Lorraine et la Champagne Ardenne** sont les seules régions de France métropolitaine qui affichent une baisse de l'emploi dans le secteur tertiaire non-marchand. En Lorraine, on note un recul de 0,9% (-2 751 emplois) du nombre de salariés, contre une hausse de 5,2% (+371 800) en France métropolitaine. Cette tendance baissière s'est nettement accélérée en 2011.



Dans l'administration publique, premier employeur du tertiaire non-marchand, l'emploi salarié marque une hausse de 3% entre 2000 et 2011. L'augmentation est sensible dans le domaine de l'action sociale (+33%), mais marque un important recul dans les activités d'enseignement (-21%). En France, les activités d'enseignement reculent de -11%. Dans le domaine de la santé, on note une baisse de 1% de l'emploi depuis 2000.

Nombre de salariés dans les principaux secteurs du tertiaire non-marchand en 2010 et évolution entre 2000 et 2010 en Lorraine (%)



Données INSEE

Note de lecture : les activités pour la santé représentent 61 800 emplois salariés en Lorraine. Ils ont baissé de 1% depuis 2000

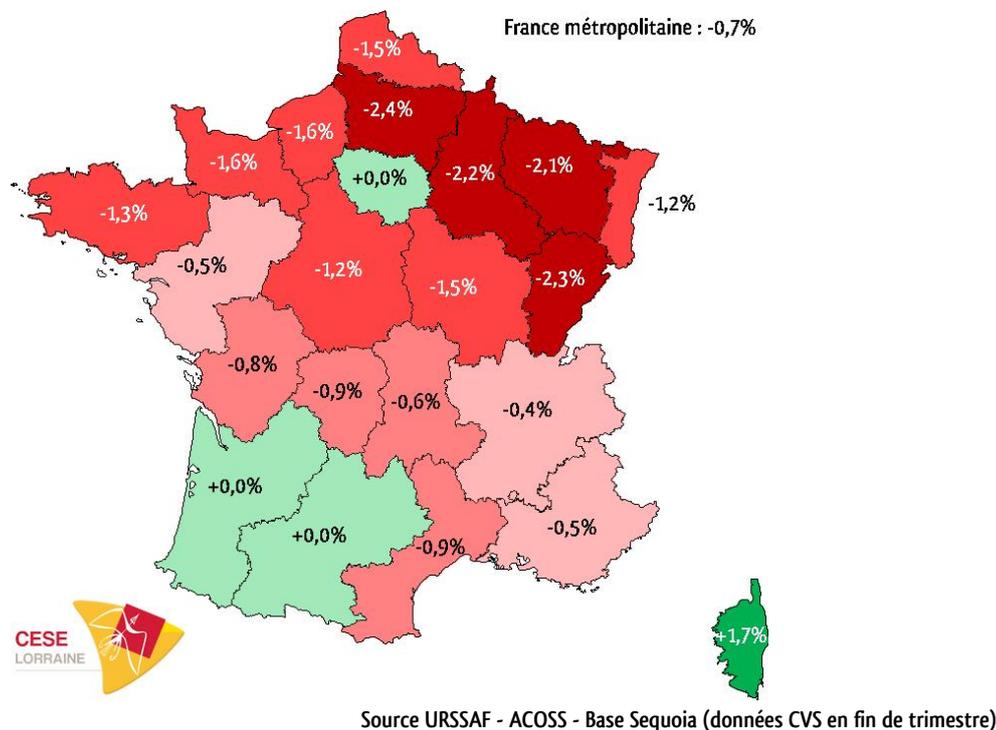
5- Conjoncture des 12 derniers mois : 11 200 emplois perdus

*Dans la mesure où il n'est pas possible de disposer des données détaillées de l'emploi non-marchand pour les années 2012 et 2013, l'analyse dans ce chapitre est réalisée à partir des données de l'**emploi salarié du secteur marchand** uniquement. Fin juin 2013, il représente 530 959 postes en Lorraine. Fin 2012, il représentait environ 70% de l'emploi salarié total (marchand + non marchand).*

La Lorraine parmi les régions le plus touchées entre juin 2012 et juin 2013

La Lorraine n'est pas la seule région à avoir été fortement touchée par le recul récent de l'emploi salarié dans le secteur privé. Huit régions ont particulièrement souffert entre juin 2012 et juin 2013 : Picardie (-2,4%), Franche Comté (-2,3%), Champagne-Ardenne (-2,2%), Lorraine (-2,1%), Basse et Haute Normandie (-1,6%), Nord Pas-de-Calais et Bourgogne (-1,5%). Midi-Pyrénées, Aquitaine et l'Île-de-France résistent mieux que la moyenne (+0%). **(Voir carte en introduction de ce chapitre).**

Evolution de l'emploi salarié du secteur marchand entre juin 2012 et juin 2013 (%)



Ces évolutions illustrent la fracture territoriale nationale entre les régions qui résistent mieux en moyenne à la crise et celles qui en souffrent davantage, majoritairement situées au nord et à l'est du pays.

La plupart des secteurs touchés

Une analyse plus détaillée de l'évolution de l'emploi dans les 34 principaux secteurs de l'économie marchande lorraine et française montre que 6 d'entre eux créent de l'emploi en Lorraine, dont aucun n'appartient à l'industrie manufacturière. La Lorraine marque des évolutions moins favorables que la moyenne française dans 28 des 34 secteurs d'activité détaillés dans le tableau ci-dessous. Parmi les plus importants secteurs employeurs de Lorraine, les plus grosses pertes en nombre d'emploi sont enregistrées dans les activités de soutien administratif (notamment l'intérim) avec 3 191 emplois détruits, la construction (-1 791), la métallurgie (-1 076 emplois), le commerce (-1 187), ...

Force est de constater que tous les grands domaines d'activité sont touchés, notamment certaines activités de services aux entreprises, comme la santé qui a perdu 797 emplois en un an dans le secteur privé.

Evolution entre juin 2012 et juin 2013 de l'emploi salarié du secteur marchand en Lorraine et France et répartition de l'emploi pour les principaux secteurs d'activité

Secteur d'activité	Lorraine			France		
	Nombre d'emplois en juin 2013	Evolution entre juin 2012 et juin 2013		Nombre d'emplois en juin 2013	Evolution entre juin 2012 et juin 2013	
		En nombre	En %		En nombre	En %
Commerce, réparation auto-moto	91 374	-1 187	-1,3%	3 010 180	-26 620	-0,9%
Activités de soutien administratif (dont intérim)	48 000	-3 191	-6,2%	1 753 240	-36 442	-2,0%
Construction	45 048	-1 791	-3,8%	1 449 571	-26 807	-1,8%
Transports et entreposage	41 299	-284	-0,7%	1 374 901	-4 830	-0,4%
Action sociale, hébergement médico-social	40 359	368	0,9%	1 098 247	19 301	1,8%
Hébergement et restauration	25 815	-652	-2,5%	1 019 796	1 825	0,2%
Activités pour la santé humaine	23 653	-797	-3,3%	554 552	3 675	0,7%
Métallurgie	22 418	-1 076	-4,6%	398 717	-8 174	-2,0%
Activités juridiques, conseil, ingénierie	18 115	-261	-1,4%	924 824	4 856	0,5%
Autres activités de services	17 012	-83	-0,5%	562 294	-1 085	-0,2%
Activités financières et assurances	16 356	-191	-1,2%	759 429	-1 676	-0,2%
Ind. agro-alimentaires	15 315	-428	-2,7%	493 292	-4 096	-0,8%
Fab. matériel de transport	14 495	-633	-4,2%	362 937	-2 454	-0,7%
Industrie plastique	12 922	-326	-2,5%	289 287	-8 339	-2,8%
Bois et papier	10 022	-517	-4,9%	191 372	-6 552	-3,3%
Ind. meuble et réparation machines	9 741	-472	-4,6%	273 050	-4 209	-1,5%
Prod. Distrib. électricité, gaz, air conditionné	7 695	-1	0,0%	178 391	4 137	2,4%
Fab. machines et équipements	7 290	-89	-1,2%	189 431	-1 125	-0,6%
Education	7 159	20	0,3%	305 916	868	0,3%
Arts, spectacles et activités récréatives	6 897	78	1,1%	282 431	697	0,2%
Prod. distrib. eau. Assainissement	6 586	-9	-0,1%	175 922	200	0,1%
Administration publique	5 982	-88	-1,4%	172 084	-986	-0,6%
Activités immobilières	5 215	-114	-2,1%	232 221	-4 935	-2,1%
Fab. équipement électriques	4 585	12	0,3%	118 548	-3 592	-2,9%
Habillement, textile, cuir	4 332	-406	-8,6%	109 999	-2 790	-2,5%
Autres activités scientifiques, techniques	4 234	-16	-0,4%	203 945	-3 139	-1,5%
R&D	3 723	-45	-1,2%	159 310	722	0,5%
Télécom.	3 515	-138	-3,8%	142 481	-3 875	-2,6%
Industrie chimique	3 395	-119	-3,4%	140 109	-204	-0,1%
Edition et audiovisuel	2 928	-63	-2,1%	217 876	-5 854	-2,6%
Activités informatiques	2 770	26	0,9%	354 883	5 008	1,4%
Fab. produits informatiq, electr., optiq.	1 282	18	1,4%	135 386	-3 239	-2,3%
Industries extractives	886	-49	-5,2%	24 055	-762	-3,1%
Industrie pharma.	308	-23	-6,9%	81 008	-860	-1,1%

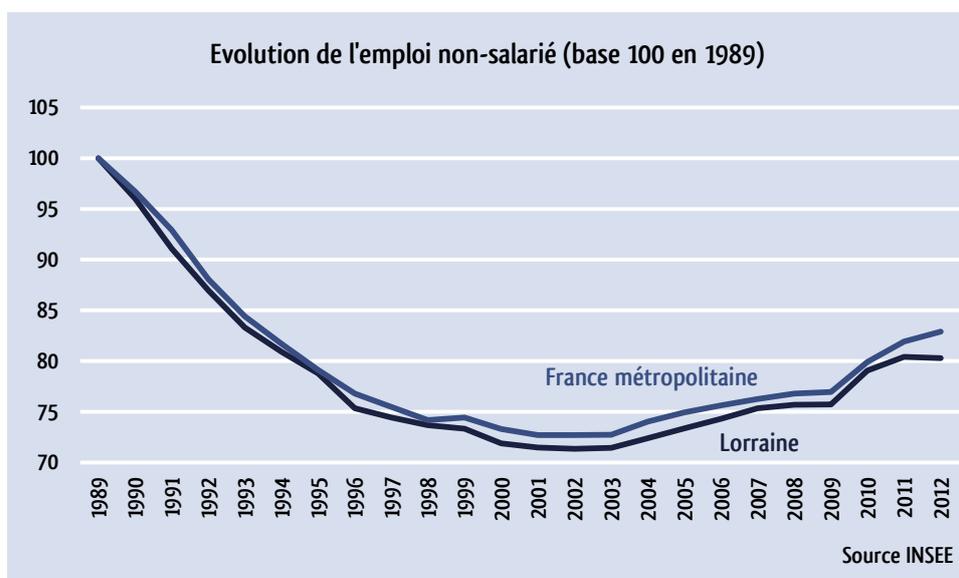
Source URSSAF - ACOSS - Base Sequoia (données CVS en fin de trimestre)

Zoom sur l'évolution de l'emploi non-salarié en Lorraine

En 2012, on compte 70 756 emplois non-salariés en Lorraine, soit 8,5% de l'emploi total contre 9,7% en France métropolitaine. Ce sont des actifs occupés dont le travail est rémunéré par d'autres formes de revenus qu'un salaire. Ils représentent notamment les travailleurs individuels, artisans, commerçants, professions libérales... En France métropolitaine, leur nombre s'élève à 2 560 000, la Lorraine représente 2,7% des travailleurs indépendants de la France.

Les années 1990 ont été marquées par une baisse de ce type d'emploi au profit du salariat en France comme en Lorraine, mais la tendance s'est inversée à partir de 2005. Depuis 2009 et l'entrée en vigueur de l'auto-entrepreneuriat, le nombre d'emplois non-salariés a bondi. Entre 2008 et 2012, il a augmenté de 6% en Lorraine, soit 4 000 emplois supplémentaires et de 8% en France métropolitaine, soit 189 300 emplois.

En 2012, cette dynamique de hausse semble stoppée en Lorraine.



3.2.2 – Emploi frontalier

31 100 nouveaux emplois

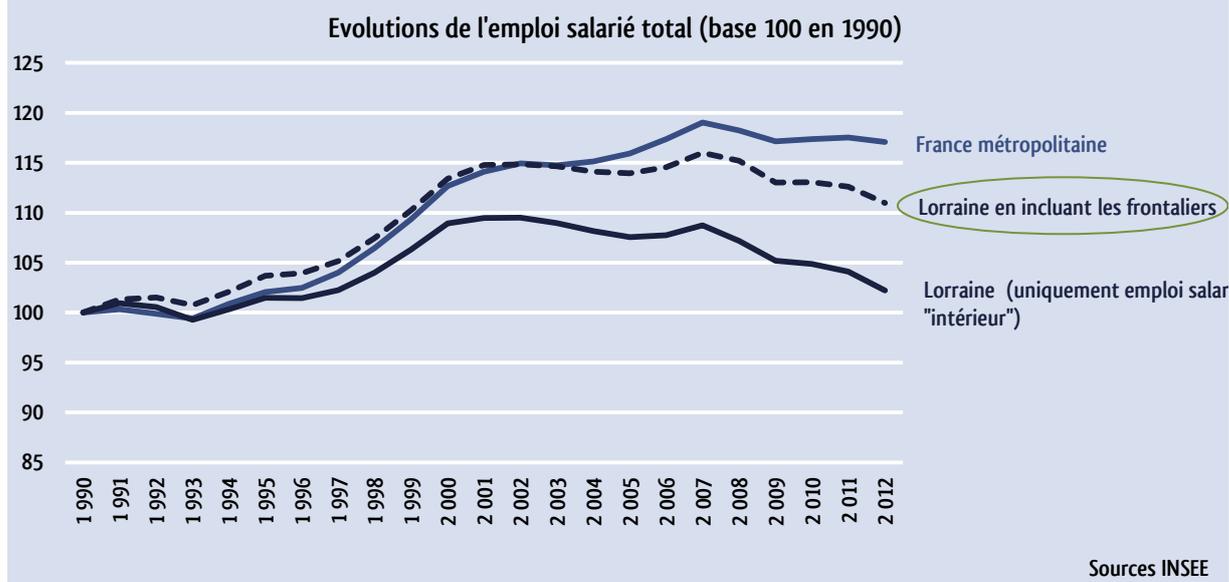
L'emploi frontalier est une source d'activité pour 9,2% des actifs lorrains. Il continue de progresser en 2012 uniquement grâce au Luxembourg. Il concerne 101 500 salariés, soit un triplement par rapport au niveau d'il y a vingt ans. Le nombre de frontaliers travaillant en Allemagne baisse régulièrement depuis 2002 et la progression du nombre de frontaliers vers la Belgique s'est arrêtée en 2012.

En juin 2013, plus de 79 500 résidents lorrains travaillent au Luxembourg, dont 75% dans les services. Les salaires générés par ces frontaliers peuvent être estimés à plus 2,5 milliards d'euros annuels, soit l'équivalent de 4,5% du PIB lorrain. Il faut ajouter à ces revenus plus de 600 millions touchés par les frontaliers travaillant en Allemagne.

Un amortisseur de crise important pour les Lorrains

En 2012, on compte dans l'économie lorraine 761 000 salariés (public + privé). Si l'on remonte à 1990, cela représente une hausse de 2,2% de l'emploi. Sur la même période, le nombre de salariés occupés sur le territoire métropolitain gagnait 17,1%. Le décrochage de l'emploi lorrain la classe ainsi au dernier rang des régions sur la période.

Si l'on tient compte des frontaliers lorrains (101 520 en 2012), le nombre d'emploi salariés peut être réévalué à 863 250, soit une hausse de 11% depuis 1990. Ainsi, l'écart entre la dynamique française et la dynamique lorraine apparaît nettement moins marqué.

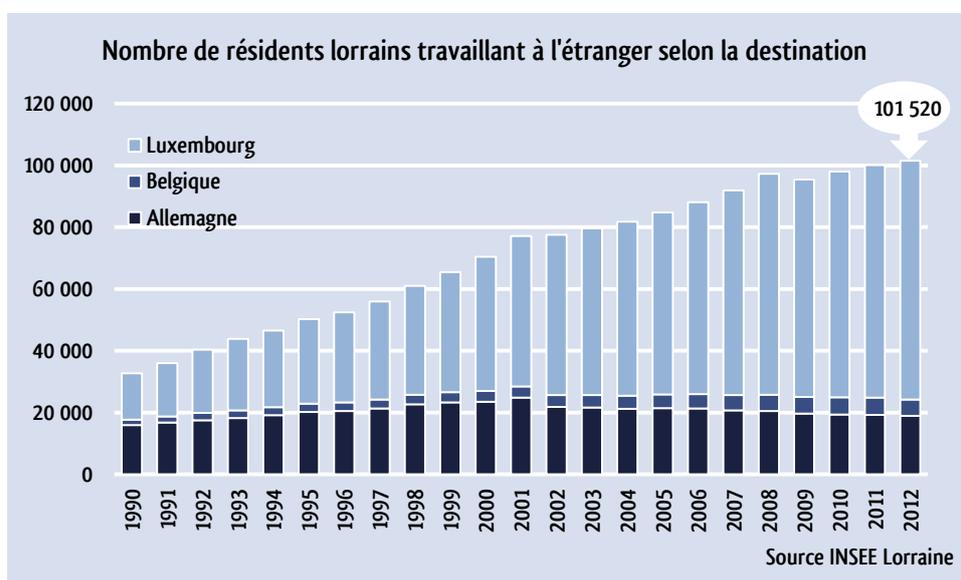


1- 101 520 frontaliers recensés en 2012 : trois fois plus qu'en 1990

Une progression ininterrompue du phénomène frontalier en Lorraine

L'emploi frontalier occupe 101 520 actifs lorrains au 31 décembre 2012, soit une hausse de 1,4% (+1 400 emplois) en un an. Ils sont 18 900 en Allemagne, 5 320 en Belgique et 77 300³⁸ au Luxembourg. Depuis 1990, leur nombre a plus que triplé en Lorraine (+211%). Ils représentent aujourd'hui près d'un actif sur dix résidant dans la région.

La hausse du nombre de frontaliers en 2012 est uniquement tirée par une hausse du nombre d'actifs lorrains travaillant au Luxembourg. En Effet, le nombre de frontaliers vers la Belgique a marqué une première baisse après 20 années de hausses successives, et la baisse du nombre de navetteurs vers l'Allemagne se poursuit.



Les frontaliers plus jeunes et mieux formés

D'un point de vue qualitatif, il est intéressant de voir que la part des diplômés du supérieur chez les frontaliers est supérieure de 4 point à celle des non-frontaliers en Lorraine. Deux tiers d'entre eux ont entre 25 et 44 ans, soit 10 points de plus que les non-frontaliers.

2- Le nombre de frontaliers progresse encore vers le Luxembourg, mais à un rythme moins soutenu

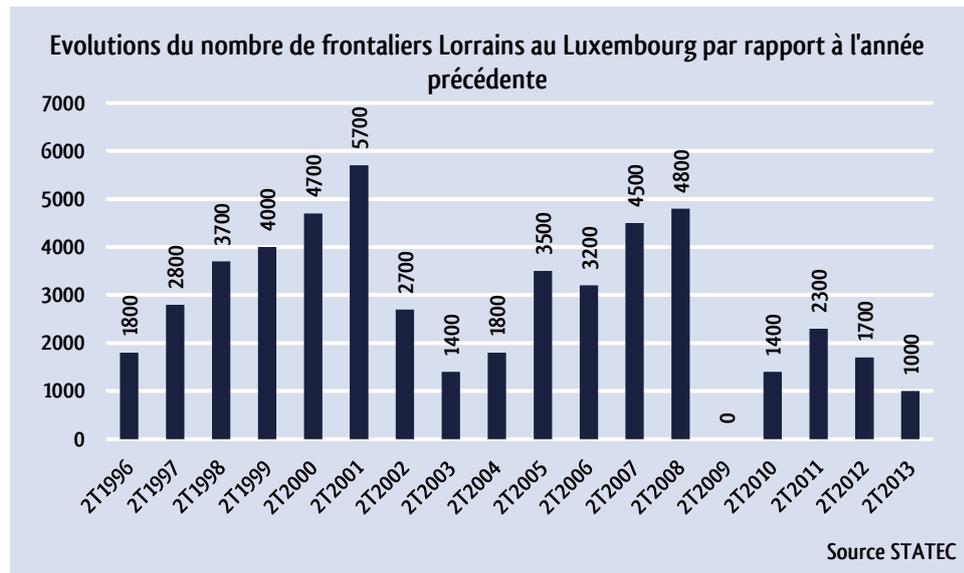
7,3% de la population active lorraine travaille au Luxembourg

En juin 2013, le STATEC recense au Luxembourg 79 500 travailleurs frontaliers résidant en France. C'est un niveau record pour cet indicateur. En 10 ans, la hausse est de 24 200 postes. Par rapport au 2ème trimestre 2012, la hausse est de 1,3%, soit 1000 emplois créés.

³⁸ Le STATEC estime à cette date le nombre de frontaliers français travaillant au Luxembourg à 79 000. Les estimations du STATEC peuvent en effet varier de celles de l'INSEE concernant le nombre de travailleurs frontaliers.

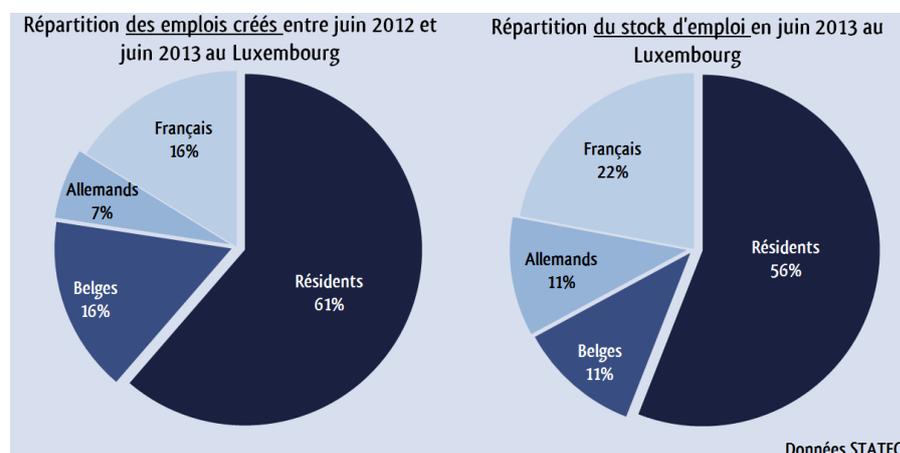
Ralentissement des créations d'emploi pour les frontaliers

En moyenne, entre 1996 et 2008, le Luxembourg a été pourvoyeur de 3 400 nouveaux emplois par an pour les actifs Lorrains, dont 7,3% travaillent désormais dans le Grand-duché. Depuis 2009, le rythme moyen des créations d'emploi pour les frontaliers est passé à 1 300 créations nettes par an.



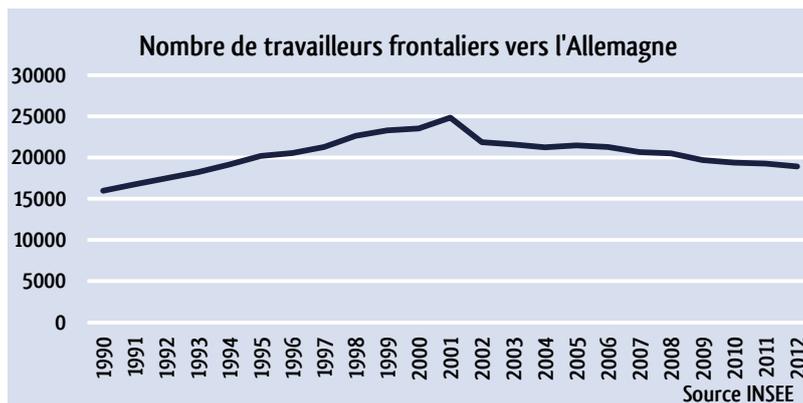
Plus d'un 1 salarié sur 5 du Grand-duché réside en France

Alors que les frontaliers représentent 44% de l'emploi salarié intérieur au Luxembourg (dont 22% pour les Français, diagramme de droite), ils occupent 39% des postes créés entre juin 2012 et juin 2013 (dont 16% pour les salariés Français, diagramme de gauche). Une des explications est que la croissance de l'emploi au Luxembourg, bien que toujours positive, tend à diminuer par rapport à la période d'avant crise (+5% en 2008, contre +2,3% en 2012). Dans ce contexte de ralentissement du marché de l'emploi, les frontaliers « profitent moins » des nouveaux emplois créés.



3- Baisse continue du nombre de frontaliers en Allemagne

Après avoir atteint près de 25 000 emplois en 2001, le nombre de frontaliers travaillant en Allemagne a connu un renversement de tendance en 2002, date à partir de laquelle il n'a cessé de s'éroder. En 2009, les navetteurs lorrains vers l'Allemagne sont même passés sous la barre des 20 000 et ils ne sont plus que 18 900 en 2012. Leur nombre a baissé de 360 postes, soit -1,9%.



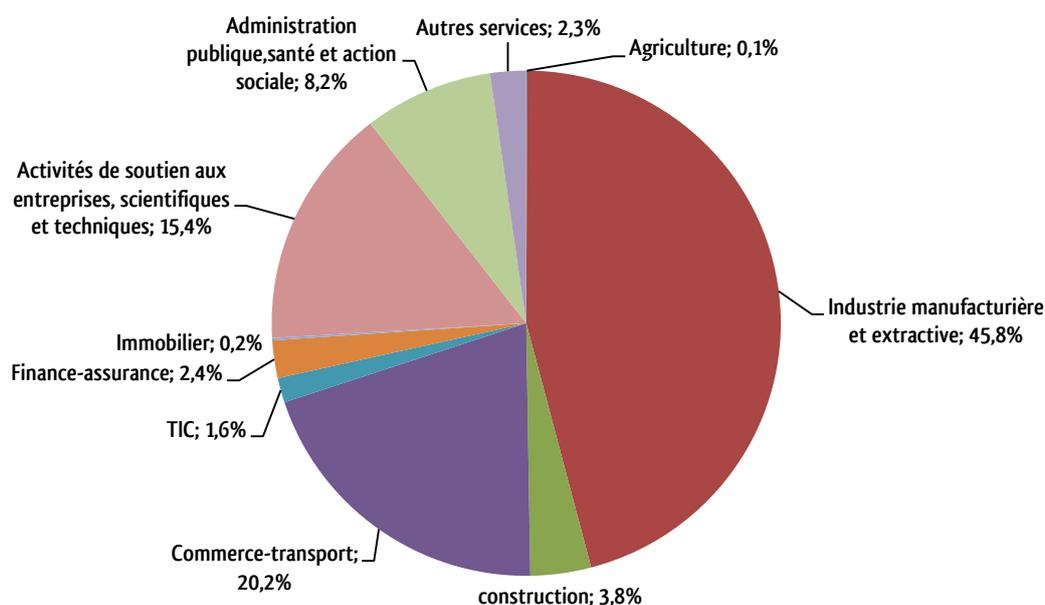
Plus de 600 millions d'euros de salaires

D'après une estimation de l'INSEE Lorraine, les salaires nets gagnés par les navetteurs qui habitent en Lorraine et travaillent en Allemagne (dont un nombre important d'Allemands), dépassent les 600 millions d'euros en 2010.

Un emploi majoritairement industriel

Près d'un emploi frontalier en Sarre sur deux concerne l'industrie manufacturière.

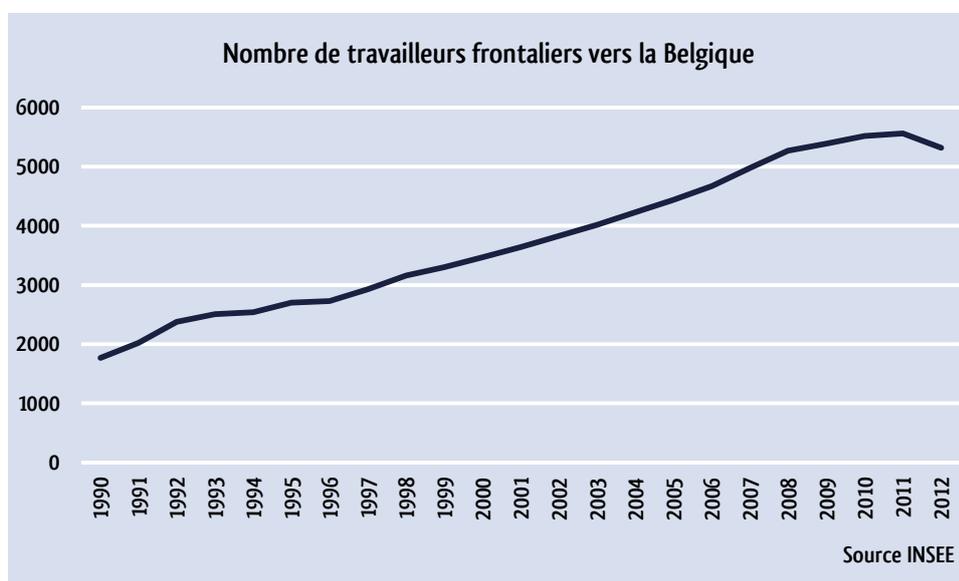
Répartition par secteur des frontaliers entrants en Sarre en juin 2010



Source INSEE d'après les données du Statistisches Landesamt des Saarlandes

4- Première baisse du nombre de frontaliers vers la Belgique

Avec 5 320 travailleurs frontaliers vers la Belgique recensés en 2012, on observe pour la première fois une baisse de 240 personnes (-4,3%).



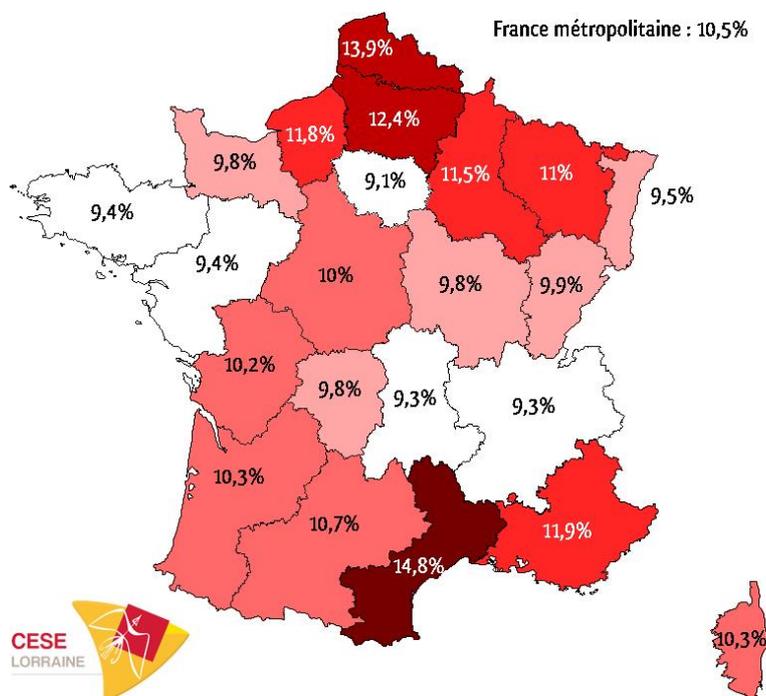
3.2.3 – Chômage

Un niveau sans précédent

Avec 176 415 demandeurs d'emploi inscrits en Lorraine en septembre 2013, le chômage a dépassé son précédent niveau historique de 1998 avec 140 000 demandeurs inscrits. Au total, on dénombre 72 700 inscrits supplémentaires depuis 2008, plaçant la Lorraine au 3^{ème} rang des régions pour la plus forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC depuis le début de la crise. Les difficultés cumulées sur le marché du travail ont eu pour conséquence l'installation progressive d'un chômage structurel, avec 74 200 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (+159% par rapport à juin 2008). Phénomène inquiétant, les plus de 50 ans sont surreprésentés dans la hausse de la population des demandeurs d'emploi de longue durée. Le taux de chômage des jeunes atteint en Lorraine 24,7% des actifs fin 2012.

Au 2^{ème} trimestre 2013, la Lorraine enregistre un taux de chômage de 11%. C'est un niveau jamais atteint dans la région. Elle se place au 7^{ème} rang des régions ayant le plus fort taux de chômage.

Taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2013 (en % de la population active)



Données INSEE

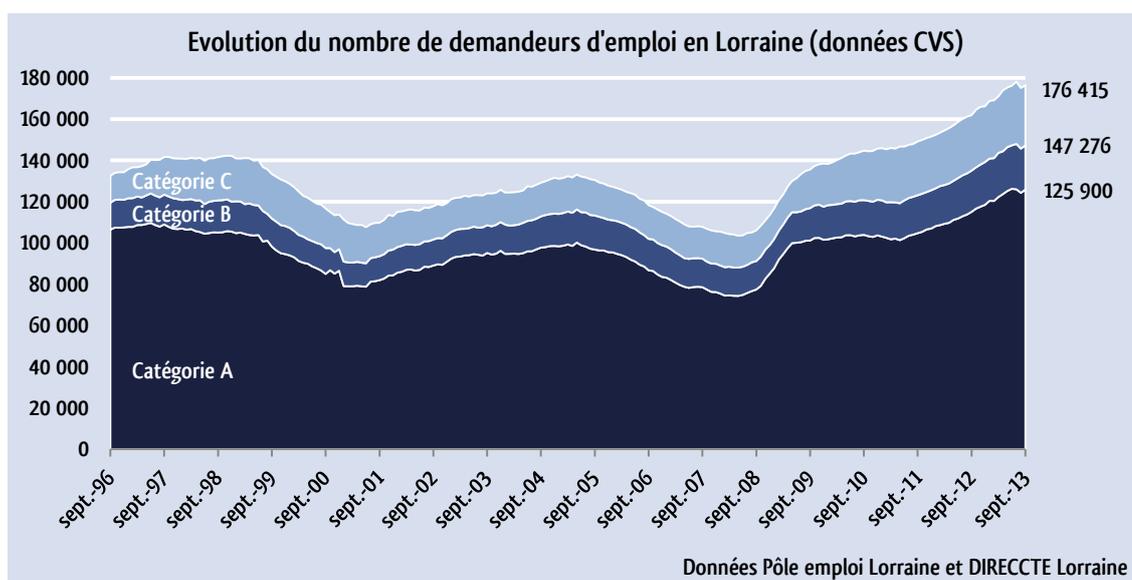
1- 176 415 demandeurs d'emplois en Lorraine en septembre 2013

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi (cat A, B et C) est de 4 843 000 en septembre. Il a augmenté de 58% depuis juin 2008 (+70% en Lorraine), soit un total de 1 778 000 demandeurs d'emploi supplémentaires. Pour le pays, c'est également un niveau record qui a été atteint suite à la dernière crise. La Lorraine représente 4,1% de la hausse du nombre de demandeurs d'emplois sur la période. L'impact de la crise sur la hausse du chômage a été plus marqué dans la région que pour la moyenne nationale.

Un nombre de demandeurs d'emplois historique en Lorraine

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C³⁹ a augmenté de 70% depuis juin 2008 et l'arrivée de la crise économique. Au total, ce sont 72 700 personnes supplémentaires qui sont à la recherche d'un emploi dans la région. C'est la première fois que l'on atteint un tel niveau en Lorraine. Les perspectives actuelles du marché de l'emploi ne nous permettent pas d'anticiper pour l'heure une amélioration durable de tendance, bien qu'un ralentissement de la hausse puisse intervenir.

En catégorie A, la Lorraine compte 125 900 demandeurs d'emploi, contre 74 800 en juin 2008, soit une hausse de 68%.



L'écart entre la Lorraine et la France s'est fortement creusé entre juin 2008 et juillet 2009, période durant laquelle la hausse du nombre de demandeurs d'emplois en Lorraine a atteint +29%, contre

³⁹ Demandeurs d'emploi de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Demandeurs d'emploi de catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 h ou moins au cours du mois).

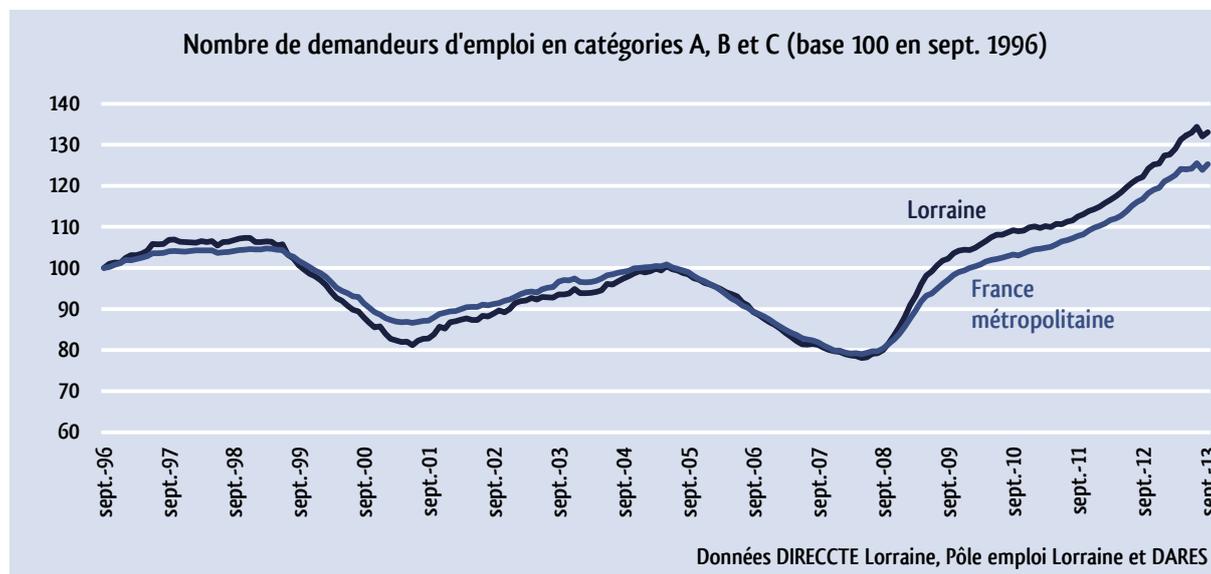
Demandeurs d'emploi de catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 h au cours du mois).

Demandeurs d'emploi de catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

Demandeurs d'emploi de catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

+20% en moyenne en France métropolitaine. Cet écart important entre la Lorraine et la France n'avait jamais été constaté lors des deux dernières périodes de hausse (1996-1999 et 2001-2004).

Sur les 12 derniers mois, la hausse a été plus importante en Lorraine qu'en France métropolitaine : +9% contre +7,3%.



Taux de chômage : 11% en Lorraine, un niveau jamais atteint

Au 2^{ème} trimestre 1982, le taux de chômage lorrain était supérieur de 0,1 point au taux de chômage français (6,9% contre 6,8%). En 1990 et en 2000, il était inférieur au niveau national et la Lorraine pointait au 15^{ème} et 13^{ème} rang des régions. C'est dans la dernière décennie que l'écart s'est creusé avec la tendance nationale. Au 2^{ème} trimestre 2013, le taux de chômage lorrain (11%) est supérieur de 0,5 point au taux français (10,5%). La Lorraine est désormais au 7^{ème} rang des régions pour son taux de chômage.

Taux de chômage (%) et positionnement de la Lorraine

	2T 1982	2T 1990	2T 2000	2T 2008	2T 2013
Taux de chômage Lorraine (%)	6,9	7,6	7,7	7,4	11
Taux de chômage France métropolitaine (%)	6,8	7,9	8,7	7,3	10,5
Différence Lorraine-France métropolitaine	0,1	-0,3	-1	0,1	0,5
Classement de la Lorraine dans les 22 régions	13	15	13	8	7

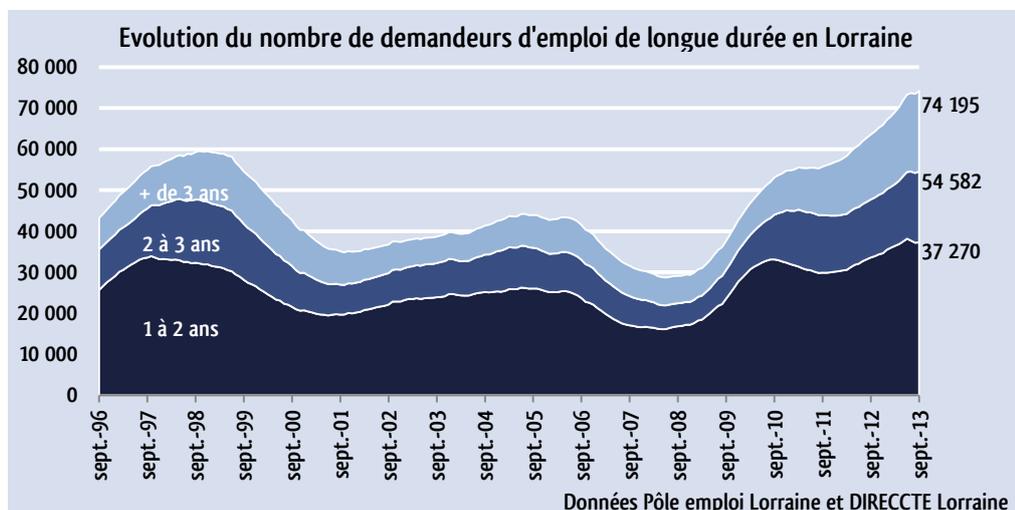
Données INSEE

Le chômage de longue durée s'installe

2008-2009 a été marqué par une hausse brutale du nombre de demandeurs d'emploi en Lorraine et depuis cette période, la situation sur le marché de l'emploi reste très tendue. Dans ce contexte le chômage structurel marque une progression insistante, observable dans l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée.

Depuis juin 2008, la hausse est spectaculaire : +159%, soit plus qu'un doublement du nombre de demandeurs d'emplois de longue durée, qui passent ainsi de 28 700 à 74 195.

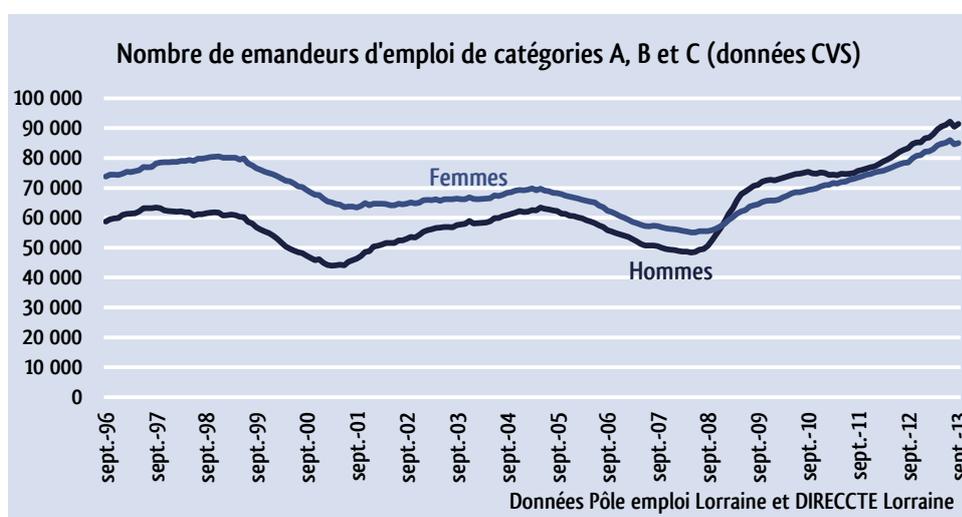
Sur les 12 derniers mois, la hausse s'accélère à nouveau. Le nombre de demandeurs d'emplois de longue durée a augmenté de 16,7% entre septembre 2012 et septembre 2013. Elle atteint même +24% pour les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3 ans.



2- Les catégories les plus touchées

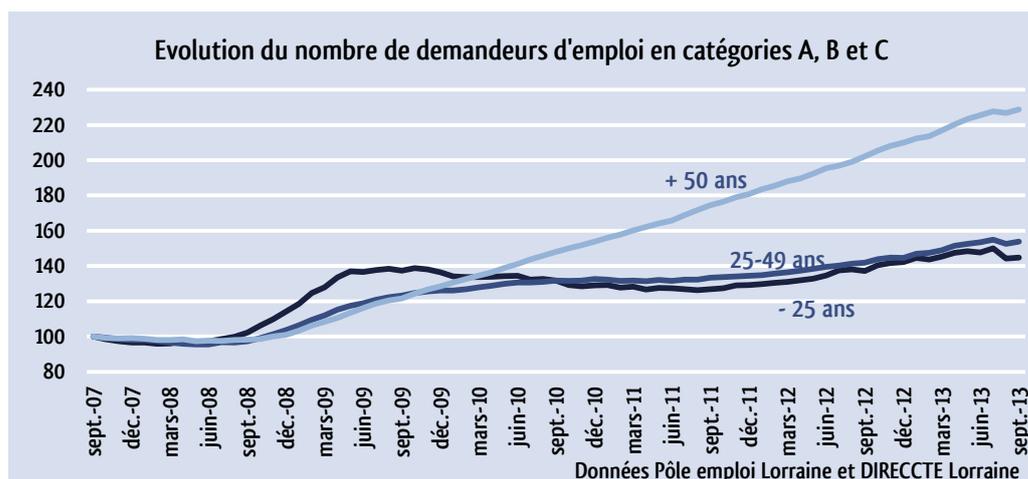
En janvier 2009, et pour la première fois en Lorraine, le nombre de demandeurs d'emploi (Cat A, B et C) chez les hommes a dépassé celui des femmes. Cette évolution est liée à la récession qui a, dans un premier temps, fortement touché les secteurs industriels, où les femmes n'occupent que 25% des emplois. Le nombre de demandeurs d'emploi chez les hommes a atteint un niveau historique en Lorraine, avec une augmentation de 71% depuis juin 2008.

Le chômage des femmes a réagi plus lentement au début de la crise. Il a dépassé son point le plus haut de décembre 1999 (qui était de 80 000 demandeuses d'emploi). Il a augmenté de 54% depuis juin 2008.



Le nombre de demandeurs d'emploi chez les seniors a plus que triplé en quatre ans

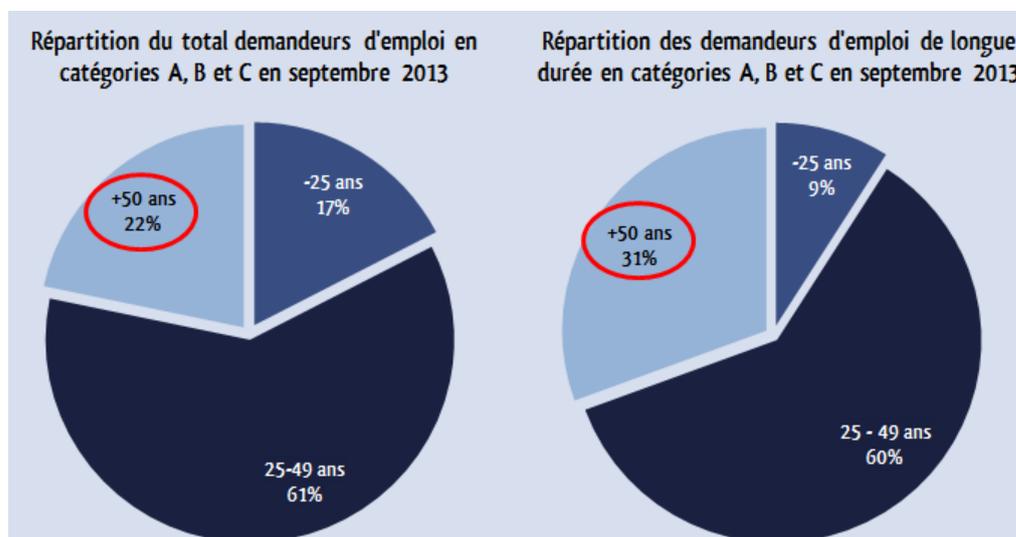
Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans représentent 22% des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C en Lorraine en septembre, contre 16% au début de la crise. Avec 38 350 demandeurs d'emploi, leur nombre a plus que triplé en l'espace de 4 ans. Ils étaient 16 300 au début de la crise.



Les seniors plus concernés par la hausse du chômage de longue durée

En septembre 2013, 22 900 personnes de plus de 50 ans sont dans une situation de chômage de longue durée (inscription à Pôle emploi supérieure à un an). Dans la hausse du chômage de longue durée, c'est la catégorie qui connaît la plus forte progression (+74% depuis septembre 2010). Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée de moins de 25 ans a augmenté de 18% sur la période et la catégorie concernant les 25-49 ans a augmenté de 30%.

Au total, sur les seniors représentent 31% des demandeurs d'emploi de longue durée alors qu'ils représentent 22% du total des demandeurs d'emploi. Ils représentent même 46% de la hausse depuis 2010.

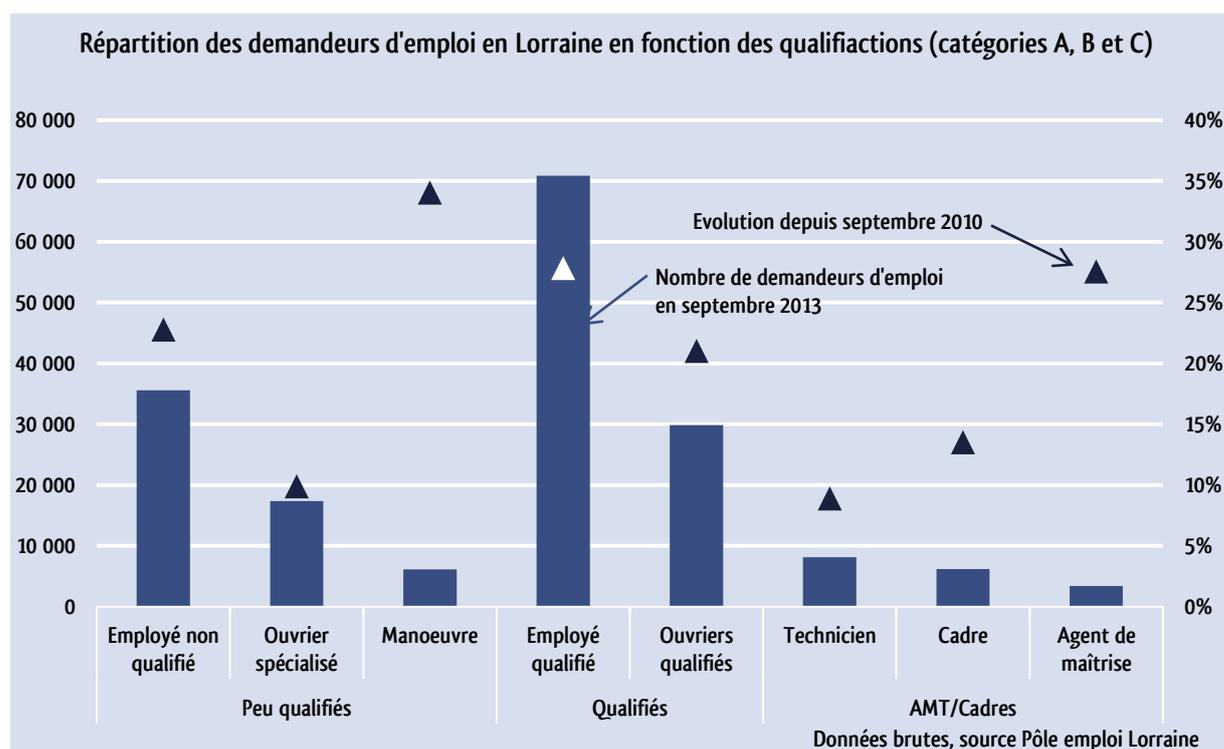


Les employés qualifiés : +23 130 demandeurs d'emplois depuis la crise

Toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées par la hausse du nombre de demandeurs d'emplois depuis 2010 en Lorraine. La catégorie la plus représentée, en nombre, dans les demandeurs d'emplois est celle des employés qualifiés. Ils sont 71 000 inscrits à Pôle emploi en Lorraine en septembre 2013.

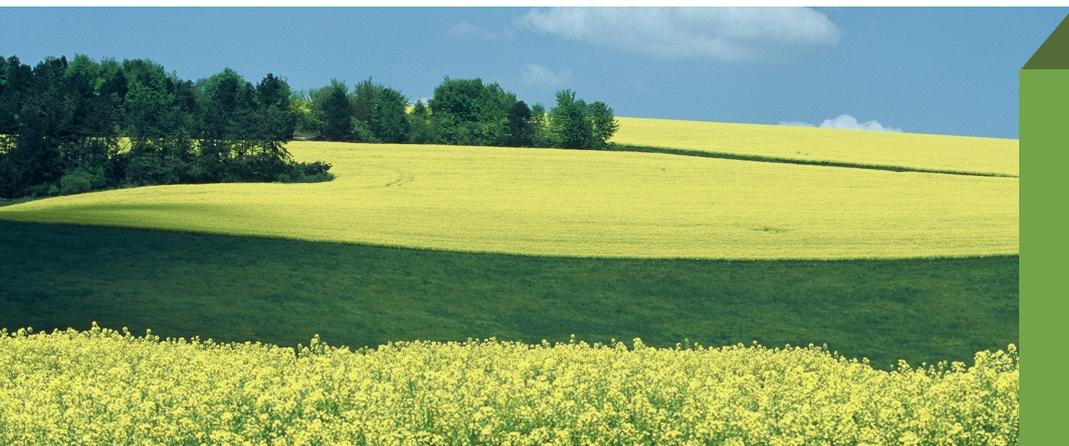
Le plus fort taux de progression du nombre de demandeurs d'emplois concerne les manœuvres (+34% ; +1 549 inscrits). Cette catégorie représente 3,4% des demandeurs inscrits. Les progressions sont également supérieures à la moyenne (+22%) pour les agents de maîtrise (+28%, soit +730 personnes), les employés non-qualifiés (+23%, soit +6 593 inscrits) ainsi que pour les ouvriers qualifiés (+21%, soit +5 200 personnes).

Les plus faibles hausses sont enregistrées pour les techniciens (+9%, +663 inscrits), les ouvriers spécialisés (+10%, +1 560 personnes) et les cadres (+13%, +733).



Note de lecture : les employés qualifiés représentent 71 000 demandeurs d'emplois en catégories ABC. Leur nombre a augmenté de 28% depuis septembre 2010

SITUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA LORRAINE



PARTIE 4

4.1 Biodiversité et ressources naturelles

4.1.1 – Sols et sous-sols

Des exigences à intégrer dans les politiques d'aménagement

1- Une artificialisation croissante du territoire lorrain

L'artificialisation des sols au profit du résidentiel et des zones d'activités

Alors que l'artificialisation des sols a progressé deux fois moins vite en Lorraine qu'en France entre 1990 et 2000 (respectivement +0,26%/an, +0,48%/an), son rythme s'est accéléré sur la période 2000-2006 pour rejoindre la tendance nationale (resp. +0.45%/an ; 0.5%). La « pression territoriale » (somme des cultures intensives et des sols artificialisés) exercée sur la biodiversité s'amplifie donc en Lorraine, comme en France, (respectivement 35,2 et 35,7% du territoire), mais avec de fortes disparités entre les départements : en dehors des Vosges (17,1%) elle est supérieure à 40%.

Le tableau ci-dessous permet d'identifier la nature de l'évolution de l'occupation des sols entre 2000 et 2006 : une des lectures possibles est que l'artificialisation de 3 600 ha s'est faite principalement au détriment des prairies (-2 500 ha) et des zones agricoles hétérogènes (-465 ha).

	LORRAINE			France métropolitaine		
	répartition 2006	Evolution 2000-2006	Evolution 2000-2006	Répartition 2006	Evolution 2000-2006	Evolution 2000-2006
	%	ha	%	%	ha	%
Territoires artificialisés	5,7	3594	2,7	5,1	82792	3
Territoires agricoles	55,6	-2977	-0,2	59,8	-78081	-0,2
Forêts et milieux semi-naturels	38,1	-774	-0,1	34,0	-7146	0
Zones humides	0,1	7	0,5	0,3	59	0
Surfaces en eau	0,6	150	1	0,7	2376	0,6
Total du territoire	100,0			100,0		

Source : Corine Land Cover – retraitement CESEL

Cette augmentation des territoires artificialisés au profit des zones industrielles et commerciales, des réseaux de communication ainsi que des espaces urbanisés dans une région où la démographie est stable, pose une vraie question sur la stratégie d'aménagement du territoire, qui mériterait sans doute des objectifs plus ambitieux en termes de protection des sols naturels.

	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Lorraine	France
Superficie en ha 2006	524591	621144	621627	587378	2354740	54396535
part en territoire artificialisé %	6,8	2,4	9	4,6	5,7	5,1
part en territoire agricole %	59,2	59,7	58,5	44,8	55,6	59,8
part en milieu naturel%	33,2	37,5	31,1	50,5	38,1	34
part en eau %	0,8	0,4	1,2	0,1	0,6	0,7
part en zone humide %	0	0	0,2	0	0,1	0,3

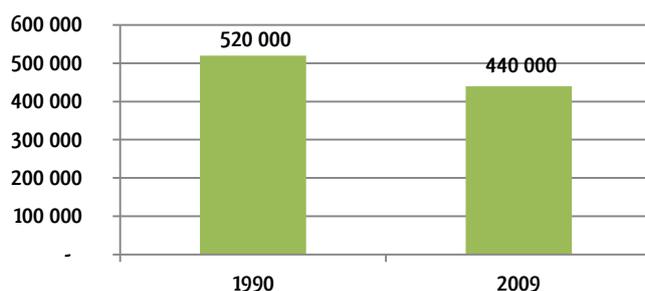
Source INSEE

2- Des espaces prioritaires dans la protection de la biodiversité

Les prairies en diminution

La quête de rentabilité pour les agriculteurs et l'étalement urbain font pression sur l'espace régional couvert de prairies. Cette diminution des espaces enherbés a des impacts considérables sur la biodiversité ainsi que sur l'érosion des sols.

Surface en prairies en Lorraine (ha)



Données DRAAF

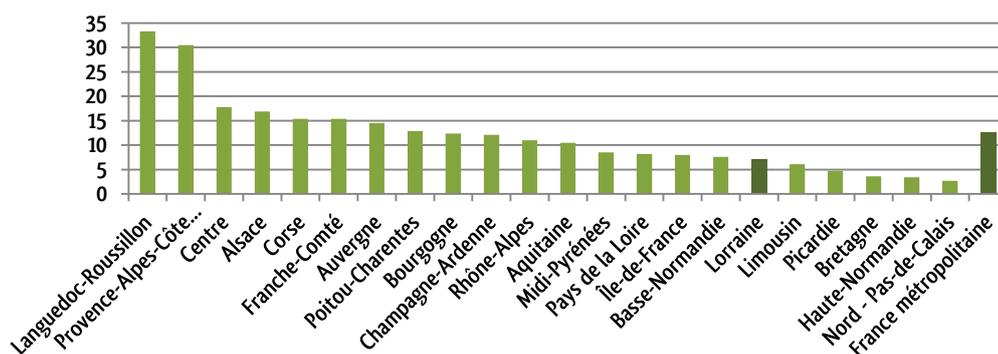
Concilier les multiples fonctions de la forêt

Le nouveau contrat Etat-ONF fixe des objectifs d'augmentation de la production de bois, dont les besoins sont également accrus compte tenu de la multiplication des projets de chaufferies dans la région, fortement consommatrices de bois résiduel. Les forêts sont des espaces primordiaux pour la protection de la biodiversité, le maintien de cette fonction doit également faire partie des objectifs prioritaires de gestion de ces espaces en Lorraine.

3- Une couverture du territoire en Natura 2000 inférieure à la moyenne nationale

En 2011, la Lorraine est recouverte par 165 800 ha de zones Natura 2000, dont 54 300 en parc naturel régional, ce qui représente au total 7% du territoire régional. La moyenne en France métropolitaine est de 12,5% du territoire recouvert. Cependant, entre 2006 et 2011, la surface Natura 2000 a augmenté plus fortement en Lorraine que la moyenne française (+17,5%, contre +6%).

Part du territoire couvert par des espaces Natura 2000



Données Eider, Ministère du développement durable

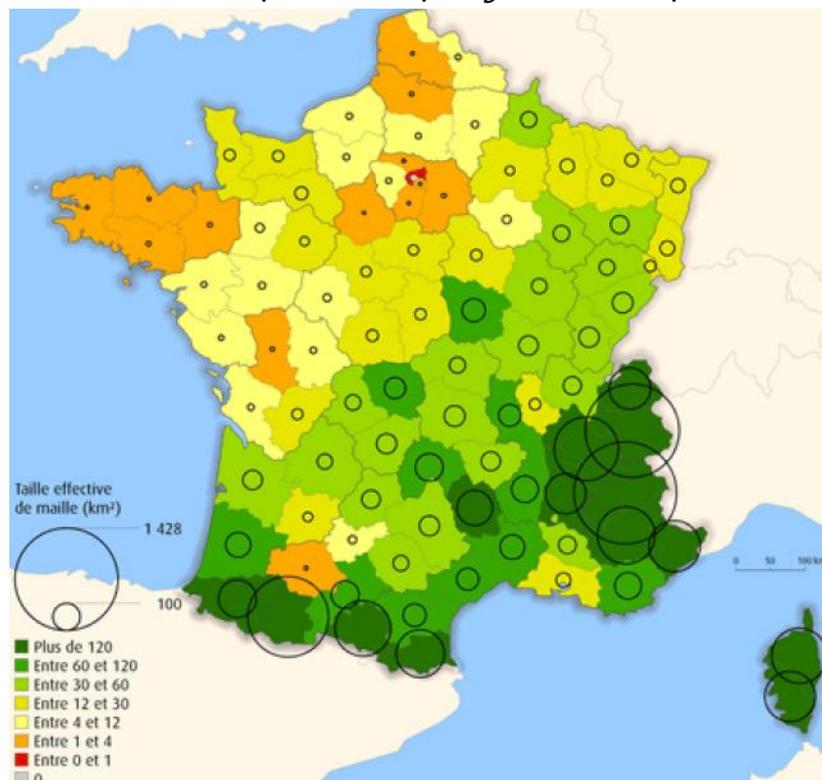
4- Les défis de la trame verte et de la trame bleue

Dans la continuité de la réglementation environnementale, les objectifs visant à un plus grand équilibre entre les différents usages des sols se poursuivent, et doivent être renforcés, dans le cadre de la planification (SCOT, PLU) et de la contractualisation territoriales (Parcs Naturels Régionaux, Pays, intercommunalités etc.). La territorialisation du Grenelle de l'environnement prévoit également la mise en œuvre, dans chaque région, d'un Schéma de cohérence territorial élaboré par l'ensemble des acteurs régionaux, sur le principe de la gouvernance à cinq. Ce schéma est principalement axé sur la constitution d'une trame verte et bleue incluant les corridors écologiques qui permettent les transferts entre les différents milieux, ordinaires et remarquables, actuellement limités par la fragmentation des espaces.

La Trame verte et bleue est un ensemble de continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité, de corridors écologiques et de cours d'eau et canaux, ceux-ci pouvant jouer le rôle de réservoirs de biodiversité et/ou de corridors. Elle se conçoit jusqu'à la limite des plus basses mers en partant de la terre.

La fragmentation des espaces naturels pèse sur la biodiversité par la présence de barrières difficilement franchissables, principaux cours d'eau et grandes voies de transport terrestre, et par la baisse des surfaces des espaces non fragmentés. En France métropolitaine, la fragmentation des espaces semi-naturels augmente régulièrement, tandis que la surface totale des milieux naturels terrestres diminue. Les régions de montagne et les grands ensembles forestiers apparaissent comme les moins fragmentés, à l'opposé en particulier des régions d'agriculture intensive et des grandes vallées.

Taille effective de maille des espaces naturels par région forestière départementale en 2006



Sources : Cemagref d'après UE – SOeS (CORINE Land Cover 2006), IGN 2006.

5- Site pollués : un pôle de compétences en Lorraine

La Lorraine affiche une forte concentration de sites pollués, liée au passé industriel de la région. Au total, ce sont près de 6 000 ha de friches industrielles qui ont peu à peu été abandonnés avec la fin des activités traditionnelles telles que les activités charbonnières, sidérurgiques, le textile.

Sites pollués en Lorraine et en France métropolitaine en 2012

	France métropolitaine	Lorraine	Part de la Lorraine
Total des sites et sols pollués faisant l'objet d'une action publique	4109	322	8%
Sites et sols pollués, traités et libres de toutes restriction	466	43	9%
Sites et sols pollués, traités, avec restriction d'usage ou surveillés	1886	128	7%
Sites et sols pollués, en cours d'évaluation ou de travaux	1656	139	8%

Source Eider, Ministère du développement durable

Un pôle de compétences pour accentuer le traitement des sols

Le potentiel des compétences lorraines en matière de traitement des sols est très important. Il fait l'objet d'une réelle compétence régionale et donne une lisibilité internationale de la région dans ce domaine, notamment avec le GISFI (Gestion d'Intérêt Scientifique sur les friches Industrielles), créé en 2002, avec une station expérimentale à Homécourt qui dispose d'un ensemble de moyens des expérimentations en vraie grandeur pour l'étude des sols, et plus particulièrement des sols contaminés. C'est un consortium de 12 laboratoires publics en partenariat avec des entreprises.

4.1.2 – Eau et milieux aquatiques

L'impact des activités humaines

Le CESEL a réalisé une communication en septembre 2013 sur la thématique de *l'eau, une richesse et une chance pour la Lorraine*. Il s'agit de conserver cette ressource et d'en redresser la qualité. L'eau est aussi une chance pour la Lorraine. A l'heure où les politiques de l'eau sont réexaminées sous le prisme du développement durable, le rapprochement des forces universitaires, des centres de recherche, des entreprises lorraines, initié par le Pôle de compétitivité HYDREOS, doit être poursuivi. L'enjeu est de valoriser un potentiel d'ingénierie à faire intervenir en complément de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie.

La directive-cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 impose à la France des objectifs de bon état des eaux à atteindre d'ici 2015, 2021 ou 2027.

Dans une première étape, dès 2015 :

- 64% des masses d'eau de surface devront afficher un Bon ou Très Bon Etat Ecologique,
- 83 % des masses d'eau un Bon Etat Chimique.

La qualité des eaux du Bassin Rhin Meuse fait apparaître des marges de progression importantes au regard des exigences de la Directive-cadre sur l'Eau pour 2015, notamment pour les eaux de surface.

En Lorraine, force est de constater que les facteurs liés à l'activité humaine ont joué défavorablement sur la période récente : si l'industrie, l'élevage et le nucléaire ont globalement limité leur pollution, la progression de l'artificialisation des sols, la diminution des prairies permanentes, l'insuffisante qualité de l'assainissement en milieu rural et surtout la persistance des pesticides et nitrates dans les eaux superficielles, ont leur part de responsabilité dans la pollution des eaux.

5 pistes d'actions ont été préconisées par le groupe de travail

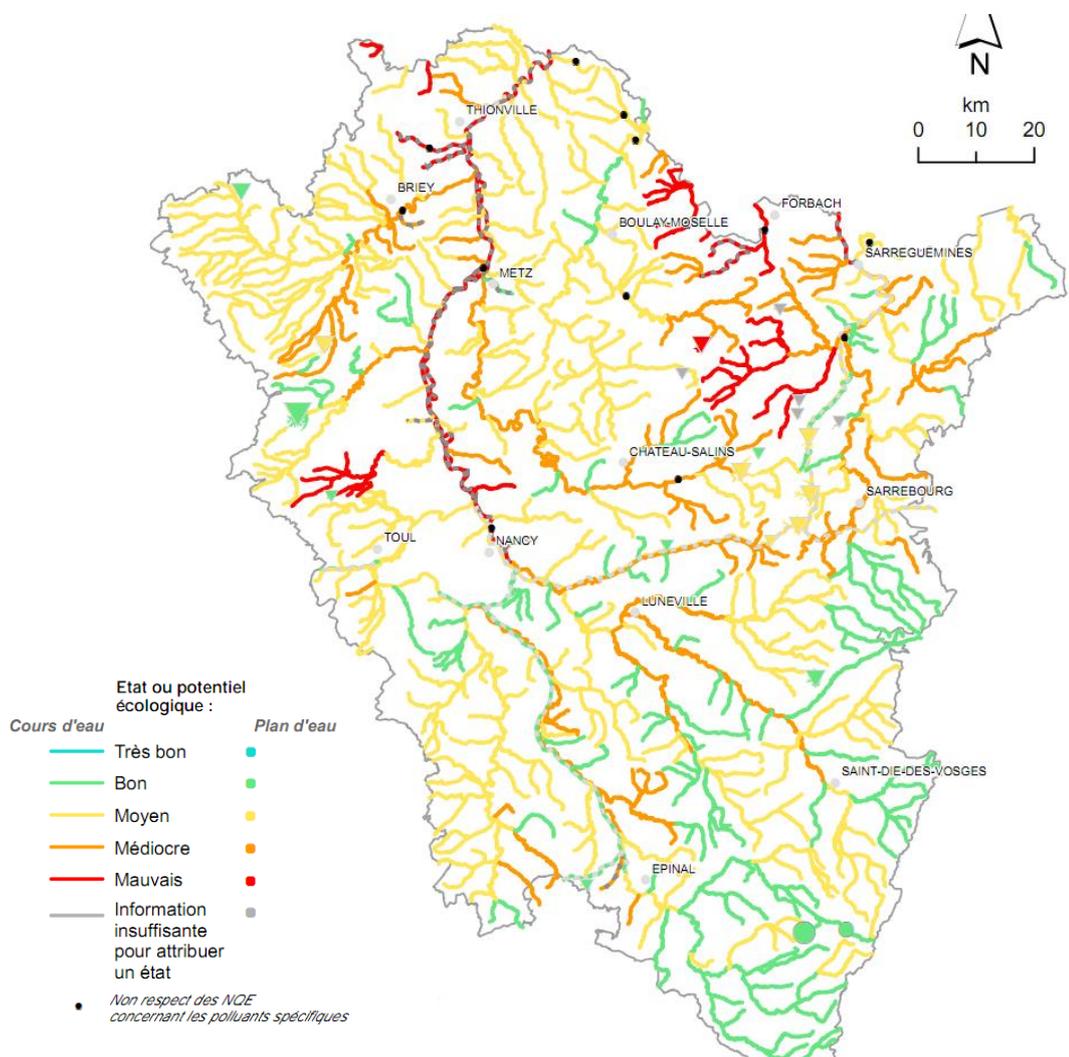
1. Concentrer les moyens sur une priorité, la protection des captages ;
2. Anticiper la diminution des quantités disponibles et, dans cette perspective, lancer une réflexion sur la dépollution à grande échelle des réservoirs présents dans les sous-sols depuis l'arrêt de l'exploitation minière ;
3. Lutter contre les pollutions diffuses d'origine agricole en actionnant de nouveaux leviers, en complément des actions réglementaires ;
4. Mieux protéger les ressources des milieux aquatiques ;
5. Faire monter les stations d'épuration en efficience, en particulier en milieu rural.

1. L'état écologique de l'eau évolue peu, malgré des progrès face aux polluants « classiques »

Dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) élaboré en 2009, le bassin de l'eau Rhin-Meuse a fixé des objectifs pour 2015 en termes de qualité de l'eau en fonction de plusieurs critères (état écologique, état chimique, état global, ...).

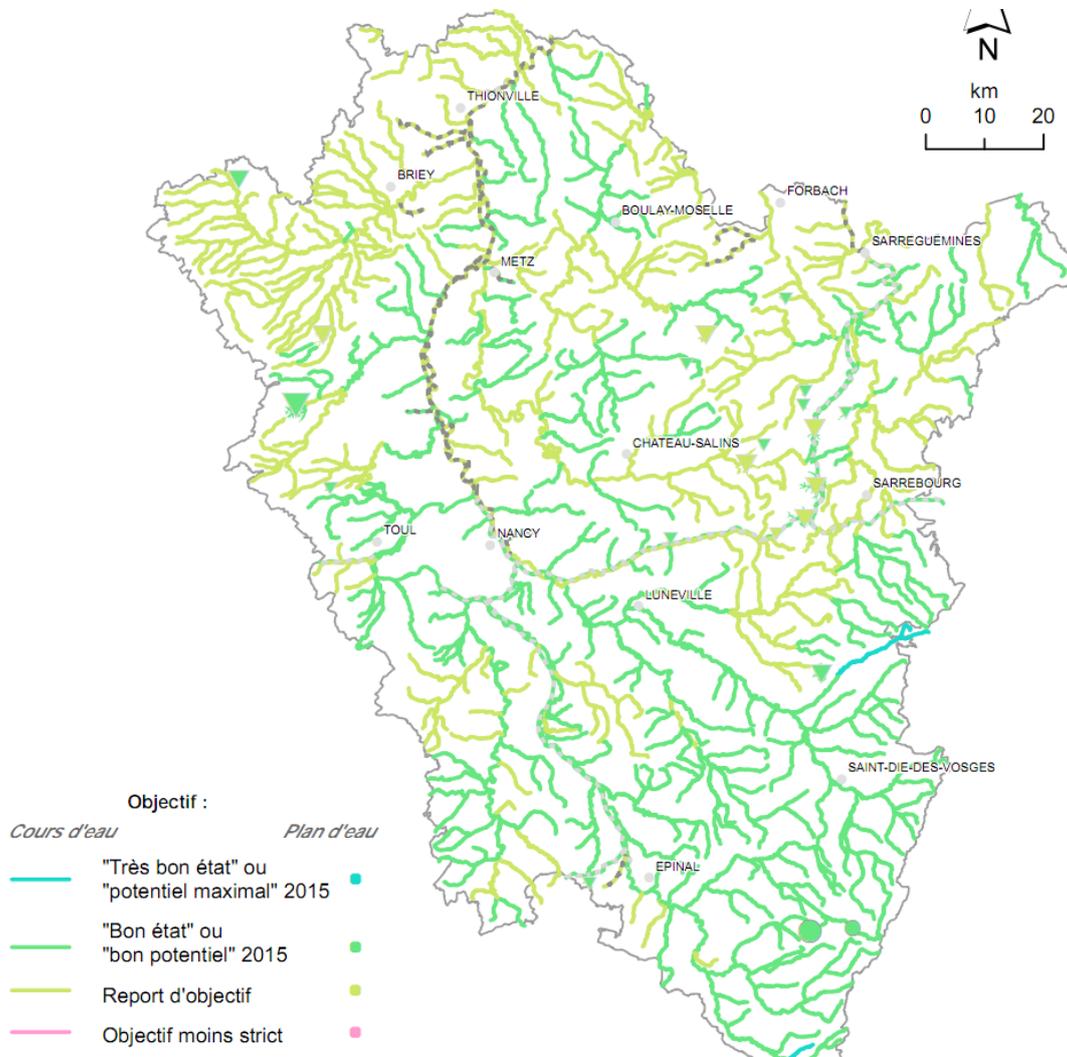
Ci-dessous, un exemple de l'état écologique des eaux, suivi des objectifs fixés par le SDAGE à l'horizon 2015 pour les cours d'eau du secteur Moselle-Sarre.

Etat ou potentiel écologique des eaux de surface en 2009 du secteur de travail Moselle-Sarre



Carte issue du SDAGE « Rhin » - Annexe cartographique - version 8 - Novembre 2009

Objectif d'état écologique des masses d'eau de surface du secteur de travail Moselle-Sarre



Carte issue du SDAGE « Rhin » - Annexe cartographique – version 8 - Novembre 2009

Un bilan intermédiaire en demi-teinte

Dans le cadre de l'application de la directive cadre sur l'eau, une évaluation de la qualité des masses d'eau du bassin Rhin-Meuse est prévue pour 2013. L'agence de l'eau du bassin a réalisé une évaluation intermédiaire de la qualité de l'eau afin de réaliser un suivi des objectifs fixés dans le cadre du SDAGE. Le constat est en demi-teinte et pourrait conduire à la conclusion dans le diagnostic de 2013 d'une qualité de la masse d'eau du bassin très en deçà des objectifs fixés par les SDAGE.

La mesure de l'état écologique des masses d'eau

« Le bon état écologique des eaux correspond aux conditions permettant le bon fonctionnement des processus écologiques, en particulier la présence et le maintien des communautés aquatiques, floristiques et faunistiques »⁴⁰.

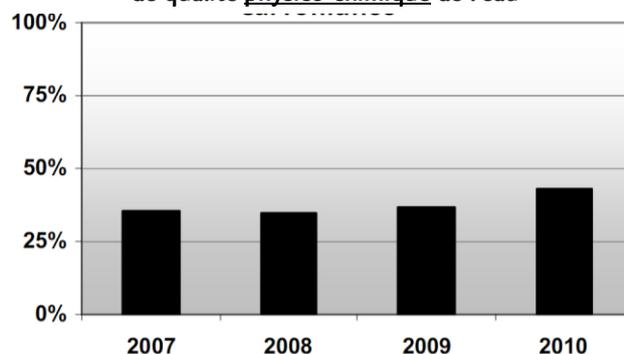
Cet état est évalué en fonction de deux principales familles d'indicateurs : d'une part, des **caractéristiques physico-chimiques** ayant une influence sur la biologie, et, d'autre part, **les indicateurs biologiques** (l'indice biologique global normalisé, l'indice poisson-rivières, l'indice biologique diatomées).

La classification de l'état écologique est déterminée par la plus basse valeur des résultats des contrôles physico-chimiques et biologiques, ce qui signifie qu'un seul élément négatif suffit à déclasser l'état du point d'analyse.

a. La qualité physico-chimique s'améliore...

On note dans le bassin Rhin-Meuse une amélioration encourageante de la qualité de l'eau vis-à-vis des pollutions classiques pour lesquelles des efforts ont été consentis de longue date. Cette amélioration est notamment due à une réduction de la pollution industrielle. La qualité physico-chimique concerne les macro-polluants liés à la pollution classique (matières en suspension, nitrates, nitrites, ...).

Pourcentage des sites de surveillance en bon ou très bon état vis-à-vis des éléments de qualité physico-chimique de l'eau



Source Agence de l'eau Rhin-Meuse, à partir de 294 sites de surveillance

b. ...mais la qualité biologique peine à progresser

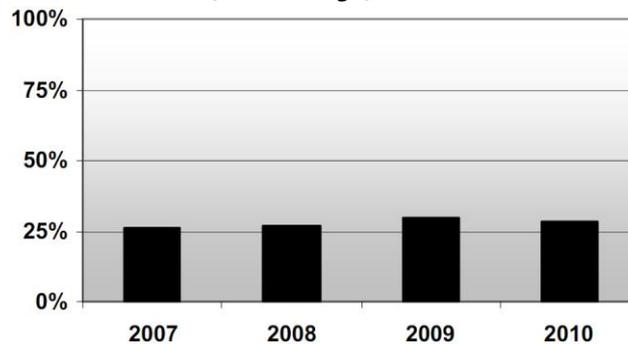
Le nombre de sites en bon ou très bon état biologique ne représente que le quart des 200 sites de surveillance du bassin Rhin-Meuse.

Trois indices sont utilisés pour refléter l'état des peuplements faunistiques et floristiques :

⁴⁰ Agence de l'eau Rhin-Meuse

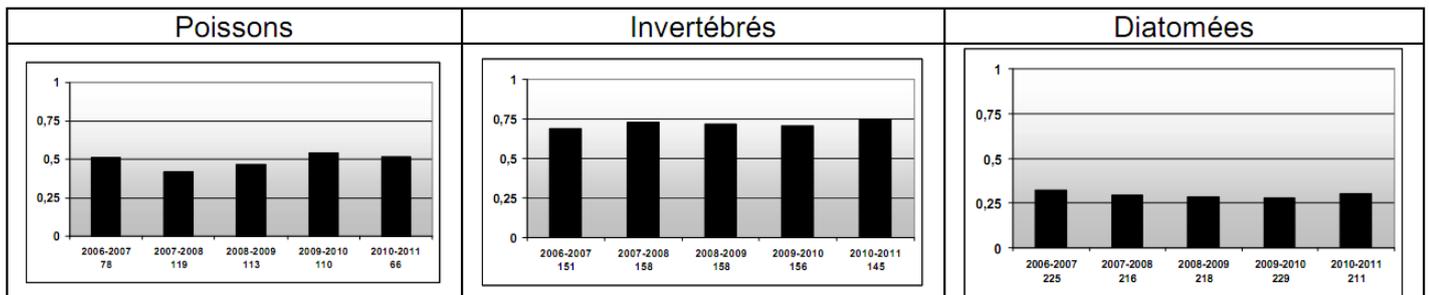
- L'indice biologique diatomique (IBD), il est basé sur la composition des peuplements diatomées, algues microscopiques prélevées sur des supports fixes (cailloux, ...) ;
- L'indice biologique global normalisé (IBGN), reflète la composition des populations de macro-invertébrés aquatiques qui regroupent les insectes, les crustacés, les mollusques et vers ;
- L'indice poisson-rivière (IPR), basé sur la composition des peuplements piscicoles.

Pourcentage des sites de surveillance en bon ou très bon état vis-à-vis des éléments de qualité biologique de l'eau



Source Agence de l'eau Rhin-Meuse, à partir de 200 sites de surveillance

Pourcentage des sites de surveillance en bon ou très bon état vis-à-vis des éléments



Source Agence de l'eau Rhin-Meuse

L'indicateur biologique s'éloignant le plus du bon état biologique est l'IBD, avec moins d'un tiers des sites de surveillance en bon ou très bon état. A lui seul, il explique en grande partie les constats sur les éléments de qualité biologique. Cet indice est sensible aux conditions physico-chimiques et à la présence de nutriments, alors que les deux autres sont plus exigeants vis-à-vis des conditions de milieu (état du lit et des berges, continuité écologique,...).

L'agence de l'eau estime que « ces indicateurs montrent que les efforts de reconquête des milieux vont dans le bon sens, comme le montrent les indicateurs biologiques les plus liés aux conditions de milieu [IPR, IBGM], mais peuvent manquer encore parfois d'ampleur pour atteindre les résultats escomptés ou encore être contrariés par la présence d'un « cocktail » de substances présentant une toxicité vis-à-vis de la flore aquatique. »

2. La qualité des eaux du robinet en amélioration en Lorraine

Les eaux du robinet

Elles constituent un véritable enjeu de santé publique et leur qualité est bien évidemment liée à la protection des milieux naturels.

La part des captages avec arrêté de déclaration d'utilité publique permet d'assurer la sécurité sanitaire de l'eau destinée aux consommateurs en protégeant les points de captages. Le plan régional santé environnement s'est fixé l'objectif de 100% en 2010. Bien que non atteinte, la part des captages protégés augmente.

Indicateurs de protection des captages et de qualité de l'eau en Lorraine

		2007	2008	2009	2010	D 07-09 en points
Protection des captages	Captages protégés avec DUP ⁴¹ (%)	54,86	57,92	60,55	65,50	+10,6
	Débites captés avec DUP (%)	48,83	60,74	62,79	63,53	+16,7
Bactériologie	Part des UDI ⁴² conformes en qualité bactériologique (%)	73,59	76,44	75,22	76,34	+2,75
	Population alimentée par une eau conforme en bactériologie (%)	90,52	90,47	92,25	93,10	+2,58
Nitrates	Qualité des eaux distribuées vis-à-vis des nitrates (% des UDI >25mg/L)	13,28	11,93	11,14	11,79	-1,49
	% de la population alimentée par de l'eau à la moyenne annuelle >25mg/L	6,33	4,73	4,61	4,84	-1,49
Pesticides	% des UDI non conformes en pesticides (Situation B1+B2, au moins une analyse non conforme dans l'année)	6,18	5,38	4	1,4	-4,78
	% de la population alimentée par des eaux non-conformes en pesticides	4,17	4,22	3,2	0,83	-3,34
	% des UDI non conformes en pesticides avec la nécessité de restriction d'usage	0,93	0,16	0,08	0	-0,93
	% de la population alimentée par une eau non conforme en pesticides avec la nécessité de restriction d'usage	0,21	0,03	0,02	0	-0,21

Source ARS

Nitrates et pesticides. La tendance générale des concentrations en nitrates de l'eau distribuée est qualifiée de stable par l'ARS. Le pourcentage des populations lorraines alimentées en eaux non conformes vis-à-vis des pesticides se maintient sous la barre des 5%. Il n'y a pas eu de restrictions d'usage de l'eau en raison de la présence de pesticides en 2010 en Lorraine. La tendance globale est à l'amélioration.

L'eau : levier de développement des filières de l'économie verte. Les travaux de recherche et développement ainsi que les axes de développement économique de ce secteur sont importants, notamment du fait de la présence du **pôle HYDREOS**, pôle de compétitivité de l'eau en Alsace et en Lorraine. C'est un levier fort du développement régional par l'émergence des filières de l'économie verte.

⁴¹ Déclaration d'Utilité Publique

⁴² Unités de distribution d'eau

4.2 Climat, air et énergie

4.2.1 – Qualité de l'air

Oxyde d'azote et particules fines à surveiller

Dans le cadre de l'élaboration du schéma régional climat-air-énergie, l'observatoire AIR Lorraine a fourni un diagnostic des principales évolutions de la qualité de l'air en Lorraine et des enjeux qui sont posés.

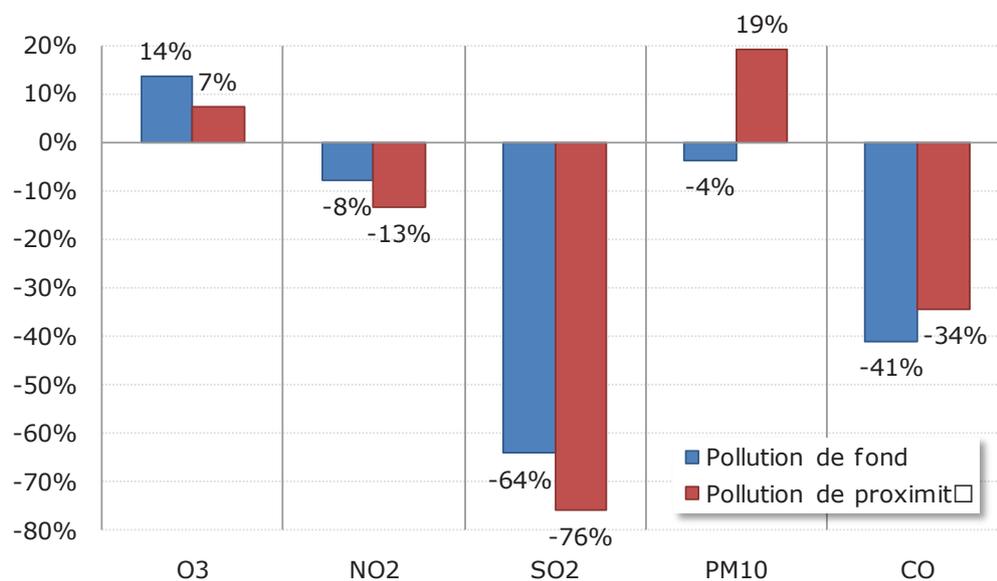
Le diagnostic se base sur une analyse, par zone administrative de surveillance, du respect ou non des seuils réglementaires définis dans les Directives européennes.

« Parmi l'ensemble des polluants réglementés, certains problèmes de dépassement des valeurs réglementaires sont observés. La pollution régionale de fond est marquée par une problématique persistante des particules fines et de l'ozone. En situation de proximité industrielle des dépassements occasionnels de dioxyde d'azote, dioxyde de soufre, de benzène et d'hydrocarbures (HAP) sont observés. La proximité au trafic reste un enjeu important au regard des niveaux élevés relevés en dioxydes d'azote et benzène. »⁴³

Ces deux polluants posent des enjeux importants en termes de santé des populations et de réchauffement climatique.

1. Evolution de la qualité de l'air par polluant en Lorraine

Evolution des concentrations des polluants^{44*45} en Lorraine entre 2000 et 2010 (%)



Graphique AIR LORRAINE

⁴³ AIR LORRAINE, *Schéma Régional Air Climat Energie : évaluation de la qualité de l'air*, juin 2011

⁴⁵ Concentration des principaux polluants règlementés et surveillés / O3 = Ozone / NO2= Dioxyde d'azote / PM10= Particules fines / CO= Monoxyde de carbone / SO2= Dioxyde de soufre

Les principaux constats d'AIR Lorraine sur les évolutions :

- **Dioxyde de soufre (SO₂)** : le polluant est en forte baisse, mais nécessite toutefois le maintien d'une vigilance en proximité industrielle. Ce polluant n'est pas considéré comme un enjeu majeur prioritaire dans la région, mais nécessite toutefois une surveillance obligatoire sur des secteurs de proximité industrielle où des pics et des dépassements sont encore observés.
- **Dioxyde d'azote (NO₂)** : malgré une légère baisse des niveaux de fond, les niveaux en proximité industrielle et trafic routier restent préoccupants. Ce polluant a des impacts néfastes sur la santé et constitue également un enjeu climatique dans la mesure où il participe au mécanisme de formation d'ozone. Les grandes installations industrielles peuvent être source de pointes de pollution.
- **Ozone (O₃)** : un polluant problématique en constante évolution. Les augmentations sont à mettre en parallèle avec les évolutions des conditions climatiques et des émissions des principaux composés précurseurs de l'ozone, comme les oxydes d'azote ou les composés organiques volatiles.
- **Particules (PM₁₀ et PM_{2,5})** : un enjeu majeur pour la protection de la santé humaine. En ce qui concerne les PM₁₀ (les plus dangereuses pour la santé), la Lorraine fait partie des régions où des dépassements de la valeur limite pour la protection de la santé humaine sont fréquemment observés. Les seuils sont dépassés.
- **Monoxyde de carbone (CO)** : des niveaux acceptables en air ambiant. Ce polluant reste néanmoins problématique en air intérieur, responsable d'intoxications et de décès.
- **Plomb et autres métaux lourds** : des premières investigations rassurantes. Les évaluations préliminaires sur des secteurs jugés prioritaires les valeurs limites du plomb, de l'arsenic, du nickel et du cadmium ont été respectées.
- **Benzène** : la vigilance s'impose en proximité de trafic et industrielle (notamment pour les activités pétrochimiques et sidérurgiques).

2. Deux polluants à surveiller de près⁴⁶

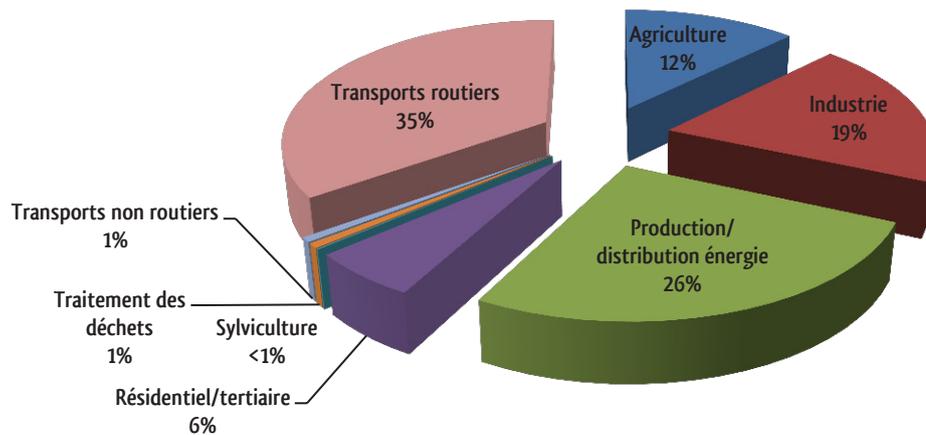
a. Oxyde d'azote

Ce polluant présente le double enjeu de la santé publique et du réchauffement climatique, dans la mesure où il participe au mécanisme de formation de l'ozone.

En 2006, les émissions totales d'oxydes d'azote en Lorraine s'élèvent à 97 420 tonnes. Le graphique ci-après présente la sectorisation de ces émissions.

⁴⁶ Données : AIR LORRAINE, *Schéma Régional Air Climat Energie : évaluation de la qualité de l'air*, juin 2011

Sectorisation des émissions de NOx de la région Lorraine

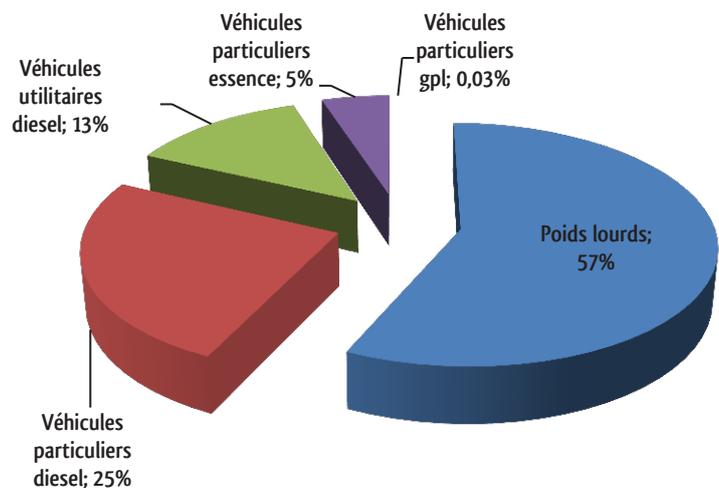


Inventaire Air Lorraine - Année 2006

C'est le secteur des transports routiers qui représente la plus forte contribution aux émissions d'oxyde d'azote (plus du tiers).

Le secteur énergétique est le deuxième contributeur. Les 26% qu'il représente sont notamment liés à la présence de centrales thermiques dans la région.

Sectorisation des émissions de NOx en 2011 par le secteur routier >



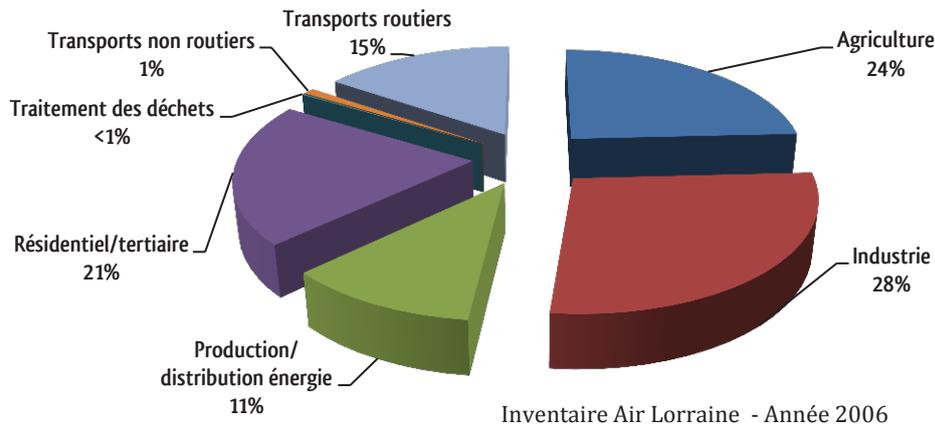
Données ORT2L et Air Lorraine

b. Particules fines

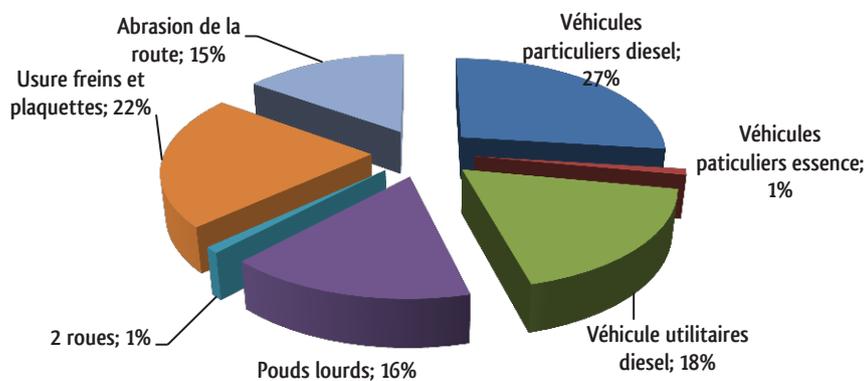
Les émissions régionales totales pour l'année 2006 en PM10 sont d'environ 19 000 tonnes dont environ 11500 tonnes de PM2.5.

« Concernant les émissions de PM10, on retrouve 3 secteurs émetteurs importants. Avec environ un quart des émissions totales chacune, l'industrie et l'agriculture sont les deux contributeurs principaux, suivis de près par le secteur résidentiel/tertiaire. Il est important de noter que les émissions des secteurs agricoles et industriels n'ont pas pour origine principale la combustion, au contraire du secteur résidentiel/tertiaire pour lequel l'utilisation du bois est prépondérante (environ 80% des émissions du secteur). »

Sectorisation des émissions de PM10 de la région Lorraine



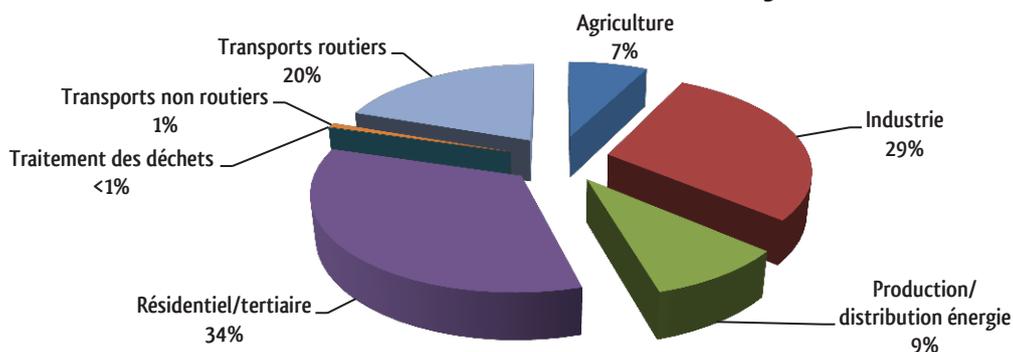
Sectorisation des émissions de PM10 du secteur des transports routiers en 2011



Données Air Lorraine et ORT2L

« L'origine des PM2.5 est pour sa part légèrement différente par rapport à la sectorisation des émissions de PM10. En effet, on voit alors se détacher le secteur résidentiel/tertiaire avec environ un tiers des émissions toujours en raison de l'utilisation du bois. Le second secteur le plus émetteur est l'industrie avec 29% des émissions totales. Enfin le transport routier ressort également avec 20% des émissions avec diverses origines comme l'utilisation des moteurs diesels (véhicules particuliers et poids lourds) ou encore l'abrasion de la chaussée et des composants mécaniques des véhicules (freins, embrayages, pneus...). »

Sectorisation des émissions de PM2.5 de la région Lorraine



Dans le domaine du transport routier, les progrès technologiques réalisés par les constructeurs ces 20 dernières années ont permis de réduire sensiblement les émissions des principaux polluants (oxydes d'azotes, hydrocarbures et particules fines). Un nouveau bond sera franchi en 2014, avec l'application de la norme euro 6 pour les poids lourds qui fera encore baisser le nombre des particules les plus fines (6 fois moins que l'euro 5). Ces innovations ont nécessité d'importants investissements en R&D et ont également été orientés à la baisse la consommation énergétique des véhicules.

4.2.2 – Transports

Les défis de l'optimodalité fret et de l'intermodalité voyageurs toujours d'actualité

L'année 2013 a été marquée par plusieurs événements en matière de mobilités et de transports.

Tout d'abord, suite aux travaux de la Commission Mobilité 21, le Gouvernement a retenu le projet de l'A31 bis comme chantier prioritaire à réaliser avant 2030. Le CESEL a salué cette annonce et continuera à suivre ce dossier et à mobiliser les acteurs pour qu'il soit réalisé dans les meilleurs délais.

Ensuite, la démarche de mobilisation des transporteurs et chargeurs de Lorraine impulsée par l'ORT2L et le CESEL va se concrétiser avec la création d'un Opérateur Ferroviaire de Proximité (OFP) courant décembre 2013. Régiorail Lorraine organisera ses 1^{ers} convois entre Blainville et Golbey pour répondre aux besoins du papetier Norske Skog ou encore d'Eurorail France qui dispose d'une plateforme logistique de 12 000m² à Golbey.

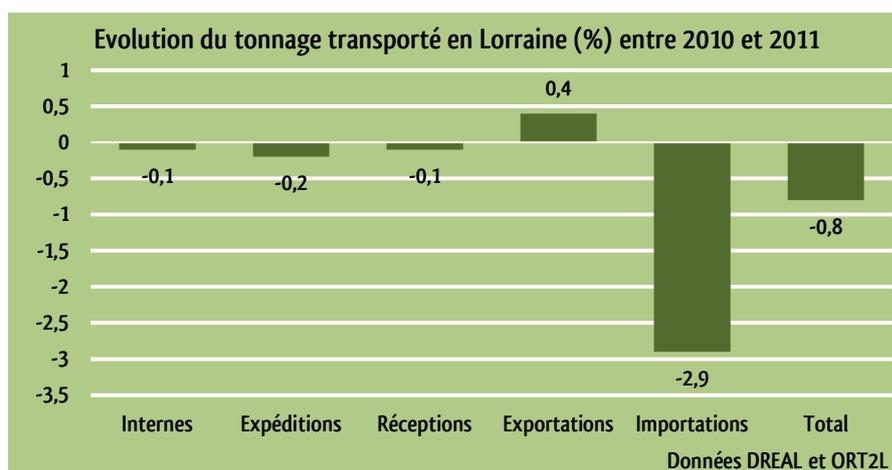
Deux grands projets de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) pour favoriser une mobilité plus durable dans les villes ont également été inaugurés en 2013 : les lignes A et B du Mettis à Metz et la Ligne 2 du Stanway à Nancy.

Sur le plan des trafics, en 2011 le fret de marchandises est globalement en recul de 1% par rapport à 2010. Côté voyageurs, la fréquentation du TER Métrolor augmente de 2% en 2012 et l'utilisation des transports en commun par les travailleurs frontaliers au Luxembourg a progressé de 6 points entre 2007 et 2010.

1- Les transports de marchandises : des évolutions contrastées

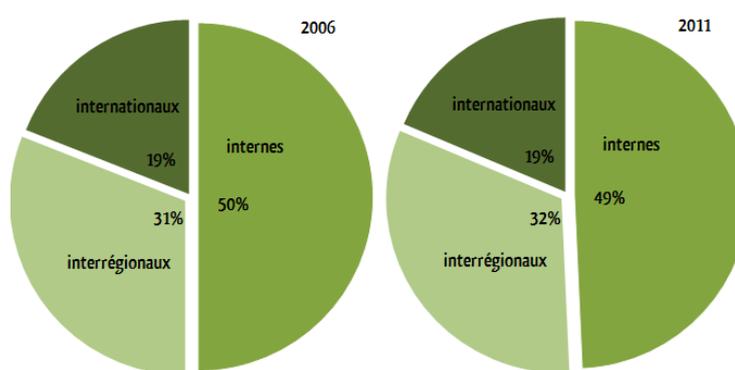
a. Nature des trafics et parts modales

En 2011, 143,6 millions de tonnes de marchandises ont été transportées⁴⁷ en Lorraine, soit 1% de moins qu'en 2010.



La nature des flux 2011 se rapproche de celle de 2006 : les échanges internes à la région représentent près de la moitié des trafics.

Répartition des flux de marchandise en Lorraine



Données DREAL, ORT2L

L'année 2011 est marquée par une diminution globale des flux de marchandises de - 1%. Cette baisse est principalement liée aux mauvais résultats du mode ferroviaire (-8%) et du fluvial (-13%), alors que les trafics routiers progressent doucement mais sûrement (+1%). En conséquence la part modale de la route reprend du terrain avec + 2 points.

La route a repris les parts gagnées par le ferroviaire en 2010, mais la Lorraine garde un ratio rail-fluvial plus fort que la **moyenne nationale où la route représente 88% des trafics**.

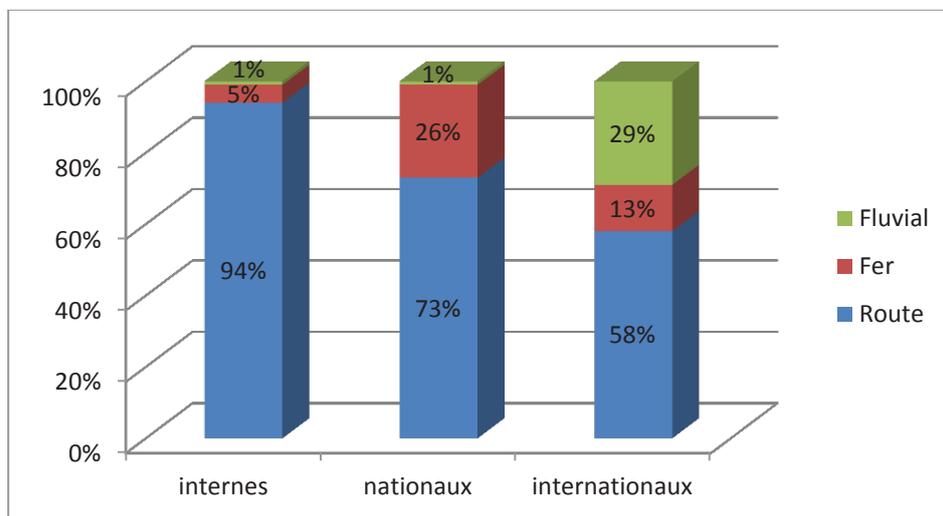
⁴⁷ Source : DREAL Lorraine, d'après SOeS/SITRAM, SOeS/TRME, BDD Douanes, CFL, Europorte, Euro Cargo Rail, Fret SNCF, VFLI et VNF DIR Nord-Est : données hors transit, c'est-à-dire que ne sont comptabilisés que les trajets incluant un point de chargement et/ou de déchargement en Lorraine

Répartition des flux de marchandise en Lorraine (tonnages, 2011) par mode (en %) et évolution entre 2010 et 2011 des parts modales (en points)

	milliers de tonnes en 2011	part modale en 2011	évolution des parts modales 2011-2010
Route	116 000	80,8%	1,8
Fer	18 950	13,2%	-1
Fluvial	8 610	6,0%	-0,8
TOTAL	143 550		

Données DREAL, ORT2L

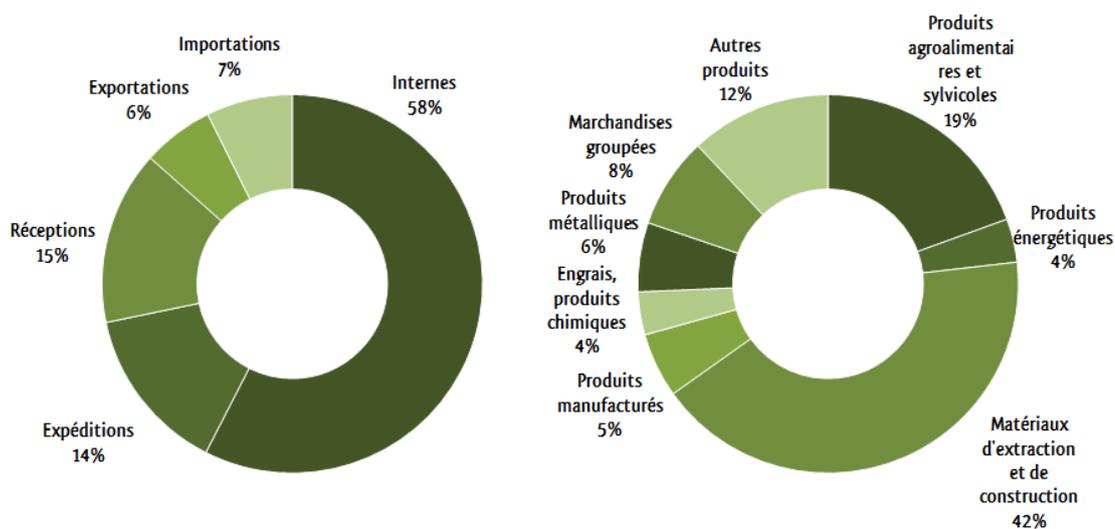
La part de chaque mode varie considérablement selon la nature des flux et des marchandises : plus les distances parcourues sont importantes et le poids élevé, plus le ferroviaire et le fluvial sont privilégiés.



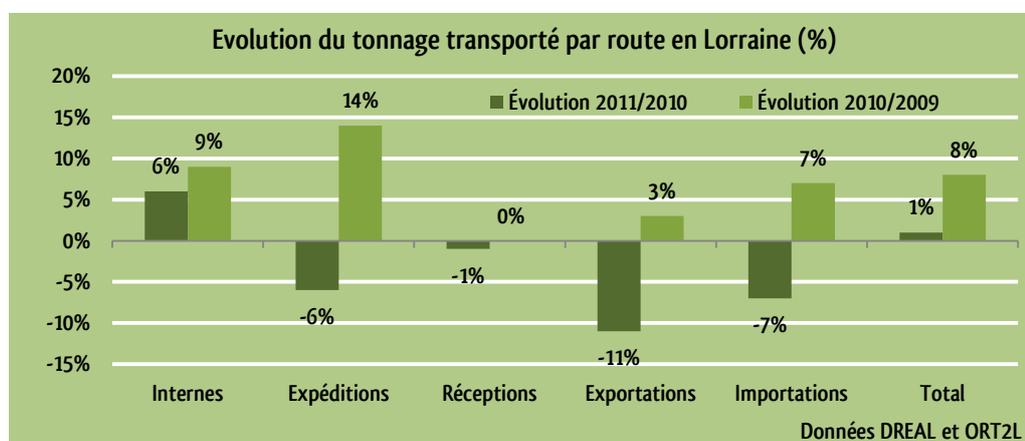
b. Transport routier : une timide hausse de 1% en 2011

L'évolution des trafics routiers en 2011 (+1%) est en net ralentissement par rapport à l'évolution 2010 (+8%). Les échanges internes restent relativement dynamiques (+6%), alors de fortes baisses sont enregistrées pour l'interrégional et l'international.

Répartition des flux routiers de 2011 par nature et par type de marchandises



Données DREAL, ORT2L



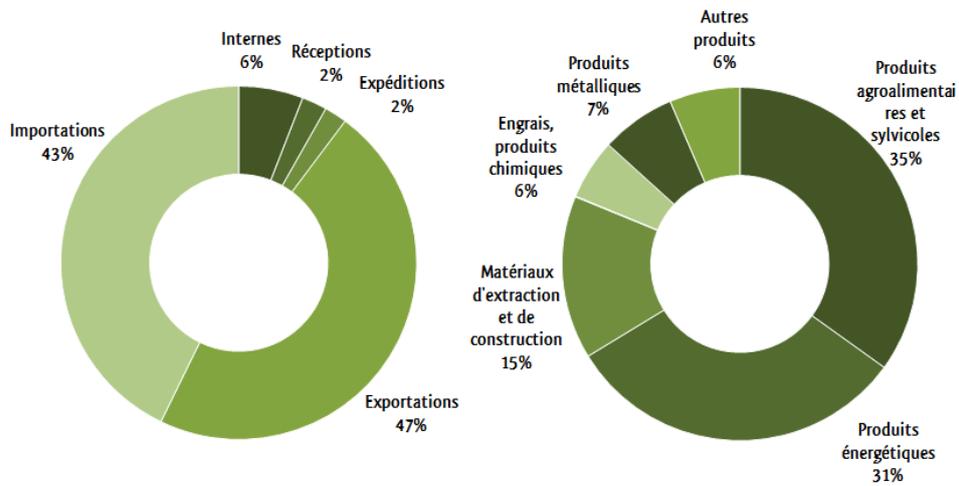
Données DREAL et ORT2L

c. Transport fluvial : nouveau recul en 2012

Après une très mauvaise année 2011 (-13%), le transport fluvial est en nouveau à la baisse en 2012 avec -6%. Les résultats sont toutefois plus contrastés pour l'activité des ports : baisse de 10% à Nancy-Frouard, hausse de 8% pour les Ports de la Moselle. De l'autre côté de la frontière, l'activité du port de Merttert est à nouveau en recul (-8,5%).

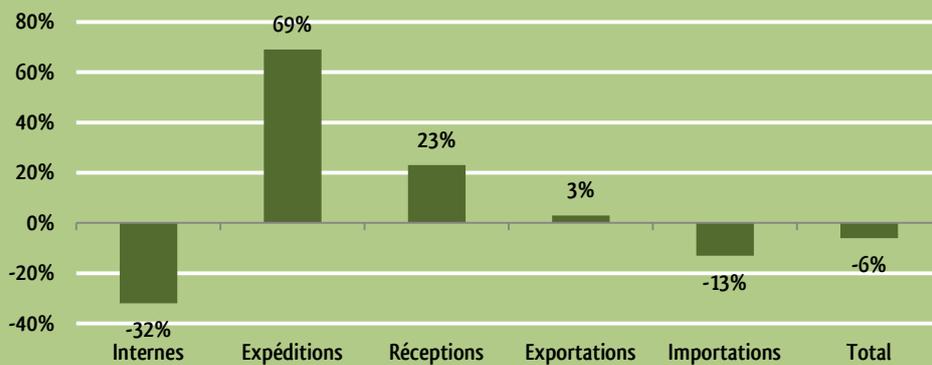
Les céréales, les produits énergétiques et les matériaux d'extraction et de construction occupent toujours une place importante des flux.

Répartition des flux fluviaux de 2012 par nature et par type de marchandises



Données DREAL, ORT2L

Evolution du tonnage transporté par voie fluviale en Lorraine entre 2011 et 2012 (%)



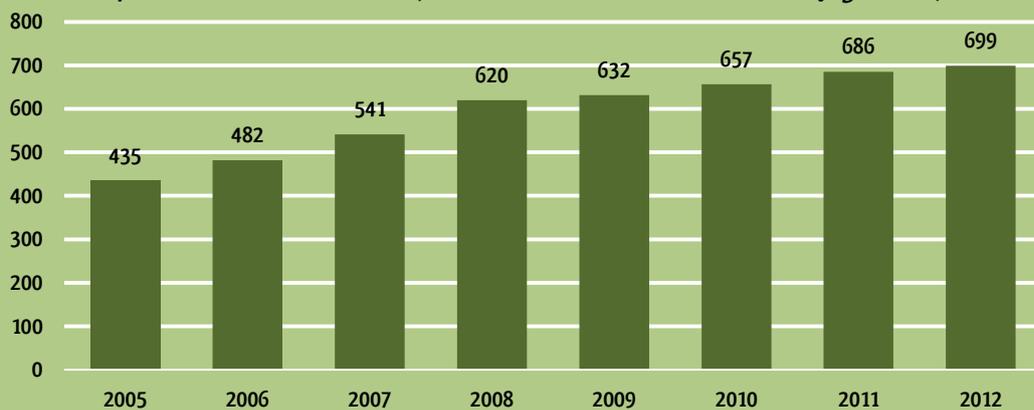
Données DREAL et ORT2L

2- Transports de personnes

a. La fréquentation des TER Métrolor stagne en 2012

Après une dynamique de progression exceptionnelle de l'offre et de la fréquentation des TER Métrolor sur la période 2005-2008, on assiste à un net ralentissement depuis.

Fréquentation du TER Métrolor (services ferroviaires en millions de voyages x km)



Données DREAL et ORT2L

Pour la 1^{ère} fois l'offre a diminué en 2012 (-4%). Dans un contexte de contrainte budgétaire, le Conseil Régional de Lorraine adapte sa politique de transport et demande à la SNCF de faire des économies. Cette politique dite de « développement ciblé » Celles-ci se traduit notamment par le redéploiement de l'offre vers les axes les plus fréquentés, par des services allégés pendant les vacances d'été et d'hiver.

L'offre et la fréquentation sur le réseau TER Métrolor depuis 2010

	2010	2011	2012	Évolution 2010/2011	Évolution 2011/2012
Trafic en milliers de voyages x km	656 901	685 635	698 734	4,40%	1,90%
Offre en milliers de trains x km	10 837	10 907	10 435	0,60%	-4%

Données DREAL, ORT2L

b. Focus sur la mobilité frontalière vers le Luxembourg

Les travailleurs frontaliers français au Luxembourg parcourent une distance moyenne de plus de 2 fois et demie supérieure à celle des actifs travaillant en France : 40 km, vs 23 km (aller). En conséquence, ils passent deux fois plus de temps dans les trajets domicile-travail : 53 minutes contre 23 minutes en moyenne (aller).

Entre 2007 et 2010, le recours aux transports en commun a progressé de 6 points : 17%, contre 11%, 11,5% utilisent le train et 5,5 % le bus, comme mode principal de déplacement. Le covoiturage est resté stable sur la période et se situe autour de 15%.

Principal mode de transport domicile-travail des frontaliers en 2007 et 2010

		Voiture	Train	Bus	Total
Belgique	2007	89,5%	8%	2,5%	100%
	2010	88%	9%	3%	100%
Allemagne	2007	95%	1%	4%	100%
	2010	90%	2,5%	7,5%	100%
France	2007	89%	9,5%	1,5%	100%
	2010	83%	11,5%	5,5%	100%
Total	2007	91%	7%	2%	100%
	2010	86%	9%	5%	100%

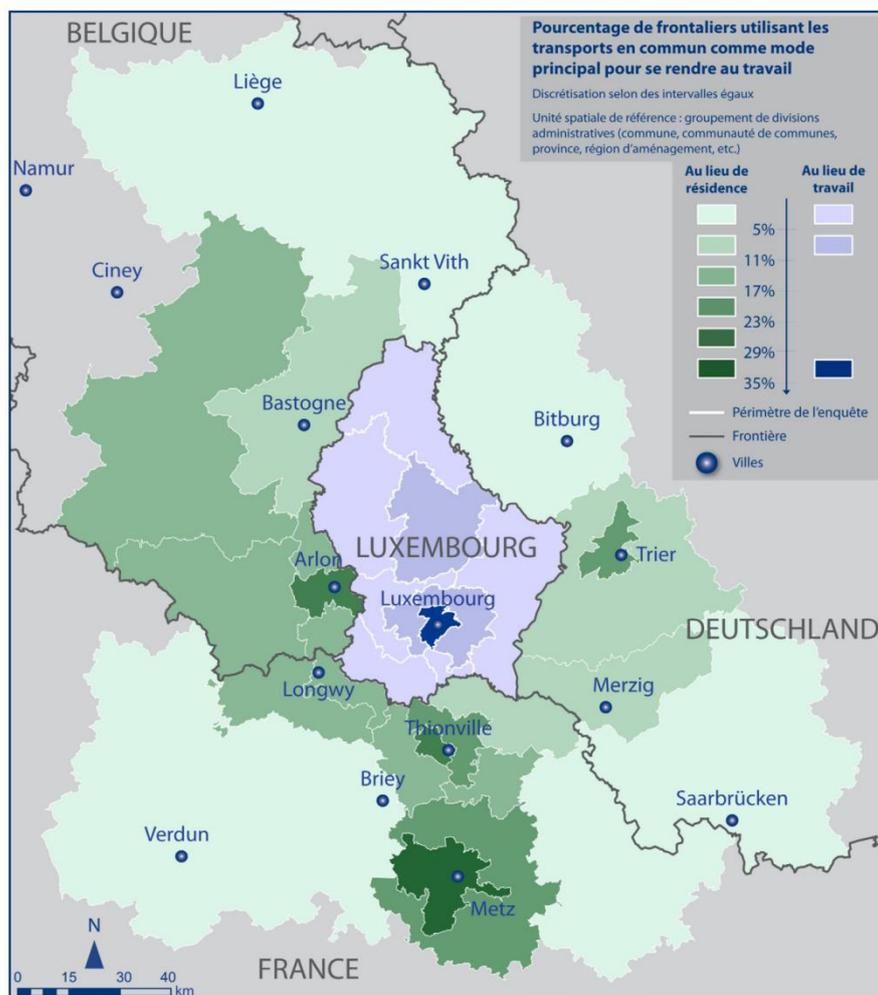
Sources : Enquête "Dépenses des frontaliers," CEPS/INSTEAD, STATEC 2007 (5 724 répondants) ; EMF 2010, CEPS/INSTEAD (7 235 répondants)

Note : Dans le cas des déplacements multimodaux, le mode de transport principal est celui avec lequel le frontalier parcourt la plus longue distance.

Mais derrière cette moyenne se cachent de fortes disparités selon le lieu de résidence et de travail : les frontaliers résidents dans les principales villes du Sillon Lorrain où les liaisons sont plus nombreuses et performantes ont, en toute logique, un taux d'utilisation des transports en

commun supérieur à ceux qui habitent dans des zones moins bien desservies. Par exemple : 34% pour les frontaliers résidents à Metz, 24% à Thionville. De la même façon, le lieu de travail au Luxembourg influe sur le choix du mode de déplacement : les frontaliers travaillant dans la capitale sont usagers des transports collectifs à 35%, contre 6% pour l'agglomération et 2% pour le reste du Pays.

Un recours aux transports en commun variable en fonction du lieu de résidence des frontaliers



Les temps de trajets dits de rabattement (entre le domicile et la gare et entre la gare d'arrivée et le lieu de travail) représentent 35% de la durée totale du déplacement.

L'amélioration de ces rabattements (vélo, transports en communs, covoiturage...) vers les principales gares de départ (Thionville, Metz, Hagondange, Longwy, Audun-le-Tiche) ainsi qu'entre la gare de Luxembourg-ville et les lieux de travail sont des enjeux importants pour accompagner les comportements de « mobilité durable ». La constitution de **chaînes de déplacements intermodales performantes** et des abonnements intégrés y participent pleinement.

Un autre levier d'action est celui de **l'assouplissement des plages horaires de travail** des frontaliers afin réduite la saturation des réseaux en heure de pointe : 78% de frontaliers usagers des transports en commun partent entre 6h et 8h, contre 57% des automobilistes. Ces derniers étalent davantage leurs départs pour gagner du temps en évitant les engorgements sur l'A31 : 18% partent avant 6h et 25% après 8h.

Durée moyenne des déplacements domicile-travail des usagers des transports en commun

Modes de transports successifs*	Durée moyenne	Part des usagers des TC
voiture + train + bus	75 min	23%
train + bus	72 min	13%
autres combinaison	72 min	6%
voiture + train (ou bus)	68 min	38%
uniquement train (ou bus)	59 min	20%
Moyenne	69 min	100%

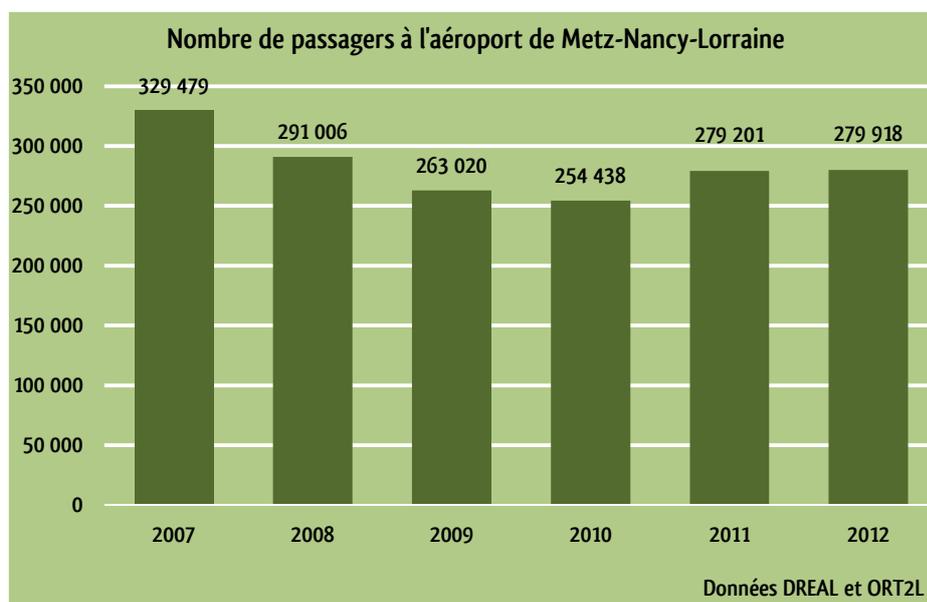
Source : EMF 2010, CEPS/INSTEAD

*les trajets à pied sont comptabilisés dans la durée de trajet mais ne sont pas indiqués comme mode de transport

Note de lecture : 23% des frontaliers utilisant les TC prennent successivement la voiture, le train et le bus et mettent 75 minutes pour aller au travail

c. Transport aérien : Metz-Nancy-Lorraine en difficultés

Après avoir renoué avec la croissance en 2011 (+9,7%), les trafics de l'aéroport régional Metz-Nancy-Lorraine se sont stabilisés en 2012 (+0,3%). En revanche, l'activité en 2013 devrait subir les revers d'une trop forte dépendance aux destinations phares de la saison estivale.



4.2.3 – Profil énergétique de la Lorraine

Les défis de la transition énergétique

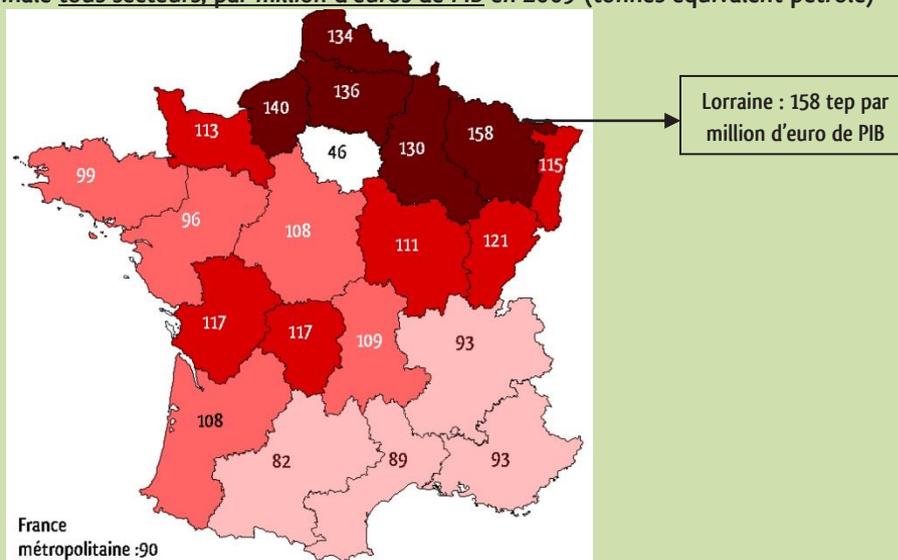
La Lorraine est une terre d'énergie. Dans les secteurs industriels et résidentiels, elle est sans doute la région française la plus concernée par les défis de la sobriété énergétique mis en évidence dans le cadre du débat national sur la transition énergétique.

La région affiche en effet la plus forte **consommation** par habitant, en raison notamment de la présence d'industries dont les besoins énergétiques représentent 10% de la consommation de l'industrie française. Ces consommations affichent une tendance à la baisse liée à la disparition ou au remplacement d'outils industriels énergivores. La crise a accéléré ce phénomène comme le montrent les dernières statistiques de consommation d'électricité. Le parc du bâti en Lorraine (résidentiel + tertiaire) est également le plus consommateur de France, si on le rapporte au nombre d'habitants de la région.

La Lorraine contribue à la **production** de 8,1% de l'énergie française, dont 7,5% de l'électricité. Le mix énergétique en termes de production d'électricité fait apparaître une prédominance du nucléaire (70% de la production régionale d'électricité), une part importante du fossile thermique (26%) et une part relativement faible, mais croissante, des énergies renouvelables (4,2%). Le potentiel des énergies renouvelables est néanmoins important : leur production d'électricité a été multipliée par 3,3 entre 2006 et 2012.

La Lorraine représente 5,1% de la consommation totale d'énergie de la France métropolitaine, c'est la région de France pour laquelle le ratio Tep (tonnes équivalent pétrole) d'énergie consommée par million d'euros de PIB est le plus élevé.

Consommation d'énergie finale tous secteurs, par million d'euros de PIB en 2009 (tonnes équivalent pétrole)



Données Base Eider, Ministère du développement durable, INSEE, calculs et carte CESEL

1- Consommation finale d'énergie en Lorraine : 5,1% de la consommation française

En 2009, la Lorraine a consommé 7,849 millions de tonnes équivalent pétrole (tep) d'énergie sur les 153,9 millions consommés en France métropolitaine. Rapportée au nombre d'habitants, ce chiffre place la Lorraine en tête des régions pour la consommation primaire d'énergie.

La Lorraine représente 15% de la consommation française de charbon

Malgré une baisse importante et continue de la consommation de charbon en France comme en Lorraine, son importance dans la consommation finale d'énergie reste élevée dans la région et représente 14,9% de la consommation d'énergie. Cette consommation est notamment liée aux activités manufacturières de la région.

Lors de la dernière décennie, la consommation d'électricité a baissé en Lorraine alors qu'elle a poursuivi sa hausse en France (-3% contre +12%). La consommation de gaz naturel a également enregistré une baisse plus sensible en Lorraine (-8%) qu'en France métropolitaine (-1%).

Répartition et évolution des consommations finales d'énergie selon la source d'énergie

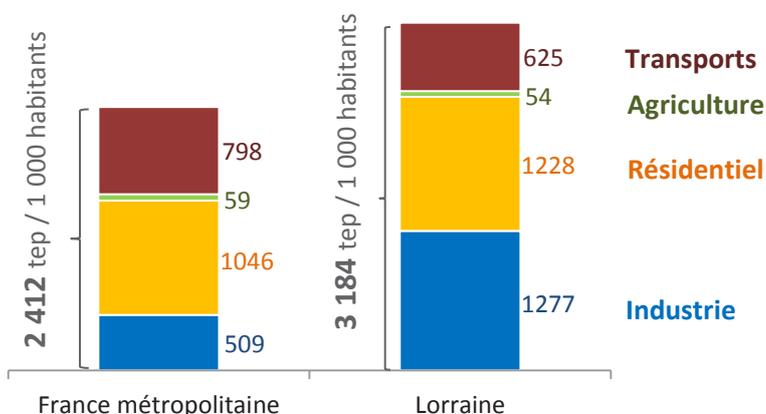
Données ktep	Part de la consommation totale en France	Part de la consommation totale en Lorraine	Part de la Lorraine dans la consommation française	évolution en France 1999-2009	Evolution en Lorraine 1999-2009
Consommation de charbon	3,4%	14,9%	22,2%	-29%	-21%
Consommation de produits pétroliers	43,1%	33,5%	4,0%	-9%	6%
Consommation de gaz naturel	20,6%	21,9%	5,4%	-1%	-8%
Consommation d'électricité	23,3%	20,0%	4,4%	12%	-3%
Consommation de bois énergie	5,3%	4,7%	4,5%	3%	-15%
Consommation de vapeur et chauffage urbain	2,3%	2,5%	5,6%	30%	38%
Consommation de biocarburants	1,6%	1,0%	3,3%	nd	nd
Consommation finale totale d'énergie	100,0%	100,0%	5,1%	-1%	-2%

Base Eider, Ministère du développement durable

La Lorraine représente près de 10% de la consommation énergétique de l'industrie française en 2009

L'industrie occupe une place très importante dans la consommation d'énergie finale en Lorraine (42,9% des consommations contre 22,8% en France). Le secteur a marqué une baisse importante de la consommation les 10 dernières années (-6% en Lorraine et -10% en France métropolitaine). Tous les autres secteurs ont augmenté leur consommation. L'agriculture, qui représente une très faible part de la consommation d'énergie (1,6%), a augmenté ses besoins de 9%. Le tertiaire résidentiel pèse pour près de 37% de la consommation et marque une hausse de 1% sur la période, une hausse similaire à celle des transports qui représentent 18,7% des besoins énergétiques lorrains.

Consommation d'énergie primaire par secteur (en tep / 1 000 habitants)



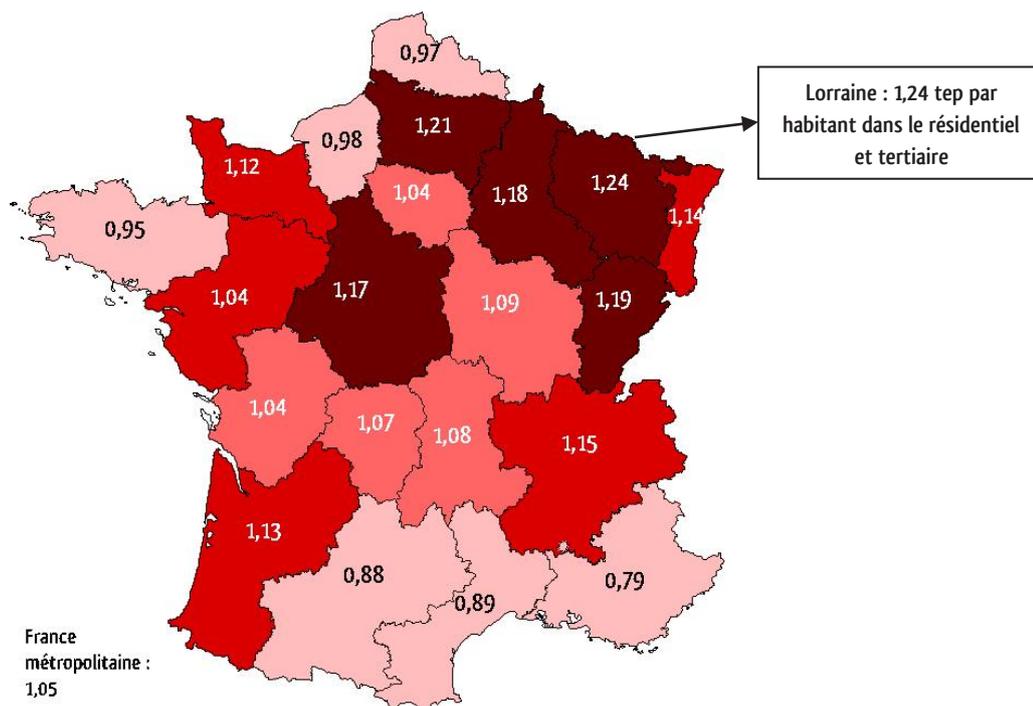
Données Ministère du Développement Durable

La consommation industrielle n'explique pas tous les écarts

Les écarts de consommation finale d'énergie sont également visibles dans la consommation du secteur résidentiel et tertiaire qui mesure la consommation d'énergie des bâtiments. En la rapportant aux populations régionales en 2009, la Lorraine est également au premier rang des régions pour l'intensité des besoins en énergie du bâti.

Ce constat renvoie au débat sur la lutte contre la précarité énergétique. La Lorraine doit faire partie des priorités d'action dans le cadre de l'atteinte des objectifs nationaux.

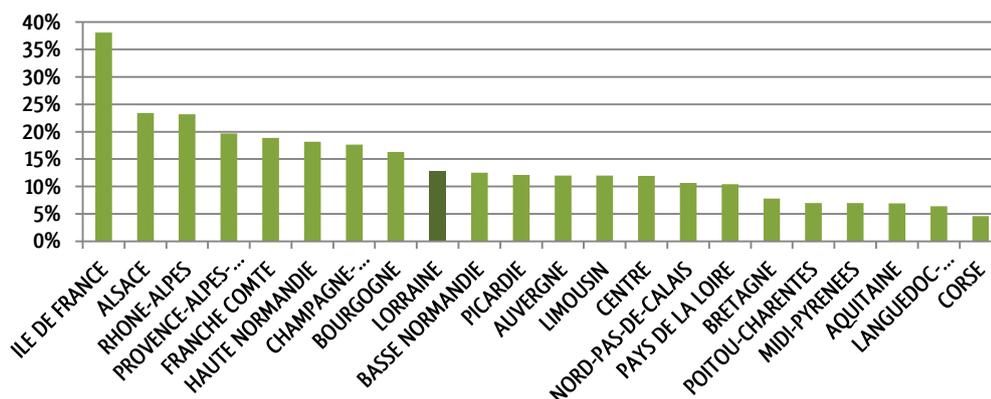
Consommation d'énergie finale du secteur résidentiel et tertiaire, par habitant en 2009 (tonnes équivalent pétrole)



Données Base Eider, Ministère du développement durable, INSEE, calculs et carte CESEL

En 2009, 12,7% des résidences principales en Lorraine étaient raccordées à un réseau de chauffage collectif (y compris urbain), pour une moyenne nationale de 18,1%. Ce faible raccordement peut être mis en parallèle avec les éléments décrits dans le chapitre « Logement » de ce rapport sur la précarité énergétique des résidences lorraines. La part du nombre de logements raccordés à un chauffage collectif a tendance à s'éroder sur la dernière décennie : elle baisse de 1,3 point en Lorraine et 1,2 point en France métropolitaine.

Part de résidences principales raccordées à un réseau de chauffage collectif en 2009 (%)



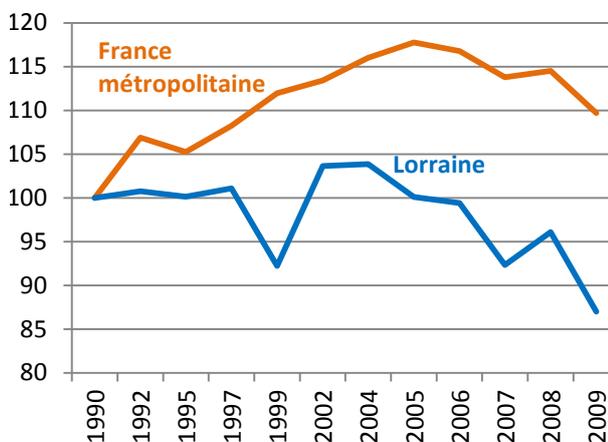
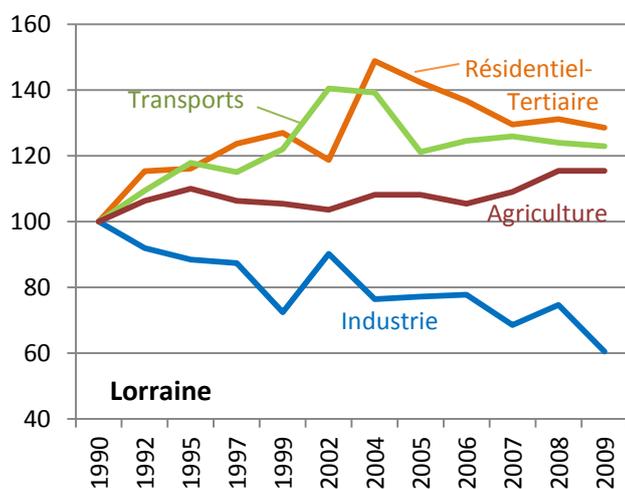
La Lorraine et le Nord-Pas-de-Calais sont les seules régions qui ont baissé leur consommation d'énergie depuis 1990

Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la consommation est en hausse de 13,5% en 20 ans. Deux régions voient leur consommation baisser : la Lorraine (-7,7%) et le Nord-Pas-de-Calais (-4,7%). Ces évolutions coïncident avec la désindustrialisation qui a lieu dans les deux régions marquées par une forte présence d'industrie de base, fortement consommatrices d'énergie. La fermeture d'installations, mais aussi les gains d'efficacité énergétiques ont un impact visible sur les statistiques de consommation d'énergie.

La poursuite de la désindustrialisation depuis 2009, avec la fermeture provisoire ou définitive de certaines installations fortement consommatrices d'énergie en Lorraine va sans doute être notable dans les statistiques de 2010, 2011 et 2012.

Sur la dernière décennie (1999-2009), la consommation finale d'énergie est en baisse dans 10 régions : Nord-Pas-de-Calais (-12,9%), PACA (-9%), Bourgogne (-7,4%), Midi-Pyrénées (-3,6%), Franche-Comté (-2,8%), Lorraine (-2,1%), Ile-de-France (-2%), Auvergne (-1,1%), Rhône-Alpes (-0,7%) et Poitou-Charentes (-0,5%).

Evolution de la consommation primaire d'énergie (1990 = 100)

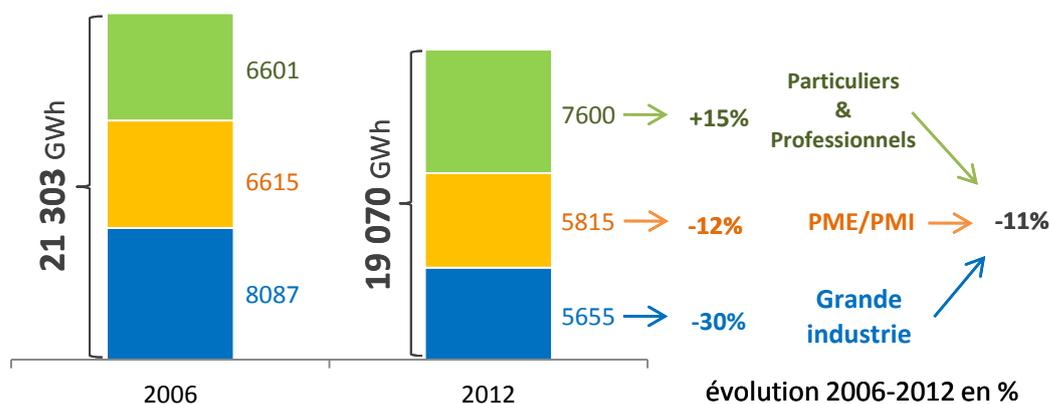


Données Ministère du Développement Durable

Baisse importante de la consommation d'électricité entre 2006 et 2012

Sur la période plus récente, on constate une poursuite de la tendance à la baisse de la demande d'énergie à travers les statistiques de consommation d'électricité fournies par RTE-Est (-11% entre 2006 et 2012). La baisse est notamment marquée chez les consommateurs de « grande industrie » (-30%) et les PME/PMI (-12%).

Evolution de la consommation d'électricité en GWh entre 2006 et 2012 en Lorraine



Données RTE, électricité raccordée au réseau

2- 8,1% de l'énergie française est produite en Lorraine

La Lorraine a toujours occupé une place particulière en matière d'énergie tant au niveau de la production que de la consommation liée principalement aux besoins de son industrie.

L'énergie produite en Lorraine a représenté près de 10% de la production d'énergie en 1990 et 8,1% en 2009.

Evolution de la production d'énergie en Lorraine et en France métropolitaine (Ktep)

	Lorraine	France métropolitaine	Part de la Lorraine
1990	10 096	101 784	9,9 %
2009	8 849	109 298	8,1 %

Source Ministère du développement durable

D'après les statistiques de l'INSEE, le secteur de l'énergie représente près de 15 000 emplois en Lorraine, soit 4% des emplois du secteur au niveau national.

Salariés et établissements relevant du secteur de l'énergie en Lorraine (2009)

	Nombre d'établissements				Nombre de salariés			
	Ensemble	Industries extractives	Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur, air conditionné	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets, dépollution	Ensemble	Industries extractives	Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur, air conditionné	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets, dépollution
Lorraine	2 397	7,7	41,0	51,3	14 837	7,0	50,4	42,6
France	50 405	8,9	51,5	39,6	374 575	6,7	44,7	48,6
Part de la Lorraine	4,7 %				4 %			

Source INSEE

3. Production d'électricité

1 541 GWh d'électricité renouvelable raccordée au réseau produite en Lorraine en 2012

La production d'électricité (reliée au réseau) reste en Lorraine largement dominée par le nucléaire qui représente en moyenne 75% de la production. On note néanmoins une baisse de production du centre nucléaire de Cattenom en 2012, qui ramène la part de l'énergie atomique à 70% pour cette année. Le fossile thermique (charbon et gaz) est également une source d'énergie privilégiée en Lorraine. Il est marqué par une montée en puissance des centrales à gaz qui, peu à peu, se substituent aux centrales à charbon, moins efficaces. En moyenne, ces unités produisent 22% de l'électricité lorraine. Les énergies renouvelables ne représentent en 2012 que 3,6% de la production d'électricité, mais leur contribution augmente de manière non-négligeable dans la région : elle a été multipliée par 7 depuis 2006.

Production d'électricité raccordée au réseau en Lorraine (en GWh)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Part en 2012	évolution 2012/2006
Nucléaire	33879	37013	34735	33489	34673	33925	29928	69,7%	-11,7%
Thermique fossile	10284	10273	9293	8333	12077	9 250	11211	26,1%	9,0%
Hydraulique	326	341	357	283	307	200	273	0,6%	-16,3%
Thermique à combustible renouvelable éolien, solaire	224	465	775	898	969	1214	1541	3,6%	587,9%
Totale	44713	48092	45160	43003	48025	44589	42953		-3,9%

4.3 Economie verte

4.3.1 – Secteurs et emplois de l'économie verte

Des filières stratégiques

La transition vers une croissance verte est une réalité en Lorraine. Elle se dessine peu à peu dans l'émergence progressive de projets structurants dans des activités nouvelles ou appliquées aux mutations durables des activités traditionnelles de la région, comme :

- La chimie verte ;
- Les fibres ;
- Les énergies renouvelables ;
- Le bois
- Le transport multimodal ;
- L'eau ;
- La dépollution des sols ;
- L'éco-conception dans l'approche cycle de vie des produits ;
- L'éco-construction dans le bâtiment ;
- Les matériaux et ressources rares ;
- Le captage du CO₂ ;
- Les véhicules du futur ;
- ...

Toutes ces activités sont génératrices de croissance et d'emplois, en produisant des biens ou services ayant pour finalité d'accroître la protection de l'environnement ou de gérer les ressources naturelles.

1. Croissance verte : un concept à intégrer dans le développement des filières industrielles stratégiques

La protection de l'environnement est devenue une opportunité d'investissement génératrice de croissance et d'emplois. Cette évolution est perçue comme essentielle dans la plupart des pays.

Les filières de la croissance verte sont les conditions du développement économique et industriel et devront se construire dans un objectif d'optimisation de l'utilisation de la ressource énergétique et des matières premières non-renouvelables.

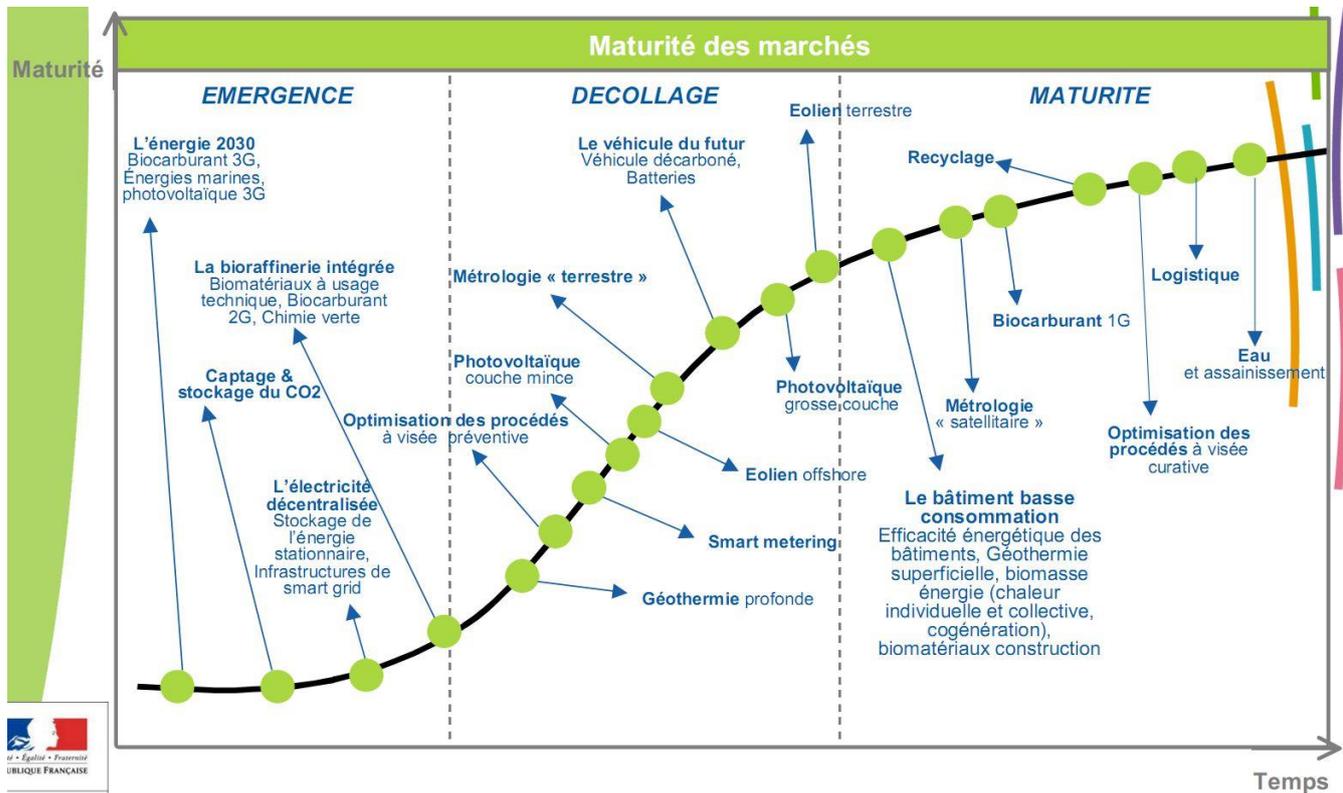
Le rapport sur les filières industrielles de l'économie verte⁴⁸, produit en 2010 par le CGDD met en avant 18 filières pour la France :

Biomasse énergie ; Biocarburants ; Energies marines ; Eolien ; Photovoltaïque ; Géothermie ; Captage, stockage et valorisation du CO₂ ; Bâtiment à faible impact environnemental ; Véhicule décarboné ; Logistique et gestion de flux ; Réseau énergétique intelligent ; Stockage de l'énergie ;

⁴⁸ Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), *Filières industrielles stratégiques de l'économie verte*, juin 2010

Recyclage des déchets ; Chimie verte ; Biomasse matériaux ; Eau et assainissement ; Métrologie/instrumentation ; Optimisation des procédés.

La Lorraine est capable d'être identifiée sur certains de ces secteurs, classés par le Ministère en fonction de leur maturité.



Graphique CGDD

La Lorraine apparaît en effet dans un certain nombre de ces secteurs avec des capacités réelles de développement : eau (Pôle Hydreos), recyclage et cycle de vie (Ecorévia, Labex Ressources 21), biomasse de deuxième génération (Bure), captage et stockage du CO2 (ULCOS), réseaux électriques intelligents (Ecocité Alzette Belval), ... et également dans des problématiques transverses : matériaux (Pôle Matériaux), chimie verte, transport durable, etc.

2. Les emplois de l'économie verte : 4,1% des emplois français

Il est difficile de mesurer le nombre d'emplois liés à l'économie verte. Ils sont visibles dans deux approches :

- **L'activité des entreprises** qui modifient les processus techniques de fabrication et les moyens nécessaires à une bonne utilisation des ressources. L'emploi ainsi défini concerne le nombre d'emplois dans les entreprises concernées.

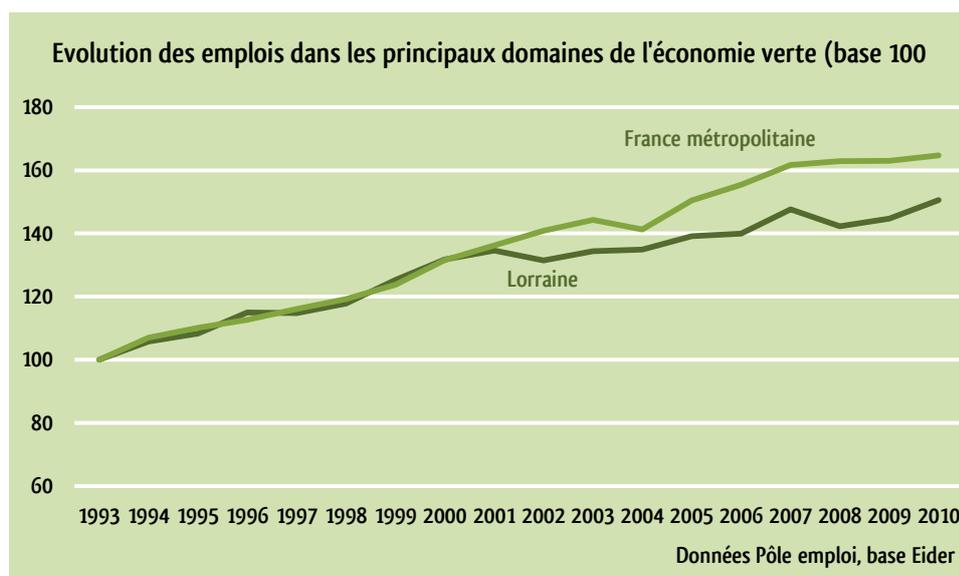
- **Les métiers des personnes actives.** L'identification repose notamment sur les qualifications des actifs, les compétences particulières mobilisées ou à acquérir en vue de l'adaptation aux transformations des activités des entreprises.

Les secteurs identifiés par le Ministère du développement durable en matière d'économie verte pour la production des statistiques correspondent aux activités suivantes :

- démantèlement d'épaves
- récupération de déchets triés
- captage, traitement et distribution d'eau
- collecte et traitement des eaux usées
- collecte des déchets non dangereux
- collecte des déchets dangereux
- traitement et élimination des déchets non dangereux
- traitement élimination des déchets dangereux
- dépollution et autres services de gestion des déchets
- travaux d'isolation
- gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles

Près de 6 000 emplois salariés dans le secteur marchand en Lorraine, 3,9% des emplois verts français

La Lorraine se situe au 19^{ème} rang pour l'évolution entre 1993 et 2010 des emplois dans les principaux secteurs de l'économie verte. La Lorraine représente 4,1% des emplois dans ces secteurs, ce qui est nettement supérieur à son poids dans l'emploi marchand qui se situe à 3,1% en 2011.



Certains secteurs plus représentés

Les secteurs des traitements et de l'élimination des déchets dangereux, non-dangereux, le traitement des eaux et la récupération de déchets triés représentent chacun plus de 4% des emplois nationaux dans ces domaines.

Emplois dans les principaux secteurs de l'économie verte en France et Lorraine

	Lorraine		Evolution 2010- 2000	France métro.		Part de la Lorraine (%)
	Nombre d'emplois en 2010	Evolution 2010/2000 %		Nombre d'emplois en 2010	Evolution 2010/2000 %	
démantèlement d'épaves	234	-5%	-13	5 619	-5%	4,2%
récupération de déchets triés	1 176	0%	-5	24 288	22%	4,8%
captage, traitement et distribution d'eau	1 042	25%	208	33 539	19%	3,1%
collecte et traitement des eaux usées	642	251%	459	11 824	54%	5,4%
collecte des déchets non dangereux	796	38%	221	35 007	46%	2,3%
collecte des déchets dangereux	134	-58%	-182	3 323	-29%	4,0%
traitement et de l'élimination des déchets non dangereux	963	21%	167	14 141	21%	6,8%
traitement et de l'élimination des déchets dangereux	278	3%	9	6 449	27%	4,3%
dépollution et autres services de gestion des déchets	284	324%	217	2 990	1063%	9,5%
travaux d'isolation	666	-36%	-381	16 071	6%	4,1%
gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles	139	231%	97	1 802	47%	7,7%
TOTAL	6 354	14%	797	155 053	25%	4,1%

Données UNEDIC / Base Eider Ministère du développement durable

4.3.2 – Déchets

L'entrée dans l'économie circulaire

Déchets ménagers ou industriels, le double défi de leur réduction et de leur valorisation (recyclage matière et organique) questionne le processus de fabrication des produits dans sa globalité. La logique du cycle de vie des produits poursuit ces objectifs en cherchant à limiter l'usage des ressources et l'impact environnemental d'un produit, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à son élimination ou sa réintroduction, pour partie, dans la chaîne de production. Cette approche développement durable a également pour effet d'améliorer la chaîne de valeur des produits. Elle doit être développée en Lorraine, région qui dispose d'un ensemble de compétences dans ce domaine.

La quantité de déchets ménagers collectés en Lorraine est en stagnation en 2009. L'objectif du Grenelle est une baisse de 7% entre 2009 et 2014. Le taux de valorisation est en augmentation : entre 2007 et 2009, il passe de 27% à 31%. Avec un objectif de 35% en 2012 et de 45% en 2015, les efforts sont à poursuivre pour atteindre les objectifs du Grenelle. De nouvelles filières de valorisation telle que la méthanisation (déchets agricoles et ménagers) doivent également être encouragées en Lorraine

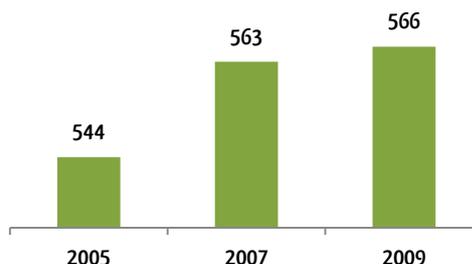
1- Stabilisation des déchets ménagers en 2009 et hausse du taux de valorisation

⇒ Objectif du Grenelle de l'environnement : réduction des déchets produits de 7% entre 2009 et 2014, soit -28kg/hab.

Les déchets ménagers au sens large (c'est-à-dire contenant une part des déchets des commerçants, artisans et administrations) qui ont été pris en charge par les services publics en Lorraine se sont élevés à 1 325 550 tonnes en 2009, soit 566 kg par habitant et par an. En 2007, leur quantité correspondait à 563 kg/hab/an. A défaut d'une baisse des quantités collectées, l'évolution tend vers un tassement de la tendance haussière.

La quantité des ordures ménagères résiduelles au sens large a baissé de 19kg/hab par rapport à 2007, alors que la collecte en déchetterie a augmenté de 21kg/hab.

Quantité de déchets collectés par habitant en Lorraine dans le cadre du service public



Source Ademe Lorraine

⇒ Objectif du Grenelle de l'environnement : taux de valorisation en 2012 : 35% ; en 2015 : 45%

Le principal débouché des ordures ménagères reste l'enfouissement en Lorraine, avec 43% des déchets. Sa part est en baisse au profit d'une meilleure valorisation : 31% en 2009, soit 3 points de plus qu'en 2007 et 10 points de plus qu'en 2005. Les deux principales filières de valorisation, à savoir le tri-récupération de matière et le compostage sont en hausse dans la région (respectivement +5,9 points et +4,1 points dans la destination des déchets entre 2005 et 2009).

En 2009, le traitement biologique des déchets se limite au compostage, en l'absence d'installation de méthanisation opérationnelle à cette date⁴⁹.

Filières d'élimination / valorisation des déchets collectés dans le cadre du service public en 2009 (hors déchets inertes, tonnes et %)

	2009				Lorraine 2009	Lorraine 2007	Lorraine 2005	Evolution 2005- 2009
	54	55	57	88				
Enfouissement	145 552 39,7%	51 505 56,3%	283 816 50,8%	38 661 20,0%	519 535 42,9%	562 131 46,8%	642 756 51,2%	-19,2% -8,2
Compostage	37 379 10,2%	5 982 6,5%	51 549 9,2%	18 911 9,8%	113 821 9,4%	96 150 8,0%	66 807 5,3%	70,4% 4,1
Tri/Valorisation de matière	71 193 19,4%	18 604 20,3%	121 094 21,7%	47 735 24,7%	258 625 21,4%	224 867 18,7%	193 914 15,4%	33,4% 5,9
Traitement thermique	101 704 27,8%	9 832 10,7%	89 629 16,0%	85 352 44,1%	286 517 23,7%	275 890 23,0%	286 095 22,8%	0,1% 0,9
Filières spécifiques	808 0,2%	184 0,2%	1 620 0,3%	495 0,3%	3 108 0,3%	2 653 0,2%	3 082 0,2%	0,8% 0,0
Non-défini	9 807 2,7%	5 454 6,0%	11 139 2,0%	2 418 1,2%	28 818 2,4%	38 999 3,2%	63 895 5,1%	-54,9% -2,7
Total	366 443 100,0%	91 561 100,0%	558 847 100,0%	193 572 100,0%	1 210 424 100,0%	1 200 690 100,0%	1 256 549 100,0%	-3,7%
Taux de valorisation	29,6%	26,9%	30,9%	34,4%	30,8%	26,7%	20,7%	10,0

Source Ademe Lorraine

2- Une grande proportion de déchets industriels, mais un meilleur taux de valorisation qu'au plan national

Sur les déclarations 2008 de **déchets industriels non dangereux**, la Lorraine en recense **3,3 Mt**, soit **14% de la quantité nationale** (compte tenu des seuils d'obligation de déclaration des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, une étude de l'ADEME a estimé que les quantités déclarées représentaient 1/3 des quantités totales).

⁴⁹ L'usine de méthanisation Methavalor à Morsbach (57) est entrée en service en septembre 2011.

2,4 Mt de déchets ont été traités : 52% sont éliminés par stockage ou incinération, **48% sont valorisés par récupération d'énergie ou par recyclage**, contre respectivement 65,4% et 34,6% pour la moyenne nationale.

A noter que plus de 70% des déchets traités dans un département sont issus de ce département, 25% proviennent d'autres départements et 3% sont issus de l'étranger.

Sur les déclarations 2008 de déchets industriels dangereux, la Lorraine représente 4,3% des quantités nationales avec 200 000 t sur 4.8 Mt (selon la même étude de l'ADEME 2004, ces déclarations représentent 80% des déchets dangereux totaux). 41% de ces déchets proviennent de la métallurgie et de l'industrie chimique.

2/3 des déchets produits en Lorraine sont traités en région : 233 000 t en 2008 (4.1% du national) : là encore **le taux de valorisation en Lorraine est supérieur au niveau national avec 47% contre 44 %**.

En revanche, ne sont pas comptabilisées dans cette analyse les 700 000 t de déchets dangereux importés par an par la Lorraine (principalement Meurthe-et-Moselle et Moselle), **qui en exporte également 85 000 t** (Vosges et Moselle).

Enfin, la question des déchets radioactifs est toujours prégnante en Lorraine : avec la centrale de Cattenom, d'une part, et l'éventualité du stockage profond des déchets haute et moyenne radioactivité à Bure, d'autre part.

La centrale de Cattenom

4 réacteurs de 1 300 MW chacun
 Déchets d'1 tranche de 1 000 MW par an :
 500 t de déchets de faible radioactivité
 200 t de déchets de moyenne radioactivité
 25 t de déchets de haute radioactivité
 Stockés en surface sur site et dans le centre de stockage de l'Aube.



CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE

Hôtel de Région - Place Gabriel Hocquard
BP 81004 - 57036 Metz Cedex 1
Tél. 03 87 33 60 26 - Fax 03 87 33 61 09

www.ceselorraine.eu - cese@lorraine.eu
www.facebook.com/ceselorraine
www.twitter.com/ceselorraine

DÉCEMBRE 2013